Année 1952. — N° 9. Le Numéro : 15 francs. 20 Juin 1952.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 250 fr.; ETRANGER : 450 fr.
(Compte chèque postal: 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1952

Séance du 18 Juin 1952.

SOMMAIRE

Etude du revenu national et de la conjoncture économique (1).
Répercussions du réarmement des nations occidentales sur l'économie française et le niveau d'existence des Français (1).

ETUDE DU REVENU NATIONAL ET DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

CONJONCTURE ECONOMIQUE

1° Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. Jacques Dumontier.

INTRODUCTION

A la fin du premier semestre 1952, la situation économique française semble se caracteriser par un certain arrêt de l'évolution précédente: un palier de la production, une certaine stabilité des prix s'opposent à l'expansion et à la hausse qui avaient caractérisé la période antérieure.

Certains facteurs, toutefois, empêchent de penser que ce palier puisse être considéré comme un équilibre. Le niveau relatif des prix français et des prix étrangers reste, entre autres, préoccupant. En outre, bien des difficultés qui se présentaient à l'économie française ont été seulement reportées. elles risquent de se renouveler en été.

Enfin, certaines options prises pour résoudre des difficultés immédiates ne sont pas sans avoir des conséquences sur l'avenir.

— 1 —

PALIER DE LA PRODUCTION

a) L'emploi.

La population active atteint, au début de l'année 1952, le chiffre de 21,5 millions de personnes, en augmentation de 3,4 p. 100 sur le chiffre de 1946, année du recensement. Cette augmentation provient essentiellement d'un accroissement de la main-d'œuvre masculine. La part de la population active agricole dans la population active totale de la France reste aux environ de 33 p. 100

Le récent accroissement de l'activité dans la plupart des branches industrielles s'était reflété, l'année dernière, dans une absence quasi-complète du chômage. A la fin du troisième trimestre de l'année 1951, le nombre des chômeurs secourus était inférieur à 30.000. D'après des enquêtes par sondage de l'I. N. S. E. E., le nombre total des personnes sans emploi, aptes à travailler et cherchant du travail, était d'environ 200.000, soit un peu moins de 1 p. 100 de la population active.

(1) Le compte rendu des délibérations du Conseil économique sur cette question figure au *Bulletin du Conseil économique* n° 11 du 19 Juin 1952.

Mais, depuis cette date, la situation du marché du travail a fait apparaître un certain malaise. Celui-ci s'est précisé au début de l'année 1952 et s'est aggravé au second trimestre, sans toutefois dépasser les chiffres de l'année précédente.

En mai, le nombre des chômeurs secourus est resté stable. L'on note cependant une régression du nombre des demandeurs d'emplois et, surtout, une augmentation des offres s'étant fait sentir dès le mois de mars, époque de l'année où l'influence saisonnière est généralement peu marquée. La situation demeure défavorable pour les employés de bureau, les manœuvres, les professions du spectacle, du commerce, des cuirs et peaux (le textile souffrant plutôt du chômage partiel).

Il semble toutefois qu'un symptôme de ralentissement de l'activité doive être trouvé dans une diminution du temps de travail, plutôt que dans celle de la main-d'œuvre employée.

L'enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité économique et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er avril 1952 fait ressortir un fléchissement de la durée hebdomadaire du travail, pour l'ensemble des activités couvertes par l'enquête, à une époque où le mouvement saisonnier est plutôt à l'augmentation. La diminution est particulièrement sensible dans le bâtiment; aux extrêmes, on trouve que la production des métaux, qui avait dépassé 49 heures à l'enquête d'octobre, est redescendue à 48,4 heures; les cuirs et peaux qui avaient été très touchés en 1951, en revanche, progressent et atteignent au 1er janvier 41,2 heures, mais retombent à 40,8 heures au 1er avril. Les textiles restaient au niveau insuffisant de 42,3 heures, atteint l'automne précédent, et ne sont plus, à l'enquête d'avril, qu'à 40,7 heures.

Au total, l'accroissement du nombre des travailleurs n'a pas compensé la récession du temps de travail. L'indice de l'activité (produit du temps de travail par le nombre d'heures ouvrées) est descendu, comme il est habituel en cette saison, de 128,1, en octobre à 127,0, en janvier, mais le mouvement s'est poursuivi pendant le premier trimestre et l'indice d'activité est à 126,3 au 1er avril 1952, chiffre encore supérieur à celui du 1er avril 1951: 125,0.

Chômage.

Nombre de chômeurs secourus (France entière).

1950. — Maximum: 1er avril	61.640
Minimum: 1er octobre	44.400
1951. — Maximum: 1er mars	56.700
Minimum: 1er novembre	27.340
1952. — 1er janvier	33.040
1er février	37.880
1er mars	41.160
1er avril	41.635
1er mai	39.460
15 mai	38.760

(On rappelle que les chiffres ci-dessus n'ont qu'une valeur relative.)

Durée hebdomadaire moyenne du travail.

	JANVIER 1951.	AVRIL 1951.	OCTOBRE 1951.	JANVIER 1952.	AVRIL 1952.
Toutes activités	45,0	45,2	45,3	45,1	44,9
Energie	47,9	48,0	47,9	47,9	47,9
Industries de transformation.	44,9	45,2	45,4	45,1	44,7
Dont:					
Métallurgie	47,5	47,5	49,1	48,5	48,4
Bâtiment	45,7	46,9	47,7	46,4	47,0
Textile	43,4	43,3	42,4	42,3	42,7
Transports	47,6	47,7	47,6	47,6	47,6
Activités commerciales et libérales	43,3	43,4	43,5	43,5	43,4

Indices de l'emploi et de l'activité de la main-d'œuvre.

Source: ministère du travail (base 100 en 1938).

	INDICES DES EFFECTIFS 1er avril			INDICES DE L'ACTIVITÉ 1er avril		
	1950	1951	1952	1950	1951	1952
Toutes activités	106,4	108,9	110,7	121,2	125,0	126,3
Energie	115,9	111,2	109,9	138,8	133,4	131,8
Industries de transformation	113,1	117,1	120,3	129,4	135,7	137,5
Dont:						
Métallurgie	113,4	113,6	116,7	137,8	136,2	142,6
Bâtiment	129,9	137,5	148,7	151,7	161,3	174,7
Textile	100,0	101,7	97,7	114,8	118,4	106,9
Transports	88,6	84,8	82,3	105,9	101,7	98,4
Activités commerciales et libérales	93,8	96,5	97,4	101,4	104,6	105,7

b) La production industrielle.

Avec un chiffre de 152 pour le mois de mars et de 151 provisoire pour le mois d'avril, l'indice de la production industrielle (sans le bâtiment) dépasse légèrement le palier de 150 pour les quatre premiers mois de 1952. Il se situe ainsi à quelque 10 p. 100 au-dessus du niveau du premier trimestre de l'année dernière, perturbé, il est vrai, par des grèves.

A la tendance ascensionnelle générale du deuxième semestre 1951 vient s'ajouter, depuis janvier, le développement de la branche de la transformation des métaux (qui compte pour 32 p. 100 du total dans l'indice général). Son activité est passée successivement de l'indice 160, en décembre, à l'indice 178-179, en mars-avril 1952. Il convient de remarquer, toutefois, que cet indice partiel reflète davantage la consommation apparente de métaux que l'évolution propre des industries les utilisant: l'aéronautique y est en progression jusqu'en février, mais a connu un recul depuis; l'automobile marque une légère régression, depuis janvier.

Si l'on considère les indices partiels des trois grands groupes: énergie, biens de consommation, biens d'équipement, on constate que ce sont les industries d'équipement qui ont fait le plus de progrès depuis un an et ont ainsi nettement dépassé les industries de consommation. Celles-ci avaient été stimulées les premières, à la suite des événements de Corée, et avaient augmenté de 10 p. 100 de mai 1950 à mai 1951, mais ont diminué de 5 p. 100 depuis lors. L'arrêt des exportations n'y est pas étranger, ainsi que la réalisation des stocks. Il faut voir dans cette distorsion l'influence des programmes d'armement. Le bâtiment, qui, au mois d'avril, est sorti de la morte saison, peut y ajouter son influence.

Indices mensuels de la production industrielle.

Base 100 en 1938,
corrigés de l'inégalité du nombre des jours ouvrables.

	ENSEMBLE		ENERGIE	EQUIPEMENT	CONSOMMATION
	Avec bâtiment.	Sans bâtiment.			
Pondération	100,0	87,4	10,2	54,9	34,9
1929. — Moyenne	133	125	95	157	106
1950. — Moyenne	123	123	133	130	110
Mai	128	128	129	137	114
Novembre	136	137	146	142	124
Décembre	131	133	149	134	120
1951. — Moyenne	138	139	148	147	121
Janvier	135	136	150	141	120
Février	138	140	149	145	125
Mai	144	145	146	152	129
Novembre	147	148	155	158	128
Décembre	144	145	158	154	123
1952. — Janvier	147	150	166	159	125
Février	148	152	162	162	123
Mars	150	152	159	167	121
Avril	»	151	156	»	»
Variation annuelle pour novembre-décembre (pourcentage)	+ 9,5	+ 8,5	+ 6	+ 14	+ 2,5

(*) Indices provisoires.

Voici, à titre d'exemple, quelques indices caractéristiques :

	Premier trimestre 1952 (base 100 premier trimestre 1951).
Equipement :	—
Production sidérurgique	108
Automobile	116,5
Aéronautique	107
Consommation :	
Textile	100
Cuir	92

c) L'avenir.

Dans l'avenir immédiat, la question qui se pose est de savoir si la production industrielle va ou non accentuer une reprise qui a déjà dépassé les prévisions de l'automne. Pour répondre à cette question, il faut considérer, à la fois, les possibilités matérielles de la production, les conséquences de la politique de réarmement et l'évolution probable de la demande.

Selon les branches, la capacité maximum de production est atteinte, soit par l'appareil de production lui-même, soit par la pénurie de certaines matières premières, soit par l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée et la rigidité de l'emploi.

La saturation de la capacité de production, faute d'équipement, n'est à craindre que dans quelques cas particuliers, comme le gros matériel électrique tournant et l'industrie chimique. En outre, la fabrication de roulements à billes peut ne pas se développer dans la proportion désirée par la demande d'armement, mais les investissements effectués commencent à porter leurs fruits (laminoirs, diminution de l'utilisation de coke métallurgique).

Plus grave est la pénurie d'approvisionnement. Celle-ci dépend évidemment de nos possibilités en devises étrangères et même de certains contingentements internationaux, comme ceux des fines à coke ou du cuivre. En matière de produits de sidérurgie et de ciment, un gros effort a été fait pendant l'hiver dernier qui n'est pas étranger à l'augmentation de la production. L'amélioration de la qualité des aciers Thomas, leur substitution aux aciers Martin, d'une part, l'utilisation du ciment métallurgique grâce à un nouveau procédé de concassage, d'autre part, ont permis l'élargissement du goulot d'étranglement en ces matières. Il suffirait d'une politique énergique d'utilisation de la ferraille pour pouvoir répondre aux commandes sidérurgiques dans les mois prochains.

La situation en énergie paraît satisfaisante, au moins jusqu'à la fin de l'année. En particulier, la puissance électrique, les quantités d'anthracite nécessaire, seront disponibles. Les seuls approvisionnements présentant un caractère de gravité dans l'immédiat sont ceux du cuivre et du soufre. Le cuivre est utilisé par les armements et l'industrie de construction électrique peut souffrir de cette concurrence. La pénurie de soufre, de même, peut s'opposer à la bonne marche de l'industrie chimique, de la production d'engrais et de l'extension de la production du textile artificiel, que menace par ailleurs l'insuffisance de pâtes. Dans l'ensemble, tout en n'étant pas négligeable, la pénurie de matières premières ne s'oppose pas au maintien de l'activité industrielle au niveau du premier trimestre 1952, ni même à un léger gain.

La pénurie de main-d'œuvre ne se manifeste pratiquement que dans le bâtiment. Le goulot de cette industrie est la main-d'œuvre qualifiée, qui ne peut s'adapter rapidement à des techniques nouvelles. La direction des programmes du secrétariat d'état aux affaires économiques estime à 140.000 logements achevés par an le maximum d'efforts compatibles avec la ressource en main-d'œuvre qualifiée ; contrairement à une opinion répandue, la main-d'œuvre du bâtiment et celle des travaux publics ne sont pas interchangeables.

La baisse de production du textile et du cuir pose la question de savoir si une limitation de la production ne peut pas venir dans certains secteurs de l'insuffisance de la demande privée. Par ailleurs, la crise internationale des débouchés textiles interdit d'espérer une reprise sensible dans l'immédiat de cette production ; il est certain que les pays occidentaux ne pourront plus exporter, comme par le passé, les tissus fabriqués et qu'eux-mêmes ont subi des changements dans leurs habitudes de consommation paraissant au détriment de l'habillement. Les fabrications de cuir et d'ustensiles ménagers ont un moins lourd handicap, de ce fait, mais si leur mévente peut, comme celle du textile, être attribuée, dans une certaine mesure, à l'insuffisance permanente du pouvoir d'achat de certaines classes, elle semble aussi due à la résistance à la baisse des prix de détail qui a été observée dans ce domaine. Certes, des baisses ont été acquises, mais par rapport à l'avant-guerre, les prix sont encore trop élevés. Les industriels et les commerçants pourraient développer leurs ventes, en abaissant leurs prix.

Il est, du reste, à noter que les perspectives de baisse des prix entraînent, comme toujours en pareil cas, un ralentissement des commandes, qui se manifeste même dans des secteurs où les niveaux de production se sont maintenus.

Les acheteurs se dérobent aux sollicitations des vendeurs, d'autant plus volontiers que, dans la période précédente de hausse des prix, des stocks se sont constitués, aussi bien chez les utilisateurs finaux qu'au stade des distributeurs et des transformateurs.

Ce ralentissement des affaires, à condition d'être passager, peut être considéré comme la rançon inéluctable de la baisse des prix. Il serait souhaitable que la baisse nécessaire pour ajuster nos prix intérieurs aux courants internationaux se réalise le plus tôt possible, pour lever cet aspect constitué par des perspectives de baisse illimitée dans le temps.

Du côté de la demande publique, la substitution d'un programme d'armement à un programme d'investissements peut entraîner, par frictions, quelque diminution de la production industrielle. Il semble toutefois qu'il sera difficile de freiner complètement les investissements et que l'accroissement de la demande publique, dans son ensemble, aura un effet plus important que son changement interne. Enfin, si l'on se réfère aux évolutions de structures des économies étrangères, le maximum des investissements privés à réaliser pour la reconversion de l'économie ne doit guère être atteint avant la fin de l'année. A moins d'une politique draconienne de crédit, la demande d'investissement ne devrait pas baisser.

Dans l'ensemble donc, et compte tenu des variations saisonnières, la production industrielle de 1952 pourrait, de mai à septembre, se maintenir à 3 ou 4 p. 100, au-dessus de la production du mois correspondant de 1951. Au dernier trimestre de l'année, l'évolution dépendra, en partie, des décisions prises pendant l'été.

d) La production agricole.

Les conditions météorologiques du début de l'année, marqué par des précipitations de neige et de pluie, suivi d'une période de beau temps, n'ont pas été, dans l'ensemble, défavorables à l'agriculture.

Tout en demeurant inférieures à celles de l'avant-guerre, les surfaces emblavées en céréales accusent, au 1er mai 1952, une augmentation, par rapport au même mois de l'année précédente.

Cet accroissement est dû à l'orge (+ 33 p. 100), à l'avoine (+ 29 p. 100) et, dans une moindre mesure, au blé (2 p. 100). En face d'une consommation de farine en augmentation et des engagements pris, en vertu des accords internationaux, d'exporter du blé vers l'Allemagne occidentale, la France devra importer, pour assurer la soudure, à moins de conditions climatologiques extrêmement favorables, qui permettraient un rendement de l'ordre de 18 quintaux à l'hectare (contre 15,49 pour la moyenne des années 1936-1939), assurant ainsi une récolte du même ordre de grandeur que celle de 1950 : 77 millions de quintaux.

Pour les betteraves industrielles, les surfaces emblavées seront vraisemblablement du même ordre que l'an passé. Les cultures fourragères et fruitières présentent une végétation en avance sur la normale.

Malgré un cheptel qui a bénéficié et bénéficiera de fourrages abondants, la livraison de viande vient de connaître une période de soudure, comme en témoignent les statistiques du ravitaillement du département de la Seine, mais les arrivages reprennent à un niveau plus élevé que celui de l'année dernière. Cependant, il est à craindre que l'accroissement considérable de la production de lait et l'amélioration de la production de viande ne soient freinés par l'actuelle extension de la fièvre aphteuse.

La modernisation de l'agriculture et l'utilisation des éléments fertilisants se développent d'une façon satisfaisante, mais toutefois à un rythme moins accéléré que ne le prévoyait le plan de 1946. L'effort de modernisation et d'équipement de l'agriculture devra être accentué dans un sens résolument productif (reboisement, irrigation, introduction de nouvelles cultures, etc.), en vue d'augmenter la production dans les secteurs où elle n'est pas excédentaire. Depuis le début de l'année, les achats d'engrais et de tracteurs par l'agriculture se sont quelque peu amoindris. Quelques difficultés sont à prévoir, lors de la prochaine campagne, pour procurer à la viticulture le cuivre et surtout le soufre nécessaires.

Evaluation des surfaces cultivées en céréales d'hiver et de printemps.

Source : ministère de l'agriculture (unité : millier d'hectares).

CÉRÉALES	Avril 1950	Avril 1951	Avril 1952	Mai 1950	Mai 1951	Mai 1952
Blé	4.230	4.147	4.230	4.278	4.210	4.277
Méteil	29	27	26	30	27	26
Seigle	504	484	458	508	488	454
Orge	640	387	516	929	890	1.035
Avoine	1.909	980	1.265	2.324	2.103	2.199
Mélanges de céréales	54	48	58	88	81	81
	7.366	6.073	6.553	8.157	7.799	8.072

— 2 —

LA STABILITÉ DES PRIX

a) Les prix français.

En France, l'expérience de baisse des prix qui est en cours se poursuit dans des circonstances relativement favorables : alors que, pendant les trois mois de mars, avril et mai 1951, les prix de détail à Paris avaient augmenté de 7 p. 100, ils ont baissé de 2,7 p. 100 pendant les mois correspondants de 1952. Le mouvement de hausse des prix est donc endigué et, sinon une baisse plus sensible, tout au moins une stabilité, caractérise le premier semestre 1952.

1° L'indice général des prix de gros, pour la France entière (base 100 en 1949), présente, pour les mois d'avril et de mai, une baisse sensible du même ordre qu'en mars, ce qui situe son niveau fin mai à 5,2 p. 100 au-dessous de janvier 1952, date où cet indice était à son point culminant à 152,5, mais encore nettement au-dessus du minimum de l'été 1951, qui était 133,9 en août.

La part la plus importante de cette évolution provient des produits industriels, qui avaient été l'objet d'une très forte pression, depuis le second semestre de l'année 1950 et avaient culminé, en janvier 1952 à 171,3. Avec le chiffre de 162,2 fin avril, puis 159,9 fin mai, ils ont rejoint leur niveau de mai-juin 1951 et reflètent ainsi l'évolution des prix sur les marchés internationaux des grandes matières premières ; c'est ainsi que les matières industrielles importées ont accusé, en avril, une nouvelle baisse de près de 8 p. 100, ce qui donnait un recul d'environ 40 p. 100 depuis un an.

Les produits alimentaires, qui avaient commencé à ralentir leur mouvement de hausse en novembre, après la fixation des nouveaux prix de la campagne 1951-1952 n'ont vraiment renversé la tendance qu'en janvier, mois où ils connurent leur maximum, comme les produits industriels. Ils poursuivent une baisse très lente : 2 p. 100 en mars, 1 p. 100 en avril et 1,5 p. 100 en mai. Ils se situent ainsi au niveau de 128 fin mai, soit 6 p. 100 au-dessus du maximum de mai 1951 (121). Les viandes, qui étaient restées insensibles à la baisse, marquent en avril une diminution de 1.6 p. 100 et de 1.1 p. 100 en mai.

Le poste des combustibles et de l'énergie a connu le sommet de sa courbe en mars-avril. Il accusait ainsi l'augmentation la plus sensible depuis un an avec 15 p. 100 ; la réduction du prix du charbon en mai a amorcé un mouvement descendant ;

2° L'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris, calculé d'après les consommations d'une famille de quatre personnes de condition modeste, sur la base 100 en 1949, s'établit pour le mois d'avril à 146,6 et 144,5 en mai, marquant un mouvement de baisse qui, bien que faible, s'est cependant accentué les deux derniers mois. Alors qu'au stade de gros, les produits alimentaires avaient fléchi dès décembre, ce n'est qu'au début du mois de mars que les prix marquèrent au détail un recul saisonnier. Ce recul s'est poursuivi régulièrement, malgré l'introduction, en mai, des pommes de terre nouvelles, grâce à une baisse profonde et subite de ces dernières.

La baisse est beaucoup moins sensible pour les produits manufacturés et surtout pour les services. Un mouvement accentué pour ces deux groupes semble encore, à l'heure actuelle, problématique. Aussi, la baisse que l'on peut attendre au mois de juin pour les 213 articles proviendra de l'évolution des prix agricoles. En outre, il n'est pas sûr que la province suive Paris. Malgré l'approbation d'ensemble de l'opinion qui s'est attachée à l'expérience en cours, il semble que les baisses volontaires ont été rares (acier, produits pharmaceutiques). Le plus souvent, elles ont porté sur des invendus ou des objets de basse qualité (textiles), ce qui rend difficile à définir le caractère de la baisse qui en résulte.

On sait que les fruits et légumes frais ne sont pas compris dans l'indice des 213 articles, en raison du caractère saisonnier de leur mouvement de prix. La tendance à la hausse observée depuis octobre de l'indice spécial des fruits et légumes frais s'est poursuivie au mois d'avril avec une élévation de 2,5 p. 100 de l'indice, soit 137,6, base 100 en 1949. L'indice, qui est calculé sur la moyenne des trois derniers mois, n'a pu enregistrer le renversement de la tendance qu'au mois de mai (136,4). Le chiffre de juin qui résultera de la moyenne des mois d'avril, mai et juin, sera en baisse très sensible. Pour les fruits et légumes, l'écart existant entre les prix pratiqués pour le marché de gros et pour le marché de détail n'a cessé de croître, passant de 36 en 1949 à environ 50 p. 100 au début de 1952.

Indices des prix de gros en France.
(Base 100 en 1949.)

	JUIN 1950	AOUT 1951	JANVIER 1952	AVRIL 1952	MAI 1952
Indice général.					
Produits alimentaires	103	137	152,5	147	145
Combustibles et énergie	98	117	135,5	130	129
Produits industriels	104	122	142	146	143
	106	153	171	162	160
Groupements divers.					
Matières premières	119	179	196	179,5	173
Demi-produits	104	142	161,5	155,5	153
Produits importés	124	167	169	155	152
Bont matières premières	133	190	186	156	151
Céréales	104	107	154	150,5	148
Charbons français	105	123	149,5	149,5	146

Indices des prix de détail à Paris.
(Base 100 en 1949.)

	JUIN 1950	DÉCEMBRE 1951	JANVIER 1952	AVRIL 1952	MAI 1952
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale	106,9	142,9	145,9	146,6	145
Alimentation	105,1	138,6	142,2	142,1	138
Chauffage et éclairage	109,3	170,2	170,7	174,5	174
Objets manufacturés	99,9	132,3	132,3	133,3	132
Services	122	166	172	175	175
Divers	108,3	143,5	143,5	143,5	143
Fruits et légumes frais	112,5	128,0	128,7	137,6	136

b) Les éléments internationaux.

Au cours du premier trimestre 1952, les prix des grands marchés mondiaux de matières premières ont continué à accuser une tendance à la baisse, s'orientant d'une façon générale vers la stabilité. Quelques hésitations très légères se produisent encore, cependant, pour certains produits. Si des marchandises de la zone sterling, comme le caoutchouc et la laine, viennent de connaître une chute de leur cours, par suite d'une production qui n'est plus en rapport avec la consommation, d'un autre côté, les récentes grèves de l'acier et des raffineries de pétrole aux Etats-Unis risquent de faire reprendre la hausse des cours des matières premières, annulant ainsi le ralentissement de la constitution de stocks stratégiques qui avait lourdement pesé sur les prix.

Sur le marché de New-York, qui peut être considéré comme représentatif de l'ensemble des marchés mondiaux, l'indice de Moody des prix de gros au comptant se situe à la mi-mai aux environs de 435, Ce même indice avait culminé en février 1951 avec le chiffre de 535 et était minimum, pour la même année, avec 451 à la mi-septembre. C'est dire que les hausses résiduelles dues aux événements de 1950 en Corée sont pratiquement inexistantes.

Cette situation étale de l'économie mondiale, en se prolongeant, ne peut donc que servir l'expérience française de stabilisation des prix.

Evolution des prix de gros au comptant de quelques produits à New-York.

EN CENTS DES U. S. A.	UNITÉ	23 JUIN 1950	16 FÉVRIER 1951	8 OCTOBRE 1951	23 FÉVRIER 1952	15 MAI 1952
Blé	Boisseau.	243	284 3/8	272 1/2	283 7/8	271 1/2
Cacao	Livre.	32 1/4	37 7/8	32 7/8	36 3/8	28 3/8
Sandoux	—	10.90	19 7/8	18/16	12 3/8	11 5/8
Café	—	49 5/8	55 1/2	54 3/8	54 1/2	53.5
Coton	—	34.00	—	38.15	41.40	39.35
Laine	1er terme.	199	—	243,5	174,5	185,5
Acier	Tonne.	5.3 0	5.600	5.600	5.600	5.600
Cuivre	Livre.	24 1/2	24 1/2	24 1/2	24 1/2	24 1/2
Etain	—	74 3/4	183	103	121 1/2	121 1/2
Caoutchouc	Feuille.	28 1/2	75 1/2	52	50 1/2	48 1/2
Pétrole	Baril.	375	425	425	425	425
Charbon	Tonne.	2.035	2.235	2.335	2.335	2.235
Moody	Indice basé 100 au 31 décembre 1931.	395,5	534,1 (maximum)	468,3	434,2	437,7

c) L'évolution des prix en différents pays.

1° Les prix de gros des grandes matières premières.

Comme nous l'avons vu, les prix des matières premières ont été fortement influencés par les événements de Corée, si bien que l'on peut distinguer deux phases essentielles dans leur évolution d'ensemble, assez bien représentée par l'indice Moody des prix de gros, au comptant, à New-York.

Les prix en tendance de hausse, depuis le milieu de l'année 1949, ont subi, au mois de juin 1950, une violente pression qui dura jusqu'en février-mars de l'année suivante, donnant, par exemple, des hausses de l'ordre de 250 p. 100 en neuf mois pour des produits comme le caoutchouc et l'étain dont les marchés sont situés en Asie tropicale. La deuxième phase est constituée ensuite par le recul plus lent des cours qui sont revenus au début de 1952 à leur niveau pré-coréen. L'indice Moody est caractérisé pendant cette période par le chiffre 396 au 23 juin 1950, 535 débat février, 432 en mai 1952, ce qui représente une hausse de 35 p. 100 suivie d'une baisse de 19,5 p. 100 ne laissant qu'une hausse résiduelle de 9 p. 100 depuis juin 1950.

Les mesures prises par le gouvernement américain pour freiner la montée des prix pendant que se poursuivait l'effort de guerre n'ont eu quelque effet que dans le domaine des produits alimentaires et celui de l'énergie (charbon et pétrole), dont les marchés étaient plus particulièrement contrôlables à l'échelon national. Les plus grands écarts ont été réalisés, comme nous l'avons vu, pour les produits importés: outre l'étain, ce sont les produits agricoles d'utilisation industrielle: caoutchouc, coton et laine.

De même, pour les autres pays, suivant leurs implantations sur les marchés internationaux des grandes matières et les mesures prises par les gouvernements, l'évolution des prix a été différemment ressentie.

Dans l'avenir immédiat, l'orientation des cours des grandes matières premières semble devoir être la stabilité. En effet, le ralentissement que connaissent depuis quelque temps les opérations militaires en Corée ne peut que diminuer la fièvre de stockage qui s'était emparée des Etats-Unis à l'origine et permettre ainsi un étalement dans le temps de l'effort de réarmement. Les achats de remplacement depuis la guerre, mis de précaution devant la hausse des prix par la suite, provoquent, d'autre part, à l'heure actuelle une baisse générale de la consommation de certains produits, la laine, par exemple ou le caoutchouc. Les risques de tension pour certaines marchandises devenues rares, comme l'étain, le cuivre, le soufre, semblent, d'autre part, écartés et ne plus devoir peser sur les prix de ces marchandises;

2° L'évolution des prix de gros en différents pays.

C'est la base 100 en 1948 qui a été choisie pour mesurer l'évolution des prix, à l'imitation du bureau de statistique de l'organisation des Nations Unies, année suffisamment éloignée de la fin des hostilités pour n'en être plus influencée.

On voit que, pour les quelques pays qui ont été groupés dans le tableau, l'éventail est assez considérable, allant d'une augmentation peu sensible à un accroissement dépassant 50 p. 100 en 3 ans et que la France y tient une place peu enviable.

Ce sont les phénomènes monétaires qui sont donnés, le plus généralement, comme moteurs des hausses les plus importantes, supérieures à l'augmentation moyenne des principaux produits, entraînant une inflation des prix;

3° L'évolution du coût de la vie.

Il convient, tout d'abord, de rappeler que, si la comparaison des prix de gros en différents pays présente quelques difficultés, du fait de leur mode d'établissement différent, ces difficultés se trouvent accentuées avec les indices du coût de la vie, qui donnent davantage encore de possibilités de discussions et entraînent forcément des incertitudes sur leur comparaison entre eux comme avec les indices généraux des prix de gros.

La hausse du coût de la vie est, d'une façon générale, moins forte que celle des prix de gros, marquant un certain retard sur ces derniers. Toutefois dans les pays qui, comme l'Italie, ont vu leurs prix fléchir d'une façon importante en 1949-1950, les prix à la consommation peuvent se trouver à un niveau supérieur à celui des prix à la production, parce que plus lents à absorber les fluctuations vers le bas.

Pour les autres pays, il faut distinguer les cas où le coût de la vie a suivi une évolution comparable à celle des prix de gros et ceux où la différence allait s'accentuant. C'est ainsi que la Suisse, les Etats-Unis et le Canada présentent en 3 ans une disparité des prix de gros et de détail inférieure à 10%. La Belgique, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège et la France connaissent une marge notable entre prix de gros et prix de détail (rapports d'indice de l'ordre de 115-111 pour la France). Enfin pour le Royaume-Uni, le Danemark et l'Allemagne occidentale l'évolution du coût de la vie n'a pas suivi la forte accentuation des prix de gros par suite des mesures gouvernementales prises.

Indices généraux des prix en différents pays.

PAYS	PRIX DE GROS			COUT DE LA VIE			COUT DE LA VIE à l'étranger en 1951. Base 100 en France.
	1949	1950	1951	1949	1950	1951	
Italie	95	90	103	101	100	110	78,5
Suisse (1)	95	94	105	99	98	102	73
Etats-Unis	94	99	110	99	100	108	77
Belgique (2)	95	100	121	97	96	105	75
Canada	103	110	124	104	107	119	85
Suède (1)	101	106	140	102	103	121	86,5
Pays-Bas (1)	104	177	143	105	116	127	91
Norvège (1)	102	115	143	100	105	122	87
Danemark (1)	102	115	147	101	106	118	84
Royaume-Uni	105	120	136	103	106	116	83
France	112	121	155	111	119	140	100
Japon	163	193		138	128		
Allemagne occidentale (3)	121	131	159	100	95	103	

(1) Indice des prix de gros pondéré selon la valeur des produits consommés dans le pays.
(2) Non compris le loyer dans l'indice du coût de la vie.
(3) Base 100 en 1949 pour l'indice du coût de la vie.

d) Les salaires.

Le dernier relèvement du salaire minimum garanti date du 8 septembre 1951 et avait entraîné, en septembre-octobre, une hausse générale des salaires anticipant, selon les déclarations gouvernementales, sur le mouvement des prix. D'après les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail au 1er avril, on peut estimer que l'indice général des taux de salaire pour la France entière, a progressé, depuis septembre 1951 jusqu'en avril 1952 d'environ 4 p. 100, en face d'un accroissement du coût de la vie de 11.5 p. 100, mais, depuis un an, la

Evaluation des surfaces cultivées en céréales d'hiver et de printemps.

Source : ministère de l'agriculture (unité : millier d'hectares).

CÉRÉALES	Avril 1950	Avril 1951	Avril 1952	Mai 1950	Mai 1951	Mai 1952
Blé	4.230	4.147	4.230	4.278	4.210	4.277
Méteil	29	27	26	30	27	26
Seigle	554	484	458	508	488	454
Orge	640	387	516	929	890	1.035
Avoine	1.909	980	1.265	2.324	2.103	2.199
Mélanges de céréales	54	48	58	88	81	81
	7.366	6.073	6.553	8.157	7.799	8.072

— 2 —

La stabilité des prix

a) Les prix français.

En France, l'expérience de baisse des prix qui est en cours se poursuit dans des circonstances relativement favorables : alors que, pendant les trois mois de mars, avril et mai 1951, les prix de détail à Paris avaient augmenté de 7 p. 100, ils ont baissé de 2,7 p. 100 pendant les mois correspondants de 1952. Le mouvement de hausse des prix est donc endigué et, sinon une baisse plus sensible, tout au moins une stabilité, caractérise le premier semestre 1952.

1° L'indice général des prix de gros, pour la France entière (base 100 en 1949), présente, pour les mois d'avril et de mai, une baisse sensible du même ordre qu'en mars, ce qui situe son niveau fin mai à 5,2 p. 100 au-dessous de janvier 1952, date où cet indice était à son point culminant à 152,5, mais encore nettement au-dessus du minimum de l'été 1951, qui était 133,9 en août.

La part la plus importante de cette évolution provient des produits industriels, qui avaient été l'objet d'une très forte pression, depuis le second semestre de l'année 1950 et avaient culminé, en janvier 1952 à 171,3. Avec le chiffre de 162,2 fin avril, puis 159,9 fin mai, ils ont rejoint leur niveau de mai-juin 1951 et reflètent ainsi l'évolution des prix sur les marchés internationaux des grandes matières premières ; c'est ainsi que les matières industrielles importées ont accusé, en avril, une nouvelle baisse de près de 8 p. 100, ce qui donnait un recul d'environ 40 p. 100 depuis un an.

Les produits alimentaires, qui avaient commencé à ralentir leur mouvement de hausse en novembre, après la fixation des nouveaux prix de la campagne 1951-1952 n'ont vraiment renversé la tendance qu'en janvier, mois où ils connurent leur maximum, comme les produits industriels. Ils poursuivent une baisse très lente : 2 p. 100 en mars, 1 p. 100 en avril et 1,5 p. 100 en mai. Ils se situent ainsi au niveau de 128 fin mai, soit 6 p. 100 au-dessus du maximum de mai 1951 (121). Les viandes, qui étaient restées insensibles à la baisse, marquent en avril une diminution de 1.6 p. 100 et de 1,1 p. 100 en mai.

Le poste des combustibles et de l'énergie a connu le sommet de sa courbe en mars-avril. Il accusait ainsi l'augmentation la plus sensible depuis un an avec 15 p. 100 ; la réduction du prix du charbon en mai a amorcé un mouvement descendant ;

2° L'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris, calculé d'après les consommations d'une famille de quatre personnes de condition modeste, sur la base 100 en 1949, s'établit pour le mois d'avril à 146,6 et 144,5 en mai, marquant un mouvement de baisse qui, bien que faible, s'est cependant accentué les deux derniers mois. Alors qu'au stade de gros, les produits alimentaires avaient fléchi dès décembre, ce n'est qu'au début du mois de mars que les prix marquèrent au détail un recul saisonnier. Ce recul s'est poursuivi régulièrement, malgré l'introduction, en mai, des pommes de terre nouvelles, grâce à une baisse profonde et subite de ces dernières.

La baisse est beaucoup moins sensible pour les produits manufacturés et surtout pour les services. Un mouvement accentué pour ces deux groupes semble encore, à l'heure actuelle, problématique. Aussi, la baisse que l'on peut attendre au mois de juin pour les 213 articles proviendra de l'évolution des prix agricoles. En outre, il n'est pas sûr que la province suive Paris. Malgré l'approbation d'ensemble de l'opinion qui s'est attachée à l'expérience en cours, il semble que les baisses volontaires ont été rares (acier, produits pharmaceutiques). Le plus souvent, elles ont porté sur des invendus ou des objets de basse qualité (textiles), ce qui rend difficile à définir le caractère de la baisse qui en résulte.

On sait que les fruits et légumes frais ne sont pas compris dans l'indice des 213 articles, en raison du caractère saisonnier de leur mouvement de prix. La tendance à la hausse observée depuis octobre de l'indice spécial des fruits et légumes frais s'est poursuivie au mois d'avril avec une élévation de 2,5 p. 100 de l'indice, soit 137,6, base 100 en 1949. L'indice, qui est calculé sur la moyenne des trois derniers mois, n'a pu enregistrer le renversement de la tendance qu'au mois de mai (136,4). Le chiffre de juin qui résultera de la moyenne des mois d'avril, mai et juin, sera en baisse très sensible. Pour les fruits et légumes, l'écart existant entre les prix pratiqués pour le marché de gros et pour le marché de détail n'a cessé de croître, passant de 36 en 1949 à environ 50 p. 100 au début de 1952.

Indices des prix de gros en France.
(Base 100 en 1949.)

	JUIN 1950	AOUT 1951	JANVIER 1952	AVRIL 1952	MAI 1952
Indice général.	103	137	152,5	147	145,5
Produits alimentaires	98	117	155,5	130	128
Combustibles et énergie	104	122	142	146	143,5
Produits industriels	106	153	171	162	160
Groupements divers.					
Matières premières	119	179	196	179,5	177,5
Demi-produits	104	142	161,5	155,5	153
Produits importés	124	167	169	155	153
Dont matières premières	133	190	186	156	154
Céréales	104	107	154	150,5	148
Charbons français	105	123	159,5	149,5	144

Indices des prix de détail à Paris.
(Base 100 en 1949.)

	JUIN 1950	DÉCEMBRE 1951	JANVIER 1952	AVRIL 1952	MAI 1952
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale	106,9	142,9	145,9	146,6	144,5
Alimentation	105,1	138,6	142,2	142,1	139,0
Chauffage et éclairage	109,3	170,2	170,7	174,5	173,4
Objets manufacturés	99,9	132,3	132,3	133,3	133,2
Services	122	166	172	175	175
Divers	108,3	143,5	143,5	143,5	143,5
Fruits et légumes frais	112,5	128,0	128,7	137,6	136,4

b) Les éléments internationaux.

Au cours du premier trimestre 1952, les prix des grands marchés mondiaux de matières premières ont continué à accuser une tendance à la baisse, s'orientant d'une façon générale vers la stabilité. Quelques hésitations très légères se produisent encore, cependant, pour certains produits. Si des marchandises de la zone sterling, comme le caoutchouc et la laine, viennent de connaître une chute de leur cours, par suite d'une production qui n'est plus en rapport avec la consommation, d'un autre côté, les récentes grèves de l'acier et des raffineries de pétrole aux Etats-Unis risquent de faire reprendre la hausse des cours des matières premières, annulant ainsi le ralentissement de la constitution de stocks stratégiques qui avait lourdement pesé sur les prix.

Sur le marché de New-York, qui peut être considéré comme représentatif de l'ensemble des marchés mondiaux, l'indice de Moody des prix de gros au comptant se situe à la mi-mai aux environs de 435, Ce même indice avait culminé en février 1951 avec le chiffre de 535 et était minimum, pour la même année, avec 451 à la mi-septembre. C'est dire que les hausses résiduelles dues aux événements de 1950 en Corée sont pratiquement inexistantes.

Cette situation étale de l'économie mondiale, en se prolongeant, ne peut donc que servir l'expérience française de stabilisation des prix.

Evolution des prix de gros au comptant de quelques produits à New-York.

EN CENTS DES U. S. A.	UNITÉ	23 JUIN 1950	16 FÉVRIER 1951	8 OCTOBRE 1951	23 FÉVRIER 1952	15 MAI 1952
Blé	Boisseau.	243	284 3/8	272 1/2	283 7/8	274 1/2
Cacao	Livre.	32 1/4	37 7/8	32 7/8	36 3/8	28 3/8
Saindoux	—	10.90	19 7/8	18/16	12 3/8	11 5/8
Café	—	49 5/8	55 1/2	54 3/8	54 1/2	53.5
Coton	—	34.60	—	38.45	41.40	39.35
Laine	1er terme.	199	—	243,5	174,5	185,5
Acier	Tonne.	5.3 0	5.600	5.600	5.600	5.600
Cuivre	Livre.	24 1/2	24 1/2	24 1/2	24 1/2	24 1/2
Etain	—	74 3/4	183	103	121 1/2	121 1/2
Caoutchouc	Feuille.	28 1/2	75 1/2	52	50 1/2	48 1/2
Pétrole	Baril.	375	425	425	425	425
Charbon	Tonne.	2.035	2.335	2.335	2.335	2.235
Moody	Indice basé 100 au 31 décembre 1931.	395,5	534,1 (maximum)	468,3	431,2	437,7

c) L'évolution des prix en différents pays.

1° Les prix de gros des grandes matières premières.

Comme nous l'avons vu, les prix des matières premières ont été fortement influencés par les événements de Corée, si bien que l'on peut distinguer deux phases essentielles dans leur évolution d'ensemble, assez bien représentée par l'indice Moody des prix de gros, au comptant, à New-York.

Les prix en tendance de hausse, depuis le milieu de l'année 1949, ont subi, au mois de juin 1950, une violente pression qui dura jusqu'en février-mars de l'année suivante, donnant, par exemple, des hausses de l'ordre de 250 p. 100 en neuf mois pour des produits comme le caoutchouc et l'étain dont les marchés sont situés en Asie tropicale. La deuxième phase est constituée ensuite par le recul plus lent des cours qui sont revenus au début de 1952 à leur niveau pré-coréen. L'indice Moody est caractérisé pendant cette période par le chiffre 396 au 23 juin 1950, 535 début février, 432 en mai 1952, ce qui représente une hausse de 35 p. 100 suivie d'une baisse de 19,5 p. 100 ne laissant qu'une hausse résiduelle de 9 p. 100 depuis juin 1950.

Les mesures prises par le gouvernement américain pour freiner la montée des prix pendant que se poursuivait l'effort de guerre n'ont eu quelque effet que dans le domaine des produits alimentaires et celui de l'énergie (charbon et pétrole), dont les marchés étaient plus particulièrement contrôlables à l'échelon national. Les plus grands écarts ont été réalisés, comme nous l'avons vu, pour les produits importés: outre l'étain, ce sont les produits agricoles d'utilisation industrielle: caoutchouc, coton et laine.

De même, pour les autres pays, suivant leurs implantations sur les marchés internationaux des grandes matières et les mesures prises par les gouvernements, l'évolution des prix a été différemment ressentie.

Dans l'avenir immédiat, l'orientation des cours des grandes matières premières semble devoir être la stabilité. En effet, le ralentissement que connaissent depuis quelque temps les opérations militaires en Corée ne peut que diminuer la fièvre de stockage qui s'était emparée des Etats-Unis à l'origine et permettre ainsi un étalement dans le temps de l'effort de réarmement. Les achats de remplacement depuis la guerre, puis de précaution devant la hausse des prix par la suite, provoquent, d'autre part, à l'heure actuelle une baisse généralisée de la consommation de certains produits, la laine, par exemple ou le caoutchouc. Les risques de tension pour certaines marchandises devenues rares, comme l'étain, le cuivre, le soufre, semblent, d'autre part, écartés et ne plus devoir peser sur les prix de ces marchandises;

2° L'évolution des prix de gros en différents pays.

C'est la base 100 en 1948 qui a été choisie pour mesurer l'évolution des prix, à l'imitation du bureau de statistique de l'organisation des Nations Unies, année suffisamment éloignée de la fin des hostilités pour n'en être plus influencée.

On voit que, pour les quelques pays qui ont été groupés dans le tableau, l'éventail est assez considérable, allant d'une augmentation peu sensible à un accroissement dépassant 50 p. 100 en 3 ans et que la France y tient une place peu enviable.

Ce sont les phénomènes monétaires qui sont donnés, le plus généralement, comme moteurs des hausses les plus importantes, supérieures à l'augmentation moyenne des principaux produits, entraînant une inflation des prix;

3° L'évolution du coût de la vie.

Il convient, tout d'abord, de rappeler que, si la comparaison des prix de gros en différents pays présente quelques difficultés, du fait de leur mode d'établissement différent, ces difficultés se trouvent accentuées avec les indices du coût de la vie, qui donnent davantage encore de possibilités de discussions et entraînent forcément des incertitudes sur leur comparaison entre eux comme avec les indices généraux des prix de gros.

La hausse du coût de la vie est, d'une façon générale, moins forte que celle des prix de gros, marquant un certain retard sur ces derniers. Toutefois dans les pays qui, comme l'Italie, ont vu leurs prix fléchir d'une façon importante en 1949-1950, les prix à la consommation peuvent se trouver à un niveau supérieur à celui des prix à la production, parce que plus lents à absorber les fluctuations vers le bas.

Pour les autres pays, il faut distinguer les cas où le coût de la vie a suivi une évolution comparable à celle des prix de gros et ceux où la différence allait s'accentuant. C'est ainsi que la Suisse, les Etats-Unis et le Canada présentent en 3 ans une disparité des prix de gros et de détail inférieure à 10%. La Belgique, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège et la France connaissent une marge notable entre prix de gros et prix de détail (rapports d'indice de l'ordre de 115-111 pour la France). Enfin pour le Royaume-Uni, le Danemark et l'Allemagne occidentale l'évolution du coût de la vie n'a pas suivi la forte accentuation des prix de gros par suite des mesures gouvernementales prises.

Indices généraux des prix en différents pays.

PAYS	PRIX DE GROS			COUT DE LA VIE			COUT DE LA VIE à l'étranger en 1951. Base 100 en France.
	1949	1950	1951	1949	1950	1951	
Italie	95	90	103	101	100	110	78,5
Suisse (1)	95	94	105	99	98	102	73
Etats-Unis	94	99	110	99	100	108	77
Belgique (2)	95	100	124	97	96	105	75
Canada	103	110	124	104	107	119	85
Suède (1)	101	106	140	102	103	121	86,5
Pays-Bas (1)	104	177	143	105	116	127	91
Norvège (1)	102	115	143	100	105	122	87
Danemark (1)	102	115	147	101	106	118	84
Royaume-Uni	105	120	146	103	106	116	83
France	112	121	155	111	119	140	100
Japon	163	133		138	128		
Allemagne occidentale (3)	121	131	159	100	95	103	

(1) Indice des prix de gros pondéré selon la valeur des produits consommés dans le pays.
(2) Non compris le loyer dans l'indice du coût de la vie.
(3) Base 100 en 1949 pour l'indice du coût de la vie.

d) Les salaires.

Le dernier relèvement du salaire minimum garanti date du 8 septembre 1951 et avait entraîné, en septembre-octobre, une hausse générale des salaires anticipant, selon les déclarations gouvernementales, sur le mouvement des prix. D'après les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail au 1er avril, on peut estimer que l'indice général des taux de salaire pour la France entière, a progressé, depuis septembre 1951 jusqu'en avril 1952 d'environ 4 p. 100, en face d'un accroissement du coût de la vie de 11.5 p. 100, mais, depuis un an, la

considération des mêmes indices indique une hausse de 27 p. 100 pour les salaires horaires et de 20 p. 100 pour le coût de la vie.

Ceci traduit une amélioration incontestable du niveau de vie en France, où la détermination des salaires résulte d'une libre discussion. Il est à noter, d'ailleurs, que la France est le seul pays où les salaires réels se soient relevés pendant l'année 1951. Cette observation ne préjuge pas d'ailleurs de la suffisance du salaire réel en décembre 1951.

Les comparaisons des salaires et des prix sont évidemment affectées par la période de référence. Si l'on prend une date qui précède immédiatement un relèvement de salaire, on se réfère à un salaire réel manifestement insuffisant. Par contre, si l'on prend pour repère un mois qui a suivi un réajustement, on risque de prendre comme base un état de l'économie qui ne représente aucunement un équilibre, le supplément de pouvoir d'achat distribué aux salariés ne s'étant pas encore répercuté dans les prix. Il est, dans ce cas, illusoire de croire que, sans mesures de contrôle des prix, on puisse retrouver, par une hausse de salaires, un équilibre dont l'expérience a précisément montré qu'il ne pouvait pas exister. Par ailleurs, les résultats dans les réajustements faussent toujours les comparaisons.

En prenant comme base une année entière, on a au moins une référence ayant une valeur économique d'une certaine durée. 1949 a été choisi, malgré l'insuffisance du salaire réel de cette année là, pour la facilité des calculs, puisque c'est la base des indices de prix.

Sans préjuger des conclusions qu'on en peut tirer, il est certain que le salaire réel est supérieur, à l'heure actuelle, à ce qu'il était en 1949, 1950 et pendant le premier semestre 1951.

Le projet de loi sur l'échelle mobile des salaires a déterminé la base sur la cote 142 de l'indice des 213 articles, valeur qui était atteinte au milieu du mois de décembre. La revision doit jouer à partir d'une augmentation de 5 p. 100, soit à 149,1. Par rapport à 1949, cette clause assure que le salaire réel correspondant au minimum garanti ne descendra pas au dessous de l'indice 113, mais le taux de salaire horaire ayant tendance à être en retard sur le minimum garanti, ce n'est qu'un indice d'environ 110, base 100 en 1949, qui est ainsi garanti.

	SALAIRE MINIMUM légal garanti horaire 1re zone.	INDICE TOTAL des salaires dans la construction électrique et mécanique. France entière.	INDICE GÉNÉRAL des salaires horaires pour la France entière.	INDICE D'ENSEMBLE DES PRIX DE DÉTAIL			POUVOIR D'ACHAT réel du salaire individuel. France entière (3,6).
				Paris.	Province.	France entière (1).	
	1	2	3	4	5	6	7
	(Indice base 100, moyenne 1949.)						
1949:							
Mars	100	98	99	98,7			
Juin	100	99	100	96,8			
Septembre	100	101	100	100,2			
Décembre	100	103	101	105,0			
1950:							
Mars	100	109	105	107,5	104,7	105,3	99,5
Juin	100	111	107,5	106,9	103,2	103,9	104
Septembre	131	112,5	115	113,1	108,2	109,2	105
Décembre	131	123	121	117,4	112,7	113,6	107
1951:							
Mars	136	131,5	127,5	123,6	118,7	119,7	107
Juin	136	140	139	129,2	126,4	127	109,5
Septembre	168	153	150	133,0	131,3	131,6	119
Décembre	168	164,5	160	142,9	140,9	141,3	113
1952:							
Mars	168	166	162	148,1	146,6	146,9	110,5

(*) En mars 1949, le salaire minimum était, depuis 1948, resté à 59,50 F, que nous prenons comme base 100.
(1) Pondération: Paris, 1; province, 4.

Indice total des salaires pour la France entière.
(Base 100 en 1949.)

	1951			1952	
	Mars.	Septembre.	Décembre.	Mars.	Avril.
Constructions électriques et mécaniques	152	153	165	167	167
Céramique et électrotechnique	135	163	171	168	170
Fonderie	122	150	159	162	162
Forge et estampage	122,5	155	168	167	168
Grosse forge	133	172	175	178	179

Source: Direction générale des prix.

Indices des salaires horaires moyens au temps dans les industries des métaux de la région parisienne.
(Base 100 en 1949.)

	1951				1952
	Mars.	Juin.	Septembre.	Décembre.	Mars.
Manœuvre ordinaire	135	144	159	166	169
Ajusteur	131	142	157	170	172
Mouleur à main	125	134	149	162	165

Source: Groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne.

— 3 —

Le commerce extérieur

Le déficit de notre balance commerciale vis-à-vis de l'étranger a pris à nouveau un caractère aigu, au début de l'année 1952. La couverture de nos importations, qui avait été artificiellement obtenue, pendant l'hiver 1950-1951, par la fuite de nos matières premières, n'est plus assurée, pour le premier trimestre de l'année, que par 53 p. 100 en valeur dans nos échanges avec l'étranger. Il convient de souligner que le pourcentage de couverture est de 35 p. 100 pour la zone sterling et de 25 p. 100 pour la zone dollar, alors que c'est esentiellement de ces deux zones que proviennent les produits nécessaires à l'industrie.

Nos exportations, qui ont progressivement fléchi depuis un an, sont, pour le premier trimestre de 1952, ce qu'elles étaient au troisième trimestre de l'année 1950, au début des événements de Corée, aussi bien en valeur qu'en volume, ce qui correspond, pour l'indice du « volume » calculé par l'I. N. S. E. E. sur la base 100 en 1949, à 142.

Cette baisse de nos exportations n'a pas pareillement atteint tous les secteurs. Le recul est important pour les produits de consommation, les produits alimentaires, par exemple, ou les textiles, beaucoup moins marqués que les produits d'équipement.

Cet état de choses est, en grande partie, la conséquence de l'évolution des prix. Tout d'abord, la hausse accélérée des prix français a placé ces derniers à un niveau supérieur à celui de la plupart des pays étrangers avec lesquels nous faisons des échanges; alors qu'en décembre 1950, la parité des prix de gros correspondait, à peu près, aux taux des changes, une aide de 11 p. 100 sur les principaux articles suffit à peine à compenser les disparités de prix qui sont nées depuis un an. D'autre part, la détérioration mondiale des échanges commerciaux a amené différents pays, notamment la Grande-Bretagne, suivie en cela par certains pays du bloc sterling, à prendre des mesures protectionnistes ou à les développer, comme aux Etats-Unis.

Quant à nos importations, elles n'ont cessé de se développer jusqu'au mois de février 1952, mais marquent un revirement très net au mois de mars, à la suite des mesures conservatoires prises par le Gouvernement devant le déficit de notre balance commerciale et notre pénurie grandissante de devises. C'est ainsi que l'indice du « volume » a diminué, de février à mars, de 17 p. 100 pour les importations de produits alimentaires, de 22 p. 100 pour les matières premières et enfin de près de 50 p. 100 pour les produits finis. Ces derniers chiffres sont quelque peu corrigés par les résultats des mois d'avril et de mai.

Il est vraisemblable que, devant la possibilité d'une dévaluation du franc, les importateurs se soient empressés de faire leurs achats, en vue de constituer des stocks, tout comme les exportateurs temporisent dans le recouvrement de leurs créances.

Jouant en sens inverse, les taux de l'échange avec l'étranger se sont améliorés depuis le milieu de l'année où ils étaient tombés à 76 (base 100 en 1949) pour atteindre 85 au quatrième trimestre 1951, 83 au premier trimestre 1952, chiffres approchant les résultats du second semestre de l'année 1950.

Si l'on considère la position de la zone franc à l'intérieur de l'Union européenne des payements, on constate un important déficit qui n'a de comparable que celui de la Grande-Bretagne. Le solde débiteur de la France à cet organisme, qui était de 445, 2 millions de dollars, à la fin du mois de mars, s'est quelque peu amélioré, à la fin du mois d'avril, en présentant pour ce dernier mois un solde créditeur de 2,7 millions de dollars. Les pays bénéficiaires des importants déficits français et anglais sont, en premier lieu : l'Union belgo-luxembourgeoise, puis l'Allemagne occidentale qui a pris avant la France des mesures de suspension de libération des échanges pour résorber son déficit cumulatif au sein de l'Union européenne des payements.

Nos finances extérieures se ressentent lourdement de la situation de notre balance commerciale, qui en est un des éléments les plus importants et se trouvent aggravées depuis l'automne 1951 par des fuites de capitaux vers l'étranger que le Gouvernement français s'attache à rapatrier depuis le début de l'année. Le poste des avoirs en devises étrangères de la Banque de France dont le montant est publié n'a cessé de diminuer depuis le mois d'avril 1951 : 195 milliards de francs pour n'être plus que de 11 milliards fin mars, 15 milliards fin mai.

Commerce extérieur de la France.
(En milliards de francs.)

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	BALANCE	POURCENTAGE de couverture.
Echanges avec l'étranger.				
1951. — Moyenne mensuelle :				
1er trimestre	89,39	79,77	— 9,62	89
2e trimestre	111,32	83,08	— 28,24	75
3e trimestre	108,32	71,47	— 36,85	66
4e trimestre	115,09	76,80	— 38,29	66
1952. — Moyenne mensuelle :				
1er trimestre	128,16	67,89	— 60,27	53
Avril	114,84	67,24	— 47,60	59
Mai	97,78	66,84	— 30,94	68
Echanges avec les territoires d'outre-mer.				
1951. — Moyenne mensuelle :				
1er trimestre	25,21	39,31	+ 14,10	156
2e trimestre	30,19	43,70	+ 13,51	145
3e trimestre	25,53	45,47	+ 19,94	178
4e trimestre	30,70	53,35	+ 22,65	174
1952. — Moyenne mensuelle :				
1er trimestre	30,93	54,57	+ 23,64	177
Avril	32,96	56,33	+ 23,37	171
Mai	28,70	52,86	+ 24,16	184
Ensemble.				
1951. — Moyenne mensuelle :				
1er trimestre	114,60	119,08	+ 4,48	104
2e trimestre	141,51	126,78	— 14,73	89
3e trimestre	133,85	116,94	— 16,91	96
4e trimestre	145,79	130,15	— 15,64	89
1952. — Moyenne mensuelle :				
1er trimestre	159,09	122,46	— 36,63	77
Avril	147,80	123,57	— 24,23	84
Mai	126,48	119,70	— 6,78	95

Commerce extérieur de la France.
(En milliards de francs.)

RÉPARTITION par zones monétaires.	MOYENNES TRIMESTRIELLES 1949	1950	1951	1er trimestre 1952
Importations :				
Zone dollar	16,5	13,7	20,1	27,4
Zone sterling	16,3	20,6	33,4	43,1
Autres zones	24,3	31,7	48,5	57,7
Ensemble	57,1	66,0	106,0	128,2
Dont pays de l'O. E. C. E.	22,4	29,0	46,6	55,7
Exportations :				
Zone dollar	2,3	5,0	9,7	6,8
Zone sterling	7,9	11,8	17,4	15,1
Autres zones	27,9	40,3	50,7	46,0
Ensemble	38,1	57,1	77,8	67,9
Dont pays de l'O. E. C. E.	24,9	38,7	48,1	41,7

La négociation d'une aide, à la fois civile et militaire, des Etats-Unis permettra d'éviter, pour l'année 1952, de trop grosses restrictions d'importations. L'espérance d'un tourisme encore accru et l'arrêt, sinon le retournement des mouvements de capitaux, assureront les fonds nécessaires pour équilibrer la balance des capitaux, mais, le commerce extérieur français connaîtra deux sortes de difficultés. La première est la disparité des prix français et des prix étrangers. La baisse qui serait nécessaire pour revenir à la situation de 1950, date à laquelle les parités monétaires avec les autres grands pays correspondraient à peu près au rapport des pouvoirs d'achat, est de 10 à 15 p. 100. Si l'on ne veut pas changer le taux officiel du franc, il faudrait une baisse intérieure de cet ordre — sur les produits exportables — pour revenir à une possibilité d'équilibre. Cette condition nécessaire n'est pas suffisante. La répugnance des Etats-Unis à accepter des importations, les mesures de restriction des pays européens, l'intérêt trop faible des marchés étrangers pour certaines activités françaises, la crise mondiale des exportations des textiles, tous ces éléments ne permettront guère de réaliser un équilibre commercial, que nous ne connaissions déjà pas avant la guerre.

— 4 —

Les variations du volume monétaire

Dans le précédent rapport, nous avions souligné que l'accroissement du volume monétaire, en 1951, n'avait pas suivi le rythme des autres années, qui connaissaient une augmentation à peu près constante d'environ 25 p. 100. Toutefois, si le rapport du Conseil national du crédit fait état d'une « vive réaction de la politique monétaire contre les menaces qui assaillent le franc », les résultats de cette dernière ne sont point inscrits dans les chiffres de 1951. Malgré le relèvement des taux d'escompte à 4 p. 100, le 8 novembre 1951, les efforts pour une discrimination plus efficace et surtout la limitation quantitative globale du crédit, en octobre, le développement des crédits aux entreprises a marqué une pointe considérable au dernier trimestre. En effet, l'élément essentiel d'un dispositif mis en place en octobre était un plus strict contrôle qui ne pouvait pas avoir d'effet qu'à terme. Dans l'immédiat, les plafonds nouveaux étaient légèrement supérieurs aux plafonds anciens, reconnaissance implicite des besoins entraînés par les hausses successives, notamment celles de l'été. En outre, une marge supplémentaire de réescompte à un taux de pénalisation semble avoir été utilisée par des banques, débordées par des engagements anciens, ou qui pouvaient répercuter des taux élevés sur des clients croyant à une dégradation monétaire.

Pendant l'année 1951, le total des effets de commerce escomptés est passé de 1.355 milliards à 1.903 milliards, soit une augmentation annuelle de 40 p. 100. Si le volume des disponibilités monétaires n'a pas augmenté autant que les années précédentes, c'est parce que l'importance du déficit du commerce extérieur et la relative faiblesse du déficit de l'Etat avaient joué en sens inverse.

En 1952, les disponibilités monétaires se sont très peu accrues, au premier trimestre, d'une quantité inférieure à 1 p. 100. Certes, il s'agit là d'une variation saisonnière : les

premiers trimestres connaissent toujours un ralentissement de l'inflation au sens propre, mais que l'évolution monétaire ait été relativement favorable, alors que le pessimisme était de mise au commencement de l'année, ne peut s'expliquer que par une des quatre causes suivantes:

Ou que le déséquilibre du commerce extérieur ait eu un effet plus déflationniste que prévu;

Ou que le pessimisme dont on a fait état relativement à l'équilibre du budget était excessif, volontairement ou non;

Ou que l'épargne se soit augmentée;

Ou que la politique de restriction de crédit ait enfin porté ses fruits.

Ces quatre facteurs semblent avoir joué les uns et les autres, à l'exception du troisième, mais ils peuvent n'avoir que reporté la difficulté au second semestre de 1952. Pour en juger, il faut examiner chacun des postes. Cette méthode est forcément artificielle, car il y a une correspondance étroite entre les divers postes. *A priori*, il est difficile de prévoir si le mouvement d'un poste à l'actif se traduira par un mouvement correspondant d'un poste du passif ou un mouvement en sens inverse d'un autre poste de l'actif. Cela n'a guère de sens: il suffit de noter la pression exercée par le mouvement que l'on prévoit. Pour simplifier le langage, nous appellerons inflationniste toute prévision d'un élément qui aurait pour conséquence une augmentation de billets, si les autres éléments ne bougeaient pas et déflationniste une prévision inverse. Les effets secondaires sur les autres postes seront étudiés avec ces postes.

L'ensemble des mouvements monétaires se laisse beaucoup plus facilement saisir *a posteriori*, par un tableau comptable retraçant les mouvements d'un poste à un autre. Les comptes bancaires étant soldés à la fin des opérations, leur rôle d'intermédiaire d'écran ne joue plus pour permettre d'évaluer l'équilibre des masses globales: celles-ci sont soldées par l'augmentation de la circulation fiduciaire.

Comptabilité des mouvements monétaires entre les principaux postes pendant le premier trimestre 1952.

(En milliards de francs.)

MOUVEMENTS MONÉTAIRES	SECTEUR PRIVÉ		CONTREPARTIE des finances extérieures.		TRÉSOR		BANQUES		BANQUE de France.		CAISSE des dépôts, Crédit national.	
	E (*)	D (*)	E	D	E	D	D	E	E	D	E	D
Dépôts à vue		— 3					3			6		
Comptes chèques postaux et fonds du Trésor		8			8							
Créances de la banque sur le Trésor					61					61		
Crédits bancaires publics					58			42		16		
Crédits bancaires privés:												
Court terme	56							56				
Moyen terme								22			22	
Réescompte							87			87		
Contrepartie des disponibilités en devises				100					100			
Bons du Trésor		20			20							
Dépôts à échéance		15					15					
Fonds propres des banques		5										
Caisses d'épargne		18					5					
Divers		43					10		33		18	
Totaux	56	106		100	147		120	120	133	170	40	
Augmentation de la circulation	»	»	»	»	»	»	»	»	37	»	»	»
Soldes	»	50	100	»	»	147	»	»	»	»	»	40

(*) E: encaissements. — D: décaissements.

Les soldes du tableau ci-joint permettent de tracer le bilan résumé suivant:

	DÉCAISSEMENT	ENCAISSEMENT
1. Secteur privé:		
Epargne et divers	106	
Crédits aux entreprises		56
Aide de la caisse des dépôts		40
2. Contrepartie des finances extérieures	100	
3. Déficit du Trésor		147
4. Augmentation de la circulation	37	
	243	243

Bien entendu, il faudrait, pour avoir un bilan complet, tenir compte des autres postes et, notamment, de la politique d'open market tant de la Banque de France que de la caisse des dépôts, dont l'absence dans une étude du marché monétaire présente quelque arbitraire.

1° *Le secteur privé.*

a) Crédit aux entreprises.

Les crédits consacrés aux entreprises privées et nationalisées sous forme d'effets de commerce nourris par les banques et la Banque de France ont progressé de 78 milliards au premier trimestre 1952.

Toutefois, cette augmentation n'a bénéficié directement à l'escompte que de 56 milliards, le restant, soit 22 milliards, étant utilisé par le réescompte d'effets à moyen terme émis par le Crédit national et la caisse des dépôts et consignations. Ils ont donc représenté des crédits à moyen terme. D'une manière générale, les restrictions de crédit ont semblé moins affecter les prêts à moyen terme.

Si le montant absolu en est faible, il est, par contre, relativement et saisonnièrement important — plus qu'en 1951. Il ne semble donc pas que la politique de restriction de crédit, si elle a contribué à l'arrêt de la hausse des prix en maintenant l'augmentation du volume monétaire à un rythme moindre ait, avant le printemps, renversé la tendance de l'augmentation de crédit aux entreprises et atteint la stabilisation. Un tel arrêt aurait, d'ailleurs, par sa brutalité, mis de nombreuses entreprises en difficulté.

En dehors des crédits consentis aux entreprises sous forme de comptes débiteurs et d'escompte d'effets de commerce, le secteur privé a dû bénéficier indirectement des 40 milliards acquis à la caisse des dépôts, soit par la mise en pension des 22 milliards d'effets à moyen terme, soit des 18 milliards d'excédent de dépôt des caisses d'épargne (à moins qu'une partie de ces fonds ne soit allée à l'aide de l'Etat). Faute d'avoir les comptes de la caisse, nous n'en pourrons connaître les modalités.

b) Epargne.

L'épargne du secteur privé apparaît comme particulièrement faible. C'est d'ailleurs normal, si l'on considère que la circulation a ralenti son rythme d'accroissement. Mais, avant de juger les 58 milliards recensés (comprenant les fonds propres des banques), il faudrait avoir une opinion sur la variation des comptes divers des banques et de la Banque de France (43 milliards au total), qui ne peut provenir que du secteur privé.

Dans l'avenir, ce poste devrait être affecté par l'emprunt 3,5 p. 100 émis le 26 mai, mais il ne sera sensible qu'à l'apport d'argent frais. Il est bien évident que le Trésor et les banques ne bénéficieraient pas, non seulement de l'échange de titres, mais aussi des virements faits au détriment d'autres postes (comptes en banque et en comptes chèque postal, bons du Trésor) qui ne permettraient pas d'accroître les disponibilités. Quant aux versements d'or, s'ils augmentent notre réserve métallique, ils ne soulagent pas ce poste qui, par construction, ne tient compte que des mouvements d'argent frais affectant le secteur privé, mais agissent, comme on le verra, sur le poste « Contre-partie des finances extérieures » et, éventuellement, sur le poste « Trésor », en sens inverse, d'ailleurs.

Reste le véritable argent frais, c'est-à-dire celui prélevé sur les revenus et les trésoreries d'entreprises. Il est difficile de l'évaluer dès maintenant, mais il accroîtra vraisemblablement le solde du secteur privé dans les mois qui viennent.

Dépôt dans les caisses d'épargne.

(Non compris les intérêts capitalisés de la caisse nationale.)

(En milliards de francs.)

	30 SEPTEMBRE 1950	31 DÉCEMBRE 1950	31 MARS 1951	30 SEPTEMBRE 1951	31 DÉCEMBRE 1951	31 MARS 1952
Caisse nationale d'épargne	285,1	293,5	302,8	323,4	327,7	333
Caisses d'épargne ordinaires	310,2	322,1	339,0	353,7	361,6	374
	595,3	615,6	641,8	677,1	689,3	707
Variation	+ 20,3	+ 26,2	+ 35,3	+ 12,2	+ 18	
			(Premier semestre.)			

2° Contre-partie des finances extérieures.

Comme pour la fin de l'année 1951, c'est notre déficit commercial avec l'étranger qui a exercé le plus important effet déflationniste. Une somme d'exactement 100 milliards a correspondu au règlement du solde des avances de la Banque de France au fonds de stabilisation, puis à constituer un compte créditeur, au nom de cet organisme, ainsi qu'à des règlements à l'union européenne des payements et à effectuer des mouvements d'or. Les importateurs (ou les acheteurs d'or) ont donc versé 100 milliards de plus que les exportateurs n'ont reçu pendant le trimestre.

Une telle vue devrait être corrigée par la considération du commerce avec les territoires d'outre-mer. Celui-ci présente un fort excédent et cause donc une tension inflationniste. En des termes suggestifs, bien que simplifiés, on pourrait dire que nous réexportons vers nos colonies la moitié environ des richesses (et de l'effet déflationniste qui en est la contre-partie) reçues de l'étranger. Pour la prévision immédiate, ce mouvement est cependant moins important: on a vu, en effet, qu'il n'était pas sujet à de grandes variations.

On ne saurait espérer — ou craindre — la continuation d'une telle ponction, car elle n'est que la contre-partie de notre déficit commercial, qui a d'autres conséquences regrettables. Déjà, les mesures prises pour le réduire font qu'au deuxième trimestre, on ne pourra pas espérer une telle contre-partie déflationniste. Dans la mesure même où une certaine confiance permettra de rapatrier des capitaux, ce poste deviendra inflationniste. Il en est de même si l'emprunt permet de récupérer de l'or ou des devises. Bien entendu, si le Trésor draine directement de l'or, il y aura aussi un effet déflationniste correspondant au poste déficit budgétaire, mais il vaut mieux étudier ensemble les mouvements de ce poste. Que l'amélioration du commerce extérieur, les rentrées de capitaux et les achats d'or soient inflationnistes en eux-mêmes ne veut pas dire qu'il y aura augmentation de la circulation automatiquement: les autres postes peuvent jouer en sens inverse.

Au deuxième trimestre et si l'expérience en cours réussit, le déficit des finances extérieures ne pourra donc plus résorber l'effet inflationniste des autres postes, si celui-ci se maintient.

3° Le déficit budgétaire.

Pendant le premier trimestre, le Trésor a demandé 147 milliards: 20 ont été fournis par des souscriptions privées aux bons du Trésor; en outre, l'accroissement des créances sur le Trésor public a été de 127 milliards, comprenant 61 milliards de créances directes de la Banque de France sur le Trésor; 58 milliards d'effets publics entrés dans les portefeuilles des banques et 8 milliards d'augmentation de dépôts (comprenant l'accroissement des comptes chèques postaux). Les dépenses reportées de l'exercice 1951 sur le premier mois de l'année 1952 ont dû être fort importantes, notamment sur les marchés d'armement, dont l'exécution avait été retardée pendant l'été et l'automne. Mais le Trésor bénéficie de rentrées d'impôts en augmentation de 39 p. 100 sur la même période de 1951; une partie, il est vrai, correspond à des rentrées anticipées.

Devant l'incertitude des crédits budgétaires, le deuxième trimestre de 1952, qui ne sera pas handicapé par le report de l'exercice précédent, devra bénéficier d'une trésorerie aisée.

Certes, l'on peut escompter une amélioration des recettes, notamment parce que leur prévision était basée sur une évolution pessimiste de la production (crainte des goulots d'étranglement). Néanmoins, il n'est pas excessif d'évaluer que si, pendant le deuxième semestre, ce poste ne doit demander qu'une somme de 50 à 100 milliards, le deuxième semestre verra un appel de fonds d'environ 400 milliards.

Pour l'ensemble de l'année, le budget sera en déficit notable. Les prévisions sont, à l'heure actuelle, les suivantes:

Dépenses.	1951	1952
Fonctionnement des services civils	1.119	1.353
Reconstruction et équipement des services civils	139	154
Dépenses militaires	713	1.209
Reconstruction et dommages de guerre	297	365
Investissements économiques et sociaux	303	(1) 368
Divers		14
Découvert des comptes spéciaux du Trésor	107	70
Total	2.738	(2) 3.534
Recettes.		
Recettes fiscales et du domaine	2.104	2.773
Aide américaine	255	265
Emprunts et moyens de trésorerie	379	(1) 400

(1) Non compris 85 milliards d'emprunt du secteur public garantis par l'Etat.

(2) Crédits bloqués: 95 milliards, soit:
Services civils (équipement): 9 milliards;
Reconstruction et dommages de guerre: 50 milliards;
Investissements économiques et sociaux: 36 milliards.

4° L'équilibre futur.

Les bilans de la Banque de France peuvent nous donner une idée de l'évolution de cet équilibre entre la fin de cette période et l'émission de l'emprunt. Pour éliminer les variations mensuelles fort importantes, il nous faut comparer les situations au 27 mars et au 21 mai.

Il semble que ces deux derniers mois aient été relativement calmes; on note seulement une diminution des comptes créditeurs d'environ 30 milliards, correspondant à un arrêt du déficit des finances extérieures autant qu'à des remboursements du Trésor; ce mouvement a été compensé par une réduction portant à peu près également sur le poste des effets à moyen terme et des effets d'escompte. Immédiatement avant l'emprunt, le volume des disponibilités monétaires était donc relativement étale.

L'évolution immédiate du volume des disponibilités monétaires pourrait ne pas présenter d'ampleur avant le quatrième trimestre. D'ici là, à moins de l'effet conjugué d'un relèvement de la balance commerciale, d'une mise en route rapide des commandes militaires et d'un relâchement des contrôles du crédit, qui ne laisserait guère d'autres moyens de réaliser l'équilibre qu'un accroissement du volume monétaire, ce dernier devrait pouvoir être relativement maintenu.

Par contre, on peut craindre, pour la fin de l'année, que ces facteurs conjugués ne fassent un appel d'environ 300 à 400 milliards, dont l'effet sur les prix pourrait être important, à moins que, d'ici là, l'expérience en cours n'ait réussi à augmenter la propension à l'épargne des particuliers et à diminuer l'incitation à investir des entreprises, permettant ainsi au solde du secteur privé de contrebalancer l'accroissement des soldes des autres postes.

Le danger le plus grand ne semble pas venir de ce côté. Il est possible, en effet, que cette augmentation éventuelle des disponibilités monétaires ne se répercute pas sur les prix, car l'accroissement du volume monétaire n'a pas, depuis un an, suivi celui des prix, la vitesse de la circulation ayant augmenté en conséquence, il reste une certaine marge disponible.

Cependant, si d'autres facteurs de hausse sont susceptibles de jouer au deuxième semestre 1952, comme au deuxième semestre 1951, l'accroissement plus ou moins grand du volume de la monnaie, que laissent craindre à la fin de l'année les prévisions inflationnistes de chacun des postes étudiés (dans l'acception que nous avons donnée de ce terme) pourrait faciliter un mouvement éventuellement amorcé par des causes indépendantes des facteurs monétaires.

Variations des principaux postes du bilan de la Banque de France.

(En milliards de francs.)

	2e SEMESTRE 1950 (du 29 juin 1950 au 4 janvier 1951).	1er SEMESTRE 1951 (du 4 janvier 1951 au 5 juillet 1951).	2e SEMESTRE 1951 (du 5 juillet 1951 au 3 janvier 1952).	1er TRIMESTRE 1952 (du 3 janvier 1952 au 3 avril 1952).
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P.	+ 51	+ 6	— 141	— 10
Prêts d'or au fonds de stabilisation des changes				+ 9
Avances au fonds de stabilisation des changes	+ 92	+ 12	— 82	— 65 (1)
Bons du Trésor achetés				+ 17 (2)
Avances provisoires à l'Etat	— 3	— 9	+ 12	+ 6
Effets escomptés sur la France	+ 2	+ 16	+ 281	+ 20
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme	— 14	+ 6	+ 97	+ 55
Effets négociables en France	+ 24	+ 103	— 39	+ 55
Comptes courants créditeurs	+ 9	— 3	+ 3	— 16
Divers	+ 36	— 8	+ 38	— 22
Billets au porteur en circulation	+ 200	+ 123	+ 169	+ 49

(1) Ce poste a été soldé au 20 mars et comprend depuis les avances du (et non plus au) fonds de stabilisation des changes, soit 23 milliards comptabilisés dans les comptes courants créditeurs.
(2) Poste soldé au 15 mai.

2e Avis formulé par le Conseil économique dans sa séance du 18 juin 1952.

En conclusion, le Conseil économique émet l'avis suivant sur la conjoncture (1) :

A la fin du premier semestre de 1952, la conjoncture économique est incontestablement influencée par les choix explicites et implicites faits par le Gouvernement et dont l'ensemble constitue ce qu'on a appelé l'expérience Pinay. Cependant, l'évolution de la production, des prix et des échanges extérieurs ne dépend pas uniquement des décisions qui ont pu être prises, mais aussi des circonstances dans lesquelles se trouve placée l'économie française. Aussi, faut-il d'abord rapidement en tracer le cadre, avant de montrer quelles peuvent être les conséquences des options prises, en classant ces dernières suivant la plus grande proximité des échéances qu'elles entraînent.

1° *Les cadres.*

a) La production :

Une première donnée est l'augmentation de la capacité de production de l'économie française. A l'automne dernier, la production avait, semble-t-il, atteint son taux maximum et l'on ne pouvait guère espérer qu'elle augmente plus rapidement que la capacité de production. Cette dernière, en plein emploi, ne pouvait s'accroître qu'à la vitesse du progrès technique, soit environ 2 à 3 p. 100 par an. L'évolution récente a montré qu'une telle vue était légèrement pessimiste et que les goulots d'étranglement avaient pu être desserrés par des procédés techniques. Il n'est pas impossible que d'autres progrès soient mis en œuvre pendant l'année 1952; le plus intéressant, à ce propos, serait la substitution au sulfate de cuivre, composé d'éléments précieux, d'un autre produit antiparasitaire pour le traitement de la vigne. Quoi qu'il en soit, on ne saurait espérer, même dans les conditions les meilleures, une augmentaiton de la production industrielle dépassant 5 à 6 p. 100.

« Toutefois, il ne convient pas de porter un jugement global : en effet, dans les secteurs travaillant directement ou indirectement pour l'armement, l'élasticité de la capacité de production est aujourd'hui très faible, alors que, dans les secteurs travaillant pour la consommation courante, on assiste à une diminution de la production. Dans ce secteur, la marge d'élasticité est donc grande et n'est limitée que par les possibilités de vente. »

En ce qui concerne la production agricole, le rendement des récoltes dépend des circonstances atmosphériques, mais il apparaît que l'accroissement de la production a été beaucup plus faible que dans l'industrie. Il semble désirable de poursuivre une large politique de production pour faire face non seulement aux besoins de la métropole mais encore aux besoins des territoires d'outre-mer et assurer un courant régulier d'exportations vers les pays étrangers.

b) Le commerce et les finances internationales.

Les données relatives à nos possibilités de commerce international sont plus aléatoires encore; si nous pouvons, à la rigueur, prendre des mesures pour limiter des importations, le développement des exportations ne dépend pas toujours de nous, mais l'inconnue la plus grande est celle qui réside dans l'étendue du déficit acceptable que permettent les ressources en devises étrangères. Celles-ci dépendent, d'un côté, des mouvements de capitaux, et, vis-à-vis des Etats-Unis, de négociations longues et compliquées, notamment sur les achats *off shore*, dont le montant n'est pas encore précisé à l'heure actuelle. Aussi, des erreurs d'appréciation peuvent être faites dans une matière dont l'influence sur la production industrielle française est considérable.

Trois conclusions peuvent néanmoins être dégagées, en ce domaine. D'abord, contrairement à ce qui se produisait avant-guerre, le déficit de notre commerce avec l'étranger n'est plus compensé par un surcroît de revenu : il entraîne un déficit courant de la balance des comptes, qui risque d'être chronique. Ensuite, le commerce international tend à se durcir. Cette évolution ne peut qu'aggraver les difficultés que rencontrent nos exportations. Heureusement, et c'est là le dernier salut, nous ne sommes pas entièrement démunis en ce domaine, mais il faudrait que les producteurs et le Gouvernement acquièrent l'esprit d'exportation, ce qui suppose un changement radical de mentalité et la recherche de débouchés nouveaux dans tous les pays, sans exception.

c) Le mouvement des prix internationaux.

Depuis un an, le mouvement des prix internationaux s'est remis à la baisse. S'il était facile de prévoir, ou du moins d'espérer un tel retour à des conditions normales, voisines de celles de l'année 1950, il faut bien reconnaître que toute prévision du mouvement des prix internationaux dans les mois qui viennent est, pratiquement, impossible. Des grèves comme celles de l'acier, aux Etats-Unis, peuvent avoir des conséquences importantes sur tel ou tel prix, mais, plus encore, la politique de stockage ou de réarmement du gouvernement américain peut, en l'absence de toute aggravation de la tension internationale, compromettre le retour au calme du marché international des prix, qui est une des conditions essentielles de l'expérience actuelle.

2. — *Les options.*

a) Les choix à court terme.

L'option qu'a prise le président du conseil, la plus importante, bien que non la plus spectaculaire, a été de ne pas dévaluer le franc sur le marché des changes. La politique d'emprunt a rendu pratiquement irréversible cette décision. En d'autres termes, le Gouvernement s'est engagé à revenir à l'équilibre économique, qui existait avant les poussées de hausses de l'automne. Le rapport que M. Philip présente, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, précise les chances de réussite de cette politique. Nous ne nous y attarderons donc point.

(1) Ce vote a été acquis au scrutin public par 142 voix et 15 abstentions (voir le résultat de ce scrutin en annexe, scrutin n° 5).

La deuxième option a court terme, implicitement prise dans la structure du budget des dépenses publiques, a été l'amputation d'investissements productifs et de la construction, en faveur des activités d'armement.

A l'heure actuelle, le changement n'est pas entièrement effectif et il n'est pas possible d'en suivre tous les aspects. Néanmoins, l'expérience se poursuivant devrait entraîner avec elle, non seulement des conséquences plus lointaines, dont nous parlerons plus loin, mais aussi des changements d'activité qui ne se feraient pas sans dommage et qui nécessiteraient, en tout état de cause, un transfert de main-d'œuvre.

Une troisième option aussi importante, mais également sous-entendue, est le choix entre le maintien de l'appareil protecteur, tant légal que professionnel, des intérêts privés qui permet de maintenir de nombreux prix au-dessus de ceux que déterminerait le marché et, d'autre part, une baisse effective de certains prix.

Enfin, la quatrième option, dans l'immédiat, est celle qui entraîne l'évolution des stocks privés et publics. L'arrêt de la hausse des prix et la croyance généralisée dans une période relativement longue de stabilisation monétaire doivent entraîner certaines entreprises à reviser leur politique de stocks et d'investissements et à baisser leurs prix. Celles qui se sont trop engagées ne manqueront pas de connaître des difficultés.

Ceci nous conduit aux options à moyen terme.

b) Les choix à moyen terme.

Les deux options à moyen terme, sur lesquelles repose l'expérience en cours, sont, a priori, contradictoires. La première est de redonner à l'épargne un rôle directeur dans les investissements publics et privés, dont le volume serait déterminé par son montant. Par ailleurs, le budget de 1952 est caractérisé par une proportion fort importante des dépenses militaires; même si, comme il est probable, celles-ci ne font sentir tout leur poids que dans la deuxième moitié de l'année, leur charge ne sera pas négligeable (1). Dans ces conditions, la contradiction entre ces deux options posera deux problèmes, qui sont du domaine de la conjoncture à moyen terme.

La première interrogation est de savoir comment réagira la production à ce changement. L'augmentation des dépenses publiques couvertes par l'emprunt laissera aux dépenses privées une part relativement plus faible de l'épargne, tout au moins dans les débuts de la stabilisation. La pression fiscale n'ayant pratiquement pas été réduite, par rapport à celle de 1951 (mais uniquement par rapport à un projet plus sévère concernant 1952), il ne semble pas que les épargnes constituées sur les revenus courants puissent assurer les mêmes investissements privés que l'année dernière.

Par ailleurs, le souci le plus grand du prix de revient que suppose la nouvelle politique entraînera nécessairement la disparition d'entreprises marginales ou même de celles qui se sont trop engagées en investissements ou en stocks. Si la réaction était brutale, il pourrait s'ensuivre une diminution notable de la production, accompagnée d'un certain changement dans l'emploi. En sens inverse, il est vrai, l'effet inflationniste du budget et des salaires pourrait assurer un équilibre.

En effet, la deuxième question est de savoir comment, avec une part plus accrue des dépenses de l'Etat, l'économie française pourrait supporter une augmentation des salaires réels. Si la baisse des prix est, en effet, accentuée jusqu'à redonner les niveaux de septembre dernier et que le niveau de la production ne baisse pas, non seulement le salaire moyen interprofessionnel garanti serait réévalué à ce qu'il était à ce moment, mais encore l'évolution ultérieure prise par le salaire moyen serait consolidée et les salaires réels seraient plus importants qu'en septembre. Une telle conséquence serait conforme à la justice sociale la plus élémentaire et redonnerait enfin aux masses salariées le pouvoir d'achat qu'elles ont cherché depuis la Libération, mais ceci serait difficilement conciliable avec une augmentation des dépenses improductives de l'Etat, à moins que les compressions sur les secteurs privés et sur les secteurs distributifs n'interviennent pour des montants considérables. A plus forte raison, si la production fléchit et l'activité diminue, ces compressions deviennent-elles indispensables ? (1)

C'est alors qu'apparaissent particulièrement nécessaires la réusite de l'expérience de la désappropriation des marchés, pour employer le terme de M. Sauvy, et une réforme fiscale énergique. En effet, un tel changement dans la répartition du revenu national ne peut pas se faire dans l'état actuel du marché, où des résistances particulièrement fortes s'opposent à toute modification des avantages acquis. Le nombre, en particulier, des personnes employées dans le circuit de la distribution ne paraît pas compatible avec une telle réforme.

c) A long terme.

Les options à long terme qu'entraînent, non seulement les décisions gouvernementales, mais également la conjoncture française et internationale, apparaissent plus lourdes encore de menaces.

En premier lieu, les investissements publics, qui ne peuvent pas toujours être appréciés au regard de la rentabilité, risquent de souffrir de l'expérience. Le Conseil économique avait posé des conditions essentielles, en cette matière et la signature de l'accord relatif au plan Schuman, en ce qui concerne les charbonnages et la sidérurgie. Pour l'électricité, il est à craindre que l'accroissement de la production ne risque d'être entravé par une insuffisance de la production d'énergie, particulièrement en une année sèche. Les difficultés croissantes du commerce international exigent la mise à la disposition de l'économie française de quantités croissantes d'énergie et la réalisation d'un deuxième plan d'équipement.

Par ailleurs, les besoins des territoires d'outre-mer ne sauraient être assurés, eux aussi, sans une politique très large d'investissements qui, dans l'état actuel de ces territoires, doivent comprendre, en premier lieu, une large part d'équipement public.

L'investissement privé risque également de subir des restrictions. Dans la mesure où celles-ci portent sur des stocks spéculatifs ou excessifs, les répercussions ne peuvent qu'en être excellentes, mais l'outillage et l'équipement pourraient être insuffisamment modernisés ou même, dans certains cas, sous-entretenus, pour permettre à la baisse des prix de ne pas aller contre les profits. Les difficultés de se procurer du crédit ou la crainte de conditions sévères de remboursement ne doivent pas entraver le développement de l'économie. C'est particulièrement vrai, en ce qui concerne l'agriculture, où les travaux d'adaptation nécessaires de la production agricole ne sauraient être retardés.

L'effort de modernisation et d'équipement de l'agriculture devra être accentué dans un sens résolument productif (reboisement, irrigation, introduction de nouvelles cultures, etc.), en vue d'augmenter la production dans les secteurs où elle n'est pas excédentaire (2).

---

(1) Un amendement, présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et tendant à substituer à cette phrase la rédaction suivante:

« Par ailleurs, le budget de 1952 est caractérisé par une proportion encore jamais atteinte, en temps de paix, de dépenses militaires: même si, comme cela est probable, celles-ci ne font sentir tout leur poids que dans la deuxième moitié de 1952, leur fardeau sera considérable et l'anticipation de ces dépenses exerce, dès maintenant, une influence nettement inflationniste. »

a été rejeté au scrutin public par 101 voix contre 27 et 20 abstentions (voir résultat de ce scrutin en annexe, scrutin n° 1).

(1) Un amendement, présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., et tendant à substituer à ce paragraphe et au précédent, le texte ci-après, a été rejeté à main levée:

« Même si, comme rien ne permet de le prévoir actuellement, la baisse des prix était accentuée jusqu'à redonner les niveaux de septembre 1951 et que le taux de la production ne diminue pas, il n'en demeurerait pas moins que le pouvoir d'achat des masses ouvrières serait encore en deçà de ce qu'il était en 1938. Il est de plus évident qu'un tel résultat est inconciliable avec l'augmentation des dépenses improductrices de l'Etat (et, notamment, des charges militaires) et la réduction de la production occasionnée par le sacrifice des investissements. »

(2) Cette phrase a été ajoutée au texte, à la suite de l'adoption au scrutin public par 80 voix contre 63 et 3 abstentions d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture (voir le résultat de ce scrutin n° 2 en annexe).

L'adoption de cet amendement a écarté le texte proposé par M. Sauvy et le rapporteur, qui était ainsi rédigé:

« L'effort de modernisation et d'équipement de l'agriculture devra être accentué dans un sens réellement productif (reboisement, irrigation, introduction de nouvelles cultures, etc.), en vue d'amener une abondance de produits à l'exclusion des efforts entrepris en vue de résorber des excédents de production au détriment des finances publiques et du niveau d'existence de la population ».

Par ailleurs, le logement est, une fois de plus, l'éternel sacrifié, dans toute période critique: certes, il était naturel qu'une augmentation de l'effort d'armement se traduisît par une diminution de la construction, par transferts de crédits et de main-d'œuvre. Cependant, les conséquences en sont particulièrement graves pour notre pays, pour deux raisons principales. D'une part, le retard que nous possédons en cette matière est tellement important sur les autres pays qu'il existe pour le bâtiment une urgence intégrale. Par ailleurs, notre capacité physique de reconstruction étant limitée à 150 ou 200.000 logements par an, soit moitié de ce qu'il serait désirable, les retards pris, ne serait-ce que pendant une saison, ne peuvent être rattrapés par une activité plus grande quelque temps après. La sagesse serait de travailler toujours au maximum de la capacité de production. L'impossibilité de transférer la main-d'œuvre cause à notre économie des dommages considérables, même si on ne peut les chiffrer facilement. Malheureusement, la majorité des Français sous-estime les conséquences économiques et sociales de la pénurie de logements. Malgré des initiatives particulières, de plus en plus nombreuses, l'entente est donc tacite entre une partie de l'opinion et les gouvernants, pour décaler la construction de logements de l'urgence naturelle qui est la sienne.

Enfin, l'évolution démographique commence à ne pas se présenter sous un aspect entièrement satisfaisant. Les classes creuses des années trente arrivent maintenant à l'âge adulte et si l'on ne veut pas la diminution considérable du nombre des naissances, il faut, plus que jamais, continuer une politique sociale compatible avec l'expansion économique de deux décades. Ce résultat ne doit d'ailleurs pas être limité à la répartition des revenus, mais il nécessite des prolongements, notamment dans le domaine scolaire: la construction d'écoles, la formation des maîtres, non seulement primaires, mais également de l'enseignement professionnel, sont des besognes qui ne se font pas en un jour, mais pour lesquelles nous risquons de nous trouver trop en retard.

L'attention doit être portée, en particulier, sur la répartition professionnelle de la population; déjà défectueuse, elle se modifie dans un sens défavorable: les ouvriers qualifiés font défaut, notamment dans le bâtiment, de sorte que la construction de logements souffre, non seulement de difficultés financières, mais d'insuffisances techniques. Au contraire, la population vivant de certains commerces est excédentaire, par rapport aux quantités produites, ce qui conduit à la majoration des marges de distribution (1).

En résumé, les traits caractéristiques de la conjoncture paraissent être actuellement les suivants:

Une interruption de la hausse des prix et un arrêt de la psychose de hausse se sont incontestablement produits au premier semestre 1952, mais le retour à un équilibre compatible à la fois avec les nécessités du commerce extérieur et un salaire réel satisfaisant exigerait une baisse plus accentuée, dont les conditions générales feront précisément l'objet d'un rapport spécial du Conseil, sur l'expérience en cours de baisse des prix.

De toute façon, la stabilisation monétaire et la remise en ordre de l'économie ne doivent pas, sous peine d'être illusoires, être obtenues au détriment des objectifs à plus long terme. L'augmentation de la production dans les années à venir permettra, seule, d'assurer la permanence d'une stabilité monétaire: elle nécessite la continuation d'un effort d'investissement et de construction, ainsi qu'un effort pour assainir la structure entière de l'économie française.

---

(1) Cette phrase résulte de l'adoption au scrutin public, par 80 voix contre 18 et 17 abstentions, d'un amendement présenté par le groupe des entreprises privées (entreprise commerciales). (Voir résultat de ce scrutin n° 4 en annexe). Le texte modifié était ainsi rédigé:

« Au contraire, la population vivant de certains commerces est excédentaire par rapport aux quantités produites, ce qui conduit à la majoration des marges de distribution et diminue le niveau d'existence de la population. »

Au préalable avait été rejeté au scrutin public par 77 voix contre 49 et 19 abstentions (voir le résultat de ce scrutin n° 3 en annexe), un amendement présenté par M. Sauvy et tendant à rétablir le texte primitif du rapport ainsi rédigé:

« Au contraire, la population vivant du commerce est pléthorique ce qui conduit à la majoration des marges bénéficiaires, diminue le niveau d'existence de la population, et met le pays en état d'infériorité dans la concurrence internationle. »

ANNEXE I

SCRUTIN N° 1

sur l'amendement présenté par le groupe des travailleurs (C. G. T.), tendant à substituer au paragraphe « b » (2e phrase) du « 2° » de l'avis une nouvelle rédaction insistant sur la proportion sans précédent des charges militaires et l'influence inflationniste exercée dès maintenant par leur anticipation.

Nombre des votants	148
Ont voté pour	27
Ont voté contre	101
Se sont abstenus	20

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (27).

Groupe de l'agriculture. — M. Rius (C. G. T.).

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Marant, Ouvière, Ressicaud.

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, Sauvy.

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quéré, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Racamond, Ruiz.

Groupe de l'Union française. — MM. Monthé, N'Gom (C.G.T.).

Ont voté contre (101).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Compeyrot, Guillant, Ramarony.

Groupe de l'agriculture. — MM. D'Andiau, Bardet, Baron, Barra, Barriol, Bidau, Biset, Bonjean, Deleau (Jean), Denoyés, Des Courtils, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Gouriet, (C. G. T.-F. O.), Guellati, Jahan, Lamour, Lepicard, Lequertier, Lucas, Mangeard, Martin, Maumont, Milhau, Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), Mabil, Pasquet, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupes des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanie, Lamy, Schatz, Viaux-Cambusat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Héreil, Le Hénaff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Fisson, Ricard, Trocme, Waendendries.

Groupe de la pensée française. — M. Philip.

Groupe des travailleurs. — C. G. C. — MM. Ducros, Le Ferme, Matterre.

C. G. T.-F. O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cuenel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

C. T. intel. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruel-Aubertot, Graeve, Guinandeau, Jourdain, Poiday, Potier de La Morandière, Sar (C. G. T.-F. O.).

Se sont abstenus (20).

Groupe de l'agriculture. — M. Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Bay, Roche, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Esperet, Foulon, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud. Mlle Triboulat, MM. Vansieleghem, Willame.

Groupe de l'Union française:

MM. Lawrence, Tidjani (C. F. T. C.).

SCRUTIN N° 2

sur l'amendement présenté par le groupe de l'agriculture tendant à ajouter au paragraphe « c », (2°) de l'avis après le 4e alinéa, une phrase ayant pour objet de rappeler la nécessité d'accentuer, dans un sens résolument productif, l'effort de modernisation et d'équipement de l'agriculture.

Nombre des votants..... 146

Ont voté pour..... 80
Ont voté contre..... 63
Se sont abstenus..... 3

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (80).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Guillant, Ramarony.

Groupe de l'agriculture. — MM. D'Andlau, Bardet, Baron, Barré, Barriot, Bidau, Biset, Bonjean, Deleau (Jean), Denoyés, Des Courtils, Du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Genin, Guellati, Jahan, Lamour, Lepicard, Lequertier, Lucas, Mangeard, Martin, Maumont, Milhau, Naudin, Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Marant, Ouvière, Ressicaud.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, De Laulanie, Lamy, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Pisson, Ricard, Trocmé, Waendendries.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bouruet-Aubertot, Graève, Guinaudeau, Jourdain, Poilay, Pouler de la Morandière.

Ont voté contre (63).

Groupe de l'agriculture. — MM. Gourlot (C.G.T.-F.O.), Haniquaut (C.F.T.C.), Rius (C.G.T.).

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Mabit, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Hércil, Le Hénaff.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, May, Roche, Sauvy, Soula.

Groupe des travailleurs:

C.G.C. — MM. Ducros, Le Ferme, Mallerre, Puverel.

C.F.T.C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Esperet, Foulot, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vansieleghem, Willame.

C.G.T. — M. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quère, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

C.G.T.-F.O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

C. T. intel. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Lawrence, Monthé, N'Gom (C.G.T.), Sar (C.G.T.-F.O.), Tidjani (C.F.T.C.).

Se sont abstenus (3).

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe de l'Union française. — M. Bicheron (C.G.C.).

SCRUTIN N° 3

sur l'amendement présenté par M. Sauvy relatif à l'importance de la population vivant du commerce (2° de l'avis, paragraphe c, dernier alinéa).

Nombre des votants..... 145

Ont voté pour..... 49
Ont voté contre..... 77
Se sont abstenus..... 19

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (49).

Groupe de l'agriculture. — MM. Gourlot (C. G. T.-F. O.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), Mabit, Pasquet, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des coopératives. — M. Brot.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Le Hénaff, Lutfalla, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Philip, Roche, Sauvy.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Mallerre, Puverel.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Esperet, Foulot, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

C. T. Intel. — M. Wolff.

Groupe de la pensée française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Sar (C. G. T.-F. O.), Tidjani (C. F. T. C.).

Ont voté contre (77).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Guillant, Ramarony.

Groupe de l'agriculture. — MM. D'Andlau, Bardet, Baron, Barré, Barriot, Biset, Bonjean, Deleau (Jean), Denoyés, Des Courtils, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Genin, Guellati, Jahan, Lamour, Lepicard, Lequertier, Lucas, Mangeard, Martin, Maumont, Milhau, Naudin, Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Marant, Ouvière, Ressicaud.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — M. Benoist, de Laulanie, Lamy, Schatz, Viaux-Cambusat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Pisson, Ricard, Trocmé, Waendendries.

Groupe de l'Union française. — MM. Graeve, Guinaudeau, Jourdain, Monthé.

Se sont abstenus (19).

Groupe de l'agriculture. — M. Rius (C. G. T.).

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, May, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — M. Le Ferme.

C. G. T. — M. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quéré, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

Groupe de l'Union française. — M. N'Gom (C. G. T.).

SCRUTIN N° 4

sur l'amendement présenté par le groupe des entreprises privées (entreprises commerciales), relatif à l'importance de la population vivant de certains commerces. (2e de l'avis, paragraphe c, dernier alinéa.)

Nombre des votants..... 115

Ont voté pour..... 80
Ont voté contre..... 48
Se sont abstenus..... 17

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (80).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Guillant, Ramarony.

Groupe de l'agriculture. — MM. D'Andlau, Bardet, Baron, Barré, Barriol, Bidau, Biset, Bonjean, Deleau (Jean), Denoyés, Des Courtils, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Jahan, Lamour, Lepicard, Lequertier, Lucas, Mangeard, Martin, Maumont, Milhau, Naudin, Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Marant, Ouvière, Ressicaud.

Groupe des classes moyennes. — M. Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanie, Lamy, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Pisson, Ricard, Trocmé, Waendendries.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bouruet-Aubertot, Graeve, Guinaudeau, Jourdain, Poilay.

Ont voté contre (48).

Groupe de l'agriculture. — MM. Gourlot (C. G. T.-F. O.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Héreil, Le Hénaff, Taix, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier, May, Philip, Roche, Sauvy, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Malterre, Puverel.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Esperet, Foulot, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

C. T. intel. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Lawrence, Monthe, Potier de La Morandière, Sar (C. G. T.-F. O.), Tidjani (C. F. T. C.).

Se sont abstenus (17).

Groupe de l'agriculture. — M. Rius (C. G. T).

Groupe des classes moyennes. — M. Millot.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — M. Le Ferme.

C. G. T. — M. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quéré, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

Groupe de l'Union française. — M. N'Gom (C. G. T.).

SCRUTIN N° 5

sur l'ensemble du projet d'avis concernant la conjoncture économique.

Nombre de votants..... 157

Ont voté pour..... 142
Se sont abstenus..... 15

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (142).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Compeyrot, Guillant, Ramarony.

Groupe de l'agriculture. — MM. D'Andlau, Bardet, Baron, Barré, Barriol, Bidau, Biset, Bonjean, Deleau (Jean), Denoyés, Des Courtils, Du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Gourlot (C.G.T.-F.O.), Guellati, Haniquaut (C.F.T.C.), Jahan, Lamour, Lepicard, Lequertier, Lucas, Mangeard, Martin, Maumont, Milhau, Naudin, Robin (François), Tardy, Uchard, Van Graefschèpe.

Groupe de l'artisanat — MM. André (Jean-Louis), Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Marant, Ouvière, Ressicaud.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), Mabit, Noddings, Pasquet, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserant.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, De Laulanie, Lamy, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Héreil, Le Hénaff, Lutfalla, Taix, Verret.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Pisson, Ricard, Trocmé, Waendendries.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier, May, Philip, Roche, Sauvy, Soula.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

Groupe des travailleurs:

C.G.C. — MM. Ducros, Le Ferme, Malterre, Puverel.

C.F.T.C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Esperet, Foulot, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vansieleghem, Willame.

C.G.T.-F.O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

C. T. intel. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C.G.C.), Bouruet-Aubertot, Graève, Guinaudeau, Jourdain, Lawrence, Monthé, Poilay, Potier de la Morandière, Sar (C.G.T.-F.O.), Tidjani (C.F.T.C.).

Se sont abstenus (15).

Groupe de l'agriculture. — M. Rius (C.G.T.).

Groupe des travailleurs. — C.G.T. — M. Bouchaud, Mme Brissel, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quère, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

Groupe de l'Union française. — M. N'Gom (C.G.T.).

ANNEXES

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Observations de base.

JUIN 1952

A. — **Présentation par division économique.**
(Résultats agricoles, production industrielle, activité, échanges extérieurs, salaires, prix, etc.)

B. — **Présentation globale pour quelques produits essentiels.**
(Synthèse des données précédentes pour blé, lait, viande, acier, charbon, électricité, engrais, laine, coton, etc.).

C. — **Données étrangères comparatives.**

A — PRESENTATION PAR DIVISION ECONOMIQUE

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Observations de base.

A. — PRÉSENTATION PAR DIVISIONS ÉCONOMIQUES

Cadre de présentation.

I. — Population.

	Pages.
1° Données démographiques	148
a) Nuptialité	148
b) Natalité	148
c) Mortalité	148
d) Population totale	148
2° Observations générales	149
3° Population active	149
a) Importance	149
b) Répartition globale (services publics, agriculture, industries, commerce, services généraux, etc.)	149
c) Analyse	149
d) Immigration	150
II. — Activité et production.	
1° Résultats agricoles	151
a) Production végétale:	
1. Blé	151
2. Céréales secondaires	151
3. Sarclées	151
Pommes de terre	151
Betteraves industrielles	151
4. Oléagineux	151
5. Légumes secs	151
6. Plantes industrielles	151
7. Production fourragère	151
8. Vin	151
9. Cultures maraîchères	151
10. Cultures fruitières	151
b) Production animale:	
1. Lait	151
2. Viande	151
c) Observations générales:	
2° Pêches maritimes	152
3° Production industrielle:	
a) Energie:	
1. Charbon	152
2. Electricité	152
3. Gaz	152
4. Pétrole	153
b) Matières premières:	
1. Extraction de minerais métalliques	153
2. Extraction de matériaux de construction	153
c) Produits industriels:	
Production des métaux:	
1. Sidérurgie	154
2. Métaux non ferreux	154
3. Evolution d'ensemble et observations générales	154
Transformation des métaux:	
1. Fonderie	154
2. Machines agricoles	155
3. Automobiles	155
4. Evolution d'ensemble et observations générales	155
Industries chimiques et assimilées:	
1. Engrais	155
2. Caoutchouc	155
3. Autres produits	155
4. Evolution d'ensemble et observations générales	156

Pages.

Textiles:
1. Laine 156
2. Coton 156
3. Autres textiles 156
4. Evolution d'ensemble et observations générales 156

Corps gras 157
Papier et carton 157
Cuirs et peaux, etc 157
Indication sur l'industrie cinématographique 158

d) Biens d'équipement, biens de consommation:
Ventilation de l'indice I. N. S. E. E. de la production industrielle 158
1. Composition de l'indice 158
2. Evolution trimestrielle récente 158
3. Rappel des mouvements antérieurs 159

Indice du secteur public:
1. Composition 159
2. Evolution 159

3° Activité:

a) Activité de la main-d'œuvre:
Evolution d'ensemble (toutes activités):
1. Effectifs 159
2. Durée du travail 159
3. Niveau de l'activité 159

Evolution par secteur ou branche d'activité:
1. Energie 160
2. Production des métaux 160
3. Industries chimiques et caoutchouc 160
4. Industries textiles 160
5. Papiers et cartons 160
6. Cuirs et peaux 160
7. Industries de transformation 160

Autres activités 160

b) Emploi et chômage:
1. Chômeurs secourus 161
2. Fonds de chômage 161
3. Demandes d'emploi non satisfaites 161
4. Chômage partiel 161
5. Conflits du travail 162

c) Activité générale 162

4° Productivité:

a) Productivité industrielle 162
b) Productivité nationale globale 163

5° Echanges extérieurs en nature:

a) Résultats globaux:
Evolution d'ensemble des importations et exportations 164
Volume des échanges (indices) 164
Répartition selon l'origine ou la destination 164
Evolution par groupements d'utilisation:
1. Alimentation humaine 165
2. Matières premières 165
3. Objets fabriqués 165

b) Echanges agricoles:
Echanges de produits végétaux:
1. Blé 165
2. Céréales secondaires 165
3. Sarclées 165
4. Oléagineux 165
5. Légumes secs 165
6. Plantes industrielles 166
7. Vin 166
8. Légumes frais 166
9. Fruits 166

Echanges de produits animaux:
1. Lait et produits laitiers 166
2. Viande 166

c) Echanges industriels:
Energie:
1. Charbon 166
2. Electricité 167
3. Pétrole et produits pétroliers 167

Produits industriels:
1. Métaux:
Sidérurgie 167
Métaux non ferreux 168

Pages.

2. Ouvrages en métaux et machines:
Fonderie 168
Machines agricoles 168
Automobiles 168
3. Produits chimiques et assimilés 169
4. Textiles 169
5. Papiers et cartons 170
6. Cuirs et peaux 170

d) Echanges avec l'étranger (en nature) 170
e) Echanges avec l'Union française et les territoires d'outre-mer (en nature) 170

7° Possibilités techniques d'accroissement de la production (d'après l'équipement, l'activité, les goulots d'étranglement, les matières premières, l'énergie, les anticipations, etc.) 171

8° Disponibilités nationales (comptabilisation en nature des disponibilités des principaux produits) 171
Cette partie est traitée dans la partie F: Présentation globale par produits essentiels.

9° Distribution:
a) Importance et répartition des entreprises commerciales:
1. Nombre 171
2. Forme juridique 171

b) Indices du chiffre d'affaires et du volume des ventes:
1. Alimentation 172
2. Commerces non alimentaires 172

c) Evolution du commerce intérieur:
1. Créations 172
2. Mutations 172
3. Dissolutions et radiations 173
4. Liquidations judiciaires 173
5. Faillites 173

10° Transports:
a) Trafic (tous transports):
1. Fer (S. N. C. F.) 173
2. Voies navigables 173
3. Mer 175
4. Air 173

b) Route (indications) 174
c) Flotte marchande 174

III. — Finances. Crédit. Monnaie.

1° Finances publiques.
a) Budget de l'Etat et trésorerie:
1. Prévisions et résultats 175
2. Trésorerie 175
3. Evolution détaillée des opérations de trésorerie en 1951 176
4. Evolution des dépenses militaires par rapport aux dépenses budgétaires totales (1930-1952) 177

b) Collectivités locales:
1. Départements 177
2. Communes 178

2° Services publics:
a) S. N. C. F.:
1. Recettes 179
2. Déficits annuels 179

b) P. T. T. 179

3° Services sociaux et hospitaliers:
a) Sécurité sociale:
1. Cotisations 179
2. Dépenses 179
3. Evolution annuelle des dépenses par régime et risque 179
4. Evolution annuelle des recettes par régime et risque 180

b) Etablissements hospitaliers:
1. Recettes et dépenses budgétaires 182
2. Situation à la clôture de l'exercice 182

4° Crédit, banques, monnaie:
a) Disponibilités monétaires 183
b) Contrepartie 184
c) Epargne:
1. Epargne monétaire apparente 185
2. Epargne apparente investie sur le marché financier 186
3. Evolution annuelle 187
4. Epargne totale recensable 187

Pages.

d) Crédit:
1. Total général des crédits utilisés..... 188
2. Analyse 188

e) Banque de France..... 188
f) Crédit agricole..... 191
g) Franc 191

5° Investissements:

a) Evolution:
1. Montant global..... 193
2. Volume réel..... 193
3. Répartition 193
4. Financement 193
5. Evolutions particulières..... 193

b) Investissements publics en 1952:
1. Demandes des ministères..... 194
2. Projet gouvernemental..... 194
3. Crédits votés..... 194

c) Investissements agricoles en 1951..... 195

6° Marché monétaire, or, devises:

a) Marché monétaire..... 195
b) Or fin..... 195
c) Devises 195

7° Finances extérieures:

a) Balance commerciale.
1. Résultats globaux..... 196
2. Valeur par groupements d'utilisation..... 196
3. Echanges avec l'étranger..... 197
4. Echanges avec l'Union française-Outre-mer.... 199

b) Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange. 201

c) Balance des payements:
1. Balance des payements courants..... 201
2. Balance des payements zone franc-étranger... 202

IV. — Prix. Coût de la vie.

1° Prix:

a) Prix de gros:
1. Indice général..... 204
2. Indices partiels..... 204
3. Indices des matières premières industrielles.. 204
4. Indice des produits importés..... 204

Prix de détail:
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale 205
2. Indice du prix des denrées alimentaires..... 205
3. Indice du prix des objets manufacturés..... 205
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage. 205
5. Indice du prix des services..... 205
6. Indice « fruits et légumes frais »..... 205

c) Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938 205

d) Observations générales sur les prix:
1. Variations en pourcentages annuels..... 206
2. Dispersion des prix depuis 1949..... 206
3. Comparaison des indices des prix de gros et des indices des prix de détail..... 207

2° Coût de la vie:

a) Indice I. N. S. E. E..... 207

b) Coût absolu d'un budget-type:
1. Budget-type d'un célibataire..... 207
2. Budget-type d'une famille..... 207

c) Indices de variations de budgets-type..... 208

3° Comparaison des variations dans le temps des salaires et du coût de la vie:

a) Rapprochement simple des indices..... 208

b) Variations des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951..... 209

c) Evolution du pouvoir d'achat de 1946 à 1951..... 209

V. — Salaires. Profits. Revenus.

1° Salaires:

a) Indice du taux des salaires horaires:
1. Indice d'ensemble..... 210
2. Indices par secteur..... 210

b) Indice total des salaires (France entière)..... 210

2° Profits et autres revenus:

a) Evolution du revenu de l'agriculture..... 211

b) Revenus bruts d'exploitation et salaires et traitements 212

VI. — Consommation.

Indice du volume des biens et services de consommation. 213

VII. — Comptabilité nationale.

Compte national des recettes et des dépenses. Résultats définitifs 1949. Résultats provisoires 1950 et 1951 (inventaire financier)..... 214

A. -- PRESENTATION DES OBSERVATIONS PAR DIVISION ECONOMIQUE

I. — POPULATION

1° DONNEES DEMOGRAPHIQUES

a) Nuptialité.

1. *Nombres absolus* (milliers).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	55	95	97	83	1951:	60	86	91	(80)
	330 (1)					318 (1)			

1952: (55).

2. *Taux* (pour 10.000 habitants) (2).

Taux brut.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	105	181	186	158	1951:	115	164	173	(153)
	156					(151)			

1952: (104).

Taux corrigé (3).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	157	157	162	154	1951:	171	143	150	(149)
	156					(154)			

1952: (155).

N. B. — Les chiffres entre parenthèses sont provisoires et ceux du premier trimestre 1952 seront donnés ultérieurement.

Rappel des mouvements antérieurs.

	Nombres absolus.	Taux.		Nombres absolus.	Taux.
	—	—		—	—
1934-1938....	282	137	1949.....	339	163
1938.....	274	134	1950.....	330	156
1946.....	517	257	1951.....	318	151
1948.....	369	179			

Source: Institut national d'études démographiques.

b) Natalité.

Nombres absolus (milliers).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	223	221	210	200	1951:	208	214	205	(191)
	854 (1)					818 (1)			

1952: (207).

Taux (pour 10.000 habitants) (4).

Taux brut.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	213	211	201	190	1951:	198	203	195	(181)
	204					(194)			

1952: (195).

Taux corrigé (3).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	209	204	202	200	1951:	197	196	195	(190)

1952: (192).

(1) Total annuel.
(2) Nouveaux mariés pour 10.000 habitants (nombre ramené à l'année).
(3) Taux corrigé du rythme saisonnier.
(4) Naissances vivantes pour 10.000 habitants (nombre ramené à l'année).

Rappel des mouvements antérieurs.

	Nombres absolus.	Taux.		Nombres absolus.	Taux.
	—	—		—	—
1934-1938....	636	164	1949.....	865	208
1938.....	642	156	1950.....	854	204
1946.....	840	209	1951.....	(818)	(194)
1948.....	864	218			

Source: Institut national d'études démographiques.

c) Mortalité.

Nombres absolus (milliers).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	148	131	113	134	1951:	170	135	113	(136)
	(566) (1)					(563) (1)			

1952: (154).

Taux (pour 10.000 habitants) (2).

Taux brut.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	142	125	108	128	1951:	170	128	108	(128)
	125					(133)			

1952: (145).

Taux corrigé (3).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	121	129	127	127	1951:	145	132	127	(127)
	125					(133)			

1952: (124).

Rappel des mouvements antérieurs.

	Nombres absolus.	Taux.		Nombres absolus.	Taux.
	—	—		—	—
1934-1938....	642	156	1949.....	568	137
1938.....	647	154	1950.....	526	125
1946.....	542	135	1951.....	(563)	(133)
1948.....	506	123			

Source: Institut national d'études démographiques.

d) Population totale.

1. *Evolution globale.*

Population moyenne (millions).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	41,8	41,9	42	42,1	1951:	42,1	42,2	42,3	42,3
	41,9					42,2			

1952: (42,4).

Rappel des mouvements antérieurs.

Recensements.		Population moyenne.	I	II	III	IV
1936 (8 mars): 41,6 (nombre ajusté).		1936-1938....	41,3	41,9	41,9	41,9
1946 (10 mars): 40,7 (nombre ajusté).		1949.....	41,5	41,5	41,6	41,7

Source: Institut national des statistiques et des études économiques.

(1) Total annuel.
(2) Décès de tous âges pour 10.000 habitants (nombre ramené à l'année).
(3) Taux corrigé du rythme saisonnier.

2. *Répartition par groupes d'âges.*

Proportions: jeunes, adultes, vieux.

	Jeunes (0 à 19 ans).	Adultes (20 à 59 ans).	Vieux (60 ans et plus).	Total.
	—	—	—	—
1er janvier 1946.....	295	545	160	1.000
1er janvier 1950.....	298	540	162	1.000
1er janvier 1951.....	299	539	162	1.000
1er janvier 1952.....	300	538	162	1.000

La « pyramide des âges » continue à s'amincir en son centre; la charge supportée par la population adulte augmente.

Population « présente » en pourcentage
(un peu inférieure à la population réelle).

	1900	1938	1951	1952
	—	—	—	—
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
0 — 19 ans.....	34,6	30,8	30	30,1
20 — 64 ans.....	57,2	59	58,6	58,6
65 ans.....	8,2	10,2	11,4	11,3

Source: Institut national d'études démographiques.

2° OBSERVATIONS GENERALES

Il y a *amenuisement de l'excédent des naissances sur les décès*, par rapport à la période correspondante de 1950:

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	+ 75	+ 90	+ 97	+ 66	1951:	+ 29	+ 81	+ 92	+ 55
	328 (1)					255 (1)			

1952: (+ 53).

La *mortalité infantile* apporte un indice valable des conditions sanitaires du pays. Elle a diminué de 30 p. 100 depuis 1938, soit:

1936-1938.....	66/1.000	1949.....	56/1.000
1946.....	73 —	1950.....	47 —
1947.....	67 —	1951.....	45 —
1948.....	52 —		

La *mortalité*, stationnaire dans l'ensemble depuis 1946, est à un taux moyen de 131/10.000 pour la période 1946-1951, de 11 p. 100 inférieure à celui d'avant-guerre, ceci malgré le vieillissement accentué de la population.

3° POPULATION ACTIVE

a) **Importance** (millions).

(Rappel des évaluations tirées du recensement de 1946.)

20,5 dont 12,7 hommes, 7,8 femmes (20,8 en comptant les personnes en Allemagne), soit un peu plus de 50 p. 100 de la population de l'année correspondante.

21,5 au début de 1952.

Ces données sont à rapprocher de l'évaluation effectuée par M. L. Henry, au 1er janvier 1951 et au 1er janvier 1952, de la population française suivant le sexe et l'âge (2):

1er janvier 1951 (millions).	1er janvier 1952 (millions).		Hommes.	Femmes.
			—	—
0 à 19 ans = 12,600 = 299 p. 1.000	12.733	dont	6.457	6.276
20 à 59 ans = 22,690 = 539 p. 1.000	22.792	—	11.237	11.555
Au-dessus de 60 ans = 6,840 = 162 p. 1.000	6.842	—	2.723	4.119
	42.367	dont	20.417	21.950

Les données actuelles font prévoir une accentuation du nombre des personnes âgées et des jeunes enfants jusqu'en 1970, le nombre des travailleurs variant peu. Il en résultera un *accroissement notable de la charge par personne active*, marquée par l'estimation ci-après de la charge de la sécurité sociale en 1970, sur la base 100 en 1950 (3):

Risque vieillesse: 110.
Risque maladie: 104.
Prestations familiales: 112.

M. Sauvy a montré que la population active ne peut augmenter, avant 1961, que par prolongation de la période d'activité des travailleurs ou par extension (difficile) de l'immigration.

b) **Répartition globale** (millions).

1. *Répartition par secteur économique* (recensement de 1946).

Secteur primaire (pêche, agriculture): 7,5, soit 36,4 p. 100 du total.
Secteur secondaire (industrie, transports): 6,9, soit 33,5 p. 100.
Secteur tertiaire (commerce, services administratifs, etc.): 5, soit 24,6 p. 100.
Plus 1,1 de salariés saisonniers ou d'adultes n'ayant pas déclaré leur activité, soit 5,5 p. 100.
Au total: 20,5 millions.

(1) Chiffre annuel.
(2) Institut national d'études démographiques (*Revue Population*, 11 décembre 1950, 10 décembre 1951).
(3) *Revue Population*, 7 septembre 1950

2. *Répartition selon la situation sociale* (1952).

Salariés	11.850
Non salariés.....	9.650
	21.500

c) **Analyse.**

Population active agricole.

	1946. (Recensement.) — millions.		1952. — millions.
Chefs d'exploitation..	2.368		
Conjoints	1.580		
	3.948	..... 83,40 p. 100.	3.800
Aides familiaux.....	2.118	.....	2.400 (1)
	6.066	.....	6.200
Salariés	1.200 (2)	16,52 p. 100.....	1.200 (1)
	7.266	.....	7.400 (1)

Soit 35 *p. 100 de la population active totale.*

La population active agricole féminine représente 44,7 p. 100 de la population active agricole totale, contre 55,3 p. 100 pour les hommes.

N. B. — Si l'on ajoute à la main-d'œuvre salariée 1.670 ouvriers de marais salants et 124.000 forestiers (évaluation), soit 125.670 salariés, on obtient une population active agricole totale de 7.391.670 personnes, dont 82,07 p. 100 non salariées.

Le nombre des salariés permanent oscille, d'après le ministère de l'agriculture, entre 900.000 et 1.100.000. De très nombreux saisonniers occasionnels ne sont pas saisis par les recensements.

L'enquête sur les conditions de l'emploi de l'I. N. S. E. E. (1951) donne une proportion de la population active de 32 p. 100 pour l'agriculture (36,4 p. 100 du total en comptant forestiers, pêcheurs ..).

Population active dans l'industrie et les transports.

1946 (recensement).

8,9 millions, soit 33,5 p. 100 de la population active totale.

1951 (enquête par sondage de l'I.N.S.E.E.).

Industrie, 35 p. 100; transports, 5 p. 100. Soit au total: 40 p. 100 de la population active totale.

Population active dans le commerce, les professions libérales et administratives, les services domestiques.

1946 (recensement).

5 millions, soit 24,6 p. 100 de la population active totale.

1951 (enquête par sondage de l'I.N.S.E.E.).

Commerce, 14 p. 100; professions libérales et administratives, 9 p. 100; services domestiques et hygiène, 4 p. 100. Soit au total: 27 p. 100 (plus divers: 1 p. 100).

Répartition détaillée de la population active, au début de 1952, selon la situation sociale et l'activité.

	Salariés. — (milliers.)	Non salariés — (milliers.)		Totaux. — (milliers.)
		Employeurs	825	
		Indépendants et chefs d'entreprise sans salariés.....	1.795	
		Aides familiaux.....	530	
1. Industrie, commerce, professions libérales, gens de maison.....	7.800		3.150	10.950
			6.200	
		+ artisans ruraux..	300	
2. Agriculture	1.200		6.500	7.700
3. Etat, départements, communes (titulaires et auxiliaires).....	1.350			
4. S.N.C.F., mines, E.D.F., G.D.F., eaux, marine marchande, etc.....	1.050			
5. Armée: métropolitaine régulière	250			
Contingent	200			
	11.850		9.650	21.500

(1) Agriculteurs et aides familiaux des artisans ruraux.
(2) Très approximatif.

d) Immigration.

Le mouvement de main-d'œuvre entre l'Algérie et la métropole est le suivant:

Travailleurs partis pour la métropole.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	6.238	4.911	10.458	8.195
1951:	9.681	10.380	18.961	9.693
1952:	15.170			

Travailleurs rentrés en Algérie.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	3.288	4.805	5.162	5.470
1951:	3.520	4.330	11.389	9.879
1952:	6.723			

Les introductions de *travailleurs étrangers* sont ainsi observées:

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	772	1.061	835	817
1951:	955	1.246	1.885	2.608
1952:	3.007			

Rappel des mouvements antérieurs.

Les mouvements migratoires sont toujours difficiles à saisir; seules figurent dans les relevés les migrations contrôlées, c'est-à-dire les entrées de travailleurs introduits par l'office national d'immigration (O. N. I.), les entrées et sorties d'Algériens, le rapatriement des Polonais, la transformation des prisonniers allemands en travailleurs. On en tire le tableau suivant (en milliers):

ANNÉE	O. N. I. (ENTRÉES SEULEMENT)			ALGÉRIENS			POLONAIS	PRISONNIERS transformés présents le 1er janvier de chaque année.
	Travailleurs non saisonniers.	Familles.	Personnes.	Entrées.	Sorties.	Immigration nette.	rapatriés.	
1946	30			35	12	23	15	
1947	68	1,9	4,9	66	23	43	36	
1948	57	11,1	25,8	81	54	27	17	102
1949	59	9,7	26,6	83	76	7		76
1950	40,5	3,8	8,8	89	65	24		(*) 39
1951	21	2,4	5,3			55		
Total	215,5	28,9	71,4				68	

(*) Les 39.000 prisonniers transformés restant au début de 1950 avaient dépassé le terme de leur contrat et étaient considérés comme devant s'établir en France.

Source: Institut national d'études démographiques.

Les travailleurs non saisonniers introduits par l'office national d'immigration se répartissent comme suit (en milliers):

NATIONALITÉS	AGRICULTURE	MINES	SIDÉRURGIE	BATIMENT	DIVERS	TOTAL	POURCENTAGE au total.
1946-1949.							
Italiens	28,2	23,5	19,3	22,1	45,9	144,0	672
Allemands	9,8	11,6	3,3	0,2	5,1	30,0	140
Personnes déplacées:							
Immigration ordinaire	9,6	4,3	1,3	0,2	6,6	22,0	102
Immigration spéciale	5,3					5,3	25
Nationalités diverses	2,7	5,2	1,4	0,9	2,8	13,0	61
Total	55,6	49,6	25,3	23,4	60,4	214,3	1.000
Pour 1.000 au total	260	231	118	109	282	1.000	
1950.							
Italiens	2,4	0,2	0,4	1,4	1,6	6,	570
Allemands	1,2		0,1		0,6	1,9	180
Personnes déplacées:							
Immigration ordinaire	0,3				0,1	0,4	40
Immigration spéciale	0,2					0,2	20
Nationalités diverses	0,5		0,2	0,2	1,1	2,0	190
Total	4,6	2,5			3,4	10,5	1.000
Pour 1.000 au total	440	240			320	1.000	
1951.							
Italiens	5,15	3,55	0,74	3,16	3,31	15,92	758
Allemands	0,5	0,05	0,06	0,02	0,53	1,16	55
Personnes déplacées	0,05	»	»	»	0,03	0,01	5
Nationalités diverses	0,57	1,33	0,25	0,33	1,34	3,82	182
Total	6,3	4,93	1,05	3,51	5,21	20,1	1.000
Pour 1.000 au total	299	235	50	168	248	1.000	

Source: Institut national d'études démographiques.

N. B. — Aucun chiffre sérieux ne peut être donné sur les pertes démographiques de la France par émigration.

II. — ACTIVITÉ ET PRODUCTION

1° RESULTATS AGRICOLES

(Ordres de grandeur ou estimations très approximatives.)

a) Production végétale.

1950. — 1951. —

(Millions de quintaux.)

1. *Blé.*

77 (Rt: 17,8) — 70 (Rt: 16,6) (1)

Rt en 1949: 19,1.
Moy. 34-38: 81.
Moy. 1930-39: 80,5; (Rt: 15,4).

2 *Céréales secondaires.*

Seigle.

6,1 (Rt: 12) — 5 (Rt: 10,7)

Moy. 1930-39: 7,87; (Rt: 11,6).

Orge.

15,7 (Rt: 16,3) — 16,7 (Rt: 16,4)

Moy. 1930-39: 11,04; (Rt: 14,7).

Avoine.

33 (Rt: 14) — 36 (Rt: 16,2)

Moy. 1930-39: 17,5; (Rt: 14,3).
(Rt en 1949: 13,2).

Maïs.

(Résultats définitifs.) 4 (Rt: 12,4) — (Estimation au 1-11-51.) 6,1 (2) (Rt: 18,2)

Moy 1930-39: 5,35; Rt: 15,8.

Mélanges.

1,4 (Rt: 11,9) — 1,2 (Rt: 11,8)

Riz.

1948. — 0,100 — 1949. — 0,225 (Rt: 30)

1950. — 0,160 (Rt: 42) — 1951. — (Estimation au 1-12.) 0,650 (Rt: 30)

3. *Sarclées.*

1950. — 1951. —

(Millions de quintaux.)

Pommes de terre (plein champ) (total).

129 (3) (Rt: 131) — 124 (Rt: 125,4)

Moy. 1934-38: 159.
Moy. 1930-39: 156,5 (Rt: 110,8).
1948: 157.
1949: 96 (Rt: 98,3).

Betteraves industrielles.

136 (Rt: 343,6) — 114,5 (Rt: 287,4)
Densité sucrière moy.: 8°,5.

Moy. 1930-39: 91,2; (Rt: 287).
Moy. 1934-38: 88.
1948: 94; (Rt: 240,5).
1949: 96.
Densité faible aux premiers arrachages (6°,5 à 7°,5).

4. *Oléagineux.*

Production totale.

1,60 (Rt: 10,4) — 1,75 (Rt: 11,1)

Moy. 1934-38: 0,133.
1949: 1,860.
Source: ministère de l'agriculture-INSEE.

Colza.

1,13 (Rt: 11,5) — 1,34 (Rt: 12,3)

Moyenne 1930-39: 0,13; Rt: 12,1.

Olives.

0,145 (récolte très abondante).

5. *Légumes secs* (total).

1950 — 1951 —

(Millions de quintaux.)
(Rendement en quintaux à l'hectare.)

1,93 (Rt: 8,2) — 2,15 (Rt: 9,6)

Moyenne 1930-39: 2,5; Rt: 9,9.
Source: Ministère de l'agriculture.

6. *Plantes industrielles.*

1950 — 1951 —

(Millier de quintaux.)
(Rendement en quintaux à l'hectare.)

Houblon.

18,18 (Rt: 15,3) — 20,97 (Rt: 14,7)

Moyenne 1930-39: 21,47; Rt: 10,1.

Chanvre (filasse).

40,9 (Rt: 12) — 42,1 (Rt: 10,6)

Moyenne 1930-39: 38,4; Rt: 11,3.

Lin (filasse).

286 (Rt: 7,2) — 374 (Rt: 7,6)

Moyenne 1930-39: 180; Rt: 6,6.
Source: Ministère de l'agriculture.

7. *Production fourragère* (1).

1950 — 1951 —

(Millions de quintaux.)
(Rendement en quintaux à l'hectare.)

372 (Rt moy.: 39) — 450 (Rt moy.: 43,7)

Moyenne 1934-38: 318.
1949: 238.
Moyenne 1930-39: 334; Rt moyen: 34,5.
Source: I. N. S. E. E.

Betteraves fourragères.

389 (Rt: 458) — 355 (Rt: 424)

Moyenne 1930-39: 327; Rt: 366.

8. *Vin.*

(Millions d'hectolitres.)

65 — 47

Moyenne 1930-39: 58,9.
Moyenne 1934-38: 65.
1948: 47.
1949: 43.
Année médiocre en qualité et quantité.
Source: Ministère de l'agriculture, I. N. S. E. E.

9. *Légumes frais de plein champ.*

1950 — 1951 —

(Millions de quintaux.)

19 — 18,5 (évaluation)

Production totale (plein champ + jardins).

71 — 71 (évaluation)

10. *Cultures fruitières.*

(Millions de quintaux.)
(Rendement en quintaux à l'hectare.)

DÉTAIL

Pommes et poires à cidre.

1950 — 1951 —

(Estimation au 1er novembre.)

54,7 — 21,4

Moyenne 1930-39: 32,1.
Qualité souvent très ordinaire.

Poires de table.

1,13 — 1,18

Moyenne 1937-40: 0,46.

Châtaignes.

1,36 — 1,06

Moyenne 1930-39: 1,13.

Pommes et poires de table.

4,12 — 2,99

Moyenne 1937-40: 2,44.

Pêches.

1,13 — 1,41

Moyenne 1930-39: 0,57.

Prunes.

1,17 — 1,05

Moyenne 1930-39: 0,5.

AUTRES DONNÉES

	Moyenne 1934-38	1950	1951
	(millions de quintaux.)		
Fruits à pépins.....	2,82	5,22	9,5 (évaluation)
Fruits à noyaux....	2,03	3,38	
Raisins de table....	1,43	1,76	
	6,29	10,36	

b) Production animale.

1. — *Lait* (évaluations en millions d'hectolitres).

1950. — 150.
1951. — 160 (2) (production moyenne par vache: 1.700 litres).
Moyenne 1937-38: 138. — 1948: 115. — 1949: 132.
Source: ministère de l'agriculture.

2. *Viande* (évaluations en millions de tonnes).

1950 (total). — 1,965.
1951. — 2.
Moyenne 1934-1938: 1,703. — 1948: 1.675. — 1949: 1,865.

Indications sur le cheptel (millions).

	1934-1938	1938	1948	1949	1950	1951
Espèce chevaline.....	2,77	2,69	2,41	2,41	2,39	2,38
Espèce bovine.....	15,71	15,62	15,43	15,40	15,72	16,16
Espèce ovine.....	9,75	9,87	7,51	7,48	7,47	7,56
Espèce porcine.....	7,08	7,12	6,42	6,75	6,74	7,10

Source: I. N. S. E. E.

(1) Rendement à l'hectare en quintaux.
(2) Evaluation probablement très inférieure aux résultats définitifs, très améliorés par les conditions météorologiques très favorables de septembre.
(3) 143 millions de quintaux avec la production des jardins familiaux.

(1) Prairies artificielles, prairies temporaires, fourrages annuels, prés naturels
Herbages. — Moyenne 34-38: 63,8.
Pâturages et pacages. — Moyenne 34-38: 56,4. Excellent état en 1951 des pâturages et prairies.
Un bilan plus poussé ajouterait les ressources en céréales pour l'alimentation du bétail et en racines et tubercules.
(2) La somme des évaluations départementales, considérées comme sous-évaluées, est de 134 millions d'hectolitres.

c) Observations générales.

Indices d'ensemble de la production agricole (évaluation de la production finale nette, c'est-à-dire de l'ensemble des produits allant au consommateur ou à l'industrie) (en ordre de grandeur).

	Production végétale. (1)	Production animale. (2)	Production totale.
Moyenne 1934-1938	100	100	100
1948 (3)	70-75	60-65	75-80
1949	90-95	95-100	95-100
1950	90-95	100-105	95-100
1951	105-110	105-110	105-110
1952			105-110 (4)

Source : I. N. S. E. E.

2° PECHES MARITIMES

Production totale métropolitaine.

a) 1.000 tonnes :

	1938	1949	1950	1951
Poissons frais	312	293	281	(313)
Morue salée	71	47	51	(51)
Huîtres et coquillages	60	44	37	(54)

Indications de valeurs.

	1949	1950	1951
b) Vente du poisson frais (en milliards de francs)	22,5	21	(14.407) (4)

Source : Ministère de la marine marchande.

3° PRODUCTION INDUSTRIELLE

a) Energie.

1. *Charbon.*

Houille et lignite.
(Production nette : 1.000 T.)
(moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950 :	4.655	4.198	4.098	4.526
	4.377			
1951 :	4.663	4.535	4.334	4.781
	4.581			

1952 : 5.031 (4.735) (5).

(Production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines ± variation des stocks).

Houille et lignite
(extraction nette).
Indices
(moyenne mensuelle 1938 = 100).

	I	II	III	IV
1950 :	117	109	105	118
	112			
1951 :	118	117	110	121
	116			

1952 : (126) (122) (1).

Cokes.
(Production totale disponible de semi-coke, coke de four et coke de gaz : 1.000 T.).
(moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950 :	675	713	696	753
	712			
1951 :	785	798	803	851
	809			

1952 : 888

(Consommation propre des cokeries déduite — semi-coke = houille distillée à basse température).

Cokes
(production totale.)
Indices
(moyenne mensuelle 1938 = 100).

	I	II	III	IV
1951 :	99	99	100	105
	100			
1950 :	85	88	86	94
	88			

1952 : (110).

Agglomérés.
(production totale sauf distillés.)
(moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950 :	512	472	503	610
	524			
1951 :	719	654	644	658
	668			

1952 : 718

Agglomérés (production totale).
Indices
(moyenne mensuelle 1938 = 100).

	I	II	III	IV
1951 :	115	105	103	103
	107			
1950 :	81	77	81	99
	84			

1952 : (115)

Source : Ministère de l'industrie et de l'énergie.

N. B — Les chiffres entre parenthèses sont provisoires.

(1) Production végétale destinée à la consommation humaine.
(2) Production animale alimentaire (viande, lait, œufs...).
(3) 1938 : campagne 1937-1938 ; 1949 : campagne 1948-1949, etc.
(4) Evaluation provisoire.
(5) Avril.

Rappel des mouvements antérieurs.
(moyenne mensuelle : 1938 = 100.)

	1948	1949	1950	1951
Houille et lignite	96	112	112	116
Cokes	80	88	88	100
Agglomérés	78	84	84	107
Combustibles minéraux solides	91	105	106	113

2. *Electricité.*

Production totale (toutes usines).
(Millions kWh).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950 :	2.710	2.690	2.580	3.125
	2.750			
1951 :	3.150	3.030 p.	2.776	3.400
	3.160			

1952 : 3.490

Indices
(Moyenne mensuelle 1938 = 100.)

	I	II	III	IV
1951 :	186	181	168	194
	152			
1950 :	158	159	146	179
	160			

1952 : 202 (194) (2)

Statistique partielle (1).
(Grosses centrales.)

	I	II	III	IV
1950 :	2.567	2.540	2.416	2.967
	2.623			
Hydr.	1.199	1.519	1.131	1.320
Ther.	1.368	991	1.284	1.647
1951 :	3.022	2.973 p.	2.779	3.231
	3.002			
Hydr.	1.714	1.973	1.614	1.515
Ther.	1.308	1.000	1.165	1.716

1952 : 3.338 (3.155) (2)
Hydr. 1.818 (2.080)
Ther. 1.520 (1.075)

Rappel des mouvements antérieurs.
(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)

1948	139	1951	182
1949	143	1929	76
1950	160		

Source : Ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Gaz.*

Gaz d'usine.
(Production totale disponible.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950 :				
M³ (millions) :	209	202	177	222
	202			
Calories (milliards) (3) :	877	849	743	931
	850			
1951 :				
M³ (millions) :	218	202	174	219
	203			
Calories (milliards) :	917	848	730	922
	852			

1952 :
M³ (millions) : 224 (198) (2).
Calories (milliards) : 985 (832) (3).

Indices
(Moyenne mensuelle 1938 = 100.)
(Production calorifique.)

	I	II	III	IV
1951 :	153	140	119	150
	141			
1950 :	146	141	121	152
	140			

1952 : (163) (139) (2)

Gaz naturel.
(Production en millions m³.)

1950 :	21,5	20,5	19,2	20,7
	20,5			
1951 :	25	23,4	20,5	26,1
	23,7			

1952 : 25,8

Rappel des mouvements antérieurs.
(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)

Gaz d'usine :		Ensemble gaz naturel et d'usine :	
1948	134	1948	155
1949	141	1949	172
1950	140	1950	174
1951	141	1951	180
		1929	109

Source : Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) La statistique partielle exclut les petites centrales thermiques de puissance installée inférieure à 5.000 kWh et les petites centrales hydrauliques de puissance inférieure à 1.000 kWh.
(2) Avril.
(3) Le pouvoir calorifique moyen est de 4.200 calories par mètre cube contre 4.500 en 1938.

4. *Pétrole.*

Production métropolitaine de brut (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	5,3	9,1	13,6	14,6	10,6
1951 :	20,1	23,6	27,6	26,1	24,5
1952 :	27,3				

Production métropolitaine de brut. Indices.

(Moyenne mensuelle 1938 = 100.)

	I	II	III	IV	
1951 :	340	391	456	412	407
1950 :	88	152	215	241	177
1952 :	456				

Pétrole brut mis en œuvre dans les raffineries (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	1.065	1.104	1.324	1.355	1.212
1951 :	1.328	1.494	1.596	1.724	1.536
1952 :	1.636				

Production métropolitaine et pétrole traité des raffineries. Indices.

(Moyenne mensuelle 1938 = 100.)

	I	II	III	IV	
1951 :	245	275	295	314	292
1950 :	179	189	229	236	208
1952 :	303				

Source : Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Rappel des mouvements antérieurs.

(Moyenne mensuelle 1938 : = 100.)

Pétrole brut :		Pétrole brut et carburants :	
1948	73	1948	115
1949	81	1949	159
1950	177	1950	208
1951	407	1951	282
1929	*	1929	10

PRÉSENTATION D'ENSEMBLE

Ensemble : combustibles minéraux solides ; électricité ; gaz (naturel et d'usine) ; pétrole et carburants.

Evolution trimestrielle indices

(moyenne mensuelle : 1938 = 100).

	1951 I	1951 II	1951 III	1951 IV		1952 I
Pétrole et carburants	245	275	295	314	282	(303)
Gaz	195	179	153	193	182	(206)
Electricité	186	181	168	191	182	(202)
Combustibles minéraux solides	114	113	108	116	113	(120)
Energie (1)	149	146	144	156	148	(162)

1948—1951.

Evolution annuelle (moyenne mensuelle : 1938 = 100).

	1948	1949	1950	1951
Pétrole et carburants	115	159	208	182
Gaz	155	172	174	180
Electricité	139	143	160	182
Combustibles minéraux solides	91	105	106	113
Energie (1)	112	125	133	148

b) Matières premières.

1. *Extraction de minerais métalliques.*

Minerai de fer.

(Production totale de minerai marchand : 1.000 t.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	2.467	2.403	2.021	2.767	2499
1951 :	2.823	2.899	2.673	3.138	2931
1952 :	3.171	(3.353)	(2).		

Bauxite.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	63,6	70	61	73,6	67
1951 :	88,4	103	91,5	94	94
1952 :	105	(96)	(2)		

(1) Indice d'ensemble pondéré.
(2) Avril.

Minerai de fer.

(Production de minerai marchand.)

Indices moyenne mensuelle : 1938 = 100.

	I	II	III	IV	
1951 :	103	107	105	114	107
1950 :	89	90	87	104	92
1952 :	(124)	(124)	(1)		

Bauxite.

Indices moyenne mensuelle : 1938 = 100.

	I	II	III	IV	
1951 :	161	194	150	171	171
1950 :	116	135	114	138	125
1952 :	(192)				

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

Rappel des mouvements antérieurs.

	1948	1949	1950	1951
	(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)			
Minerai de fer	70	95	92	107
Bauxite	117	118	125	174
	(1929 = 117.)			
Extraction des minerais métalliques (2)	73	97	95	111

2. *Extraction de matériaux de construction.*

Productions totales (1.000 tonnes).

Ardoises et couverture.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	14,7	13,1	10,7	12,8	12,8
1951 :	13,5	11,5	11	14,2	12,5
1952 :	14,8.				

Sables et graviers d'alluvion.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	1.162	1.195	1.715	1.537	1.477
1951 :	1.722	2.078	2.302	2.086	2.047
1952 :	2.014.				

Pierres à bâtir (3).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	89	98,5	108	107	102
1951 :	107	101	98	119	106
1952 :	124.				

Matériaux de viabilité.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	903	1.058	1.131	1.115	1.053
1951 :	1.233	1.460	1.527	1.510	1.429
1952 :	1.478.				

Matériaux de construction.

(Production totale.)

(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.

	1950	1951 I	1951 II	1951 III	1951 IV		1952 I
a) Ardoises	133	140	121	114	145	130	(151)
s) Sables et graviers	120	139	170	186	166	165	(160)
v) Matériaux de viabilité	96	111	136	138	135	129	(132)
p) Pierre à bâtir	81	84	81	97	92	83	(96)

ÉVOLUTION GLOBALE

Indice d'ensemble « extraction de matériaux de construction » (4).

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950 :	103	120	123	122	117
1951 :	120	138	138	145	137
1952 :	(141).				

Rappel des mouvements antérieurs (indice d'ensemble) :

1948	100	1950	117
1949	108	1951	137
		1929 :	134.

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Avril.
(2) Cet indice comprend, outre le minerai de fer et la bauxite, l'or et le plomb.
(3) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, calcs) et meulières à bâtir.
(4) Cet indice comprend, outre les productions analysées ci-dessus, celles de castines, kaolin, terres réfractaires, etc.

c) Produits industriels.

PRODUCTION DES MÉTAUX

1. *Sidérurgie.*

Fonte.
(Production totale de fonte brute.)
1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	599	610	625	725	647
1951:	707	720	711	777	729
1952:	781	(788) (1).			

(Ferro-alliages au haut-fourneau inclus.)

Acier.
(Production totale d'acier brut.)
1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	665	721	680	817	724
1951:	799	825	789	872	819
1952:	890	(910) (1).			

Fonte et acier.
(Production totale de brut.)
Indices moyens 1938: 100.

	1951 I	1951 II	1951 III	1951 IV		1952 I	1952 II
Acier	156	160	149	167	158	(172)	(178) (1)
Fonte	142	144	141	154	145	(157)	(160) (1)

1950 (moyenne mensuelle):
Acier ..... 139 | Fonte 129

Produits finis.
(Production totale de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid): 1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	460	496	456	579	497
1951:	599	583	529	637	587
1952:	658	(655) (1).			

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Produits finis sidérurgiques.
(Laminés à chaud.)
1950 (moyenne mensuelle): 147.

	I	II	III	IV	
1951:	175	173	156	184	172
1952:	(190)	(194) (1).			

(I. N. S. E. E.)

2. *Métaux non ferreux.*

Aluminium.
(Production totale, 1re et 2e fusion.)
(Tonne.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	5.612	7.281	7.509	7.331	7.035
1951:	7.781	10.133	10.163	9.320	9.349
1952:	9.948				

Aluminium.
(Production totale.)

	I	II	III	IV	
	(Indices moyens mensuels 1938 = 100.)				
1951:	185	240	238	218	220
1950:	135	175	174	171	164
1952:	(235)				

Cuivre.
(Production électrolytique de wire-bars, lingots et production de cuivre affiné 2e fusion) tonne (2).

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	1.620	»	1.357	1.668	1.656
1951:	2.050	1.643	1.458	1.943	1.763
1952:	2.228				

Cuivre.
(Production totale.)

	I	II	III	IV	
	(Indices moyens mensuels 1938 = 100.)				
1951:	153	126	111	148	135
1950:	123	143	103	127	124
1952:	(170)				

(1) Avril.
(2) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.

Plomb.
(Production totale de plombs et alliages) plombs doux et plombs antimonieux (1).

	I	II	III	IV	
1950:	7.039	7.173	7.385	9.064	8.036
1951:	3.131	8.540	7.168	7.540	7.578
1952:	8.391				

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Plomb.
(Production totale.)

	I	II	III	IV	
	(Indices moyens mensuels 1938 = 100.)				
1951:	137	126	119	124	127
1950:	121	138	122	140	133
1952:	(140)				

(I. N. S. E. E.)

Zinc.
(Production totale de zinc: 1re et 2e fusions.)
(Tonne.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	7.124	7.330	6.724	8.118	7.398
1951:	7.810	7.381	6.505	7.723	7.407
1952:	7.938				

Zinc.
(Production totale.)

	I	II	III	IV	
	(Indices moyens mensuels 1938 = 100.)				
1951:	120	112	98	117	112
1950:	113	113	101	123	113
1952:	(121)				

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Evolution d'ensemble de la sidérurgie et la production des métaux non ferreux.*

ÉVOLUTION D'ENSEMBLE (évolution trimestrielle)

Sidérurgie (2).
1938 = 100.
(Moyenne mensuelle.)

	1950	1951	1952
I.....	125	157	172
II.....	139	159	
III.....	126	148	
IV.....	157	168	
	138	145	

Métallurgie des métaux non ferreux (3).
1938 = 100.
(Moyenne mensuelle.)

	1950	1951	1952
I.....	123	159	177 (4)
II.....	153	192	
III.....	133	179	
IV.....	151	170	
	140	145	

Source: I. N. S. E. E.

Rappel des mouvements antérieurs.

(1938 = 100.)

	1948	1949	1950	1951
Sidérurgie...	116	146	138	145
Métallurgie des métaux non ferreux	135	123	140	175

(1929 = 151.)

	1948	1949	1950	1951
Production des métaux	119	113	139	160

Source: I. N. S. E. E.

TRANSFORMATION DES MÉTAUX

N. B. — La première transformation des métaux (grosse forge, tréfilés, étirés, laminés à froid, tubes d'acier) est traitée globalement à l'alinéa ci-après (évolution d'ensemble et observations générales).

1. *Fonderie.*

(Production totale des fonderies autonomes de fonte et d'acier) 1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	99	96	84	104	96
1951:	106	109	99	117	108
1952:	124.				

(Production totale des fonderies autonomes.)

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951:	136	142	128	149	140
1950:	126	127	110	136	125
1952:	(161). (I. N. S. E. E.)				

(1) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(2) Indice pondéré, fonte, acier, produits finis.
(3) Indice pondéré aluminium, cuivre, plomb, zinc et étain, nickel, magnésium, antimoine, ferro-alliages.
(4) Janvier-février (moyenne).

2. *Machines agricoles.*

	Tracteurs (production totale) pièce. I	II	III	IV	Moyenne	Motoculteurs (production totale) pièce. I	II	III	IV	Moyenne
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)				
1950	1.209	1.342	973	1.044	1.180	244	273	233	279	246
1951	906	1.308	1.217	1.720	1.334	283	368	303	349	328
1952	2189.					351.				

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Automobiles*

	Voitures particulières (1.000). I	II	III	IV	Moyenne	Véhicules utilitaires (1.000). I	II	III	IV	Moyenne
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)				
1950	17,5	23,4	19,9	25	21,4	6,36	8,4	7,6	10,03	8,08
1951	25,7	27	22,6	29,3	26,2	10,2	11	9,6	11,7	10,7
1952	(30,9)	(31,5)	(1).			(11,8)	(11,1)	(1).		

Automobile (2).

	I	II	III	IV	Moyenne
	Indices: moyenne mensuelle 1938 = 100.				
1951	168	186	152	192	176
1950	118	154	135	170	144
1952	(200).				

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. *Evolution d'ensemble de la transformation des métaux et observations générales.*

Evolution de l'indice de *la première transformation* des métaux (grosse forge, tréfilage, étirage, laminage à froid, tubes d'acier).

	I	II	III	IV	Moyenne
	Indices: moyenne mensuelle 1938 = 100.				
1950	112	115	102	128	114
1951	132	140	120	144	135
1952	(144) (3).				

Rappel des mouvements antérieurs.

(1938 = 100.)	1948	1949	1950	1951	(1929 = 150.)	1948	1949	1950	1951
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
Fonderie	108	124	125	140	Indice d'ensemble.				
Automobile ..	100	119	144	176					
Première transformation	103	114	114	135	Transformation des métaux	120	141	131	149

(Cet indice d'ensemble pondéré comprend les indices de la première transformation, la fonderie, l'automobile et, en outre, l'aéronautique, le matériel ferroviaire, la consommation de métaux ferreux et l'indice de production de demi-produits non ferreux.)

(1) Avril.

(2) Indice calculé d'après l'indice général pondéré de la production établi par la direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie, et basé sur les tonnages à vide fabriqués des divers véhicules, répartis en cinq catégories.

(3) Janvier et février (moyenne).

INDUSTRIES CHIMIQUES ET ASSIMILÉES

1. *Engrais.*

	Engrais azotés. (Production totale) 1.000 tonnes (1). I	II	III	IV	Moyenne	Engrais phosphatés. (Production totale) 1.000 tonnes (2). I	II	III	IV	Moyenne
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)				
1950	18,9	19,9	18,5	21,4	19,7	373	253,2	281	360	317
1951	22,3	22,6	21,4	24,3	22,6	373	328,5	337	377	354
1952	25,4 (23,8) (3).					424 (320) (3).				

Engrais.

	I	II	III	IV	Moyenne
	(Production totale.)				
	Indices: moyenne mensuelle 1938 = 100.				
1951	142	138	132	148	140
1950	126	118	113	134	123
1952	(159).				(I. N. S. E. E.)

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. *Caoutchouc.*

	Pneumatiques (production totale de pneumatiques) 1.000 tonnes. I	II	III	IV	Moyenne	Pneumatiques. Indices moyens mensuels 1938 = 100. I	II	III	IV	Moyenne
	(Moyenne mensuelle.)									
1950	9,4	9,5	10,2	13	10,5	202	207	168	221	201
1951	13,5	13,7	11,2	14,3	13,3	141	146	156	198	160
1952	14,9 (14,4) (3).					(222). (I. N. S. E. E.)				

	Caoutchouc industriel (tonnage total de gomme et de caoutchouc artificiel incorporé au caoutchouc industriel) 1.000 tonnes (4). I	II	III	IV	Moyenne	Caoutchouc. (Ensemble.) Indices moyens mensuels 1938 = 100. I	II	III	IV	Moyenne
	(Moyenne mensuelle.)									
1950	2,9	3,4	3,2	3,8	3,4	202	210	170	219	200
1951	(3,7)	3,9	3,45	3,8	3,7	156	167	160	203	173
1952	(3,6).					(211). (I. N. S. E. E.)				

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Autres produits chimiques ou parachimiques* (indices).

Produits chimiques minéraux de base (chlore, acides sulférique, nitrique et chlorydrique, carbonate de soude, carbure de calcium, etc.) (5).

	1938 = 100. I	II	III	IV	Moyenne	Goudrons et benzols. I	II	III	IV	Moyenne
1950	131	137	132	151	137	126	109	106	129	118
1951	159	166	149	162	159	136	129	104	134	127
1952	(165) (6).					(131) (6).				

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates...), de cyanamide calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évaluée en tonnes d'azote).

(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

(3) Avril.

(4) Y compris câbles électriques.

(5) L'indice comprend en outre l'oxygène comprimé, la soude caustique, le soufre, les sulfates de soude et le borax, le silicate de soude.

(6) Janvier-février (moyenne).

Colorants.

	I	II	III	IV	
1950:	113	136	109	157	129
1951:	163	170	125	128	146
1952:	(102)	(1).			

Peintures et vernis (2).

	I	II	III	IV	
1950:	102	126	121	120	117
1951:	125	143	130	133	133
1952:	(122)	(1).			

Tabacs et allumettes.

	I	II	III	IV	
1950:	154	156	111	163	146
1951:	156	174	124	161	154
1952:	(168)	(163).			

Source : I. N. S. E. E.

4. *Evolution d'ensemble et observations générales.*

ÉVOLUTION D'ENSEMBLE

1938 = 100.

	1948	1949	1950	1951
	(Moyenne mensuelle.)			
Caoutchouc	147	155	173	200
	(1929 = 90.)			
Source : I. N. S. E. E.				
	1948	1949	1950	1951
	(Moyenne mensuelle.)			
Industries chimiques.....	128	126	135	153
	(1929 = 113.)			
	1948	1949	1950	1951
	(Moyenne mensuelle.)			
Industries chimiques et assimilés	131	132	144	163

Ensemble : industries chimiques; caoutchouc; tabac et allumettes.
(1929 = 103.)

INDUSTRIES TEXTILES

1. *Laine.*

Peignés
(production totale de laine peignée) 1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	7,49	6,33	5,15	5,99	6,23
1951:	5,51	4,81	3,68	3,98	4,5
1952:	4,56	(4,5)	(3).		

Tissus
(production totale de tissus et feutres de laine) 1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	6,99	6,79	6,06	6,84	6,67
1951:	6,56	7,17	6,18	6,85	6,69
1952:	6,61.				

Filés
(production totale de filés purs ou mélangés pour tissage, tricotage, machines et mercerie) 1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	10,67	10,76	9,32	11,39	10,58
1951:	10,8	10,91	8,06	10,3	10,02
1952:	9,54.				

Laine
(production totale).

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951:	103	108	82	98	99
1950:	110	109	87	109	106
1952:	(97).	(I. N. S. E. E.)			

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. *Coton.*

Filés
(production totale de filés de coton, purs ou mélangés, fibrannés) 1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	21,73	21,54	15,82	22,65	20,9
1951:	22,94	23,56	19,31	24,6	22,6
1952:	(24,7).				

Tissus
(production totale de tissus de coton purs ou mélangés, fibranne) 1.000 tonnes.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	14,89	15,04	11,88	14,31	14,02
1951:	13,92	14,54	11,47	14,65	13,64
1952:	14,32.				

(1) Janvier-février (moyenne).
(2) Livraisons totales de peintures et livraisons d'encre d'imprimerie.
(3) Avril.

Coton.
(Production totale.)

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951:	107	113	89	112	105
1950:	109	113	90	110	105
1952:	(111).				

(I. N. S. E. E.)

RAPPEL DES MOUVEMENTS ANTÉRIEURS

	1948	1949	1950	1951
Moyenne mensuelle 1938 = 100.				
Coton (1).....	99	102	105	105

3. *Autres textiles* (indices.)

Lin et chanvre.
(Production de tissus de lin et de chanvre et de métis lin-coton.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)				
1950:	98	113	93	138	100
1951:	143	150	123	156	143
1952:	(156)				

Jute.
(Production de files et tissus.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)				
1950:	87	99	86	118	97
1951:	130	132	113	142	129
1952:	(138).				

Sisal.
Production de filés.) (2)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)				
1950:	117	132	99	115	115
1951:	128	147	119	157	138
1952:	(178)				

Fibranne.
(Production totale tous procédés.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)				
1950:	633	738	599	875	700
1951:	895	910	797	990	890
1952:	(964)	(777)	(3).		

Rayonne.
(Production totale tous procédés.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)				
1950:	153	175	144	193	164
1951:	205	215	183	216	205
1952:	(193)	(162)	(3).		

Soie et rayonne.
(Production de tissus et rubans.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle : 1938 = 100.)				
1950:	91	91	81	102	91
1951:	103	106	88	88	96
1952:	(84).				

4. *Evolution d'ensemble et observations générales.*

Evolution d'ensemble trimestrielle.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.				
Industrie textile :					
1950:	109	113	94	119	109
1951:	118	123	101	118	115
1952:	(116).				

(Indice d'ensemble pondéré, laine, coton, jute, cuir et chanvre, sisal, fibrane, rayonne, soie.)

Evolution d'ensemble annuelle.

	1948	1949	1950	1951
	(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.			
Industrie textile.....	102	101	109	115
	(1929 = 120)			
(I. N. S. E. E.).				

(1) Indice filés et tissus.
(2) Y compris les filés de sisal destinés à la fabrication de ficelle-lieuse.
(3) Avril.

Corps gras

1. *Savonnerie.*

(Production totale de savons et lessives): 1.000 tonnes (1).

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	20,4	21,2	29,6	28,6	24,8
1951:	31,8	28,6	22,4	26,7	27,7
1952:	26,2.				

Contenant en acide gras (1).

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	9,4	9,8	15	14,6	13
1951:	16,1	14,7	11,4	13	13,5
1952:	12,6.				

Savonnerie.

Indices. (Moyenne mensuelle) 1938 = 100.

	I	II	III	IV	
1951:	89	79	63	75	77
1950:	53	58	80	80	68
1952:	(72)				

(I. N. S. E. E.)

2. *Indice d'ensemble corps gras.*

(Huilerie, margarinerie, savonnerie, etc.)

Evolution trimestrielle.

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.				
1950:	61	67	90	89	77
1951:	99	89	71	84	86

Evolution annuelle.

(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.

1948	56
1949	64
1950	77
1951	86

(1929 = 92).

(I. N. S. E. E.)

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Papiers et cartons

1. *Pâtes à papier.*

(Production totale évaluée en 1.000 t de pâtes sèches.) (2)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	44,1	45,1	39,5	48,6	44,4
1951:	52	55,3	43,2	52,2	50,2
1952:	52,4.				

2. *Papier d'impression et d'écriture et papier journal.*

(Production: 1.000 t.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	52,2	53,9	46,1	60,5	53,3
1951:	62	63,2	50,2	63,6	59,6
1952:	59,8.				

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Papier paille et d'emballage*

(Production totale: 1.000 t.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	30,1	30	25,3	28,2	29,4
1951:	35	38	33	40,7	36,8
1952:	37,9.				

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951:	181	188	151	179	175
1950:	151	161	139	171	156
1952:	(181) (3).				

(I. N. S. E. E.)

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951:	126	132	104	129	125
1950:	106	114	96	128	111
1952:	(126) (3).				

(I. N. S. E. E.)

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951:	136	144	125	152	139
1950:	115	115	97	123	112
1952:	(146) (3).				

(I. N. S. E. E.)

(1) Evaluations.
(2) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques, de pâte au bisulfite, de pâte kraft (à la soude), et autres pâtes chimiques
(3) Janvier-février (moyenne).

4. *Evolution d'ensemble et observations générales.*

Evolution d'ensemble trimestrielle.

(Indice pondéré « Papiers et cartons »: pâtes à papier, papier paille et d'emballage, papier d'impression et papier journal et, en outre papiers minces et spéciaux et cartons.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)				
1950	111	117	100	130	115
1951	134	142	126	142	134
1952:	(130)	(113) (1)			

(1929 = 63)

Rappel des mouvements antérieurs.

1948	100	1950	115
1949	100	1951	134

(1929 = 63)

(I. N. S. E. E.)

Cuirs et peaux

1. *Cuirs et peaux finis.*

(Production totale de cuirs et peaux finis de bovins, équidés, ovins, caprins, etc.) 1.000 tonnes (2).

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	4,92	4,97	4,6	5,75	5,05
1951:	5,38	5,38	4,34.		
Dont: cuirs finis (bovins) (3).					
1950:	3,76	3,6	3,5	4,34	3,83
1951:	4,22	4	3,4	3,96	3,9
1952:	3,65				

Cuirs finis.

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951.	80	77	64	73	94
1950:	70	70	68	83	73
1952:	(68).				

(I. N. S. E. E.)

2. *Chaussures.*

Production totale de chaussures (toutes catégories) (1).

(Millions de paires.)

	I	II	III	IV	
	(Moyenne mensuelle.)				
1950:	5	5	4	5,9	5,1
1951:	5,9	5,2	3,9	5,04	5,03

Cuirs finis pour chaussures (consommation).

	I	II	III	IV	
	Indices moyens mensuels 1938 = 100.				
1951:	82	73	64	70	71
1950:	67	75	78	91	78
1952:	(62).				

(I. N. S. E. E.)

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. *Evolution d'ensemble.*

Indice I. N. S. E. E. « Cuirs ».

(Indice pondéré, production de cuirs et peaux finis, chaussures, pantoufles.)

Evolution trimestrielle.

	I	II	III	IV	
	Moyenne muenselle: 1938 = 100.				
1950:	69	73	73	87	75
1951:	81	75	63	72	73
1952:	(65).				

(1929 = 117.)

Rappel des mouvements antérieurs.

1948.....	78
1949.....	67
1950.....	75
1951.....	73

(1929 = 117.)

(1) Avril.
(2) Evaluations.
(3) Cuirs à semelles et cuirs à dessous (cuirs finis de bovins).
(4) Sauf articles de bottiers.

INDICATIONS SUR L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

1. *Visas de censures.*

	1947	1948	1949	1950	1951
Total moins de 1.300 mètres	870	881	782	897	884
Dont :					
En français	190	203	194	234	310
En version originale	493	407	352	430	351
Dont U. S. A.	(435)	(290)	(277)	(328)	(283)
En version doublée	187	271	236	233	223
Dont U. S. A.	(122)	(140)	(190)	(188)	(173)
Total plus de 1.300 mètres	1.044	1.022	630	713	745
Dont :					
En français	92	94	101	108	118
En version originale	622	630	349	449	443
Dont U. S. A.	(470)	(457)	(205)	(231)	(232)
En version doublée	330	298	180	156	184
Dont U. S. A.	(256)	(190)	(135)	(99)	(124)
Total général	1.914	1.903	1.412	1.610	1.629

2. *Exploitation* (format standard).

	1948	1949	1950	1951 (1)
Nombre de spectateurs (en millions)	399	387	380	370
Prix moyen des places (en francs)	49,00	57,20	68,42	86,48
Recettes brutes (en millions de francs)	19.566	22.125	26.000	32.000
Pourcentage des impôts par rapport aux recettes brutes (2)	25,6	25,06	23,48	»
Part des producteurs et distributeurs (pourcentage par rapport à la recette brute)	30,99	32,92	32,61	»
Part des exploitants (pourcentage par rapport à la recette brute)	41,36	40,90	42,17	»

(1) Estimation.

(2) Y compris les droits d'auteur.

N. B. — Evolution en valeur réelle des recettes brutes depuis 1949 (évaluation) :

1949 : 22.125 (milliards de francs).
1950 : 23.800 (milliards de francs) (+ 7,5 p. 100).
1951 : 24.350 (milliards de francs) (+ 2,3 p. 100).

Source : Centre national du cinéma.

d) **Biens d'équipement, biens de consommation. — Energie.**

VENTILATION DE L'INDICE I. N. S. E. E. DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

1. *Composition de l'indice.*

Cet indice comprend, *selon l'utilisation :*

La production d'*énergie :*

Electricité et gaz.
Pétrole et carburants.
Combustibles minéraux solides.

La production de biens d'*équipement :*

Extraction de minerais métalliques (fer, bauxite...).
Extraction de matériaux de construction (ardoises, sables...).
Production des métaux (sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux...).
Transformation des métaux (première transformation, fonderie...).
Industrie du verre (50 p. 100).
Céramique et fabrication de matériaux de construction.
Bâtiment et travaux publics.
Caoutchouc.

La production de *biens de consommation :*

Extraction et préparation de minéraux divers (potasse, sel, phosphate...).
Industrie du verre (50 p. 100).
Industries chimiques et assimilées (sauf caoutchouc).
Corps gras (savonnerie, huilerie...).
Textiles.
Cuirs.
Papiers, cartons.
Presse, édition.

L'évolution de cet indice ainsi ventilé par secteur (énergie, équipement, consommation), peut être ainsi présenté :

2. *Evolution trimestrielle récente.*

	I	II	III	IV
(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.				
Energie :				
1950 :	133	128	124	144
	133			
1951 :	149	146	138	156
	148			
1952 :	(162).			
Equipement :				
1950 :	127	133	122	138
	130			
1951 :	143	151	138	155
	147			
1952 :	(163).			

	I	II	III	IV
(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.				
Consommation :				
1950 :	107	109	99	122
	110			
1951 :	123	127	107	125
	120			
1952 :	(123).			
Indice d'ensemble (bâtiment inclus) :				
1950 :	120	125	115	133
	123			
1951 :	136	142	128	145
	138			
1952 :	(148) (1).			

Ces indices peuvent être utilement rapprochés des moyennes mensuelles correspondantes de 1929 :

Energie, 95 ; équipement, 157 ; consommation, 105. Ensemble, 133.

(1) Cet indice ne rend compte, en fait, que de l'activité d'un certain nombre de branches, pour lesquelles il n'a d'ailleurs pas toujours été possible d'utiliser des données directes sur leur production. Ainsi, pour l'indice « Bâtiments et travaux publics », le seul renseignement disponible utilisé est le nombre d'heures ouvriers, effectuées chaque mois. Il faut noter, en outre, que les indices composants sont corrigés de l'inégalité du nombre de jours ouvrables.

(1) Indice sans bâtiment est à 151 au premier trimestre et en avril (moyenne mensuelle 1951 = 139).

3. *Rappel des mouvements antérieurs.*

(avec référence à 1929).

	1948	1949	1950	1951
Energie (1929 = 95)	112	125	133	148
Equipement (1929 = 157)	120	136	130	147
Consommation (1929 = 105)	102	101	110	121
Ensemble (1929 = 133)	113	123	123	138

INDICE DU SECTEUR PUBLIC

1. *Composition de l'indice.*

Cet indice a été publié, pour la première fois, dans le numéro de janvier 1950 du *Bulletin mensuel de statistique* de l'I. N. S. E. E.

Il rend compte de l'évolution du volume de la production réalisée par les activités dont la gestion est assurée, directement ou non, par l'Etat: services industriels de l'Etat, services nationalisés, sociétés d'économie mixte et à participation majoritaire

Ces activités, déjà saisies par l'indice général de la production industrielle, sont les suivantes:

ÉLECTRICITÉ

L'indice retenu pour ce secteur est l'indice « électricité » servant déjà au calcul de l'indice d'ensemble.

Il convient de noter que cet indice est inférieur à l'indice qui représenterait le seul secteur public, à l'exclusion des centrales privées, l'effort d'équipement et de production ayant surtout porté, depuis la Libération, sur les grands ensembles relevant d'entreprises publiques. La discrimination n'a pas été faite entre entreprises publiques et privées en raison de leur étroite dépendance, l'Electricité de France disposant d'un pouvoir étendu de coordination.

GAZ (naturel et d'usine)

L'indice « gaz naturel et d'usine » a été de même retenu (Gaz de France et régie autonome des pétroles).

COMBUSTIBLES MINÉRAUX SOLIDES

Pour la houille et lignite, l'indice « houille et lignite » habituel est retenu. Il se distingue très légèrement, en effet, de l'indice calculé en ne tenant compte que des mines nationalisées. (Charbonnages de France.)

Sont représentées, d'autre part, la production d'agglomérés des usines minières et la production totale de coke et semi-coke, à l'exclusion des cokeries sidérurgiques (production de coke de gaz et coke de four, des cokeries gazières de gaz de France, et production des cokeries minières de Charbonnages de France).

POTASSE

Indice « potasse » I. N. S. E. E. (production nationale de potasse, évaluée en K^2O pure, des mines domaniales d'Alsace et de Kali-Sainte-Thérèse).

AUTOMOBILE

Production de la régie Renault (direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie).

AÉRONAUTIQUE

Indice I. N. S. E. E. (indice général du volume de la production calculé à partir du tonnage total de cellules fabriquées (poids 2/3) et de la puissance totale des moteurs produits (poids 1/3). — Source: ministère de l'air).

TABACS ET ALLUMETTES

Indice I. N. S. E. E. habituel.

N. B. — Des activités, comme celles de « Francolor » et de l'office national industriel de l'azote, ne sont pas représentées. Elles occupaient, en 1949, environ 2 p. 100 du personnel du secteur public.

La pondération, adoptée pour la synthèse de ces indices, reprend celle retenue pour l'indice d'ensemble de la production industrielle et est donc basée sur les valeurs nettes, corrspondant à la période de référence 1938. [Des coefficients particuliers ont dû être cependant calculés pour le coke non sidérurgique, les agglomérés et l'automobile (Renault)].

2. *Evolution de l'indice.*

(Moyenne mensuelle 1938 = 100.)

	1948	1949	1950	1951
Avec aéronautique	94	100	110	127
Sans aéronautique	112	124	133	149
Indice d'ensemble de la production industrielle (bâtiment inclus)	113	123	123	138

3. *Observations générales sur le secteur public.*

L'indice « production du secteur public sans aéronautique » a été calculé pour tenir compte de la situation particulière des sociétés de construction aéronautique (note I. N. S. E. E.).

Les niveaux atteints en 1949 sont sensiblement équivalents pour le secteur public (sans aéronautique) et l'ensemble de l'industrie, celle-ci ayant été d'abord en retard en 1946 (indice 84 contre 100 pour le secteur public) et, en 1947 (99 contre 100), par suite du niveau élevé retrouvé, dès 1946, par la production d'énergie.

De 1949 à 1951, l'indice du secteur public avec aéronautique augmente de 27 p. 100 et, sans l'aéronautique, de 20 p. 100, la proportion de l'indice d'ensemble de la production industrielle étant de 12 p. 100

4° ACTIVITE

a) **Activité de la main-d'œuvre.**

Effectifs, durée du travail, niveau d'activité.

ÉVOLUTION D'ENSEMBLE (toutes activités)

1. *Effectifs.*

Indice du niveau des effectifs.

1938 = 100.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1950	106,7	106,4	107	107,8
1951	107,8	108,9	110,1	111,1
1952	110,6	(110,7)		

2. *Durée hebdomadaire moyenne du travail* (heures).

	I	II	III	IV
1950	44,6	44,7	45,1	45,3
1951	45	45,2	45,2	45,3
1952	45,1	(44,9)		

(Durée moyenne approximative en 1938 = 39,3.)

3. *Niveau de l'activité.*

Indice du niveau de l'activité (= produit de l'indice des effectifs par celui de la durée hebdomadaire du travail) (nombre d'heures ouvriers effectuées).

1938 = 100.

	I	II	III	IV
1950	121,1	121,1	122,6	124,1
1951	123,3	125	126,6	128
1952	127	(126,3)		

Source: ministère du travail et de la sécurité sociale (enquête trimestrielle, effectuée par voie de questionnaires, aux employeurs, et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, de l'électricité, du gaz et des services publics [pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel]. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure).

Rappel des mouvements antérieurs.

(Moyenne.)	Effectifs (indice) 1938 = 100.	Durée hebdomadaire moyenne du travail (h).	Niveau de l'activité 1938 = 100.
1948	104,9	44,9	119,8
1949	106,6	44,5	120,6
1950	107	44,9	122,2
1951	109,5	45,2	125,7

EVOLUTION PAR SECTEUR OU BRANCHE

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (2° Production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales.

	EFFECTIFS (INDICE) 1938 = 100.				DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) 1938 = 100.			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
1. *Energie.*												
Ensemble.												
1950	117,2	115,9	113,5	111,9	48	47,9	47,9	48	140,6	138,8	136,1	134,3
1951	111,4	111,2	110,8	110,6	47,9	48	47,9	47,9	133,6	133,4	132,8	132,5
1952	111	(109,9)			47,9	47,9			133,1	(131,8)		
Pétrole et carburants liquides.												
1950	136,3	137,3	142,7	149,3	48	46,1	47,1	47,6	164,4	159,5	168,8	178
1951	155,9	155,3	161	161	47	47,8	47,3	47,3	184,1	186,5	191,3	191,3
1952	160,5	(163,4)			46,5	46,8			187,5	(192,2)		
Combustibles minéraux solides.												
1950	119,3	117,2	113,1	109,8	48	48	48	48	143,2	140,6	135,7	131,8
1951	108,6	108,5	107,4	106,9	48	48	48	48	130,3	130,2	128,9	128,3
1952	107,7	(105,9)			48	48			129,2	(127,1)		
Eau, gaz, électricité.												
1952	109,4	(109,1)			48	48						
Source : Ministère du travail.												
2. *Production de métaux.*												
1950	114,7	113,4	111,2	111,4	48,4	48,1	48,2	48,3	140,2	137,8	135,3	135,9
1951	113,1	113,6	113,5	114,9	47,5	47,5	48,3	49,1	135,6	136,2	138,5	142,5
1952	116,2	(116,7)			48,5	(48,4)			142,3	(142,6)		
3. *Industries chimiques et caoutchouc.*												
1950	114,3	117	116,3	117,8	44,1	44,6	44,7	44,9	128,5	132,1	131,7	133,9
1951	119,4	122,9	123,6	123,6	44,8	45	45	45,1	135,4	140	140,8	141,9
1952	125,5	(122,4)			44,8	44,6			140	(138,2)		
4. *Industrie textile.*												
1950	100,2	100	99,4	99,7	42,6	42,7	42,6	43,3	114,7	114,8	113,8	115,8
1951	100,9	101,7	107,5	100,8	43,4	43,3	43,3	42,4	117,8	118,4	118,1	114,9
1952	99,5	(97,7)			42,3	40,7			113,1	(106,9)		
5. *Papiers et cartons.*												
1950	98,3	98,7	98,7	100,1	44,4	44	44,3	44,8	113	112,5	133,3	116,
1951	101,2	103,6	105,3	106,2	45	45,1	45,1	45,2	118	121	123	124,
1952	107	106,9			44,8	43,1			124,2	(119,4)		
6. *Cuirs et peaux.*												
1950	98,3	99,1	98,8	99,9	41,2	41	41	41,8	107,7	108	107,7	111,
1951	101,1	101,5	98,3	96,8	41,6	41,9	39,8	40,6	111,8	113,1	104,1	104,
1952	95,6	(95,9)			41,2	40,8			104,8	(104,1)		
7. *Industries de transformation* (bâtiment inclus).												
Ensemble.												
1950	113,2	113,1	114,1	115,5	44,5	44,5	45	45,3	129,4	129,4	131,7	134,
1951	115,7	117,1	118,6	120,3	44,9	45,2	45,2	45,4	133,4	135,7	137,8	140
1952	119,8	(120,2)			45,1	44,7			138,5	(137,7)		
Industries mécanique et électrique.												
1950	122,6	123,2	122	122,1	45,7	45,5	45,7	46	144,5	143,4	142,6	143,
1951	123	125,1	126,1	128,1	46,1	46,3	46,6	46,8	145	148,1	150,3	153
1952	129,9	(130,4)			46,8	46,4			155,5	(154,8)		

AUTRES ACTIVITÉS (données comparatives à titre indicatif) (1).

	EFFECTIFS (INDICE) 1938 = 100.				DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) 1938 = 100.			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
1. *Transports.*												
1950	89,6	88,6	87,7	87,1	47,6	47,5	47,6	47,6	107,2	105,9	105	104
1951	86,2	84,8	84,4	83,8	47,6	47,7	47,7	47,6	103,1	101,7	101,1	100
1952	83,4	(82,3)			47,6	47,6			99,7	(98,4)		
2. *Activités commerciales et libérales.*												
1950	93,7	93,8	94,8	95,2	42,9	43,2	43,5	43,6	100,4	101,4	103	103
1951	95	96,5	97,9	98	43,3	43,4	43,4	43,5	102,9	104,6	106,3	106
1952	97,3	(97,4)			43,5	43,4			105,8	(105,7)		

(1) Ces observations seront reprises de façon plus détaillée aux 9 (distribution) et 10 (transports).

OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR L'ACTIVITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

1. *La durée hebdomadaire du travail*, pour l'ensemble des activités, a donc fléchi de 45 heures 3 minutes au 1er octobre à 44 heures 9 minutes au 1er avril 1952. Mais ce mouvement d'ensemble recouvre des variations en sens inverse:

Il y a progrès pour les cuirs et peaux,

Et maintien pour l'énergie, les transports, les activités commerciales et libérales.

Le fléchissement est marqué pour la production des métaux, les industries chimiques et le caoutchouc, les papiers et cartons, l'ensemble des industries de transformation; il est très net pour l'industrie textile.

2. *Une réduction des effectifs* fait suite à l'augmentation constatée assez régulièrement depuis 1949 (110,7 au 1er avril 1952 contre 111,1 au 1er octobre) pour l'ensemble des activités.

Elle est sensible dans le textile et les cuirs et peaux, les transports (compressions S. N. C. F. et R. A. T. P.) et les activités commerciales et libérales, les charbonnages.

Mais les effectifs sont en hausse dans la production des métaux et les industries mécaniques et électriques.

3. *L'indice du niveau de l'activité* (nombre d'heures-ouvriers) est en légère baisse dans tous les secteurs, excepté dans la production des métaux, les industries mécaniques et électriques, les pétroles et carburants.

Source: Ministère du travail.

b) Emploi et chômage.

1. *Chômeurs secourus.*

Total France entière (1000):

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1950	46,4	61,6	53,8	44
	52,4 (moyenne mensuelle).			
1951	49,3	54	38,8	26,6
1952	33	41,6		
	(moyenne mensuelle: 1938 = 373,6).			

Dont:

Hommes de moins de 60 ans aptes au travail:

1950	25,3	35,2	29,1	22,6
1951	25,7	29,3	17,7	11,2
1952	13,5			

N. B. — Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout, un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

2. *Fonds de chômage ouverts.*

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1951	412	443	409	315
	395 (moyenne mensuelle).			
1952	350	426		

3. *Demandes d'emploi non satisfaites.*

Nombre: (1.000):

1950	154	182	141	128
	153 (moyenne mensuelle).			
1951	151	145	105	93
1952	116	135		
	(moyenne mensuelle: 1938 = 402).			

Source: Ministère du travail.

Rapport des offres aux demandes d'emploi non satisfaites.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
	p. 100.			
1950	7,7	7,8	15	16,3
	10,3 (moyenne mensuelle).			
1951	8,5	14,5	33	33,4
1952	13,8	15,9		
	(moyenne mensuelle: 1938 = 0,9).			

N. B. — Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent en effet des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offices de placement.

Source: Ministère du travail.

4. — *Chômage partiel.*

Evaluation du ministère du travail. — Voici d'abord la statistique portant sur l'ensemble des branches recensées (industries, transports, activités commerciales et libérales).

Nombre de salariés ayant travaillé par semaine:

	Moins de 32 heures.	De 32 à 36 heures.	De 36 à 40 heures.
Au 1er janvier 1950	35.300	80.800	66.900
Au 1er janvier 1951	41.700	67.300	56.000
Au 1er janvier 1952	49.600	86.700	73.700
Aggravation depuis un an	57 p. 100	29 p. 100	31 p. 100

Le chômage partiel s'est donc nettement aggravé depuis un an (1). Il convient de préciser dans quelles branches.

Nombre de salariés ayant travaillé moins de 40 heures par semaine au 1er janvier 1952.

	OUVRIERS OCCUPÉS AU 1er JANVIER 1952			ENSEMBLE	
	Moins de 32 heures.	32 à 35 heures.	36 à 39 heures.	1er octobre 1951.	1er janvier 1952.
Extraction minerais divers	»	200	»	400	200
Production des métaux	»	»	1.700	»	1.700
Industrie mécanique et électrique	»	1.100	1.100	4.100	2.200
Industrie du verre	»	»	»	»	»
Céramique et matériaux de construction	100	100	400	200	600
Bâtiment, travaux publics	2.300	3.100	2.300	2.400	7.700
Industrie chimique et caoutchouc	500	500	1.600	2.100	2.600
Industrie agricole et alimentaire	2.500	4.900	4.600	8.200	12.000
Industrie textile	13.600	28.300	18.300	44.000	60.200
Habillement, travail des étoffes	14.400	24.100	10.600	43.600	49.100
Cuirs et peaux	5.600	9.600	8.100	30.100	23.300
Industrie du bois, ameublement	»	700	400	800	1.100
Papier, carton	700	700	400	400	1.800
Industrie polygraphique	»	900	12.000	14.000	12.900
Industries diverses	300	1.000	1.000	2.000	2.300
Industries de transformation	40.000	75.200	62.500	152.300	177.700
Transports	»	400	600	400	1.000
Commerces agricoles et alimentaires	200	300	1.700	1.100	2.200
Commerces non alimentaires	500	1.500	1.300	4.600	3.300
Spectacles	100	200	»	400	300
Hygiène	8.700	8.700	7.200	8.900	24.600
Professions libérales	100	400	400	2.300	900
Toutes activités	49.600	86.700	73.700	170.000	210.000

(1) L'accroissement est particulièrement important dans les industries textiles, l'habillement et les cuirs et peaux.

Enquête par sondage sur l'emploi et les conditions de travail de l'I. N. S. E. E. (enquête semestrielle).

Enquête du 26 novembre au 10 décembre 1951:

Ensemble des activités. — Travail dans la semaine précédant l'enquête, de 15 à 39 heures: 15,1 p. 100.

Activités non agricoles. — Travail dans la semaine précédant l'enquête, de 15 à 39 heures: 12,5 p. 100.

Dont un tiers environ de travailleurs, femmes surtout, du groupe domestique et hygiène:

Industrie. — De 15 à 32 heures: 6,5 p. 100; de 32 à 39 heures: 3,6 p. 100.

Transports. — De 15 à 32 heures: 4,1 p. 100; de 32 à 39 heures: 1,9 p. 100.

N. B. — L'enquête est faite selon la durée réelle du travail au cours de la semaine précédant l'enquête (congés, absences, maladies graves, intempéries sont donc inclus)

Aucun chiffre précis ne peut donc être valable et retenu sur le chômage partiel, mais il semble certain que la proportion de 12,5 pour 100 observée pour les activités non agricoles recouvre, pour une proportion mal définie, ce chômage.

5. *Conflits de travail.*

(Nombre de journées perdues: 1.000.)

	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre
1950	354	946	41	88
1951	49	307	190	249
1952	68,4	(164) (1)		

c) **Activité générale.**

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constant, de la S. N. C. F.;

La consommation d'électricité.

Voici les données correspondantes:

Indice d'ensemble de la production industrielle (bâtiment exclu).

	I	II	III	IV
	Moyenne mensuelle 1938 = 100.			
1950	121	125	117	134
	123			
1951	138	144	127	145
	139			
1952	152	(151) (2)		

Indice total des recettes S. N. C. F. (calculé à prix constant) (3).

	I	II	III	IV
	Moyenne mensuelle 1938 = 100.			
1950	133	125	137	146
	135			
1951	151	149	149	164
	153			
1952	163	(152) (1).		

(1) Mars.

(2) Avril.

(3) Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938, ramenées au taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux.

Indice de la production totale d'électricité.

	I	II	III	IV
	Moyenne mensuelle 1938 = 100.			
1950	158	139	146	179
	160			
1951	186	181	168	194
	182			
1952	202	(194) (1).		

5° PRODUCTIVITE

a) **Productivité industrielle.**

1. Cette productivité se définit par le rapport en nature.

$$\frac{\text{production industrielle}}{\text{ensemble des facteurs utilisés}}$$

PRODUCTION INDUSTRIELLE (production finale de l'industrie).

Tous les biens sortant de l'industrie et les biens restant pour en accroître stocks ou équipement.

BASE UTILISABLE

Indice INSEE (sans bâtiment), plus branches non comprises dans l'indice (bâtiment, travaux publics, industries alimentaires, industries du bois, habillement et travail des étoffes). Correction de l'indice effectuée pour transformer l'indice obtenu en indice de la production finale (addition tenant compte des économies d'énergie, matières premières, demi-produits).

FACTEURS DE PRODUCTION UTILISÉS

Travail (nombre d'heures des salariés. Enquête du ministère du travail. Energie et transformation).

Fournitures de l'agriculture (d'après l'évolution des industries alimentaires, du bois, etc.).

Services utilisés par l'industrie (transports, postes, télégraphes et téléphones, banques, assurances).

Capital-équipement de l'industrie (accroissement net admis de 2 p. 100 an depuis 1946).

Importation (indices du volume des matières premières ou énergétiques destinées à l'industrie).

Pondération de ces facteurs d'après leur coût total en 1938, le capital-équipement étant compté au titre de l'amortissement.

Pas de correction pour décalage entre l'utilisation des facteurs et obtention des produits.

Marge d'erreur de ± 2 ou 3 points par rapport à 1938, mais plus faible depuis 1946.

(1) Avril.

2. *Résultats obtenus.*

(1938 = 100.)

PONDÉRATIONS		1946	1947	1948	1949	1950	1951 (1)
p. 100.	a) Production industrielle:						
73	Indice I. N. S. E. E. (bâtiment exclu)	79	95	111	122	123	138
10,5	Bâtiment, travaux publics (2)	110	122	132	137	140	147
8	Industries alimentaires (2)	68	63	77	90	98	105
3,5	Industries du bois (2)	95	100	125	125	130	140
5	Habillement, travail des étoffes (2)	77	94	110	101	116	125
	Indice global brut	82	95,5	110,7	119,7	122,4	136
	Indice global corrigé	82	96	112	122	125	139
	Accroissements rapportés à l'année précédente (pourcentage)		17	16,5	9	2,5	12

(1) Estimation.

(2) Cf. Bulletin mensuel de statistique de l'I. N. S. E. E., supplément avril-juin 1950.

PONDÉRATIONS		1946	1947	1948	1949	1950	1951 (1)
	b) Facteurs de production:						
48	Heures de travail	108	120.1	125.4	127.8	131.2	136.8
8	Fournitures de l'agriculture	70	64.5	78	90.5	98	105
14	Services utilisés par l'industrie	100	105	112	118	120	125
18	Capital équipement de l'industrie	96	98	100	102	104	106
12	Volume des importations destinées à l'industrie (2):						
	Energie	59	75	91	114	96.5	»
	Matières premières	109	111	107	103	104	»
	Total	92	99	102	107	101	115
	Indice global des facteurs	100	107	112	116	118.5	124.5
	Accroissements annuels (pourcentage)		7	4,5	3,5	2	5
	c) Indice productivité globale	82	90	100	105	105	112
	Accroissements annuels (pourcentage)		10	11	5	0	7
	d) Indice productivité du travail	76	80	89.5	95.5	95.5	102
	Accroissements annuels (pourcentage)		5	12	7	0	7

(1) Estimation.
(2) Pondération: énergie, 1; matières premières, 2.
Source: I. N. S. E. E.

b) **Productivité nationale globale.**

1. Cette productivité se définit par le rapport en nature:

$$\frac{\text{production nationale}}{\text{ensemble des facteurs utilisés par économie.}}$$

PRODUCTION NATIONALE (production finale de la nation).

Tous biens et services allant aux particuliers.
Toutes exportations biens et services.
Bien accroissant stocks et équipement.

BASE UTILISABLE

Indice production industrielle calculée comme ci-dessus (paragraphe *a*, à l'exclusion des produits allant à l'agriculture ou aux services).
Indice production agricole, y compris accroissement du cheptel (à l'exclusion des produits allant à l'industrie).
Indice services rendus aux particuliers ou à l'extérieur (sur la base de diverses statistiques partielles).
Pondération d'après la valeur des différentes productions en 1938.

FACTEURS PRODUCTION UTILISÉS

Travail: industries et services: (heures de travail, toutes activités); agriculture: (d'après population active, durée du travail).

Equipement national (accroissement net de 1 p. 100 par an depuis 1946).

Importation (matières premières et énergétiques). Pondération d'après les coûts totaux en 1938, l'équipement étant compté au titre de l'amortissement (terre exclue non « amortie »).

Pas de correction pour décalage entre utilisation des facteurs et obtention des produits.
Marge d'erreur sensible; variations annuelles plus intéressantes.
Un second indice est calculé pour tenir compte des « frais généraux » de la nation, c'est-à-dire du travail et des biens utilisés par les services publics généraux (y compris armée et collectivités locales).

2. *Résultats obtenus.*

(1934-1938 = 100.)

PONDÉRATIONS p. 100.		1946	1947	1948	1949	1950	1951 (1)
	a) Production:						
48	Production industrielle:						
	Base 100 en 1938	82	96	112	122	125	139
	Base 100 en 1934-1938	81,6	95,5	111,5	121,4	124,3	138,2
32	Production agricole	84	76	99	95	107	103
20	Services	90	97	103	108	108	110
	Production nationale	84	89,5	105,8	110,3	115,6	124,5
	Accroissements rapportés à l'année précédente (pourcentage)		6,5	18	4	5	5
	b) Facteurs de production:						
62	Heures de travail (industrie et services):						
	Base 100 en 1938	106,8	116,2	119,8	120,5	122,2	125,7
	Base 100 en 1934-1938	104	113	116,5	117	118,5	122
19	Heures de travail (agriculture)	94	93	95	91	90	89
12	Equipement national (amortissement)	95	96	97	98	99	100
7	Volume des importations (énergie et matières premières)	92	99	102	107	101	115
	Total des facteurs de production	100	106	108	109	109,5	112,5
	Accroissements annuels (pourcentage)		6	2	1	0,5	2,5
	c) Indice productivité globale	84	84,5	98	101	105	108
	Accroissements annuels (pourcentage)		0,5	16	3	4	3
	d) Indice productivité globale: Les « frais généraux de la nation » étant ajoutés aux facteurs de production	82	83	96	100	104	106
	Accroissements annuels (pourcentage)		1	16	4	4	2

(1) Estimation.

6° ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

a) Résultats globaux.

N. B. — Les échanges sont observés ici en nature et concernent l'ensemble France-Sarre. L'évolution en valeur est donnée à titre complémentaire. Les finances extérieures et la balance des comptes sont étudiées ci-après à III, 7°.

ÉVOLUTION D'ENSEMBLE DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS (1)

	Importations.				*Exportations.*			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)				(Moyenne mensuelle.)			
	Quantités (1.000 tonnes).				Quantités (1.000 tonnes).			
1950:	3.423	3.266	2.811	3.460	2.319	2.709	2.848	3.557
	3.257				2.858			
1951:	3.360	3.908	4.198	4.751	3.324	3.397	3.277	3.297
	4.054				3.324			
1952:	4.595 (4.798) (2).				3.064 (3.134) (2).			
	Valeurs (milliards de francs).				Valeurs (milliards de francs).			
1950:	92,51	90,12	76,4	98,54	78,70	81,42	80,08	117,35
	89,39				89,39			
1951:	114,60	141,51	133,85	145,79	110,08	126,78	116,94	130,15
	133,94				123,24			
1952:	159,1 (147,9) (2).				122,5 (123,6) (2).			

Source: I. N. S. E. E.

Volume des échanges (indices).

OBSERVATIONS PRÉALABLES

En raison de l'arrêt des statistiques douanières au 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, les mois douaniers ont la longueur du mois précédent, soit 31 jours pour février, 28 ou 29 jours pour mars.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles, telles que retard d'horaire de bateaux dû au mauvais temps, peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreur signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre de marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices: 214 à l'importation, 216 à l'exportation contre 131 et 101 auparavant.

A partir de 1951, pour raccorder les indices base 100 en 1949 à ceux à base 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,27 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Mais on obtient ainsi des résultats en ordre de grandeur (voir ci-après); pour la période 1938 à 1950, on conserve les indices calculés directement avec la base 1938.

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir bulletin de la statistique générale de décembre 1945 pour ces séries).

(1) Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation; et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

(2) Avril.

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

Indices base 100 en 1949.

Indices calculés « à prix constants » et avec une couverture complète, c'est-à-dire corrigés pour tenir compte de la totalité des marchandises représentées.

	Importations.				Exportations.			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)				(Moyenne mensuelle.)			
1950:	112	108	91	109	118	124	124	178
	105				136			
1951:	113	126	119	134	169	167	148	160
	123				161			
1952:	142 (133) (1).				145 (145) (1).			

Indices du volume des échanges extérieurs, base 100 en 1938.

(Ces indices sont calculés, pour la période postérieure à 1950, à partir des indices base 100 en 1949, donnés ci-dessus. Ils se trouvent donc légèrement modifiés pour cette période.)

	Importations.				Exportations.			
	1938 = 100.				1938 = 100.			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1950:	114	107	89	110	150	160	158	225
	105				173			
1951:	113	126	119	134	215	212	188	203
	123				205			
1952:	142 (133) (1)				175 (175) (1)			

Rappel des mouvements antérieurs.

Base 100 en 1938.

Importations: 1913, 93; 1928, 108; 1948, 101; 1949, 104; 1950, 105; 1951, 123.

Exportations: 1913, 110; 1928, 164; 1948, 96; 1949, 132; 1950, 173; 1951, 205.

Base 100 en 1949.

Importations: 1948, 97; 1949, 100; 1950, 105; 1951, 123.

Exportations: 1948, 68; 1949, 100; 1950, 136; 1951, 161

Répartition du volume global des échanges selon l'origine ou la destination.

(Indice du volume: base 100 en 1949.)

	Importations.				Exportations.			
	1950				1950			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Etranger...	114	105	88	104	127	133	141	199
	103				150			
U. F. O. M.	108	118	100	121	106	110	99	147
	111				116			
Ensemble..	112	108	91	109	118	124	124	178
	105				136			
	1951				1951			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Etranger...	114	128	127	141	195	189	159	167
	128				178			
U. F. O. M.	109	119	96	114	133	136	134	151
	110				139			
Ensemble..	113	126	119	134	169	167	148	160
	123				161			
	1952				1952			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Etranger....	151 (136) (1)				142 (139) (1)			
U. F. O. M.	117 (123) (1)				150 (153) (1)			
Ensemble...	142 (133) (1)				145 (145) (1)			

(1) Avril.

Evolution des échanges par groupements d'utilisation (indices du volume).

Indice 1949 = 100.

1. *Alimentation humaine.*

1949 = 100

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1950:	124	119	85	114	1950:	134	141	152	215
	111					160			
1951:	111	124	100	121	1951:	202	194	149	171
	114					179			
1952:	125 (137) (2).				1952:	148 (133) (2).			

2. *Matières premières et demi-produits.*

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1950:	107	93	85	99	1950:	123	132	137	202
	96					148			
1951:	110	125	120	134	1951:	193	186	170	104
	122					123			
1952:	144 (127) (2).				1952:	161 (154) (2).			

3. *Produits fabriqués* (1).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1950:	111	168	136	145	1950:	109	111	103	145
	140					117			
1951:	129	136	157	169	1951:	138	141	128	135
	145					136			
1952:	184 (154) (2).				1952:	129 (134) (2).			

Source: I. N. S. E. E.

b) **Echanges agricoles en nature.**

N.-B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1° (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement (§ 7°), des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

Echanges de végétaux (1.000 quintaux).

I. *Blé.*

	1950	1951
Importations	2.222	2.784
Dont:		
Etranger	0.217	1.748
Outre-mer	2.005	1.036
Exportations	6.797	5.101
Dont:		
Etranger	5.512	5.001
Outre-mer	1.285	100

Source: Ministère de l'agriculture.

Céréales et farines (3).

(importations totales).

Indices du volume: 1949 = 100.

	1948	1949	1950	1951
Etranger	173	100	83	83
Ensemble ...	111	100	82	83
Outre-mer ...	40	100	81	83

(I. N. S. E. E.)

2. *Céréales secondaires*

Seigle (1.000 quintaux).

	1950	1951
Exportations (étranger)	552	102

Orge.

	1950	1951
Importations	689	1.877
Dont:		
Etranger	248	369
Outre-mer	441	1.508
Exportations (étranger)	406	25

Céréales et farines (3).

Indice du volume: 1949 = 100.

Exportations totales:

	1948	1949	1950	1951
Etranger	24	100	691	641
Ensemble ...	26	100	261	232
Outre-mer ...	26	100	121	97

(I. N. S. E. E.)

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Etranger.
(2) Avril.
(3) Blé, seigle, orge, avoine, riz, maïs et farines de céréales.

Avoine (1.000 quintaux).

	1950	1951
Importations	10	221
Dont:		
Etranger	8	10
Outre-mer	2	211
Exportations	761	71
Dont:		
Etranger	761	69,7

Maïs.

	1950	1951
Importations	7.142	5.701
Dont:		
Etranger	6.713	5.488
Outre-mer	729	213
Exportations (outre-mer)	10	10

Riz.

	1950	1951
Importations	835	779
Dont:		
Etranger	637	424
Outre-mer	198	355
Exportations	8,8	22
Dont:		
Outre-mer	0,1	22

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

3. *Sarclées.*

Pommes terre.

	1950	1951		1950	1951
Importations	3.595	2.209	Exportations	1.508	1.789
Dont:			Dont:		
Etranger	2.807	1.103	Etranger	156	526
Outre-mer	788	1.106	Outre-mer	1.352	1.263

Source: Ministère de l'agriculture.

4. *Oléagineux* (total graines et fruits oléagineux) (1.000 quintaux) (1).

	1950	1951		1950	1951
Importations	4.298	7.682	Exportations	30,5	72
Dont:			Dont:		
Etranger	663	3.873	Etranger	21,2	59
Outre-mer	3.635	3.809	Outre-mer	9,3	13

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Indices du volume des importations.

(Oléagineux et corps gras) (1949 = 100) (I. N. S. E. E.)

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	84	130	85	67	1951:	110	177	171	114
	91					193			

1952: (99).

5. *Légumes secs* (total) (1.000 quintaux).

	1950	1951		1950	1951
Importations	680	821	Exportations	179	115
Dont:			Dont:		
Etranger	127	332	Etranger	101	56
Outre-mer	553	489	Outre-mer	78	59

Source: Ministère de l'agriculture.

Les échanges d'huiles fluides ou concrètes d'origine végétale s'établissent ainsi:

Huiles fixes d'origine végétale brutes.

	1950	1951		1950	1951
Importations	1.239	1.801	Exportations	122	118
Dont:			Dont:		
Etranger	167	1.036	Etranger	79	45
Outre-mer	1.072	765	Outre-mer	43	73

Huiles végétales raffinées.

	1950	1951		1950	1951
Importations	182	234	Exportations	120	167
Dont.			Dont:		
Etranger	4	137	Etranger	38	24
Outre-mer	178	97	Outre-mer	32	243

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Arachides, principalement et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.

6. Plantes industrielles.

(Houblon, 1.000 quintaux).

	1950	1951		1950	1951
Importations:	—	—	Exportations	1,134	4,77
			Dont:		
Etranger	16	3,84	Etranger	0,295	4,15
			Outre-mer	0,849	0,54

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

7. Vin.

(Vins et apéritifs à base de vin, 1.000 hectolitres).

	1950	1951		1950	1951
	—	—		—	—
Importations	12.028	10.019	Exportations	982	1.315
Dont:			Dont:		
Etranger	172	84	Etranger	710	785
Outre-mer	11.856	9.935	Outre-mer	272	560

Boissons (1).

(Indice du volume: 1949 = 100.)

Importations:	I	II	III	IV	Exportations:	I	II	III	IV
1950:	99	102	120	144	1950:	113	114	111	179
	116					129			
1951:	109	92	75	131	1951:	154	166	151	172
	102					161			
	1952: (121)					1952: (161)			
Dont:					Dont:				
Etranger:					Etranger:				
1950:	33	28	19	24	1950:	113	107	105	183
	26					127			
1951:	20	22	28	28	1951:	150	155	132	159
	25					149			
	1952: (30)					1952: (137)			
Outre-mer:					Outre-mer:				
1950:	105	109	128	155	1950:	111	133	126	168
	125					135			
1951:	117	98	79	110	1951:	166	196	202	209
	109					193			
	1952: (129)					1952: (301)			

I. N. S. E. E.

Source: Ministère de l'agriculture.

8. Légumes frais (1.000 quintaux).

	1950	1951		1950	1951
	—	—		—	—
Importations	2.273	1.600	Exportations	793	960
Dont:			Dont:		
Etranger	869	460	Etranger	725	830
Outre-mer	1.404	1.140	Outre-mer	68	130

9. Fruits (1.000 quintaux).

Importations.	1950	1951	Exportations.	1950	1951
	—	—		—	—
Fruits à pépins.....	367	602	Fruits à pépins.....	176	429
Dont:			Dont:		
Etranger	367	602	Etranger	88	347
Outre-mer	0,1	0,18	Outre-mer	88	82
Fruits à noyaux....	62	126	Fruits à noyaux....	73	59
Dont:			Dont:		
Etranger	25	53	Etranger	71	57
Outre-mer	37	73	Outre-mer	2	2
Raisins frais.....	70	88	Raisins frais.....	322	268
Dont:			Dont:		
Etranger	5	14,3	Etranger	320	267
Outre mer	65	73 6	Outre-mer	2,2	1,2

Source: Ministère de l'agriculture.

(1) Vins essentiellement et, en outre, eaux et glaces, bières, cidres, eaux-de-vie, liqueurs...

Echanges de produits animaux.

1. Lait et produits laitiers.

Lait concentré (1.000 quintaux).

	1950	1951
	—	—
Importations	60,26	54
Dont:		
Etranger	60	54
Outre-mer	0,26	0,024
Exportations	128,7	179
Dont:		
Etranger	8,3	0,86
Outre-mer	120,4	178,4

Beurre.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1951
	—	—
Importations	188	137
Dont:		
Etranger	186	136
Outre-mer	1.9	0,64
Exportations	17,7	17
Dont:		
Etranger	0,22	0,8
Outre-mer	17,5	16,2

Source: Ministère de l'agriculture.

Fromages (1.000 quintaux).

	1950	1951
	—	—
Importations	234	92
Dont:		
Etranger	233	90
Outre-mer	1,4	1,9
Exportations	166	175
Dont:		
Etranger	51	45
Outre-mer	115	130

Produits laitiers.

Importations (étranger).

	I	II	III	IV
1950:	156	66	45	105
	93			
1951:	80	53	23	69
	94			
1952:	(39).			

Exportations.

	I	II	III	IV
1950:	87	83	91	114
	93			
1951:	102	94	96	131
	106			
1952:	(101).			
Dont: étranger:				
1950:	85	79	98	97
	90			
1951:	95	81	62	89
	82			
1952:	(74).			
Outre-mer:				
1950:	87	85	88	122
	96			
1951:	105	99	112	150
	117			
1952:	(113).			

Source: I. N. S. E. E.

2. Viande (fraîche ou congelée) (1.000 quintaux).

	1950	1951		1950	1951
	—	—		—	—
Importations	56,4	408	Exportations	237	119
Dont:			Dont:		
Etranger	38,8	344	Etranger	217	103
Outre-mer	17,6	64	Outre-mer	20	16

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

c) **Echanges industriels.**

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, autant que possible, aux produits analysés au paragraphe 3° (production industrielle) afin de permettre le calcul, ultérieurement (partie b) des disponibilités nationales.

ÉNERGIE

1. Charbon.

Ensemble combustibles minéraux solides.

Importations (y compris livraisons de la Sarre) de tous combustibles (houille et lignite, coke et agglomérés...) et exportations de la France seule (1.000 tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1950:	1.343	1.075	1.007	1.165	1950:	»	166	237	296
	1.147					193			
1951:	1.289	1.421	1.735	1.804	1951:	203	132	118	127
	1.563					169			
1952:	1.779	(1.653) (1).			1952:	124 (140).			

Combustibles minéraux solides (2).

(Importations de l'étranger.)

	I	II	III	IV					
1950:	78	55	45	56	1951:	56	68	82	99
	59					76			
					1952:	95			

(1) Moyenne avril-mai.

(2) Y compris produits de leur distillation (goudrons et dérivés...). Les importations d'outre-mer sont très faibles.

Combustibles minéraux solides.

(Exportations totales) (1).

Indice du volume: 1949 = 100.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	89	109	119	134	1951:	115	129	106	108
	113					113			
					1952:	93			

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.
I. N. S. E. E.

Houille et lignite (1.000 tonnes).

Importation.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)					(Moyennes mensuelles.)			
1950:	1.025	806	718	818	1951:	927	1.024	1.371	1.410
	854					1.189			

1952: 1.357 (1.264) (2).

Cokes (cokes et semi-cokes).

Importation.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)					(Moyennes mensuelles.)			
1950:	306	269	290	348	1951:	359	372	374	390
	303					374			

1952: 412.

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. *Electricité* (millions kWh).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	38	35	93,2	38,7	1950:	24,3	27	25,8	44
	51					30,17			
1951:	42,7	32,6	67,5	54	1951:	57,5	53,3	37,3	48
	50					50			
1952:	46,7 (27) (3).				1952:	54,5 (45) (3).			

3. *Pétrole.*

Pétrole brut (1.000 tonnes).

Importations.

	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)			
1950:	1.950	1.454	1.436	1.372
	1.176			
1951:	1.295	1.462	1.573	1.691
	1.505			
1952:	1.656 (1.686) (2)			

Essences (1.000 tonnes.)

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	2,05	1,6	6,9	5,2	1950:	50,7	52	42	52,1
	3,9					518			
1951:	5,5	35,1	24,8	14,4	1951:	49,8	40,2	44,7	113,6
	20,1					62,2			
1952:	14,5 (17) (2).				1952:	132,3 (144,8) (2).			

Produits pétroliers.

(Importations de l'étranger) (4).

Indices du volume 1949 = 100.

	I	II	III	IV
1950:	103	115	112	137
	117			
1951:	128	152	160	168
	152			
1952:	162			

I. N. S. E. E.

(1) Y compris produits de leur distillation (goudrons et dérivés...) (France et Sarre).
(2) Avril.
(3) Moyenne avril-mai.
(4) Brut, essences, gas oil, fuel oil et autres produits.

Produits pétroliers.

(Exportations totales.)

Indices du volume 1949 = 100.

	I	II	III	IV
1950:	117	115	171	171
	151			
1951:	129	173	234	274
	203			
1952:	277			

I. N. S. E. E.

Produits industriels.

1. *Métaux.*

Sidérurgie (ensemble) (fonte, acier, produits finis) (1.000 tonnes).

	Importations I	II	III	IV		Exportations I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	4,7	6	11	9	1950:	182	225	234	443
	8					254			
1951:	16,9	12	9,95	9,7	1951:	384	320	271	253
	12					307			
1952:	10,5 (8,6) (1).				1952:	220 (200) (1).			

Sidérurgie (importations de l'étranger) (2).

Indices de volume 1949 = 100.

	I	II	III	IV
1950:	45	50	69	64
	57			
1951:	72	61	48	52
	58			
1952:	71.			

(I. N. S. E. E.)

Sidérurgie (exportations totales) (2).

Indices du volume 1949: 100.

	I	II	III	IV
1950:	129	144	147	268
	172			
1951:	226	213	183	170
	201			
1952:	153.			

(I. N. S. E. E.)

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Fonte.

(1.000 tonnes) (fonte brute et ferro-alliages).

	Importation. I	II	III	IV		Exportation. I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	1	1,3	1	1	1950:	7	17	33	58
	1					28			
1951:	1,7	1,35	1,1	1,19	1951:	38,7	24,4	24,6	34,9
	1,41					30,6			
1952:	1,65 (0,6) (1)				1952:	25,6 (18,7) (1)			

Acier

(lingots et demi-produits fer et acier).

	Importation. I	II	III	IV		Exportation. I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	0,7	*	0,7	3	1950:	22	32	35	66
	1					38,7			
1951:	10,2	6,09	4,9	3,9	1951:	34,1	25,8	22,4	19,5
	6,1					25,4			
1952:	4,82 (1,2) (1)				1952:	12,6 (13,1) (1)			

Produits finis

(laminés à chaud et tôles minces laminées à froid).

	Importation. I	II	III	IV		Exportation. I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	3	5	9,6	5	1950:	153	176	166	319
	6					190			
1951:	4,8	4,2	3,5	3,3	1951:	282	259	220	189
	4					238			
1952:	3,1 (3,3) (1)				1952:	172 (162) (1)			

(1) Avril.
(2) Y compris première transformation (tréfilés, laminés, étirés...)

Ferraille et déchets.

	Importation. I	II	III	IV		Exportation. I	II	III	IV
1950 :	0,28	0,12	0,16	0,6	1950 :	17,9	28,6	53	55,4
	0,3					38,7			
1951 :	0,2	0,12	0,11	1,02	1951 :	29	11,2	3,8	9,7
	0,54					13,4			
1952 :	0,95	(0,41) (1)			1952 :	8,8	(6,3) (1)		

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

Métaux non ferreux (2) et alliages.

Aluminium (1.000 tonnes).

	Exportation. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950 :	1,6	1,9	2,6	3,22	1951 :	1,08	0,859	0,876	0,85
	2,32					0,95			
					1952 :	0,52	(0,68) (1).		

(Les importations sont très faibles.)

Cuivre (3) (1.000 tonnes).

	Importation. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV		Exportation. I	II	III	IV
1950 :	13,7	7,8	5,4	10,5	1951 :	0,81	1,13	0,28	0,05
	9,15					0,56			
1951 :	12,6	7,9	8,9	8,8		1952 : 0,03 (0,04) (1).			
	9,5					(Moyenne mensuelle 1950 = 1,37.)			
1952 :	12 (15) (1).								

Métaux non ferreux (exportations totales) (2).

Indice des volumes 1949 = 100.

Métaux non ferreux (exportations totales) (4).

Indice du volume 1949 = 100.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950 :	116	162	182	218	1951 :	143	115	80	69
	177					102			
						1952 : (55).			

Métaux non ferreux (importations totales) (5).

Indice du volume 1949 = 100.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950 :	109	66	57	94	1951 :	106	92	85	111
	83					99			
						1952 : (150).			

Plomb.

	Importation. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV		Exportation. I	II	III	IV
1950 :	1,6	2,3	3,31	3,3	1951 :	0,6	0,18	0,05	0,08
	2,6					0,24			
1951 :	0,91	3,1	2,17	5,4		1952 : 0,026 (0,08) (1).			
	3,46					(Moyenne mensuelle 1950 = 1,7.)			
	1952 : 7,04 (5,5) (1).								

Zinc (100 tonnes).

	Importation. I	II	III	IV		Exportation. I	II	III	IV
1950 :	6,22	1,2	1,01	1,64	1951 :	0,004	0,04	0,016	0,12
	2,5					0,045			
1951 :	1,95	2,95	3	5,4		1952 : 0,082 (0,16) (1).			
	3,32					(Moyenne mensuelle 1950 = 0,316.)			
	1952 : 4,2 (6,45) (1).								

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Avril.
(2) Aluminium, cuivre, plomb, zinc et alliages bruts et déchets à l'exclusion des demi-produits.
(3) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre, utilisés pour la production.
(4) Cuivre, aluminium, zinc, étain, etc. (I. N. S. E. E.).
(5) Cuivre, aluminium, nickel, étain, zinc, etc. (I. N. S. E. E.).

2. *Ouvrages en métaux et machines* (1.000 tonnes).

Fonderie.

	Importations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV		Exportations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV
1950 :	0,17	0,142	0,125	0,18	1950 :	18,6	19	16,3	26,4
	0,14					20			
1951 :	0,25	0,187	0,220	0,233	1951 :	23,3	27,4	22,6	25,9
	0,225					24			
1952 : 0,224 (0,151) (1).					1952 : 24,6 (23) (1).				
(Chauffage, sanitaires, poteries, principalement, et, très faiblement, tuyaux de fonte et fonte mécanique.)					(Tuyaux de fonte, surtout, et, très faiblement, chauffage, sanitaires, poteries.)				

Machines agricoles.

Tracteurs (pièce) (2).

	Importations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV		Exportations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV
1950 :	893	1.300	1.351	847	1950 :	253	293	294	293
	1.085					299			
1951 :	549	798	1.063	940	1951 :	477	561	459	416
	830					478			
1952 : 641 (597) (1).					1952 : 350 (601) (1).				

Moloculteurs.

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1950 :	14	53	35	25	1950 :	8	7	13	6
	32					8			
1951 :	19	47	95	79	1951 :	17	57	7	9
	60					23			
1952 : 61 (13) (1).					1952 : 9 (10) (1).				

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

Automobiles (pièce).

Voitures particulières.

	Importations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV
1950 :	—	—	—	—
1951 :	»	841	1.274	1.204
	942			
	1952 : 1090 (600) (1).			

Exportations (1.000).

	(Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV
1950 :	6,4	8,3	6,3	8,5
	7,4			
1951 :	7,9	9	6,3	7,2
	7,8			
	1952 : 6,6 (8,3) (1).			

Véhicules utilitaires.

	Importations. (Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV
1950 :	—	—	—	—
1951 :	»	81	219	183
	139			
	1952 : 99 (76) (1).			

Exportations (1.000).

	(Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV
1950 :	1,6	1,9	1,8	2,7
	2			
1951 :	2,2	2,4	1,9	2,2
	2,2			
	1952 : 1,85 (1,7) (1).			

Source : ministère de l'industrie et de l'énergie.

N.-B. — Evolution annuelle :

1949 : voitures particulières, 1.420 ; véhicules utilitaires, 150.
1950 : voitures particulières, 4.100 ; véhicules particulières, 550.
1951 : voitures particulières, 11.300 ; véhicules utilitaires, 1.670.

Indices du volume des exportations de tracteurs, d'automobiles, motocycles et cycles.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950 :	104	118	91	127	1951 :	132	137	118	131
	109					129			

(1949 = 100)

Source : I. N. S. E. E.

(1) Avril.
(2) Tous tracteurs, agricoles et autres, à roues et, très faible-

3. *Produits chimiques et assimilés.*

Engrais (1.000 tonnes).

Importations.

	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)			
1950:				
a) Nitrate soude naturel...	16,8	9,5	8	9,6
	10,9			
b) Nitrate soude synthétique.	1,4	0,3	0,8	0,9
	0,8			
c) Superphosphates	0,38	0,3	»	»
	0,2			
1951:				
a) Nitrate soude naturel...	17,7	15,5	8,4	7
	12,2			
b) Nitrate soude synthétique.	0,7	0,1	0,13	0,07
	0,26			
c) Superphosphates.....	»	0,2	0,2	»
	»			

1952:
a) Nitrate soude naturel: 16,3 (5,5) (1).
b) Nitrate soude synthétique: ».
c) Superphosphates: ».

Exportations.

	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)			
1950:				
1. Superphosphates	15,7	10,7	8	5,8
	10			
2. Scories de déphosphor.....	32	26	29,2	26,2
	20,3			
3. Engrais composés.....	12,5	3,1	4,4	12,5
	8,2			
1951:				
1. Superphosphates	13,1	14,6	7,1	6,3
	10,1			
2. Scories de déphosphor....	15	19,4	19,6	25,1
	20			
3. Engrais composés.....	4,9	6,3	6,4	9,2
	6,7			

1952:
1. Superphosphates: 13,1 (2,5) (1).
2. Scories de déphosphor.: 22 (31,3) (1).
3. Engrais composés: 6,1 (1,2) (1).

Caoutchouc, pneumatiques et bandages (1.000 tonnes).

Importations.

	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)			
1950:	9,56	1,10	0,8	2,97
	0,83			
1951:	1,29	0,94	1,17	1,75
	1,29			

1952: 1,46 (0,34) (1).

Exportations.

	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)			
1950:	1,87	1,33	1,81	2,62
	1,82			
1951:	2,17	2,64	2,35	2,12
	2,17			

1952: 2,8 (2,9) (1).

Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Matières premières caoutchouc
(caoutchouc brut et caoutchouc mou vulcanisé et assimilés).
Indices du volume: 1949 = 100.

Importations.

	I	II	III	IV
1950:	95	88	86	108
	95			
1951:	131	117	112	127
	122			

1952: 156.

Produits chimiques (ensemble).

	I	II	III	IV
1950:	141	102	101	119
	116			
1951:	128	221	243	273
	216			

1952: 207.
(Etrangers.)

Exportations.

	I	II	III	IV
1950:	121	114	123	175
	133			
1951:	160	166	148	137
	153			

1952: 116.
(I. N. S. E. E.)

(1) Avril.

4. *Textiles.*

Laine (1.000 tonnes).

Laine brute (base lavée à fond) (blousses, déchets, effilochés inclus).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	10,1	9,5	8,2	7,17
	9,09			
1951:	2,9	9,6	6,69	4,15
	7,32			

1952: (9,08)

Filés: (purs ou mélangés.)

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	0,03	0,019	0,018	
	0,02			
1951:	0,02	0,026	0,03	0,054
	0,035			

1952: 0,026

Exportations.

	I	II	III	IV
1950:	1,76	1,68	1,51	2,23
	1,8			
1951:	1,95	1,61	0,87	1
	1,35			

1952: 0,062

Laine peignée.

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	0,02	0,18	0,083	0,18
	0,115			
1951:	0,2	0,15	0,086	0,095
	0,13			

1952: 0,14 (0,07) (1)

Exportations.

	I	II	III	IV
1950:	1,42	1,18	1	1,25
	1,21			
1951:	1,32	0,62	0,51	1,06
	0,88			

1952: 0,8 (1,3) (1)

Tissus (2).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	0,07	0,09	0,09	0,17
	0,11			
1951:	0,14	0,13	0,13	0,23
	0,16			

1952: 0,15

Exportations.

	I	II	III	IV
1950:	0,99	0,83	0,79	1,26
	0,97			
1951:	0,95	0,87	0,68	0,61
	0,78			

1952: 0,3

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Coton (1.000 tonnes).

Coton brut (déchets exclus).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	33,8	23,2	18,3	15,9
	23,1			
1951:	19,8	22,1	16,5	24
	20,6			

1952: 29,6 (20,3) (1)

(Les exportations sont négligeables.)

Tissus de coton:
(purs ou mélangés).
(1.000 tonnes.)

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	1,6	1,83	1,85	2,57
	1,35			
1951:	1,7	0,78	1,27	1,67
	1,36			

1952: (1,66)

Exportations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	4,11	4,18	4,12	5,6
	4,57			
1951:	5,01	4,91	4,49	5,09
	4,9			

1952: 4,9

Filés (purs ou mélangés).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	2,4	0,91	0,113	0,37
	1,02			
1951:	0,4	1,17	1,47	0,58
	0,9			

1952: 0,72

Exportations.

	I	II	III	IV
1950:	0,7	0,62	0,54	0,8
	0,66			
1951:	0,72	0,82	1	0,86
	0,85			

1952: 0,7

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Avril.
(2) Statistique mensuelle pour 1952 (tapis exclus).

Textiles (ensemble).
Indices du volume 1949 = 100.
Matières premières
(laine et coton, soie, lin et chanvre, fibranne, rayonne).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations (étrangers). I	II	III	IV
1950:	128	103	91	72	1950:	152	124	104	129
	100					127			
1951:	98	107	85	85	1951:	131	77	57	106
	94					93			
1952:	123				1952:	83			

Filés, fils et ficelles (exportations).

	I	II	III	IV
1950:	117	143	131	206
	157			
1951:	184	154	104	116
	140			
1952:				

Tissus (et confections, bonneterie, chapellerie).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1950:	174	232	181	161	1950:	110	115	103	157
	238					121			
1951:	214	194	220	269	1951:	137	134	116	120
	224					128			
1952:	244				1952:	111			

Total textiles.

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	145	117	102	99	1950:	122	121	108	163
	116					129			
1951:	111	117	101	106	1951:	145	131	106	117
	109					125			
1952.	137				1952:	103			

(I. N. S. E. E.)

5. *Papier et carton, pâtes à papier.*

	Importations. I	II	III	IV
1950:	41,3	43	36	41,8
	40,4			
1951:	0,6	11,4	49,8	53,2
	48,4			
1952:	54,7			

(Les exportations sont négligeables).

Pâtes à papier
(importations de l'étranger).
Indices du volume: 1949 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	121	128	112	161
	111			
1950:	117	120	101	118
	114			
1952:	157			

(I. N. S. E. E.)

6. *Cuirs et peaux* (1.000 tonnes).

Cuirs et peaux finis de bovins, ovins, caprins, etc...

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
	(moyenne mensuelle.)					(moyenne mensuelle.)			
1950:	0,044	0,07	0,096	0,15	1950:	0,46	0,575	0,622	0,97
	0,082					0,057			
1951:	0,119	0,107	0,092	0,116	1951:	0,98	0,63	0,15	0,52
	0,109					0,615			
1952:					1952:				

Chaussures (1.000 paires) (1)

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
	(moyenne mensuelle.)					(moyenne mensuelle.)			
1950:	117	224	219	228	1950:	280	311	174	400
	204					291			
1951:	209	157	151	178	1951:	345	384	289	454
	174					368			
1952:					1952:				

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Articles bottiers exclus.

d) **Echanges avec l'étranger** (en nature).

1. *Quantités* (1.000 tonnes).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	3.048	2.794	2.413	2.950	1950:	1.882	2.277	2.444	2.990
	2.801					0.398			
1951:	2.913	3.365	3.761	4.210	1951:	2.829	2.861	2.761	2.683
	3.562					2.784			
1952:	(4.044)	(4.199)	(1).		1952:	(2.457)	(2.516)	(1).	

Indication des valeurs (milliards de francs).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	70,74	65,71	55,46	72,24	1950:	49,26	50,63	52,65	76,04
	66,04					57,14			
1951:	89,39	111,32	108,32	115,09	1951:	79,77	83,08	71,47	76,8
	106,03					77,78			
1952:	128,16	(111,81)	(1).		1952:	(67,89)	(67,24)	(1).	

2. *Indices du volume* (commerce spécial. base 100 en 1949).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1950:	114	105	88	104	1950:	127	133	141	199
	103					150			
1951:	117	128	127	141	1951:	195	189	159	167
	128					178			
1952:	151	(136)	(1).		1952:	142	(139)	(1).	

Source: I.N.S.E.E.

e) **Echanges avec l'Union française et les territoires d'outre-mer** (en nature).

1. *Quantités* (1.000 tonnes).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)					(Moyenne mensuelle.)			
1950:	445	472	398	519	1950:	437	432	404	567
	456					460			
1951:	447	513	437	541	1951:	495	536	516	614
	492					540			
1952:	551	(599)	(1).		1952:	607	(618)	(1).	

Indication des valeurs (milliards de francs).

	I	II	III	IV		I	II	III	IV
1950:	21,77	24,11	20,94	26,3	1950:	29,44	30,79	27,43	41,31
	23,96					32,25			
1951:	25,21	30,19	25,53	30,7	1951:	99,31	43,70	45,47	53,35
	27,91					45,46			
1952:	30,93	(32,96)	(1).		1952:	54,57	(56,33)	(1).	

2. *Indices du volume* (commerce spécial).

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1950:	108	118	100	121	1950:	106	110	99	147
	111					116			
1951:	109	119	96	114	1951:	133	136	134	154
	110					139			
1952:	117	(123)	(1).		1952:	115	(115)	(1).	

f) **Evolution comparative de la production et des exportations de quelques produits.**

On trouvera ci-après une comparaison approximative, établie sur la base 1949 = 100, des indices de production et d'exportation de ces produits; elle apporte une nette démonstration de l'opposition cons-

(1) Avril.

tatée entre les progrès de la production industrielle et le recul des exportations:

	1950	1951	PREMIER trimestre 1952 (1).
Industries alimentaires:			
Production	108	116	120
Exportations vers l'étranger	213	321	113
Minerai de fer:			
Production	97	112	132
Exportations vers l'étranger	104	136	133
Potasse:			
Production	116	111	126
Exportations vers l'étranger	139	254	250
Métaux communs et produits de leur transformation:			
Production	94	107	124
Exportations vers l'étranger	156	185	112
Industries chimiques:			
Production	107	121	123
Exportations vers l'étranger	138	152	111
Industries textiles (2):			
Production	108	115	116
Exportations vers l'étranger	137	120	76
Industries du cuir:			
Production	112	97	97
Exportations vers l'étranger	209	205	129
Industries du bois:			
Production	104	112	115
Exportations vers l'étranger	206	238	119
Papier, carton:			
Production	115	134	130
Exportations vers l'étranger	159	159	93

(1) Il faut tenir compte du caractère quelque peu arbitraire de la comparaison des résultats du premier trimestre 1952 à ceux des années entières 1950 et 1951.

(2) Le recul des exportations textiles est à peu près général dans le monde.

Source: I. N. S E. E.

7° POSSIBILITES TECHNIQUES D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

(d'après l'équipement, l'activité, les goulots, en matières premières, l'énergie, les anticipations, etc...).

L'appréciation de ces possibilités ne relève pas seulement d'observations économiques, mais aussi d'informations d'ordre qualitatif qui auront leur place dans le rapport de conjoncture proprement dit. Elle implique un travail d'interprétation qui déborde une présentation élaborée des observations les plus essentielles à l'établissement de ce rapport.

On trouvera donc seulement, ci-après, une analyse des perspectives de la production industrielle, établie par l'institut national de la statistique et des études économiques. Les probabilités de récoltes de 1952 joueront un rôle important, mais elles ne pourront être estimées sérieusement que dans le courant du mois de mai.

Pour apprécier les possibilités d'évolution de la production industrielle, il faut considérer, précise, l'I. N. S. E. E., que ses progrès récents s'expliquent surtout par ceux des industries d'équipement et d'armement. La distorsion entre celles-ci et les industries de consommation doit s'accentuer avec l'exécution progressive du programme d'armement. Les progrès enregistrés sont dus, d'autre part, au marché intérieur, les exportations étant rendues plus difficiles par l'évolution de nos prix, les restrictions d'importations, et la renaissance des concurrences allemandes et japonaises.

Compte tenu des résultats des premiers mois de l'année, l'I. N. S E. E. propose les perspectives d'évolution suivantes, compte tenu des résultats précédents et de l'enquête effectuée auprès des chefs d'entreprise. Deux hypothèses extrêmes sont retenues: la plus « favorable » élimine un ralentissement économique mondial et toute apparition nouvelle ou aggravation de goulots d'étranglement; elle suppose l'amélioration persistante des approvisionnements sur les marchés mondiaux. L'hypothèse « défavorable » implique des difficultés intérieures et extérieures sensiblement aggravées, et une amputation sérieuse des investissements productifs:

	1938	1949	1950	1951	1952 (1) F	1952 (1) D
Indice total annuel (y compris industries alimentaires, bois et travail des étoffes)	100	120	122	136	145	136
Accroissement	»	5 0/0	0	7 0/0	6 0/0	0

8° DISPONIBILITES NATIONALES

(comptabilisation en nature des disponibilités de principaux produits).

Cette partie est traitée dans la partie B: Présentation globale par produits essentiels.

9° DISTRIBUTION

a) Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. *Nombre des établissements commerciaux en France.* (1er octobre 1951.)

NUMERO de la nomenclature officielle.	PROFESSIONS	FICHIER I. N. S. E. E.	REDEVABLES chiffres d'affaires France entière.	REDEVABLES chiffres d'affaires Seine
69	Commerces agricoles et alimentaires	355.079	313.782	29.521
70	Commerces non spécialisés	7.172	(1)	(1)
72	Non sédentaires	99.208	96.163	24.147
73	Matières premières. — Matériaux. — Combustibles	34.785	29.326	3.145
74	Quincaillerie, machines, véhicules	35.056	31.134	5.192
75	Textiles, habillement, cuirs	105.133	94.987	17.577
76	Commerces divers	68.756	106.182	27.252
77	Hôtellerie, restaurants, cafés.	100.127	287.999	30.136
78	Débits de boissons, tabacs	214.897		
79	Récupération	10.134	(1)	(1)
80	Commerces mal désignés	313	(1)	(1)
81	Intermédiaires et auxiliaires du commerce	39.686	(1)	(1)
	Total	1.070.343	959.073	137.570

(1) Compris à la rubrique 76 « Commerces divers ».

Pour les chiffres d'affaires, les nombres de redevables n'ont qu'une valeur relative, en raison du nombre de redevables non indentifiés (7 p. 100) de certains établissements à succursales recensés une seule fois et des entreprises non soumises aux taxes.

Pour l'ensemble des professions, le nombre des redevables inscrits au fichier I. N. S. E. E. s'élève à 80 p. 100 de l'ensemble des établissements industriels, commerciaux et artisanaux.

Le nombre des commerçants redevables représente 89,6 p. 100 du nombre total d'établissements recensés. Cette proportion plus élevée s'explique par le nombre très important des commerçants de la Seine: 14,3 p. 100 en moyenne du nombre total des commerçants en France, pour une part de population de 11,6 p. 100.

(1) F = hypothèse favorable. — D = hypothèse défavorable.

2. *Répartition selon la forme juridique.*

NUMEROS	DESIGNATION	PROPRIÉTÉS individuelles.	SOCIETES PRIVEES de personnes ou par intérêts.	SOCIETES PRIVEES coopératives.	SOCIETES PRIVEES de capitaux ou par actions.	DIVERS autres et non déclarés.
69	Commerces agricoles et alimentaires	84,6	7,3	2,3	5,5	0,3
72	Non sédentaires	98,9	1	»	»	»
73	Matières premières, matériaux, combustibles	70	18,9	0,2	10	0,8
74	Quincaillerie, machines, véhicules	71,7	23,8	0,1	3,7	0,5
75	Textiles, habillement, cuirs	79,7	18,2	»	1,6	0,3
76	Commerces divers (1)	78,6	17,6	0,1	3	0,6
77-78	Hôtellerie et débits de boissons	95,2	3,7	»	0,3	0,7
72 à 78	Commerces non alimentaires	88,4	9,4	»	1,5	0,5

(1) Rubriques 70, 76, 79, 80, 81

Source: I. N. S. E. E.

Ces pourcentages sont établis d'après les renseignements relatifs au nombre de redevables du chiffre d'affaires au 1er octobre 1951.

Ils se rapportent au nombre d'entreprises et non au nombre de points de ventes et ne traduisent donc pas l'importance économique réelle des groupes (les sociétés ont généralement plusieurs points de ventes).

b) Indices du chiffre d'affaires et du volume des ventes.

1. *Alimentation.*

Indices du chiffre d'affaires: détaillants.
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	109	106	115	139
	117			
1952:	(129) (1)			

Source: Direction du commerce intérieur.

Fédération nationale des coopératives de consommation (alimentation générale).
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	116	118	123	151
	127			
1952:	(146) (1)			

Succursales multiples.

(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	109	117	119	139
	121			
1952:	(113) (1).			

Sur la base 100 en 1938:
1949: 1.470.
1950: 1.730.
1951: 2.141.

Indice du volume des ventes: Halles centrales (mandataires).

Fruits.
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	59	102	173	119
	113			
1952:	(70) (2).			

Beurre.
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	138	111	126	125
	125			
1952:	107.			

Viande.
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	102	102	82	108
	98			
1952:	99.			

Poisson.
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	98	109	97	103
	103			
1952:	100.			

Source: Direction du commerce intérieur.

2. *Commerces non alimentaires.*

Grands magasins (chiffre d'affaires).
(Moyenne mensuelle) 1938 = 100.

	I	II	III	IV
1950:	1.196	1.276	1.317	1.922
	1.428			
1951:	1.761	1.715	1.598	2.679
	1.946			
1952:	2.233.			

Sur la base 100 en 1938:
1948: 921; 1949: 1.119; 1950: 1.428; 1951: 1.946.
Source: I. N. S. E. E.

Ameublement (chiffre d'affaires).
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	»	145	142	185
	1952: 183 (1).			

(1) Moyenne janvier-février.
(2) Février.

Quincaillerie (chiffre d'affaires).
(Moyenne mensuelle) 1950 = 100.

	I	II	III	IV
1951:	»	143	134	176
	1952: 157 (1).			

Source: direction du commerce intérieur.

Fédération nationale des coopératives de consommation (ensemble).
Indice du chiffre d'affaires global.

Mois correspondant de 1939 = 100.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1951:	2.670	2.511	2.892	3.556
	2.824			

En 1952: 3.572.

Indice du volume des ventes globales.

	I	II	III	IV
1951:	118	109	126	147
	125			
	1952: 141.			

Source: I. N. S. E. E.

c) Evolution du commerce intérieur.

(Créations, mutations, dissolutions, liquidations, faillites de fonds de commerce.)

1. *Créations.*

Création de fonds (France entière).
(Moyenne mensuelle.)
1952: 9.141; dont Seine: 1.864.

Actes de constitution de sociétés (département de la Seine).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	826	601	446	621
	623			
1951:	599	508	376	536
	507			
	1952: 569.			

Moyenne mensuelle 1938: 294.

2. *Mutations de fonds de commerce.*
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	6.215	5.297	5.263	9.397
	6.543			
1951:	9.710	9.049	7.778	8.649
	8.796			
	1952: 9.418.			

Moyenne mensuelle 1938: 3.966.

Dont commerces agricoles et alimentaires.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	1.475	1.201	1.216	2.309
	1.558			
1951:	2.314	2.127	1.861	2.236
	2.136			
	1952: 2.405.			

Moyenne mensuelle 1938: 807.

(1) Moyenne janvier-février.

3. *Dissolutions et radiations.*

Radiations de fonds (France entière).
(Moyenne mensuelle.)
1952: 9.393; (dont Seine 1.272).

Actes de dissolution de sociétés (département de la Seine).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	388	252	186	207	258
1951:	338	239	166	236	245

1952: 304.
Moyenne mensuelle 1938: 147.
Source: I. N. S. E. E.

4. *Liquidations judiciaires.*
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	159	138	99	157	138
1951:	165	144	109	117	134

1952: 129 (139) (1).
Moyenne mensuelle 1938: 145.

Dont commerces agricoles et alimentaires.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	137	25	16	25	26
1951:	36	24	19	22	25

1952: 30 (20) (1).
Moyenne mensuelle 1938: 31.

5. *Faillites.*
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	387	390	280	446	376
1951	460	431	289	403	396

1952: 354 (406) (1).
Moyenne mensuelle 1938: 405.

Dont commerces agricoles et alimentaires.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	71	73	44	84	68
1951:	71	70	46	75	64

1952: 71 (70) (1).
Moyenne mensuelle 1938: 70.

Evolutions annuelles.

Faillite (moyenne mensuelle).
1938: 402; 1948: 175; 1949: 283; 1950: 376; 1951: 396.

Liquidation (moyenne mensuelle).
1938: 148; 1948: 46; 1949: 98; 1950: 128; 1951: 134.
Source: I. N. S. E. E.

(1) Avril.

10° TRANSPORTS

a) **Trafic** (tous transports).

1. *Fer* (S. N. C. F.)

Total voyageurs/kilomètre (millions).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	1.624	2.099	3.083	1.892	2.174
1951:	1.677	2.127	3.396	2.098	2.323

1952: (1.745) (1).

Marchandises: tonnage kilométrique total (millions de tonnes kilométriques).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	3.165	2.947	3.077	3.794	3.244
1951:	3.716	3.857	3.542	4.028	3.783

1952: 3.829.

2. *Voies navigables.*

Trafic kilométrique total (millions tonnes kilométriques).
(Moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV	
1950:	493	568	593	622	561
1951:	567	646	657	647	629

1952: 628.

3. *Mer.*

Voyageurs (grande navigation) (1.000).
Débarquements:
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	11,5	22,8	22,6	14,1	18
1951:	10,1	21	26,9	15	18,5

1952: (13,3) (1).

Embarquements:

	I	II	III	IV	
1950:	15,4	16,4	27,3	21,4	20,5
1951:	14,8	16,7	31,7	24,1	22,2

1952: (16,2) (1).

Marchandises (toutes) (1.000 tonnes).
Débarquements:
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	2.650	2.524	2.409	2.765	2.627
1951:	2.860	3.214	3.591	3.876	3.411

1952: (3.602) (1).

Embarquements:

	I	II	III	IV	
1950:	1.314	1.491	1.740	1.706	1.603
1951:	1.663	1.828	1.912	1.937	1.884

1952: (1.791) (1).

Source: I. N. S. E. E.

4. *Air* (transporteurs français).

Passagers (millions voyageurs/kilomètre).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	91,4	137	174	129	133
1951:	113,5	146	201	136	148

1952: (111,9) (2).

Poste (Air France) (milliers tonnes/kilomètre).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950:	1.140	1.120	1.107	1.417	1.188
1951:	1.297	1.306	1.282	1.480	1.341

1952: (1.583) (2).

Fret (sans la poste) (milliers tonnes kilométriques).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	
1950.	4.400	4.587	3.970	5.331	4.578
1951:	5.277	5.880	5.066	5.135	5.339

1952: (6.644) (2).

(1) Janvier-février (moyenne).
(2) Moyenne novembre-décembre.

b) **Route** (indications).

Les indications suivantes peuvent être apportées:

1. *Parc routier.*

(Estimations) (1) (1.000) (2).

Voitures particulières, 1er janvier 1951: 1.550; 1er janvier 1952: 1.766.
Taxis, 1er janvier 1951: 20,5; 1er janvier 1952: 21,5.
Véhicules utilitaires, 1er janvier 1951: 879; 1er janvier 1952: 912,65
Autocars, 1er janvier 1951: 23; 1er janvier 1952: 23,4.

Total, 1er janvier 1951: 2.472,5; 1er janvier 1952: 2.723,55.

2. *Livraisons de carburants à la clientèle civile métropolitaine.*

(1.000 tonnes).

		I	II	III	IV	Année
		(Moyenne mensuelle.)				—
Essence-auto	1950:	156,8	189,5	210	137,4	173,3
Super-carburant	1950:	4,8	11,8	24,8	99	34,3
Essence-auto	1951:	175	183,4	222,7	175,1	188,2
Super-carburant	1951:	34,4	36	58,8	38,4	41,7

(1) Estimation de l'hebdomadaire « La Vie des Transports » (n° 309 du 9 février 1952).
(2) Véhicules utilitaires > 1 tonne en service en octobre 1951 (recensement officiel; cars, autobus, tracteurs, remorques, camions, véhicules spéciaux = 663.241).

Essence auto 1952: 179 (212) (1).
Super-carburant 1952: 44 (54) (1).
Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

Gas oil (1.000 tonnes).

	I	II	III	IV
	(Moyenne mensuelle.)			
1950	67,7	71	87,6	82,8
	77,5			
1951	77	78,3	86,8	101,1
	87,7			
1952	73,4	(86) (1)		

3. **Trafic.**

(Moyenne mensuelle en millions de tonnes/kilomètre.)

1938	450	1950	700
1949	700	1951	855

Source: secrétariat d'Etat aux affaires économiques. (Evaluation faite d'après la consommation d'essence et l'importance du parc de véhicules > 500 kg de charge utile. Transports urbains exclus.)

c) **Flotte marchande.**

Evolution en tonnage.

(1) Avril.

ANNÉES	NAVIRES A PASSAGERS	PÉTROLIERS	AUTRES CARGOS	TOTAL
1er janvier:				
1929	1.300.000	170.000	1.600.000	3.870.000
1938	1.210.000	260.000	1.220.000	2.690.000
1939 (1)	1.165.557	323.178	1.244.898	2.733.638
1945 (2)	364.947	102.080	374.732	841.759
1946	Pas de statistique faite (Cf. août 1945).			
1947	421.416	175.191	859.091	1.456.728
1948	457.344	275.929	1.267.479	2.000.752
1949	569.392	432.909	1.421.044	2.424.345
1950	608.418	538.435	1.562.933	2.709.786
1951	708.671	612.276	1.634.662	2.955.609
1952	738.622	711.526	1.723.076	3.173.224
1952 (1er mai)	(745.340) (85 nav.)	784.352 (103 nav.)	1.748.991 (546 nav.)	3.278.688 (734 nav.)

(1) 1er septembre.
(2) Août.

En construction et reconstruction.

ANNÉES	NAVIRES A PASSAGERS	PÉTROLIERS	AUTRES CARGOS	TOTAL
1952 (1er mai):				
France	254.000 (24 nav.)	184.000 (13)	146.000 (36)	584.000 (73)
Etranger	1.500 (1)	122.500 (13)	25.300 (13)	149.300 (27)
Total	255.500 (25)	306.500 (26)	171.300 (49)	733.300 (100)

N. B. — Pourcentage du tonnage 1939: navires à passagers, 63,9 p. 100; cargos, 140 p. 100; pétroliers, 243 p 100. Au total: 120 p. 100.

Source: ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

d) **Trafic des différents modes de transport en 1951.**

	Millions de tonnes/kilomètre.	Indices 1938 = 100.	Pourcentages en 1951.
	—	—	—
Fer	45.500	170	72 p. 100
Eau	7.500	90	12 p. 100
Route	10.500	194	16 p. 100

Source: I. N. S. E. E.

III. — FINANCES, CRÉDIT, MONNAIE

1° FINANCES PUBLIQUES

a) Budget de l'Etat et trésorerie.

1. *Prévisions budgétaires initiales en 1951 et 1952; résultats probables en 1951.*

	1951		1952
	Prévisions des lois initiales.	Résultats probables.	Prévisions (loi de finances du 14 avril).
	Milliards de francs.		
Services civils (fonctionnement)	1.149	1.230 (+ 81)	1.375
Services civils (équipement)	139	140 (+ 1)	168 (3)
Dépenses militaires	743	879 (+ 136)	1.269 (2)
Dommages de guerre et reconstruction	297	312 (+ 15)	400 (3)
Investissements économiques et sociaux	303 (1)	303 (1)	392 (3) (4)
Dépenses budgétaires	2.631	2.864 (+ 203)	3.604
			Economies 110 (5)
			Crédits bloqués 95 (6)
			205 = 3.399
Recettes	2.359	2.473 (+ 114)	2.968
Dont:			
Recettes fiscales	2.104	2.315	2.773
Aide américaine	255	258	195
Déficit budgétaire	— 272	391 (+ 89)	431

Source: ministère des finances.

(1) Non compris 80 milliards d'emprunts garantis.
(2) Dont Etats associés France d'outre-mer: 124 milliards.
(3) Crédit provisionnel pour mobilisation économique et protection civile: 5 milliards.
(4) Non compris 85 milliards d'emprunts garantis.
(5) Economies = 110 milliards, dont: services civils: 14 (équipement) + 22 (fonctionnement); reconstruction et dommages de guerre: 55; investissements économiques et sociaux: 24; comptes spéciaux du Trésor: 15.
(6) Crédits bloqués = 93 milliards, dont: services civils (équipement): 9; reconstruction et dommages de guerre-H. L. M.: 50; investissements économiques et sociaux: 36.

2. *Trésorerie.*

	1951		1952
	Prévisions des lois initiales.	Résultats probables.	Prévisions (loi de finances du 14 avril).
	Milliards de francs.		
Solde des opérations budgétaires	— 272	— 361 (+ 89)	431
Solde des comptes spéciaux	— 107	— 150 (+ 43)	— 85 — 14 (2)
Déficit total	— 379	511 (+ 132)	530
Excédents de report	»	54 (1)	
Charge du Trésor	379	457	530
Ressources du Trésor	(379)	395	Dont: (— emprunts et moyens de trésorerie: 460); (— avance sur l'aide américaine 1952-1953: 70).
Dont:			
Bons et traites		163	
Dépôts		194	
Emprunts H. L. M.		34	
Solde général (couvert par l'utilisation des réserves de la trésorerie)		61	

N. B. — Les budgets annexes (services civils) rattachés pour ordre au budget général sont fixés en recettes et en dépenses à 311 milliards par la loi de finances du 14 avril 1952.

(1) Ces 54 milliards représentent des reports de crédits sur 1952, dus en particulier aux difficultés de démarrage du programme de réarmement.
(2) Caisse autonome des mines.

3. *Evolution détaillée des opérations de trésorerie en 1951.*

ENSEMBLE DES OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE

L'ensemble des opérations de trésorerie des trois premiers trimestres peut être résumé par le tableau suivant.

(En milliards de francs.)

	PREMIER trimestre 1951.		DEUXIÈME trimestre 1951.		TROISIÈME trimestre 1951.	
	—	+	—	+	—	+
1. Solde du secteur budgétaire.....	51			65	162	
2. Opérations propres du Trésor:						
a) Relations avec le secteur non monétaire.....		14	33			53
b) Relations avec le secteur monétaire		37	32			109
	51	51	65	65	162	162

ANALYSES DÉTAILLÉES

Secteur budgétaire (en milliards de francs).

	PREMIER trimestre 1951.		DEUXIÈME trimestre 1951.		TROISIÈME trimestre 1951.	
	—	+	—	+	—	+
Charges.						
Dépenses du budget de l'Etat (exercice précédent et exercice courant) et fonds de défense nationale	442		461		585	
Dommages de guerre et mobilisation des titres de la C. A. R. E. C. (1)	47		43		66	
Reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français.	5		1		4	
Prêts du fonds de modernisation et d'équipement	51		51		65	
Reconstruction de la flotte.....	6		15		8	
Habitation à loyer modéré.....	12		10		9	
Total	563		581		737	
Ressources.						
Recettes fiscales et produits divers (majorations comprises).....		479		550		505
Diverses ressources affectées aux investissements		11		9		22
Excédent de la caisse autonome d'amortissement		18		17		14
Aide américaine. — Dons et prêts..		4		70		34
Total		512		646		575
Solde	— 51			+ 65	— 162	

(1) Non compris les payements effectués par remise de titres 3, 6, 9 ans de la Caisse autonome de la reconstruction.

OPÉRATIONS PROPRES DU TRÉSOR

Relations avec le secteur non monétaire (1) (milliards de francs).

	PREMIER trimestre 1951.		DEUXIÈME trimestre 1951.		TROISIÈME trimestre 1951.	
	—	+	—	+	—	+
Solde net des comptes spéciaux....	30		14		60	
Dépôts des correspondants (2).....	54		14			
Emprunts à long terme affectés....				6		100
				10		20
Emprunts aux U. S. A. d'août 1950.		15			27	5
Bons du Trésor en portefeuille à la C. D. C.....		29	5			
Bons du Trésor souscrits par des particuliers et des organismes non bancaires.....		50		9		13
Traites de dépenses publiques portées par des particuliers et des organismes non bancaires.....		4	1		1	
Divers emprunts non affectés (B. R. I.) et remboursement emprunt 25 M. $.....	2		9		»	
Fonds des groupements de sinistrés déposés au Trésor.....	5	3	6	2	6	2
Encaisse et fonds en route (3).....		7	11			2
Total (4).....	91	105	60	27	94	147
Solde (4).....		+ 14	— 33			+ 53

(1) Chiffres définitifs.

(2) Non compris les variations des avoirs des particuliers aux comptes de chèques postaux qui sont versés au Trésor par l'intermédiaire de budget annexe des P. T. T. (cf tableau III).

(3) Non compris les traites fiscales portées à l'escompte de la Banque de France (cf. tableau III).

(4) Chiffres rectifiés pour le premier trimestre.

Relations avec le secteur monétaire (en milliards de francs).

	PREMIER trimestre 1951.		DEUXIÈME trimestre 1951.		TROISIÈME trimestre 1951.	
	—	+	—	+	—	+
Dépôts au Trésor du service des chèques postaux.....		15		6		13
Bons du Trésor portés par les banques de dépôt.....	»		30		»	
Traites de dépenses publiques portées par les banques de dépôt....	2			7		17
Bons du Trésor portés par la Banque de France.....		10		35		12
Traites de dépenses publiques portées par la Banque de France....	»	»		4		4
Obligations fiscales escomptées par la Banque de France.....	2		40			59
Avance de la Banque de France au Trésor		16	14			4
Total	4	41	84	52		109
Solde		+ 37	— 32			+ 109

Source: Ministère des finances.

4. *Evolution des dépenses militaires* (par rapport aux dépenses totales du budget des années 1930 à 1940 et 1945 à 1951).

ANNÉES	DÉPENSES militaires (1) (en milliards de francs courants).	DÉPENSES budgétaires totales (1) (en milliards de francs courants).	POURCENTAGE des dépenses militaires dans l'ensemble du budget.
1930	16	55	29,09
1931			
1931	11	53	20,7
1932			
1932 (9 mois)	10	40	25
1933	12	54	22,2
1934	11	49	22,4
1935	11	49	22,4
1936	15	55	27,2
1937	21	65	32,3
1938	29	82	35,3
1939	93	150	62
1940	129	203	63,5
1945	172	424	40,5
1946	154	586	26,2
1947	203	689	29,4
1948	283	992	28,5
1949	377	1.282	29,4
1950	447	2.389	18,7
1951	849	2.834	29,9
1952	1.269	3.494	36,3

(1) Dépenses effectives jusqu'en 1951 inclus. Pour 1952, il s'agit de crédits.

Source: ministère des finances.

b) **Collectivités locales.**

Situation financière à la clôture de l'exercice (1).

1. *Départements.*

RECETTES ET DÉPENSES BUDGÉTAIRES	1949	1950	1951
	(En millions de francs.)		
Recettes.			
Seine	28.766	31.956	
Autres départements	126.287	150.533	
Total	155.053	182.489	
Dont: excédents des exercices antérieurs	(4.884)	(11.310)	
Dépenses.			
Seine	41.614	44.250	
Autres départements	115.646	131.393	
Total	157.260	175.643	
Dont: déficit des exercices antérieurs	(14.628)	(13.515)	
Solde.			
Seine	— 12.848	— 12.294	
Autres départements	+ 10.641	+ 19.140	
Total	— 2.207	+ 6.846	
SITUATION DES DÉPARTEMENTS			
Actif.			
Seine:			
Reste à recouvrer	1.850	2.163	
Autres départements:			
Solde de l'exercice	10.641	19.140	
Reste à recouvrer	1.720	1.895	
Total	14.211	23.198	
Passif.			
Seine:			
Solde de l'exercice	12.848	12.294	
Reste à payer	2	5	
Fonds réservés	394	1.921	
	13.241	14.220	
Autres départements:			
Reste à payer	325	347	
Fonds réservés	3.809	5.935	
	4.134	6.282	
Total	17.375	20.502	
RÉSULTATS			
Seine	— 11.391	— 12.057	
Autres départements	+ 8.227	+ 14.753	
Total	— 3.164	+ 2.696	
DETTES EN CAPITAL			
Seine:			
Crédit foncier	5.573	11.505	
Caisse des dépôts	»	»	
Caisses diverses	»	»	
Compagnies d'assurances	52	50	
Banques privées	»	»	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	2.706	2.485	
	8.331	14.040	
Autres départements:			
Crédit foncier	»	»	
Caisse des dépôts	»	»	
Caisses diverses	29.464	41.326	
Compagnies d'assurances	3.000	3.206	
Banques privées	»	»	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	602	416	
Total	33.066	45.028	
Total	41.397	59.078	
PART DES RECETTES SPÉCIALEMENT AFFECTÉES A L'ASSISTANCE			
Seine	8.462	11.102	
Autres départements	40.253	48.944	
Total	48.715	60.046	
PART DES DÉPENSES RELATIVES AU PERSONNEL			
Seine	5.244	6.447	
Autres départements	7.880	9.539	
Total	13.094	15.986	
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE SUIVANT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE EN COURS			
Recettes.			
Seine	2.305	3.197	
Autres départements	9.837	11.224	
Total	12.142	14.321	
Dépenses.			
Seine	2.615	3.407	
Autres départements	5.692	7.125	
Total	8.307	10.532	
Solde.			
Seine	— 310	— 210	
Autres départements	+ 4.145	+ 3.360	
Total	+ 3.835	+ 3.789	

(1) Année civile + période complémentaire (fin février pour les départs, fin mars pour les communes).

Source: Ministère des finances.

2. *Communes.*

	1949	1950	1951
	(En millions de francs.)		
RECETTES ET DÉPENSES BUDGÉTAIRES			
Recettes.			
Paris	71.930	86.505	
Communes > 10.000 habitants	117.166	145.865	
Communes < 10.000 habitants	118.824	157.194	
Total	307.920	389.564	
Dont: excédents des exercices antérieurs	(37.250)	(58.808)	
Dépenses.			
Paris	79.439	79.235	
Communes > 10.000 habitants	93.992	112.625	
Communes < 10.000 habitants	83.305	104.223	
Total	256.736	296.083	
Dont: déficit des exercices antérieurs	(12.070)	(7.531)	
Solde.			
Paris	— 7.509	+ 7.270	
Communes > 10.000 habitants	+ 23.174	+ 33.240	
Communes < 10.000 habitants	+ 35.519	+ 52.971	
Total	+ 51.184	+ 93.481	
SITUATION DES COMMUNES			
Actif.			
Paris:			
Solde de l'exercice	»	7.270	
Reste à recouvrer	10.859	8.577	
	10.859	15.847	
Communes > 10.000 habitants:			
Solde de l'exercice	23.174	33.240	
Reste à recouvrer	3.033	3.697	
	26.207	36.937	
Communes < 10.000 habitants:			
Solde de l'exercice	35.519	52.971	
Reste à recouvrer	955	1.345	
	36.474	54.316	
Total	73.540	107.100	
Passif.			
Paris:			
Solde de l'exercice	7.509	»	
Reste à payer	1.441	2.443	
Fonds réservés	707	5.074	
	9.657	7.517	
Communes > 10.000 habitants:			
Reste à payer	10.199	15.336	
Fonds réservés	7.180	10.641	
	17.379	25.977	
Communes < 10.000 habitants:			
Reste à payer	3.942	6.406	
Fonds réservés	19.406	20.706	
	23.348	27.112	
Total	50.384	60.606	
RÉSULTATS			
Paris	+ 1.202	+ 8.330	
Communes > 10.000 habitants	+ 8.828	+ 10.960	
Communes < 10.000 habitants	+ 13.126	+ 27.204	
Total	+ 23.156	+ 46.494	
DETTE EN CAPITAL			
Paris:			
Crédit foncier	»	»	
Caisse des dépôts	»	»	
Caisses diverses	6.053	8.674	
Compagnies d'assurances	»	»	
Banques privées	44	41	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	14.124	19.355	
	20.221	28.070	
Communes > 10.000 habitants:			
Crédit foncier	»	»	
Caisse des dépôts	»	»	
Caisses diverses	20.990	28.370	
Compagnies d'assurances	»	»	
Banques privées	1.210	1.375	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	916	1.476	
	23.116	31.221	
Communes < 10.000 habitants:			
Crédit foncier	»	»	
Caisse des dépôts	»	»	
Caisses diverses	26.069	37.518	
Compagnies d'assurances	»	»	
Banques privées	269	612	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	3.960	6.035	
	30.298	44.165	
Total	73.635	103.456	
PART DES DÉPENSES RELATIVES AU PERSONNEL			
Paris	24.652	30.700	
Communes > 10.000 habitants	37.019	41.810	
Communes < 10.000 habitants	18.923	21.494	
	80.594	94.004	
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE SUIVANT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE EN COURS			
Recettes.			
Paris	2.931	5.024	
Communes > 10.000 habitants	12.272	14.496	
Communes < 10.000 habitants	13.220	16.979	
	28.423	36.496	

	1949	1950	1951
	(En millions de francs.)		
Dépenses.			
Paris	6.886	11.890	
Communes > 10.000 habitants	11.745	14.484	
Communes < 10.000 habitants	7.839	10.015	
	28.470	36.389	
Solde.			
Paris	— 5.956	— 6.869	
Communes > 10.000 habitants	+ 527	+ 12	
Communes < 10.000 habitants	+ 5.381	+ 6.964	
Total	— 47	+ 107	

Source: Ministère des finances.

2° SERVICES PUBLICS

a) Société nationale des chemins de fer français.

1. *Recettes* (milliards de francs).

1° Total (1).

(Moyennes mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	19	20,4	24	23,65
	21,8			
1951:	22,6	27,1	30	30,9
	27,7			
1952:	31,2 (33,8)			

2° Voyageurs.

	I	II	III	IV
1950:	4,33	6,3	9,4	5,75
	6,47			
1951:	4,93	6,45	10	6,5
	6,96			
1952:	(8,7) (4).			

3° Marchandises.

	I	II	III	IV
1950:	13,9	13,2	14	16,95
	14,43			
1951:	16,95	20	18,7	23,2
	19,6			
1952:	24 (23,7).			

Trafic Société nationale des chemin de fer français.

Indice des recettes totales à prix constant.

1938 = 100.

	I	II	III	IV
1950:	151	149	149	163
	153			
1951:	126	125	137	146
	135			
1952:	(163) (152).			

2. — *Déficits annuels* (milliards de francs).

1945	31,408	1950	36,697
1946	8,279	1951	90
1947	8,148	1952 (subvention inscrite de 80 m.).	
1948	33,742		
1949	5,416		

Source: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

Recettes totales: Postes, télégraphes, services financiers.

(Mois cumulés en milliards de francs.)

	I	II (Fin de trimestre.)	III	IV (Année entière.)
1950	21,1	47	68,6	96,9
1951	19,5	41,1	62	85,9
1952	29,1			

(1) L'indication totale des recettes ne recouvre pas exactement les chiffres « voyageur » et « marchandises » (§ 2 et 3). Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consignes, colis postaux, petits colis.

(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

(4) Avril.

3° SERVICES SOCIAUX

a) Sécurité sociale.

1. *Cotisations encaissées* (milliards de francs).

Assurances sociales (régime général).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	16,66	18,9	18,6	20,81
	18,7			
1951:	20,85	23,6	24,02	28,3
	23,93			
1952:	(30,87) (1).			

Accidents du travail.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	2,57	3,14	3,04	3,44
	3,04			
1951:	3,49	3,5	3,45	4,08
	3,63			
1952:	(4,38) (1).			

Source: Ministère du travail. - I. N. S. E. E.

Allocations familiales.

		I	II	III	IV
Salariés:	1950	15,56	17,35	17,33	19,01
		17,31			
	1951	19,96	21,4	23	27,6
		22,98			
	1952	(30,52) (1)			

2. *Dépenses* (caisses primaires) (milliards de francs).

Assurances maladies.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	6,86	8,4	7,65	8,89
	7,95			
1951:	9,61	10,62	10,44	11,7
	10,42			
1952:	(12,09) (1).			

Source: ministère du travail. - I. N. S. E. E.

Accidents du travail (incapacité temporaire).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	1,02	1,17	1,1	1,26
	1,14			
1951:	1,32	1,40	1,37	1,7
	1,46			
1952:	(1,78) (1).			

Action sanitaire et sociale.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	0,12	0,17	0,15	0,21
	0,16			
1951:	0,16	0,21	0,24	0,34
	0,23			
1952:	(0,26) (1).			

Gestion administrative.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	0,78	1,08	1,03	1,34
	1,06			
1951:	1,12	1,34	1,32	1,93
	1,43			
1952:	(1,54) (1).			

Assurance-vieillesse et allocations aux vieux travailleurs salariés.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	7,48	8,67	9,2	9,23
	8,65			
1951:	9,26	10,63	11,01	11,62
	10,63			
1952:	(12,7) (1).			

Dépenses d'allocations familiales (régime général).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950:	15,8	16,4	17,3	17,2
	16,7			
1951:	19,9	21,57	21,88	24,3
	21,83			
1952:				

Source: ministère du travail. - I. N. S. E. E.

(1) Moyenne janvier-février

4. Evolution annuelle par régime et par risque des dépenses de la sécurité sociale.

TABLEAU RÉCAPITULATIF (en milliards de francs).

	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
I. — Régime général:								
Assurances sociales des salariés du commerce et de l'industrie (1) (non compris les régimes spéciaux)	2,203	(1 *ter*)	»	81,848	130,734	187,451	239,320	296,277
Prestations familiales (y compris les travailleurs indépendants)	2,21	20,84	33,14	73,77	147,10	195,22	244,92	286,4
Accidents du travail	»	(1 *ter*)	»	10,821	21,173	33,666	39,262	43,290
Total				166,439	299,007	416,337	493,502	625,967
II. — Régime agricole:								
Assurances sociales	0,11	1,41	3	4,78	7,74	12,77	16,28	21,22
Prestations familiales (1 *bis*)	1 *bis*	8,35	13,12	24,92	42,30	53,39	58,37	76,9
Accidents du travail (2)	»	»	»	0,58	1,16	1,72	2,18	»
Total				30,28	51,20	67,88	76,83	
III. — Agents de l'Etat:								
Pensions (à titre civil)	3,182	7,433	11,133	11,429	22,420	39,962	60,800	72,146
Assurances sociales (3)	»	»	»	1,127	4,244	7,024	9,117	11,755
Prestations familiales	0,90	7,91	11,73	19	37	38,50	45,00	57,1
Accidents du travail (4)	»	»	»	»	»	»	»	»
Total (chiffres partiels)	»	»	»	31,556	63,664	85,486	114,917	141,001
IV. — Régimes spéciaux:								
Collectivités locales, S. N. C. F., Electricité et Gaz de France (5 et 5 *bis*)	0,592	2,647	5,824	9,973	15,905	15,820	19,800	25,150
Pensions	Mines C. L.	»	»	»	Mines seulement.	C. L.	18,350	28,000
Assurances sociales (6)	»	»	»	»	20,670	26,120	29,880	36,930
Prestations familiales	1,04	7,08	12,05	21,36	36,45	54,92	58,80	73,3
Accidents du travail (7)	»	»	»	»	»	»	»	»
Total								
V. — Assurances sociales des étudiants (dépenses globales)	»	»	»	»	»	0,1086	0,3063	0,49
VI. — Assurances sociales des invalides de guerre, veuves de guerre, orphelins de guerre.	»	»	»	»	»	»	»	0,3
VII. — Caisses d'allocation vieillesse des personnes non salariées (8)	»	»	»	»	»	1,575	4,29	4,49
Total général (9)	»	»	»	»	576,020	800,000	1.031,3	1.243,500

(1) Les chiffres de total des assurances sociales comprennent les dépenses effectuées par les caisses aux titres des risques: maladie, longue maladie, maternité, décès, invalidité, vieillesse, assistance sociale (contrôle médical).

(1 *bis*) Pas de chiffre connu pour 1938; le régime des prestations familiales en agriculture n'ayant été instauré que fin 1938.

(1 *ter*) Pas de chiffre total; les chiffres connus, trop partiels, ne pouvant en aucune façon être utilisés en vue d'une statistique (ministère du travail).

(2) Les chiffres fournis ne sont forcément que très approximatifs, l'assurance A. T. n'étant pas obligatoire, et le risque « accident du travail » continuant à être couvert, en agriculture, suivant les méthodes commerciales, donc souvent incontrôlables...

(3) Risques impossibles à chiffrer, l'assurance n'étant pas encore obligatoire à cette époque pour les agents de l'Etat (ministère des finances).

(4) Il n'est pas possible de chiffrer en dépenses ce risque, couvert par le statut (I. N. S. E. E. - ministère des finances).

(5) Les agents des collectivités locales sont, pour la plupart, rattachés au régime général en ce qui concerne les assurances maladies et accidents du travail (I. N. S. E. E.).

(5 *bis*) Les dépenses effectuées au titre des agents Electricité de France et Gaz de France n'ont pu être dissociées du régime général, qui les paye (I. N. S. E. E.).

(6) Chiffre concernant les mines seulement.

(7) Chiffres de dépenses impossibles à obtenir, la gestion étant partagée entre les Houillères et les caisses de sécurité sociale des mines (ministère du travail).

(8) Total des dépenses groupées des trois caisses: nationale, autonome, de compensation.

(9) Ce chiffre de total en ordre de grandeur comporte l'ensemble des dépenses assurées au titre des assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales pour tous les risques; il ne correspond pas forcément à la somme des chiffres indiqués ci-dessus, ces derniers n'étant que partiels et approximatifs.

4. *Evolution annuelle par régime et par risque des recettes de la sécurité sociale* (suite).

TABLEAU RÉCAPITULATIF (en milliards de francs).

	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951 (provisoire).
I. — Régime général:								
Assurances sociales des salariés du commerce et de l'industrie (1)	4,70	32,6	68,4	107,0	167,5	207,3	224,9	271,0
Prestations familiales (2)	2,24	22,9	34,9	72,7	133,2	204,6	222,3	277,0
Accidents du travail	1,30	8,0 (4)	14,0 (4)	16,7	31,5	33,6	37,1	41,0
Total	8,24	63,5	117,3	196,4	332,2	442,5	484,3	589,0
II. — Régime agricole:								
Assurances sociales	0,26	1,4	3,0	4,1	5,3	13,0	15,8	22,6
Prestations familiales (3)	(3 *bis*) »	8,5	13,5	24,8	44,9	53,8	60,9	76,7
Accidents du travail	0,36	2,0	3,0	3,5	6,4	7,9	10,7	10,3
Total	0,62	11,9	19,5	32,4	56,6	74,7	87,4	109,6
III. — Agents de l'Etat:								
Pensions	6,87	17,1	22,9	42,9	58,5	93,6	165,8	158,0
Assurances sociales (6)	»	»	»	0,3	3,6	6,4	7,2	12,8
Prestations familiales	0,90	7,9	11,7	19,0	37,0	38,5	45,0	57,1
Accidents du travail (7)	0,09	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total	7,86	25,1	34,7	62,4	99,3	138,8	218,3	228,2
IV. — Régimes spéciaux:								
Pensions (8)	3,40	13,3	23,8	36,6	57,2	73,2	94,1	125,0
Assurances sociales (8)	0,35	3,4	6,1	10,1	18,3	25,9	30,9	36,5
Prestations familiales	1,04	7,7	13,2	21,3	44,6	53,9	57,6	72,9
Accidents du travail	0,20	1,2	2,3	3,8	7,1	7,5	8,4	9,5
Total	4,99	25,6	45,4	71,8	127,2	160,5	191,0	243,9
V. — Assurances sociales des étudiants:								
Cotisations et participation de l'Etat	»	»	»	»	0,1	0,3	0,3	0,6
VI. — Assurances sociales des invalides de guerre, veuves de guerre, orphelins de guerre: Cotisation et subvention de l'Etat	»	»	»	»	»	»	Mémoire	0,2
VII. — Caisses d'allocation vieillesse des personnes non salariées (9)	»	»	»	»	»	5,0	10,0	12,0
Total général	21,71	126,1	216,9	363,0	615,4	821,8	991,3	1.183,5

(1) Non compris les régimes spéciaux pour les risques gérés par le régime général

(2) Y compris les travailleurs indépendants.

(3) Chiffres rectifiés au vu des résultats comptables définitifs.

(3 *bis*) Le régime des prestations familiales en agriculture n'a été mis en place que vers la fin de l'année.

(4) Ces chiffres constituent une évaluation du coût de la législation pour les employeurs du commerce et de l'industrie assurés auprès des compagnies d'assurances antérieurement à l'intégration des accidents du travail dans la sécurité sociale.

(5) Ces chiffres constituent une évaluation du coût de la législation pour les employeurs agricoles assurés auprès des compagnies d'assurances.

(6) Militaires, fonctionnaires et ouvriers titulaires seulement, pour les cotisations ouvrière et patronale et les prestations en espèces.

(7) Chiffres évaluatifs concernant les agents non titulaires seulement. Les dépenses correspondant à la réparation des accidents des personnels titulaires sont comprises dans les chiffres de pensions et de traitements.

(8) Chiffres approximatifs, qui ont toutefois été rectifiés par rapport à l'inventaire de 1946, compte tenu d'éléments nouveaux d'appréciation.

(9) A défaut d'une ventilation exacte des recettes entre les années 1949 et 1950, la masse des cotisations encaissées pendant cette période a été répartie forfaitairement entre les deux années considérées.

b) **Etablissements hospitaliers.**

(Situation financière à la clôture de l'exercice) (1).

1. — *Recettes et dépenses budgétaires.*

	1949	1950	1951
	(En milliers de francs.)		
Recettes.			
Assistance publique à Paris	24.174	28.956	
Hôpitaux et hospices	55.072	65.965	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	16.246	20.161	
Total	95.492	115.082	
dont : excédent des exercices antérieurs	(2.520)	(8.170)	
Dépenses.			
Assistance publique à Paris	22.662	25.364	
Hôpitaux et hospices	49.961	58.424	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	14.732	17.617	
Total	87.355	101.405	
dont : déficit des exercices antérieurs	(267)		
Solde.			
Assistance publique à Paris	+ 1.512	+ 3.592	
Hôpitaux et hospices	+ 5.111	+ 7.541	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	+ 1.514	+ 2.544	
Total	+ 8.137	+ 13.677	

(1) Année civile + période complémentaire de l'exercice (31 mars).

2. *Situation à la clôture de l'exercice.*

	1949	1950	1951
	(En millions de francs.)		
Actif.			
Assistance publique à Paris :			
Solde de l'exercice	1.512	3.592	
Reste à recouvrer	2.076	2.517	
	3.588	6.109	
Hôpitaux et hospices :			
Solde de l'exercice	5.111	7.541	
Reste à recouvrer	4.270	5.137	
	9.381	12.678	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums :			
Solde de l'exercice	1.514	2.544	
Reste à recouvrer	803	716	
	2.317	3.260	
Total	15.286	22.047	
Passif.			
Reste à payer :			
Assistance publique à Paris	3	9	
Hôpitaux et hospices	5.019	7.686	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	646	919	
Total	5.668	8.614	

	1949	1950	1951
	(En millions de francs.)		
Résultats.			
Assistance publique à Paris	+ 3.585	+ 6.466	
Hôpitaux et hospices	+ 4.362	+ 4.992	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	+ 1.671	+ 2.311	
Total	+ 9.618	+ 13.433	
DETTE EN CAPITAL			
Assistance publique à Paris :			
Crédit foncier, caisse des dépôts, caisses diverses	»	»	
Compagnies d'assurances et banques privées	»	»	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	»	»	
Hôpitaux et hospices :			
Crédit foncier, caisse des dépôts, caisses diverses	4.147	5.634	
Compagnies d'assurances et banques privées	25	46	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	103	99	
	4.275	5.779	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums :			
Crédit foncier, caisse des dépôts, caisses diverses	150	204	
Compagnies d'assurances et banques privées	»	»	
Emissions publiques et emprunts aux particuliers	6	8	
	156	212	
Total	4.431	5.991	
Services hors budget (solde au 31 décembre) (avances sur frais d'hospitalisation ; fonds déposés par les malades, honoraires médicaux, etc.) :			
Assistance publique à Paris	417	1.724	
Hôpitaux et hospices	5.241	6.490	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	1.209	2.012	
	6.867	10.226	
Opérations de l'exercice suivant à la clôture de l'exercice en cours :			
Recettes budgétaires :			
Assistance publique à Paris	2.598	2.740	
Hôpitaux et hospices	3.430	3.276	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	1.534	1.333	
	7.562	7.349	
Dépenses budgétaires :			
Assistance publique à Paris	2.238	3.286	
Hôpitaux et hospices	5.940	7.035	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	2.058	2.350	
	10.236	12.671	
Solde :			
Assistance publique à Paris	+ 360	— 546	
Hôpitaux et hospices	— 2.510	— 3.779	
Hôpitaux psychiatriques, sanatoriums, préventoriums, aériums	— 524	— 1.017	
	— 2.674	— 5.342	

4° CREDIT, BANQUE, MONNAIE

a) Disponibilités monétaires.

	MONTANTS (fin de trimestre).				VARIATIONS (par trimestre).			
	(milliards de francs.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. *Monnaie scripturale.*								
Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France (1):								
1950	48	54	54	63	— 31	+ 6		+ 9
1951	60	66	63	69	— 3	+ 6		+ 3
1952	63				— 6			
Dépôts à vue dans les banques (2):								
1950	1.104	1.158	1.254	1.350	— 51	+ 54	+ 93	+ 100
1951	1.305	1.382	1.453	1.428	— 45	+ 77	+ 46	— 25
1952	1.431				+ 3			
Dépôts des particuliers aux comptes courants postaux:								
1950	182	195	209	209	— 5	+ 13	+ 14	
1951	276	238	249	262	+ 17	+ 12	+ 11	+ 13
1952	266				+ 4			
Dépôt aux comptes de fonds particuliers au Trésor:								
1950	21	22	25	28	— 1	+ 1	+ 3	+ 3
1951	31	30	34	33	+ 3	— 1	+ 3	— 1
1952	57				+ 4			
Total comptable, monnaie scripturale (comptes créditeurs):								
1950	1.355	1.429	1.539	1.650	— 78	+ 74	+ 110	+ 112
1951	1.622	1.716	1.802		— 28	+ 94	+ 60	+ 162
1952	»							
Evaluation des échéances non tombées à déduire (3):								
1950	»	»	— 95	— 120	»	»	»	»
1951	— 40	— 100	— 130	»	»	»	»	»
1952	»							
Total corrigé. — Monnaie scripturale:								
1950	1.355	1.429	1.444	1.570	— 78	+ 74	+ 15	+ 87
1951	1.582	1.616	1.672	1.792	+ 52	+ 34	+ 50	+ 129
1952	1.797				+ 5			
2. *Billets en circulation.*								
1950	1.337	1.400	1.496	1.590	+ 26	+ 63	+ 96	+ 94
1951	1.607	1.699	1.819	1.883	+ 17	+ 92	+ 120	+ 64
1952	1.920				+ 37			
Total corrigé des disponibilités monétaires:								
1950	2.692	2.829	2.950	3.120	— 42	+ 137	+ 111	+ 181
1951	3.189	3.315	3.491	3.675	+ 69	+ 126	+ 170	+ 184
1952	3.717				+ 42			

Source: Conseil national du crédit.

(1) Rubrique de la situation de la Banque de France: « Autres comptes courants et de dépôts de fonds, dispositions et autres engagements à vue ».

(2) Dépôts à vue, en France et en Sarre, dans les banques ressortissant à la commission de contrôle des banques, dans les banques populaires et dans les caisses de crédit agricole.

(3) Le report des échéances au premier jour ouvrable suivant a pour effet de gonfler inégalement les montants des différentes catégories de comptes créditeurs: d'où la nécessité de déduire du total comptable de ces comptes le montant évalué approximativement de ces échéances chaque fois que le report est constaté.

b) **Contrepartie des disponibilités monétaires.**

	MONTANTS (fin de trimestre).				VARIATIONS (par trimestre).			
	(milliards de francs.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. *Or et devises.*								
Or:								
1950	65	65	183	183	»	»	+ 118 (1)	»
1951	183	191	191	191	»	+ 8	»	»
1952	200				+ 9			
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P.:								
1950	64	117	176	152	+ 15	+ 53	+ 59	— 24
1951	194	162	132	22	+ 42	— 32	— 30	— 110
1952	12				— 10			
Avance au fonds de stabilisation des changes:								
1950	43	44	67	132	+ 3	+ 1	+ 23	+ 65
1951	138	140	140	66	+ 6	+ 2		— 74
1952	»				— 66			
Total:								
1950	172	226	426	467	+ 18	+ 54	+ 200	+ 41
1951	515	493	463	279	+ 48	— 22	— 30	— 184
1952	212				— 67			
2. *Créances de la Banque de France sur le Trésor.*								
Bons négociables:								
1950	87	87	10	10			— 77	
1951	10	10	10	10				
1952	9				— 1			
Avances:								
1950	651	637	644	635	+ 4	— 14	+ 7	— 9
1951	651	638	611	633	+ 16	— 13	+ 3	— 8
1952	667				+ 34			
Comptes courants postaux:								
1950	16	17	16	26	— 3	+ 1	— 1	+ 10
1951	23	18	20	28	— 3	— 5	+ 2	+ 8
1952	33				+ 5			
Escompte d'obligations cautionnées:								
1950	42	29	48	34	+ 27	— 13	+ 19	— 14
1951	32		59	71	— 2	+ 59	+ 12	
1952	94				+ 23			
Total:								
1950	796	770	718	705	+ 28	— 26	— 52	— 13
1951	716	666	730	742	+ 11	+ 50	+ 64	+ 12
1952	803				+ 61			
3. *Crédits bancaires.*								
Effets publics:								
1950	406	432	424	431	— 14	+ 26	— 8	+ 7
1951	440	455	499	513	+ 9	+ 15	+ 44	+ 22
1952	571				+ 50			
Banques:								
1950	278	298	311	308	— 1	+ 20	+ 13	— 3
1951	306	285	325	327	— 2	— 21	+ 40	+ 2
1952	343				+ 16			
Banque de France:								
1950	128	134	113	123	— 13	— 44	— 21	+ 10
1951	134	170	174	186	+ 11	+ 36	+ 4	+ 12
1952	228				+ 42			
Effets de commerce et comptes débiteurs:								
1950	1.191	1.266	1.253	1.355	— 28	+ 75	— 13	+ 102
1951	1.368	1.517	1.609	1.903	+ 13	+ 149	+ 92	+ 294
1952	1.941				+ 38			
Total:								
1950	1.597	1.698	1.677	1.786	— 42	+ 101	— 21	+ 109
1951	1.808	1.972	2.108	2.416	— 22	+ 164	+ 136	+ 318
1952	2.512				+ 96			

(1) Réévaluation.

	MONTANTS (fin de trimestre).				VARIATIONS (par trimestre).			
	(milliards de francs.)							
4. Contre-partie au Trésor.								
Des comptes courants postaux:								
1950	182	195	209	209	— 5	+ 13	+ 14	
1951	226	238	249	262	+ 17	+ 12	+ 11	+ 13
1952	266				+ 4			
Des fonds particuliers:								
1950	21	22	25	28	— 1	+ 1	+ 3	+ 3
1951	31	30	34	33	+ 3	— 1	+ 4	— 1
1952	37				+ 4			
Total:								
1950	203	217	234	237	— 6	+ 14	+ 17	+ 3
1951	257	268	283	295	+ 20	+ 11	+ 14	+ 12
1952	303				+ 8			
TOTAL GÉNÉRAL COMPTABLE								
1950	2.768	2.941	3.055	3.195	— 2	+ 143	+ 144	+ 140
1951	3.296	3.399	3.584	3.732	+ 101	+ 103	+ 180	+ 148
1952	3.870				+ 138			
Excédents non retenus à déduire:								
1950	— 76	— 82	— 115	— 75				
1951	107	— 84	— 93	— 57				
1952	153							
Total corrigé des disponibilités:								
1950	2.692	2.829	2.940	3.120	— 42	+ 137	+ 111	+ 180
1951	3.189	3.315	3.491	3.675	+ 69	+ 126	+ 170	+ 184
1952	3.717				+ 42			

c) Epargne.

1. *Epargne monétaire apparente.*

Les indications présentées ci-dessous concernent l'évolution des formes recensables de l'épargne de conservation, c'est-à-dire de l'épargne tendant à la conservation des économies individuelles. Elle comprend:

Les placements de mise en réserve du volant de trésorerie que les particuliers et les entreprises entendent conserver à titre de liquidités supplémentaires;

Les constitutions de réserves, non immédiatement disponibles, mais destinées à faire face à certains événements (décès, cessation de travail, etc., sous forme assurances-vie et capitalisation).

L'évaluation de cette forme d'épargne ne figurera pas, cependant, dans le tableau ci-après, son établissement n'étant actuellement possible qu'annuellement. Elle est estimée en 1949 à 12 milliards de francs, en 1950 à 18 milliards de francs et en 1951 à 20 milliards de francs investis.

	MONTANTS fin de trimestre.				VARIATIONS (par trimestre).			
	Milliards de francs.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Dépôt dans les caisses d'épargne (1):								
1950	533	564	595	615	+ 46	+ 31	+ 31	+ 20
1951	819	657	677	689	+ 34	+ 8	+ 20	+ 12
1952	707				+ 18			
Dont: caisse nationale:								
1950	252	267	285	293	+ 19	+ 15	+ 18	+ 8
1951	310	314	323	328	+ 17	+ 4	+ 9	+ 5
1952	333				+ 5			
Caisses privées:								
1950	281	297	310	322	+ 27	+ 16	+ 13	+ 12
1951	319	343	354	361	+ 17	+ 4	+ 11	+ 7
1952	374				+ 13			
Bons du Trésor sur formule (2) et bons de la défense nationale:								
1950	303	313	326	338	+ 12	+ 10	+ 13	+ 12
1951	402	404	413	420	+ 64	+ 2	+ 9	+ 7
1952	440				+ 20			
Dépôts à échéance dans les banques:								
1950	44	50	53	60	+ 6	+ 6	+ 3	+ 7
1951	68	71	71	80	+ 8	+ 3		+ 9
1952	(95)				+ 15			
Total:								
1950	880	927	974	1.011	+ 59	+ 47	+ 47	+ 40
1951	1.119	1.125	1.161	1.189	105	+ 6	+ 36	+ 28
	(1.242)				+ 53			

(1) Non compris les intérêts capitalisés de la caisse nationale.
(2) Placés dans le public et non encore échus.

Source: Conseil national de crédit.

2. *Epargne apparente investie sur le marché financier.*

Cette épargne est égale au total des souscriptions nouvelles du public, en numéraire, aux émissions de valeurs mobilières.

Actions et obligations.	MONTANT PAR TRIMESTRE (milliards de francs.) I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
Actions émises contre espèces:								
1950	8,6	10,3	6,010	6,029	+ 0,3	+ 1,7	— 4,3	— 0,011
		30,988						
1951	5,2 (3)	10,499	8,628	18,814 (3)	— 1	+ 5,4	— 1,8	+ 10,2
		41,959 (3)						
1952								
Obligations:								
1950	0,7	16,200	4,574	16,362	— 7	+ 15,5	— 11,6	+ 11,8
		37,850						
1951	5,491	16,342	3,038	19,608	— 10,9	+ 10,9	— 13,3	+ 16,6
		44,479						
1952								
Dont: sociétés privées (2):								
1950	0,7	2,100	4,574	11,364	— 7	+ 1,4	+ 2,5	+ 6,8
		18,572						
1951	2,140	3,292	3,080	10,608	— 9,2	+ 1,1	— 0,2	+ 7,3
		19,078						
1952								
Ensemble actions et obligations:								
1950	9,3	26,500	10,614	22,391	— 6,7	+ 17,2	— 15,9	+ 11,8
1951	10,7	26,841	11,7	38,4 (4)	+ 0,1	+ 16,1	— 15,1	+ 16,7 (4)
Collectivités locales et groupements de sinistrés:								
1950	23	»	0,002	1,982	»	»	»	+ 1,984
1951	1,6	0,128	4,906	»	— 0,4	— 1,5	+ 4,8	»
Emprunts du Trésor à long et moyen terme:								
1950	25	»	6	»	»	— 25	»	— 6
1951	»	»	»	»	»	»	»	»
Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces [1]):								
1950	5,5	1,8	1,100	1,300	»	— 3,7	— 0,7	+ 0,2
1951	2	1,150	1,100	»	+ 0,7	— 0,85	— 0,05	»
Total:								
1950	62,8	28,3	17,712	24,673	»	— 34,5	— 10,6	+ 6,9
1951	14,3	28,119	17,7	38,4 (4)	— 10,3	+14	— 10,4	+ 21 (4)

(1) Il est admis que toutes les catégories de bons du Trésor sur formules étaient placées dans le public.
(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.
(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.
(4) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

Source. Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

3. *Evolution annuelle* (1949-1951).

Epargne monétaire apparente.

	1949	1950	1951
	(En milliards de francs.)		
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne	90	124	74
Bons du Trésor placés dans le public (excédent des souscriptions sur les remboursements) (1)	30	57	(82)
Augmentation des dépôts à échéances dans les banques	20	22	24
Epargne investie au cours de l'année par l'intermédiaire des compagnies d'assurances-vie et capitalisation (2).	12	18	20
	152	221	200

(1) Il est admis que toutes les catégories de bons du Trésor sur formules étaient placées dans le public.

(2) Evaluée d'après l'augmentation des réserves mathématiques.

Source : Conseil national de crédit.

Epargne nette investie en valeurs mobilières.

Cette épargne est obtenue en déduisant de l'épargne apparente investie sur le marché financier, les amortissements divers sur titres antérieurement émis et les souscriptions effectuées par les organismes collecteurs d'épargne qui ne font qu'investir sur le marché des épargnes monétaires.

Cette épargne peut être ainsi appréciée :

Epargne apparente investie sur le marché financier :

Valeurs a revenu fixe	1949	1950	1951
	(En milliards de francs.)		
Secteur public et semi-public.			
1. Etat :			
Rente 5 p. 100 1949		»	»
Crédit national et P.T.T.	108	31	»
2. Collectivités locales et emprunts de sinistrés	0,7	25	7
3. Entreprises nationalisées	14,3	15,5	24
4. Caisse nationale de crédit agricole (1)	»	3,5	12
5. Crédit foncier	4	8	
Totaux	127	83,00	43
Secteur privé.			
Obligations industrielles	9,8	10,7	11
Totaux des valeurs à revenu fixe	136,8	93,70	54

(1) La caisse nationale de crédit agricole a émis, en 1950, 4.850 millions de bons à intérêt progressif, dont 1.300 environ ont été souscrits par remise de bons antérieurement émis. Les souscriptions en argent frais représentent ainsi à peu près 3.500 millions.

L'émission de décembre 1951 ne s'est terminée qu'en janvier 1952.

Valeurs a revenu variable	1949	1950	1951
	(En milliards de francs.)		
Actions (1)	41	31	44
Parts de sociétés responsabilité limitée.	9	9,7	6
Totaux	50	40,7	50
Total de l'épargne apparente investie en valeurs mobilières	186,8	134,4	104
A déduire :			
Amortissements réguliers sur titres antérieurement émis	13	12	13
Indemnités payées aux porteurs français de valeurs étrangères réquisitionnées (évaluation)	8	1	»
Achats et souscriptions de titres par la caisse de dépôts et consignations	45	18	5
	66	31	18
Epargne nette investie.	187	135	104
	66	31	18
	121	104	86

La diminution observée de 17 milliards a affecté à peu près également le secteur public et le secteur privé en 1950.

En 1951, la réduction de 18 milliards concerne le seul secteur public, les émissions du secteur privé passant de 51 milliards en 1950 à 61 milliards de francs en 1951.

(1) Non compris les souscriptions directes de l'Etat à des augmentations de capital d'entreprises dans lesquelles il est majoritaire, savoir : en 1949 : 4.600 millions, et en 1950 : 6.100 millions.

4. *Epargne totale recensable* = épargne monétaire apparente plus épargne nette investie.

	1949	1950	1951
	(Milliards de francs.)		
Epargne directement investie par le public en bons du Trésor	30	57	30 (+ 52 en bons de la défense nationale.)
Epargne collectée par divers organismes de placement (caisses d'épargne, banques pour ce qui concerne les dépôts à échéance, compagnies d'assurances vies)	122	164	118
Epargne nette investie directement par le public sur le marché financier	121	104	86
	273	325	286

De 1949 à 1950, augmentation de 51 milliards, soit près de 20 p. 100, soit encore 4,3 p. 100 du revenu national en 1950 contre 4 p. 100 en 1949. Mais il n'y a pas de progrès sensible si l'on tient compte de la hausse des prix et, en valeur réelle, des résultats représentent environ 50 p. 100 seulement de l'épargne collectée en 1938 par les mêmes moyens.

En 1951, il y a réduction de 14 p. 100 par rapport à 1950, de l'épargne totale recensable qui ne représente que 2,8 p. 100 environ du revenu national (4,3 p. 100 en 1950).

Source : Conseil national du crédit.

d) **Crédit.**

1 *Total général des crédits utilisés* (crédits consentis et en cours en fin de trimestre) par les entreprises privées ou nationalisées.

	MONTANTS (milliards de francs, fin de trimestre).				VARIATIONS (milliards de francs).			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Crédits bancaires aux entreprises:								
1950	1.217	1.277	1.268	1.409	+ 18	+ 60	— 9	+ 141
1951	1.456	1.578	1.666	1.948	+ 47	+ 122	+ 88	+ 282
1952	2.004				+ 56			
Autres crédits connus (1):								
1950	109	125	140	165	+ 12	+ 16	+ 15	+ 25
1951	191	216	238	257	+ 26	+ 25	+ 22	+ 19
1952	285				+ 28			
Total général des crédits utilisés:								
1950	1.326	1.402	1.408	1.574	+ 30	+ 72	+ 6	+ 166
1951	1.647	1.794	1.904	2.205	+ 73	+ 147	+ 110	+ 301
1952	2.289				+ 84			

(1) Crédits directs consentis par certains instituts publics de crédit (crédit national notamment) sur fonds propres ou dotations et crédits directs déclarés au service central des risques et correspondant à des prêts consentis par des établissements financiers et des concours aux entreprises métropolitaines accordés par des établissements bancaires situés outre-mer.

Source: Conseil national du crédit.

2. *Analyse des crédits utilisés.*

	MONTANTS (milliards de francs, fin de trimestre).				VARIATIONS (milliards de francs).			
Evolution des crédits recensés par le service central des risques avec indication du pourcentage de recensement (1):	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Crédits non recensés:								
1950	290	338	318	362	— 18	+ 48	— 20	+ 44
1951	389	433	455	491	+ 27	+ 44	+ 22	+ 36
1952	487				— 4			
Crédits recensés:								
1950	1.036 78,1 0/0	1.064 76 0/0	1.090 77,4 0/0	1.212 77 0/0	+ 48	+ 28	+ 26	+ 122
1951	1.258 76,3 0/0	1.361 75,8 0/0	1.449 76,1 0/0	1.714 77,7 0/0	+ 46	+ 103	+ 88	+ 265
1952	1.802 78,7 0/0				+ 88			
Crédits autorisés:								
1950	1.626	1.693	1.758	1.899	+ 96	+ 67	+ 65	+ 141
1951	2.023	2.146	2.287	2.522	+ 124	+ 123	+ 141	+ 235
1952	2.698				+ 176			
P. 100 d'utilisation (rapport des crédits recensés aux crédits autorisés):								
1950	63,7 0/0	62,8 0/0	62 0/0	63,8 0/0				
1951	64,3 0/0	64,4 0/0	63,3 0/0	67,9 0/0				
1952	66,8 0/0							
Cautions et aval:								
Autorisations:								
1950	283	301	299	311	+ 10	+ 18	— 2	+ 12
1951	324	327	328	358	+ 13	+ 3	+ 1	+ 30
1952	395				+ 37			
Utilisations:								
1950	206	207	207	210	+ 12	+ 1	—	+ 3
1951	217	210	210	234	+ 7	— 7	—	+ 24
1952	271				+ 37			
P. 100 d'utilisation:								
1950		68,7 0/0	69,2 0/0	67,5 0/0				
1951	66,9 0/0	62,4 0/0	64 0/0	65,3 0/0				
1952	68,6 0/0							
Nombre de bénéficiaires:								
1950	34.434	36.287	37.093	38.117	+ 2.213	+ 1.853	+ 806	+ 1.024
1951	41.619	44.637	45.012	45.831	+ 3.502	+ 3.018	+ 375	+ 819
1952	49.284				+ 3.453			

(1) Crédits aux entreprises à partir de minima.

	MONTANTS (milliards de francs, fin de trimestre).				VARIATIONS (milliards de francs).			
Evolution des crédits utilisés selon leur forme:								
Crédits non mobilisables:								
1950	390	336	350	375	+ 19	+ 36	+ 14	+ 25
1951	408	460	502	548	+ 33	+ 52	+ 42	+ 16
1952	540				+ 22			
Crédits mobilisables:								
1950	1.026	1.066	1.058	1.199	+ 11	+ 40	— 8	+ 141
1951	1.279	1.334	1.402	1.687	+ 40	+ 95	+ 68	+ 285
1952	1.749				+ 62			
Dont: effets commerciaux recensés:								
1950	354	364	385	468	+ 10	+ 13	+ 21	+ 83
1951	505	572	590	714	+ 37	+ 67	+ 18	+ 124
1952	741				+ 27			
Autres effets recensés:								
1950	480	471	478	478	+ 20	— 9	— 13	+ 20
1951	459	457	490	615	— 19	— 2	+ 33	+ 125
1952	663				+ 48			
Effets non recensés:								
1950	195	231	215	253	— 9	+ 36	— 16	+ 38
1951	275	305	322	358	+ 22	+ 30	+ 17	+ 36
1952	345				— 13			
Rappel du total des crédits utilisés par les entreprises:								
1950	1.326	1.402	1.408	1.574	+ 30	+ 76	+ 6	+ 166
1951	1.617	1.794	1.904	2.205	+ 73	+ 47	+ 110	+ 301
1952	2.289				+ 84			
Evolution des crédits utilisés selon leur objet économique:								
Crédits à objet non identifié:								
1950	298	277	268	307	— 20	+ 39	— 9	+ 39
1951	314	360	373	409	+ 7	+ 46	+ 13	+ 36
1952	353				— 56			
Crédits à objet identifié:								
1950	1.088	1.125	1.140	1.267	+ 59	+ 37	+ 15	+ 127
1951	1.333	1.434	1.551	1.795	+ 66	+ 101	+ 97	+ 265
1952	1.936				+ 140			
Financement de la production et des échanges:								
Dont: investissements:								
1950	273	288	302	327	+ 6	+ 35	+ 14	+ 25
1951	341	364	398	469	+ 14	+ 23	+ 34	+ 71
1952	535				+ 66			
Industrie et commerce:								
1950	618	639	621	691	+ 37	+ 21	— 9	+ 60
1951	737	832	881	1.013	+ 46	+ 95	+ 49	+ 132
1952	1.077				+ 64			
Activités agricoles et alimentaires:								
1950	196	175	181	221	+ 15	— 21	+ 6	+ 40
1951	228	203	222	279	+ 7	— 20	+ 14	+ 57
1952	289				+ 10			
Activités sarroises:								
1950	21	23	23	28	+ 1	+ 2	+ 3	+ 2
1951	27	30	30	35	— 1	+ 3	»	+ 5
1952	35							
Evolution par branche d'activité des crédits à objet identifié:								
Charbon, énergie, transports:								
Crédits d'investissements:								
1950	93	104	99	96	— 7	+ 11	— 5	— 3
1951	85	83	79	111	— 11	— 2	— 4	+ 32
1952	128				+ 17			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	87	86	76	86	— 7	— 1	— 10	+ 10
1951	73	84	91	111	— 13	+ 11	+ 7	+ 20
1952	113				+ 2			
Ensemble:								
1950	180	190	175	182	— 14	+ 10	— 15	+ 7
1951	158	167	170	222	— 24	+ 9	+ 3	+ 52
1952	241				+ 19			

	MONTANTS (milliards de francs, fin de trimestre).				VARIATIONS (milliards de francs).			
Construction, travaux publics:								
Crédits d'investissements:								
1950	10	11	11	14		+ 1		+ 3
1951	14	15	17	18	0	+ 1	+ 2	+ 1
1952	18							
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	40	47	50	54	— 2	+ 7	+ 3	+ 1
1951	54	63	71	75	+ 3	+ 9	+ 8	+ 4
1952	77				+ 2			
Ensemble:								
1950	50	58	61	65	— 2	+ 8	+ 3	+ 4
1951	68	78	88	93	+ 3	+ 10	+ 10	+ 5
1952	95				+ 2			
Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques:								
Crédits d'investissements:								
1950	64	74	85	101	+ 7	+ 10	+ 11	+ 16
1951	110	117	132	145	+ 9	+ 7	+ 15	+ 13
1952	159				+ 14			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	172	183	183	202	— 2	+ 11		+ 19
1951	197	230	242	303	— 5	+ 33	+ 12	+ 61
1952	330				+ 27			
Ensemble:								
1950	236	257	268	303	+ 5	+ 21	+ 11	+ 35
1951	307	347	374	448	+ 4	+ 40	+ 27	+ 74
1952	489				+ 41			
Textiles:								
Crédits d'investissements:								
1950	5	6	6	7	+ 1	+ 1		+ 1
1951	8	9	9	10	+ 1	+ 1		+ 1
1952	14				+ 4			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	109	115	115	119	+ 31	+ 6		+ 4
1951	144	159	164	167	+ 25	+ 15	+ 5	+ 3
1952	183				+ 16			
Ensemble:								
1950	114	121	121	126	+ 32	+ 7		+ 5
1951	152	168	173	177	+ 26	+ 16	+ 5	+ 4
1952	197				+ 20			
Produits chimiques:								
Crédits d'investissements:								
1950	20	23	26	27	—	+ 3	+ 3	+ 1
1951	28	28	32	37	+ 1	+ 4	+ 4	+ 5
1952	42					+ 5		
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	70	72	68	71	+ 4	+ 2	— 4	+ 3
1951	81	93	101	116	+ 10	+ 12	+ 8	+ 15
1952	121				+ 5			
Ensemble:								
1950	90	95	94	98	+ 4	+ 5	— 1	+ 4
1951	109	121	133	153	+ 11	+ 12	+ 12	+ 20
1952	163				+ 10			
Cuir, papier, bois:								
Crédits d'investissements:								
1950	4	5	5	5	—	+ 1	—	—
1951	5	5	6	6	—	—	+ 1	—
1952	8				+ 2			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	45	45	48	54	+ 6	—	+ 3	+ 6
1951	65	71	75	87	+ 11	+ 6	+ 4	+ 12
1952	91				+ 4			
Ensemble:								
1950	49	50	53	59	+ 6	+ 1	+ 3	+ 6
1951	70	76	81	93	+ 11	+ 6	+ 5	+ 12
1952	99				+ 6			
Commerces non spécialisés:								
Crédits d'investissements:								
1950	2	2	2	2	+ 1	—	—	—
1951	2	2	3	3	0	0	+ 1	—
1952	3				—			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	63	58	54	64	+ 6	— 5	— 4	+ 10
1951	77	79	81	92	+ 13	+ 2	+ 1	+ 11
1952	100				+ 8			
Ensemble:								
1950	65	60	56	66	+ 7	— 5	— 4	+ 10
1951	79	81	84	95	+ 13	+ 2	+ 3	+ 11
1952	103				+ 8			

	MONTANTS (milliards de francs, fin de trimestre).				VARIATIONS (milliards de francs).			
Agriculture et transformation des produits agricoles:								
Crédits d'investissements:								
1950	46	52	57	65	+ 4	+ 6	+ 5	+ 8
1951	79	93	106	119	+ 14	+ 14	+ 13	+ 13
1952	134					+ 15		
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950	196	175	181	221	+ 15	— 21	+ 6	+ 40
1951	228	208	222	279	+ 7	— 20	+ 14	+ 57
1952	289				+ 10			
Ensemble:								
1950	242	227	238	286	+ 19	— 15	+ 11	+ 48
1951	307	301	323	398	+ 21	— 6	+ 27	+ 70
1952	423				+ 25			
Divers:								
Crédits d'investissements:								
1950		10	11	10			+ 1	— 1
1951	10	12	14	20	0	+ 2	+ 2	+ 6
1952	29				+ 9			
Crédits finançant la production et les échanges:								
1950		34	37	44			+ 3	+ 7
1951	46	53	56	62	+ 2	+ 7	+ 3	+ 6
1952	62				—			
Ensemble:								
1950		44	48	54			+ 4	+ 6
1951	56	65	70	82	+ 2	+ 9	+ 5	+ 12
1952	91				+ 9			

Source: Conseil national du crédit.

f) Crédit agricole.

	1951				1952			
	(milliards de francs, fin de trimestre.)							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Solde des dépôts à vue	94	96	107,5	109,5	115			
2. Montant, depuis l'origine, des souscriptions de bons à 5 ans	18,8	19,7	20,5	21,4	22			
3. Solde des prêts à court terme	112	93,6	106,4	134	131			
4. Solde des prêts à moyen terme	40,4	46	52	58,6	65			
5. Solde des prêts à long terme individuels	7,6	8,3	8,8	9,1	9,4			
6. Solde des prêts à long terme collectifs	16,2	21	25,6	30,8	35,8			
Dont: électrification rurale	4,8	6	7	9,1	11,5			
7. Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales	3,8	4,7	5,1	5,65	6,8			

Source Crédit agricole. — Ministère de l'agriculture.

g) Franc.

1. — *Définition du franc.*

Evolution depuis 1914.

	POIDS D'OR du franc (en milligrammes à 900/1.000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.		POIDS D'OR du franc (en milligrammes à 900/1.000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.
1914. — Franc Germinal	322,58	5,18	25,22	29 février 1940. — Deuxième franc Reynaud	23,34	43,80	176,38
25 juin 1928. — Franc Poincaré	65,5	25,52	124,21	1er septembre 1944 — Libération	»	49,627	200
Février 1934 — Après dévaluation de la livre et du dollar	65,5	15	77	26 décembre 1945. — Franc Pleven	(8.288)	119,107	480
1er octobre 1936. — Franc Auriol	43 à 49	21,50	105	26 janvier 1948. — Franc Mayer	(4,69)	214,392	864
30 juin 1937. — Franc Bonnet	Max. 43	25,44	124,44	17 octobre 1948. — Franc Queuille	»	264	1.062
5 mai 1938. — Daladier	»	36	179	27 avril 1949. — Petsche	»	272	1.097
12 novembre 1938. — Franc Reynaud	27,5	37,50	180	20 septembre 1949. — Franc Petsche	(2,87)	350	980

2. — *Variation du pouvoir d'achat du franc depuis 1901.*

(Tableau ci-après.)

Indices monétaires des variations dans le temps du pouvoir d'achat du franc.

ANNÉES	COURS DE L'OR A PARIS (gramme d'or fin) en francs.		COURS MOYEN de la pièce de 20 F sur le marché parallèle (moyenne annuelle).	COURS DES DEVISES A PARIS en francs (moyenne annuelle) cours officiels ou libres.		COURS PARALLÈLES (moyenne annuelle).	
	Cours d'achat par la Banque de France.	Cours de l'or industriel officiel ou libre.		Dollar.	Livre sterling.	Dollar.	Livre sterling.
	A	B	C	D	E	F	G
1901.....	3,437	3,49	»	5,18	25,25	»	»
1913.....	3,437	3,49	»	5,18	25,25	»	»
1919.....	3,437	6,25	»	»	»	»	»
1926.....	3,437 17,60	21,79	»	31,44	152,70	»	»
1927.....	14,10	17,51	»	25,48	123,87	»	»
1928.....	16,92	17,45	»	25,50	124,10	»	»
1935.....	16,92	17,50	»	15,15	74,27	»	»
1936.....	16,92 23,70	19,30	»	16,70	82,98	»	»
1938.....	39,15	39,53	»	34,95	170,59	»	»
1939.....	42,28	44,64	»	39,83	176,68	»	»
1940.....	47,61	48,40	»	43,80	176,62	»	»
1945.....	53,6	54,85	4.108	49,63	200	158	452
1946.....	131,9	136,2	5.375	119,10	480	293	809
1947.....	131,9	136,2	3.360	119,10	480	271	726
1948.....	237,4	697	4.668	119,10 308,47	865	391	1.036
1949.....	237,4	747	4.547	331,96	971	389	1.070
1950.....	237,4 393	607	3.677	349,68	980	375	915
1951.....	393	640	4 292	349,96	980	398	965

ANNÉES	COEFFICIENTS DE VARIATION (base 1 : moyenne des années 1928-1937). Cours libres ou officiels.			COEFFICIENTS de variation des prix en France (base 1 : moyenne des années 1928-1937).		COEFFICIENTS DE VARIATION DES PRIX A L'ÉTRANGER (base 1 : 1928-1937).			
						Etats-Unis.		Grande-Bretagne.	
	Du cours de l'or industriel à Paris.	Du cours du dollar à Paris.	Du cours de la livre sterling à Paris.	Coefficient — prix de gros.	Moyenne des coefficients prix de gros et prix de détail.	Prix de gros.	Prix de gros et détail.	Prix de gros.	Prix de gros et détail.
	H	I	J	K	L	M	N	O	P
1901.....	0,19	0,235	0,25	0,18	»	0,69	0,59	»	»
1913.....	0,19	0,235	0,25	0,20	»	0,87	0,76	»	»
1919.....	0,33	»	»	0,77	»	1,72	1,45	2,15	1,79
1926.....	1,16	1,43	1,50	1,43	1,24	1,24	1,22	1,31	1,23
1927.....	0,93	1,16	1,21	1,32	1,19	1,19	1,18	1,26	1,19
1928.....	0,93	1,16	1,22	1,33	1,18	1,20	1,18	1,24	1,17
1935.....	0,93	0,69	0,73	0,70	0,75	1,00	0,96	0,92	0,94
1936.....	1,04	0,76	0,81	0,85	0,85	1,01	0,97	0,98	0,98
1938.....	2,11	1,59	1,67	1,36	1,31	0,98	0,97	1,05	1,04
1939.....	2,39	1,77	1,73	1,42	1,39	0,96	0,95	1,07	1,06
1940.....	2,58	1,99	1,73	1,89	1,79	0,98	0,96	1,42	1,32
1945.....	2,92	2,25	1,96	5,10	5,11	1,32	1,26	1,76	1,64
1946.....	7,26	5,41	4,71	8,80	2,73	1,54	1,41	1,82	1,68
1947.....	7,26	5,41	4,71	13,4	13,6	1,89	1,70	1,99	1,81
1948.....	37,1	9,75 14,0	8,48	23,2	22,6	2,05	1,84	2,28	2,01
1949.....	39,8	15,1	9,52	26,0	25,2	1,92	1,77	2,39	2,09
1950.....	32,3	15,9	9,61	29,4	27,6	2,01	1,82	2,73	2,28
1951.....	34,1	15,9	9,61	37,5	32,1	2,24	2,0	»	»

N. B. — Séries données à titre indicatif; les coefficients calculés à l'aide des indices de prix n'ont pas de caractère officiel et présentent des risques d'erreurs importants du fait de l'étendue de la période couverte Les indices dont ils proviennent portent seulement sur les prix des biens nouvellement produits.

A. — Cours d'achat de la Banque de France : cours fixe de 1901 au 26 septembre 1926, du 25 juin 1928 au 30 septembre 1936, du 13 septembre 1939 à 1945, etc.

B. — Cours de l'or industriel à la vente, toutes taxes comprises.

5° INVESTISSEMENTS

a) Evolution.

1. *Montant global des investissements publics et privés.*

(France et outre-mer.)

Evaluation (1) (en milliards de francs).

	1949	1950	1951
Métropole (2)	1.110	1.200	1.650
Afrique du Nord	130	170	195
Autres territoires d'outre-mer	50	67	115
Total	1.290	1.437	1.960

Estimation.

(1) Travaux réalisés, frais et charges financiers (travaux de réparation des dommages de guerre inclus pour les entreprises nationales).

(2) Sarre non comprise.

2. *Volume réel des investissements dans la métropole.*

(Evaluation approximative).

Le volume réel des investissements réalisés peut être apprécié à partir des variations réelles des prix de certaines catégories de matériels et de travaux, à défaut d'indice publié régulièrement pour rendre compte de l'évolution particulière des biens d'équipement. L'indice présenté ci-après a été calculé après dépouillement de devis concernant les principales catégories de biens d'équipement qui entrent dans les programmes de travaux réalisés par les divers maîtres d'œuvre (gros et petit appareillage mécanique et électrique, travaux de bâtiment et génie civil, construction navale, matériel ferroviaire et agricole, etc.). Cet indice a permis de convertir en francs constants (valeur moyenne 1949) les dépenses nominales d'investissements.

	1949	1950	1951
Indice pondéré des biens d'équipement:			
Matériel et outillage	100	110	136
Génie civil et bâtiment	100	106	141
Valeur réelle des investissements réalisés (en milliards de francs 1949):			
Matériel et outillage	460	460	500
Génie civil et bâtiment	650	650	680
Ensemble	1.110	1.110	1.180
Niveau réel des investissements	100	100	106

Niveau réel des investissements:

Source: commission des investissements.

3. *Evolution de la répartition des investissements métropolitains.*

	1949		1950		1951	
Reconstruction et travaux neufs:						
Réparation des dommages de guerre	»		400		390	
Modernisation et équipement neuf (y compris construction immobilière)	»		800		1.260	
Répartition par secteur économique (milliards de francs) (*):	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.	Montant.	Pourcentage.
Secteur public (Etat ou collectivités)	95	8	140	12	160	10
Entreprises nationales (du secteur non concurrentiel)	260	24	280	23	290	18
Agriculture	115	10	145	12	165	10
Logement	270	25	305	25	460	28
Autres activités	370	33	330	28	575	34

(*) Estimation.

Source: commission des investissements.

4. *Evolution des moyens de financement* (France métropolitaine).

	1949	1950	1951
	(Approximation.)		
Evolution globale:			
Montant des investissements réalisés	1.110	1.200	1.650
Fonds publics	710 (64 %)	750 (63 %)	714 (48 %)
Autres ressources	400	450	936
(*) Estimation.			
Analyse de l'évolution des fonds publics:			
Crédits et subventions budgétaires	106	95,2	
Caisse autonome de la reconstruction	267,2	264,5	
Versements effectifs du fonds de modernisation et d'équipement	221,6	280	
Comptes spéciaux du Trésor	109,4	109,3	
Analyse des ressources à caractère non public (1):			
Prêts directs d'équipement (2)	42	66	100
Marché financier (3):			
Actions et parts S. A. R. L.	50	40	40
Obligations et bons (4)	10	36	35
Crédits bancaires à moyen terme mobilisables	53	23	34
Autofinancement	246,5	315	730
Dont: entreprises nationales du secteur non concurrentiel	»	36	60

(1) Evaluations approximatives, dont les totaux ne correspondent pas exactement au total indiqué ci-dessus sous la rubrique « autres ressources ».

(2) Prêts consentis par la caisse des dépôts, les compagnies d'assurances et les établissements spécialisés (Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole, etc.), à l'exclusion de ceux du fonds de modernisation et d'équipement.

(3) Souscription du public, de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

(4) Déduction faite du montant des obligations ou bons émis par le Crédit national, le Crédit foncier et le Crédit agricole, les prêts constituant l'emploi de ces ressources figurant sous la rubrique « Prêts directs d'équipement ».

Source: commission des investissements.

5. *Evolutions particulières.*

Evolution des émissions dans le public: (1)

	1949	1950	Evaluations 1951 (2).
Valeurs à revenu fixe.			
Secteur public et semi-public:			
Emprunts d'Etat et des P. T. T.	109	6	»
Collectivités publiques et groupements de sinistrés	14	28	15
Entreprises nationales	15	11	15
Crédit national, Crédit foncier et Crédit agricole	6	30	7
Secteur privé:			
Obligations industrielles	10	11	7
Valeurs à revenu variable.			
Actions et parts S. A. R. L.	50	40	40
Total	204	126	84

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

(2) Estimation.

	1949	1950	1951
Fonds de contre-valeur de l'aide américaine	280	185	158
Crédits globaux ouverts et charges réelles (1)	829	868	738
Dont	(765)	(845)	(827)
Equipement des services civils	112 (128)	111 (126)	138 (160)
Reconstruction et construction	242 (263)	278 (281)	297 (300)
Investissements économiques et sociaux	445 (371)	449 (438)	303 (367) (2)

(1) Charges réelles indiquées entre parenthèses et calculées, compte tenu des reports de crédits.

(2) Non compris les emprunts directs des entreprises nationales.

Contre-valeur de l'aide américaine 1951.

Dans le cadre de l'accord intervenu au début de l'année 1951 entre le Gouvernement français et l'administration de coopération économique au sujet de l'utilisation des fonds de contre-valeur de l'aide américaine, une somme de 148 milliards de francs a été prélevée en 1951 sur les disponibilités du compte spécial du Crédit national auquel sont versés ces fonds.

Cette somme de 148 milliards a été affectée comme suit au financement des dépenses d'investissement, de reconstruction et d'armement:

	EN MILLIONS DE FRANCS
I. — Habitations:	
Reconstruction	50.000
Construction	11.645
Primes à la construction	3.000
II. — Hôpitaux et écoles (reconstruction)	1.255
III. — Prêts à l'agriculture	16.713
IV. — Prêts à l'industrie privée	21.519
V. — Sarre	2.276
VI. — Territoires d'outre-mer	5.831
VII. — Energie électrique (travaux de Donzère-Mondragon)	700
VIII. — Fabrication d'armements	35.000
Total	148.000

b) **Investissements publics 1952.**

1. *Demandes des ministères* à la commission des investissements ..... 1.360 milliards.
dont:
Equipement et reconstruction services publics.... 210 —
Reconstruction et construction..... 540 —
Investissements économiques et sociaux..... 560 —
2. *Projet gouvernemental* (25 mars 1952)..... 900 —
3. *Crédits votés* (loi du 14 avril 1952, *Journal officiel* du 15 avril 1952).

Crédits globaux.

NATURE DES INVESTISSEMENTS	CRÉDITS OUVERTS en 1952. Crédits originels (2).	Crédits définitifs (3).	CRÉDITS ouverts en 1951.
Reconstruction et équipement des services publics	168	154	138
Réparation des dommages de guerre	325	365	263
Habitations à loyer modéré	75		34
Investissements économiques et sociaux (1)	392	368	303
Total	960	887 (4)	738

(1) Non compris les travaux financés par les entreprises nationales elles-mêmes (à concurrence de 85 milliards en 1952 et de 80 milliards en 1951).
(2) Loi du 5 janvier 1952 (*Journal officiel* du 6 janvier 1952).
(3) Décrets du 28 avril 1952 (*Journal officiel* du 29 avril 1952).
(4) Dont 95 milliards bloqués, soit: services civils: 9; dommages de guerre, H. L. M.: 50 (dont H. L. M.: 6,7); investissements. 36. — Total: 95.

Crédits de reconstruction ou de reconstitution (en milliards).

	1952 Crédits originels.	1952 Crédits définitifs.	1951
Société nationale des chemins de fer français	26 (1)	24	19,1 (1)
Flotte de commerce et de pêche	33,780	31,280	32,800
Flotte rhénane	0,220	0,220	0,100
	60	55,5 (2)	52

(1) Reconstruction de la Société nationale des chemins de fer français et des chemins de fer d'intérêt général.
(2) Décret du 28 avril 1952, *Journal officiel* du 29 avril 1952, dont 3 milliards bloqués (Société nationale des chemins de fer français).

Avances et prêts autorisés sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement (en milliards de francs).

	CRÉDITS 1952 Originels. (4)	CRÉDITS 1952 Définitifs (5)	CRÉDITS 1951
Société nationale des chemins de fer français			6,575
Charbonnages de France	38	37	27,999
Electricité de France (3)	72,999	71,499	63,5
Gaz de France	9	8	6
Compagnie nationale du Rhône	20	19,5	10
Air France	5,5	3,5	3,998
Agriculture et industrie de l'azote	42 (1)	37	19,999
Entreprises industrielles et commerciales	45,9	45	
Tourisme	3,5	1	26,999
Afrique du Nord	53	51,5	46,999
Départements et territoires d'outre-mer	34	32	30,499 (2)
Sarre	2,5	2,15	3,5
Investissements sociaux	5,6	3,6	5,5
Total	331,999	(6)311,749	250,368

TOTAUX	1952	1951
Crédits de reconstruction ou de reconstitution	55,5	52
Fonds de modernisation et d'équipement	312	250,4
	367,5	303

(Dont 36 milliards bloqués.)

(1) Dont 4 milliards pour Charbonnages de France et 2 milliards pour Electricité de France.
(2) Avances à la caisse centrale de la France d'outre-mer.
(3) Abattement d'un million sur les crédits d'Electricité de France.
(4) Loi du 5 janvier 1952 (*Journal officiel* du 6 janvier 1952).
(5) Décret du 28 avril 1952 (*Journal officiel* du 29 avril 1952).
(6) Dont blocages: 33 milliards.

Investissements des entreprises nationales.

	1951 PRÊTS du F. M. E. et emprunts.	1951 REPORTS sur crédits 1950.	1951 AUTO-financement
Charbonnages de France	48	1,8	13,2
Electricité de France	107,5	»	19,5
Gaz de France	7	»	»
Compagnie nationale du Rhône	13	2,3	2
Air France	4,5	»	2
Société nationale des chemins de fer français	45,5	»	6
Total	225,5	4,1	42,7

	1952 (évaluations) (4) PRÊTS du F. M. E.	EMPRUNTS	AUTO-financement.
Charbonnages de France	41 (1)	20	27
Electricité de France	72,5 (2)	30	40,5
Gaz de France	8	2	»
Compagnie nationale du Rhône	19,5	6,5	2
Air France	3,5	1	2
Société nationale des chemins de fer français	24 (3)	25,5	3,7
Total	144,5 (3)	85,0	75,2

(1) Y compris 4 milliards figurant dans la rubrique agriculture (production d'engrais).
(2) Y compris 2 milliards figurant dans la rubrique agriculture (distribution électrique rurale).
(3) Les 24 milliards ne sont pas alloués sur les crédits du F. M. E., mais à titre d'indemnité de reconstitution.
(4) Evaluations antérieures aux décrets du 28 avril 1952 et prêts du F. M. E. après décret du 28 avril 1952.
Source: commission des investissements

Dépenses de travaux neufs des entreprises nationales et de la Société nationale des chemins de fer français en 1952.

	AUTORISATIONS originelles (1).	AUTORISATIONS définitives (2).	BLOCAGES
Charbonnages de France..	79,8	78,8	4
Electricité de France.....	137,6	131,1	14
Gaz de France.....	11	10	»
Société nationale des chemins de fer français...	45,820	43,820	3
	274,220	263,720	21

(1) Loi du 5 janvier 1952 (*Journal officiel* du 6 janvier 1952).
(2) Décret du 28 avril 1952 (*Journal officiel* du 29 avril 1952).

c) Investissements agricoles en 1951.

Pour l'exercice 1951, les crédits d'engagement représentaient 20,470 milliards de francs et les crédits de payements 23,170 milliards de francs. Leur répartition était la suivante:

NATURE DES INVESTISSEMENTS	TOTAL des engagements — Programme 1951.	PAYEMENT de prêts à effectuer en 1951 sur le F.N.M.E.
Améliorations foncières:	2,7	4,3
Hydraulique agricole.....	0,7	1,8
Voirie	0,7	0,5
Constructions rurales et habitat rural.	2	2
Services publics ruraux:	10,1	8,570
Adductions d'eau.....	5	3,870
Electrification	5	4,6
Aménagement de village.....	0,1	0,1
Amélioration de la production:	2,050	2,2
Production animale et végétale.....	1,6	1,6
Equipement forestier.....	0,3	0,5
Enseignement et recherches.....	0,150	0,1
Installation de stockage et de traitement des produits agricoles:	5,620	6,7
Abattoirs et conserveries de viande....	0,8	0,6
Industries laitières.....	1,820	2
Sucrerie et distillerie de betteraves....	0,5	0,8
Stockage et transformation des céréales.	1,4	0,9
Equipement frigorifique.....	0,6	0,5
Divers	0,2	0,3
Article 24.....	»	1,4
Total.....	20,470	23,170

6° MARCHE MONETAIRE

Or — Devises

a) Marché monétaire.

(Banque de France.)

Taux d'escompte de la Banque de France:

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre.)			
1950.....	3	2,5	2,5	2,5
	(Moyenne mensuelle = 2,7.)			
1951.....	2,5	2,5	2,5	4 (1)
	(Moyenne mensuelle = 2,8.)			
1952.....	4			
	Moyenne mensuelle (1938 = 2,66).			

Avances sur titres:

1950.....	4,5	3,75	3,75	3,75
	(Moyenne mensuelle = 4,06.)			
1951.....	3,75	3,75	3,75	4,5 (1)
	(Moyenne mensuelle = 3,9.)			
1952.....	4,5			
	Moyenne mensuelle (1938 = 3,7).			

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

Avances à 30 jours:

1950.....	2,5	2,5	2,5	2,5
	(Moyenne mensuelle = 2,5.)			
1951.....	2,5	2,5	2,5	3,5 (2)
	(Moyenne mensuelle = 2,7.)			
1952.....	3,5			
	Moyenne mensuelle (1938 = 2,66).			

b) Or fin (francs).

1 *gramme* (d'après le prix du kilogramme):

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre.)			
1950.....	500	449	509	511
	(Moyenne mensuelle = 505.)			
1951.....	539	518	542	565
	(Moyenne mensuelle = 546.)			
1952.....	596 (3)	(527) (8)		
	(Moyenne mensuelle 1938 = 39,15.)			

c) Devises.

1. *Dollar* (cours parallèle):

	I	II	III	IV	Cours libre officiel —
	(Fin de trimestre.)				
1950.....	371	354	376	384	350
	(Moyenne mensuelle = 375.)				
1951.....	390	376	397	431	350
	(Moyenne mensuelle = 398.)				
1952.....	456 (5)	(415) (8)			

2. *Franc suisse* (cours parallèle):

1950.....	86	82	86	89	80,9
	(Moyenne mensuelle = 85.)				
1951.....	90	87	91	98	80,8
	(Moyenne mensuelle = 92.)				
1952.....	105 (6)	(95) (8)			

3. *Livre sterling* (cours parallèle):

1950.....	874	886	924	958	980
	(Moyenne mensuelle = 915.)				
1951.....	958	949	954	997	980
	(Moyenne mensuelle = 964.)				
1952.....	1.046 (7)	(1.004) (8)			

Source: Banque de France, I. N. S. E. E.

(1) 4 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4,50 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.
(2) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 3,50 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.
(3) 4.689 en février.
(4) 4.689 en février.
(5) 467 en février.
(6) 407 en février.
(7) 4.051 en février.
(8) Avril.

7° FINANCES EXTERIEURES

a) Balance commerciale.

1. *Résultats globaux* (en milliards de francs).

	1950 (moy. mensuelle).	1951 I	1951 II	1951 III	1951 IV	1952 I	1952 II
		Balance générale. (Moyenne mensuelle.)					
Importations	89,39	114,60	141,51	133,85	145,79	159,09	(147,9) (1)
			133,94				
Exportations	89,39	119,08	126,78	116,94	130,15	124,46	(123,58) (1)
			123,24				
Balance (moyenne mensuelle)	0	+ 4,48	— 14,73	— 16,91	— 15,64	— 36,63	(— 24,32) (1)
			— 10,70				
		Balance avec l'étranger.					
Importations	66,04	89,39	111,32	108,32	115,09	128,16	(114,84) (1)
			106,03				
Exportations	57,14	79,77	83,08	71,47	76,8	67,89	(67,24) (1)
			77,78				
Balance (moyenne mensuelle)	— 6,9	— 9,62	— 28,24	— 36,85	— 38,29	— 60,27	(— 47,6) (1)
			— 28,25				
		Balance avec l'Union française.					
Importations	23,36	25,21	30,19	25,53	30,7	30,93	(32,96) (1)
			27,91				
Exportations	32,25	39,31	43,70	45,47	53,35	54,57	(56,33) (1)
			45,46				
Balance (moyenne mensuelle)	+ 8,89	+ 14,10	+ 13,51	+ 19,94	+ 22,65	+ 23,64	(+ 23,37) (1)
			+ 17,55				

(1) Avril.

Source: I. N. S. E. E.

2. *Valeurs des échanges par groupements d'utilisation* (en milliards de francs)

	1950	1951 I	1951 II	1951 III	1951 IV	1952 I	1952 II
		(Moyenne mensuelle.)					
Importations	89,39	114,60	141,51	133,85	145,79	159,09	
			133,94				
Alimentation humaine	26,17	26,60	33,40	27,69	34,93	35,25	
			30,65				
Matières premières et demi-produits	49,52	73,60	92,38	87,41	91,90	104,87	
			86,32				
Dont:							
Pour l'énergie	13,68	15,95	20	23,98	26,61	27,38	
Pour l'industrie	34,12	55,63	70,63	62,10	63,13	75,87	
Pour l'agriculture	1,69	2,01	1,69	1,24	2,12	2,48	
Produits fabriqués	13,71	14,38	15,73	18,76	18,97	18,98	
			16,96				
Dont:							
Pour l'équipement	8,92	8,24	9,58	11,29	10,55	10,92	
Pour la consommation	4,72	6,09	6,08	7,38	8,36	8	
Exportations	89,39	119,08	126,78	116,94	130,15	122,46	
			123,24				
Alimentation humaine	13,34	16,75	16,45	13,25	15,38	13,15	
			15,46				
Matières premières et demi-produits	39,71	56,67	60,43	55,35	62,84	57,52	
			58,82				
Dont:							
Pour l'énergie	5,33	4,91	6,72	8,39	9,08	8,84	
Pour l'industrie	32,16	49,14	51,57	44,92	51,14	45,16	
Pour l'agriculture	2,23	2,62	2,12	2,04	2,61	3,52	
Produits fabriqués	36,34	45,66	49,90	48,34	51,94	51,79	
			48,96				
Dont:							
Pour l'équipement	11,12	15,31	16,54	17,32	17,09	19,07	
Pour la consommation	25,21	30,36	33,37	31,02	34,84	32,73	

Source: I. N. S. E. E.

3. *Echanges avec l'étranger* (en milliards de francs).

	1950	1951				1952	
		Valeurs par groupements d'utilisation.					
		I	II	III	IV	I	II
		(Moyenne mensuelle.)					
Alimentation humaine:							
Importations	8,22	9,60	12,55	11,98	14,93	14,2[illegible]	
		12,26					
Exportations	8,22	10,90	10,28	6,68	7,07	5,88	
Matières premières et demi-produits:							
Importations	44,44	65,80	83,32	78,47	81,63	95,12	
		8,73					
Exportations	32,12	47,40	49,72	43,48	48,23	41,66	
Dont:							
Pour l'énergie:			47,21				
Importations	13,68	15,95	20	23,98	26,61	27,38	
Exportations	4,19	3,65	5,09	7,06	7,06	6,81	
Pour l'industrie:							
Importations	29,32	48	61,95	53,65	53,15	66,41	
Exportations	26,14	41,59	42,93	34,85	39,46	32,08	
Pour l'agriculture:							
Importations	1,43	1,84	1,37	0,83	1,88	2,33	
Exportations	1,79	2,16	1,69	1,58	1,70	2,77	
Produits fabriqués:							
Importations	13,38	13,99	15,45	17,88	18,55	18,77	
		16,47					
Exportations	16,80	21,47	23,08	21,30	21,51	20,31	
Dont:							
Pour l'équipement:			21,84				
Importations	8,92	8,24	9,58	11,29	10,55	10,92	
Exportations	5,45	7,76	8,32	8,62	8,53	9,17	
Pour la consommation:							
Importations	4,45	5,76	5,88	6,59	7,99	7,85	
Exportations	11,35	13,72	14,76	12,68	12,97	11,17	
Pourcentage de l'ensemble des importations et exportations correspondantes (étranger, U. F. O. M.).							
Alimentation humaine:							
Importations	31,4	36	37,5	43,3	42,7	40,5	
		40					
Exportations	61,6	65	62,5	50,4	46	44,7	
		56,5					
Matières premières et demi-produits:							
Importations	89,7	89,4	90,2	89,8	88,8	90,7	
		89,5					
Exportations	80,9	83,6	82,3	78,6	76,7	72,4	
		80,3					
Produits fabriqués:							
Importations	97,6	97,3	98,2	95,4	97,8	98,9	
		97,4					
Exportations	46,2	47	46,2	44,1	41,4	39,3	
		44,6					
Répartition par zone monétaire.							
Zone dollar:							
Importations	13,7	15,5	18,6	21,4	24,9	27,4	
		20,1					
Exportations	5	10,2	10,2	9,8	8,7	6,8	
Zone sterling:							
Importations	20,6	35,1	43,6	38	33	43	
		9,7					
Exportations	11,8	16,7	20,5	16,6	15,9	15	
Dont:							
Pays O. E. C. E.:			37,4				
Importations	7,2	12,3	12,9	13,8	15,5	16,6	
Exportations	9,3	13	16,4	12,2	11	9,6	
Pays non participants:							
Importations	13,4	22,8	30,7	24,2	17,6	26,4	
Exportations	2,5	3,7	4,1	4,5	4,8	5,5	

	1950	1951				1952
Autres zones:						
Importations	31,7	38,8	49,1	48,9	57	57,7
			48,5			
Exportations	40,3	52,9	52,5	45,1	52,2	45,9
Dont:						
Pays O. E. C. E.:			50,7			
Importations	21,8	24,2	31,1	35,2	41,2	39
Exportations	29,4	38,9	36	29,9	35,2	32
Pays non participants:						
Importations	9,9	14,5	18	13,6	15,5	18,7
Exportations	10,9	14,1	16,5	15,2	17	13,9
Total général:						
Importations	66,04	89,39	111,32	108,32	115,09	128,16
			106,03			
Exportations	57,14	79,77	83,08	71,47	76,8	67,89
			77,8			
Balance	— 8,9	— 9,6	— 28,24	— 36,85	— 38,29	— 60,27
			— 28,25			
Exportations pour 100 F d'importation:	86,5	89,2	74,9	66,1	67	53,5
Total O. E. C. E.:						
Importations	29	36,5	34	49	56,9	55,7
			73,4			
Exportations	38,7	51,9	52,4	42,1	46,2	44,7
			46,6			
			48,1			

Répartition géographique (étranger)

Europe:						
Importations	26,97	31,33	38	44,73	50,09	50,2
			40,3			
Exportations	40,41	53,29	54,1	43,3	49,08	44,7
Dont:						
Allemagne:			49,94			
Importations	5,84	5,7	7,7	9,2	10,7	11,1
			8,32			
Exportations	7,01	8,6	4,2	4,7	5,8	5,6
Grande-Bretagne:						
Importations	3,32	4,7	4,1	5,82 5	5,23	5,57
			4,76			
Exportations	8,23	11	14	10,2	9,31	8,23
Italie:						
Importations	3,12	3,28	3,77	11,14 4,36	4,5	3,76
			3,98			
Exportations	2,33	3,6	3,3	2,39	2,48	2,92
Pays-Bas:						
Importations	2	1,64	2,44	2,94 3,7	4,32	3,04
			2,87			
Exportations	3,12	3,8	3,87	2,8	2,55	2,26
U. E. B. L.:						
Importations	4,09	5	5,87	3,26 6,75	7,58	6,61
			6,31			
Exportations	5,73	7,8	7,73	5,83	7,14	6,23
Suède:						
Importations	1,44	2,16	2,7	7,13 3,4	3,77	4,61
			3,01			
Exportations	2,06	2,8	2,68	2,6	1,89	1,82
Suisse:						
Importations	2,4	2,26	2,63	2,49 2,58	3,2	3,21
			2,67			
Exportations	4,53	6,66	8,1	6,55	9,5	7,98
			7,71			
Asie:						
Importations	11,30	19,8	24,83	21,74	22,16	25,44
			22,14			
Exportations	2,95	6,25	6,09	5,2	5,42	5,95
			5,72			

	1950	1951				1952
Afrique:						
Importations	4,3	8,75	11,58	7,18	9,5	10,6
			9,26			
Exportations	2,6	3,13	4,45	3,95	3,6	3,62
			3,78			
Amérique:						
Importations	19,1	21,3	26,07	29,26	30,63	35,20
			26,8			
Exportations	10,01	15,5	16,6	16,71	15,93	11,33
Dont: U. S. A.:						
			16,18			
Importations	11,01	12,75	14,81	16,56	16,5	18,48
			15,16			
Exportations	3,63	7,87	7,43	7,28	6,5	5,13
			7,27			
Océanie:						
Importations	4,37	8,21	10,8	8,42	2,68	8,68
			7,53			
Exportations	0,93	1,26	1,37	1,65	1,91	1,57
			1,55			

Source: I. N. S. E. E.

4. Echanges avec l'Union française et l'outre-mer (en milliards de francs).

	1950	1951				1952	
		I	II	III	IV	I	II
		(Moyenne mensuelle.)					
Valeurs par groupements d'utilisation.							
Alimentation humaine:							
Importations	17,95	17	20,85	15,71	20,01	20,98	
			18,39				
Exportations	5,12	5,85	6,17	6,57	8,31	7,27	
			6,73				
Matières premières et demi-produits:							
Importations	5,08	7,8	9,06	8,94	10,27	9,75	
			9,02				
Exportations	7,59	9,27	10,71	11,87	14,61	15,86	
			11,61				
Dont:							
Pour l'énergie:							
Importations	—	—	—	—	—	—	
Exportations	1,14	1,26	1,63	1,33	2,02	2,03	
Pour l'industrie:							
Importations	4,80	7,63	8,68	8,45	9,98	9,46	
Exportations	6,02	7,55	8,64	10,07	11,68	13,08	
Pour l'agriculture:							
Importations	0,26	0,17	0,32	0,41	0,24	0,15	
Exportations	0,44	0,46	0,43	0,46	0,91	0,75	
Produits fabriqués:							
Importations	0,33	0,39	0,28	0,88	0,42	0,21	
			0,49				
Exportations	19,54	24,19	26,82	27,04	30,43	31,45	
			27,12				
Dont:							
Pour l'équipement:							
Importations	—	—	—	—	—	—	
Exportations	5,67	7,55	8,22	8,70	8,56	9,90	
Pour la consommation:							
Importations	0,27	0,33	0,20	0,79	0,37	0,45	
Exportations	13,86	16,64	18,61	18,34	21,87	21,56	

	1950	1951				1952
Pourcentage de l'ensemble des importations et exportations correspondantes (étranger, U. F. O. M.).						
Alimentation humaine:						
Importations	68,6 %	63,9 %	62,4 %	56,7 %	57,3 %	59,5 %
			60 %			
Exportations	38,3	34,9 %	37,5 %	49,6 %	54 %	55,3 %
			43,5 %			
Matières premières et demi-produits:						
Importations	10,25	10,6	10,4	10,2	11,2	9,3 %
			10,5 %			
Exportations	19,11	16,3	17,7	21,4	23,3	27,6 %
			19,7 %			
Produits fabriqués:						
Importations	2,4	2,7	1,8	4,7	2,2	1,1 %
			2,9 %			
Exportations	53,8	53	53,7	55,9	58,6	60,7 %
			55,4 %			
Répartition géographique (échanges avec l'U. F. O. M.).						
Afrique équatoriale française:						
Importations	0,91	1,31	0,98	1,48	2,59	1,65
			1,54			
Exportations	1,04	1,24	1,26	1,42	1,46	1,5
			1,34			
Algérie:						
Importations	7,69	7,42	8,75	6,23	10,23	10,22
			8,16			
Exportations	10,14	12,28	13,14	12,91	15,97	15,71
			13,57			
Afrique occidentale française:						
Importations	5,04	4,14	7,51	7,1	4,15	4,36
			5,73			
Exportations	4,09	5,96	6,06	6,23	7,46	7,83
			6,43			
Cameroun:						
Importations	1,05	1,01	1,52	1,04	1,5	1,08
			1,36			
Exportations	1,09	1,68	1,38	1,74	1,8	1,84
			1,65			
Union douanière Cambodge, Laos, Viet-Nam:						
Importations	0,85	2	1,6	1,2	1,56	2,02
			1,59			
Exportations	4,37	4,58	6,05	8,1	9,77	10,23
			7,13			
Madagascar:						
Importations	1,38	2,43	1,32	1,29	1,5	1,86
			1,63			
Exportations	1,53	2,03	2,49	2,34	2,05	2,22
			2,23			
Maroc:						
Importations	2,40	2,65	3,9	2,68	4,47	4,96
			3,43			
Exportations	5,18	5,92	6,96	7,01	7,96	8,18
			6,96			
Tunisie:						
Importations	1,75	1,95	1,57	1,24	1,58	1,51
			1,59			
Exportations	3,05	3,57	3,9	3,31	4,12	3,95
			3,72			

Source: I. N. S. E. E.

b) Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'Institut national de la statistique et des études économiques calcule un *indice du taux de l'échange*, appelé aussi parfois « terme de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur », et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., de *ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période. Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.*

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend t = taux de l'échange,
Ie : indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii : indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a: $t = 100 \dfrac{Ie}{Ii}$

Si t 100, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. *Le taux de l'échange s'est amélioré.* Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si t 100, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

Sous ces *remarques ou réserves*, qui ne sauraient être négligées, voici les indices des valeurs moyennes et les taux de l'échange pour l'année 1950, et par trimestre, à partir de 1951 (base 1949 = 100).

	1950	TRIMESTRES 1950				TRIMESTRES 1951				1952	
		I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
Indices des valeurs moyennes à l'importation:											
Alimentation humaine — Etranger	112	105	114	115	118	113	126	128	110	136	
Alimentation humaine — U. F. O. M.	104	101	105	105	103	104	118	122	123	121	
Alimentation humaine — Ensemble	106	103	108	107	107	107	120	124	129	126	
Matières premières et demi-produits — Etranger	113	107	111	111	122	145	161	158	147	160	
Matières premières et demi-produits — U. F. O. M.	109	102	99	104	129	149	158	156	165	160	
Matières premières et demi-produits — Ensemble	112	107	110	111	123	145	161	158	149	159	
Produits fabriqués — Etranger	114	104	104	110	123	129	135	135	130	122	
Ensemble des importations — Etranger	113	109	110	111	122	138	153	151	143	151	
Ensemble des importations — U. F. O. M.	105	101	104	105	109	114	126	133	134	130	
Ensemble des importations — Ensemble	111	107	108	110	118	132	146	147	141	146	
		111				142					
Indices des valeurs moyennes à l'exportation:											
Alimentation humaine — Etranger	101	101	104	97	101	99	103	110	103	111	
Alimentation humaine — U. F. O. M.	102	103	101	101	103	103	104	107	116	104	
Alimentation humaine — Ensemble	101	102	103	99	102	101	103	108	110	108	
Matières premières et demi-produits — Etranger	97	101	94	94	96	106	117	116	121	125	
Matières premières et demi-produits — U. F. O. M.	103	101	102	104	104	111	123	135	139	148	
Matières premières et demi-produits — Ensemble	98	101	96	95	97	107	118	120	125	130	
Produits fabriqués — Etranger	107	104	106	107	111	115	119	128	129	134	
Produits fabriqués — U. F. O. M.	103	103	104	102	103	110	121	127	130	136	
Produits fabriqués — Ensemble	105	103	105	104	106	112	120	127	130	135	
Ensemble des exportations — Etranger	100	102	99	98	100	108	116	119	121	126	
Ensemble des exportations — U. F. O. M.	102	103	103	102	103	109	119	126	130	133	
Ensemble des exportations — Ensemble	101	102	100	99	101	108	117	121	125	129	
		101				118					
Taux de l'échange:											
Etranger		96	90	88	82	78	76	79	85	83	
			88				79				
U. F. O. M.		102	99	97	94	96	94	95	97	102	
			97				95				
Ensemble		95	93	90	86	82	80	82	89	88	
		94				83					

c) Balance des payements.

1. *Balance des payements courants.*

Evolution du solde des règlements courants de 1937 à 1950.

	1937 (1)	1938 (1)	1945	1946	1947	1948	1949	1950
Exportations (France métropolitaine)	670	640	42	453	1.040	1.082	1.567	1.880
Importations (France métropolitaine)	1.130	870	897	1.980	2.492	2.540	2.335	1.958
Déficit commercial des territoires d'outre-mer	— 50	— 60	— 371	— 296	— 163	— 208	— 167	— 123
Déficit commercial de la zone franc	— 510	— 290	— 1.226	— 1.823	— 1.615	— 1.636	— 635	— 201
Solde des éléments non commerciaux (y compris le fret)	+ 180	+ 207	— 260	— 226	— 61	— 101	— 71	— 37
Solde des payements courants	— 330	— 83	— 1.486	— 2.049	— 1.676	— 1.737	— 706	— 238

(1) Les chiffres des balances des payements pour les années 1937 et 1938 sont donnés sous toutes réserves en raison du caractère incomplet et approximatif des statistiques recueillies jusqu'en 1939.

Source: ministère des finances.

Evolution détaillée de 1945 à 1950.

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951 1er semestre.
I. — Recettes.							
Exportations	50,9	473,8	1.139	1.126,9	1.605	1.904,9	1.303,6
Revenus et services	11,2	148,2	254,6	244,5	267,5	231,5	140,6
Voyageurs et touristes	0,4	22,4	56,3	97,3	144	185	71,2
Opérations du Trésor public (1)	111,1	13,8	146	41,6	3,5	4,7	30,7
Autres recettes courantes	111,5	119,3	157,9	188,6	180,1	174	49,4
Total des recettes	285,1	777,5	1.753,8	1.698,9	2.200,1	2.500,1	1.595,5
II. — Dépenses.							
Importations	931,4	2.246,5	2.901,4	2.827,9	2.281,3	2.424,6	1.474,6
Revenus et services	51,3	89,7	140	202,4	242,9	225,4	253,5
Voyageurs et touristes	20,4	41	47	27,1	23,4	43,8	28,5
Opérations du Trésor public	88,5	58,5	85,4	110,2	116,6	117	56,1
Solde des payements courants entre les T. O. M. et l'étranger	371,6	296,7	162,6	207,6	167,4	423,1	44,8
Autres dépenses courantes	301,1	93,9	93,1	61,3	75	104,2	22,6
Total des dépenses	1.764,3	2.826,3	3.429,5	3.436,5	2.909,6	2.738,1	1.849,9
Soldes des payements courants	— 1.479,2	— 2.048,8	— 1.675,7	— 1.737,6	— 706,5	— 238	— 254,4

(1) Sont également comprises sous cette rubrique les dépenses des troupes alliées en France.

Source : ministère des finances.

2. *Balance des payements* (entre zone franc et pays étrangers).

	1946.		1947.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	(Millions de $, monnaie de compte.)			
Solde des payements courants	»	2.048,8	»	1.675,7
Opérations en capital :				
Investissements français à l'étranger et étrangers en France.	21,2	23,6	16,1	120,6
Liquidations	»	10,9	26,9	11,3
Emprunts français à l'étranger et étrangers en France	980,3	»	1.237,7	»
Remboursements	10,9	228,6	8,4	32,3
Avances réciproques des banques d'émission	114,9	23,4	99,7	35,6
Mouvement des comptes étrangers en francs	75,7	»	»	42
Mouvement des avoirs en or et devises :				
Avoirs publics or	706,1	»	438,4	»
Avoirs publics devises	231,6	»	»	92,6
Avoirs privés (réquisition et rapatriements volontaires)	199,9	»	163,6	»
Arbitrages de devises	»	5,3	»	0,7
Totaux	2.340,6	2.340,6	2.010,8	2.010,8

	1948.		1949.	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	(Milliers de $, monnaie de compte.)			
Solde des payements courants	»	1.737.622	»	706.484
Opérations en capital :				
Aide américaine	754.021	»	855.400	»
Droits de tirage (accords de payements et de compensation intra-européens)	65.627	1.195	247.764	33.387
Investissements étrangers en France et français à l'étranger.	43.800	47.640	16.257	18.873
Liquidations	100.647	4.846	96.400	12.251
Emprunts français à l'étranger et étrangers en France (emprunts d'Etat)	423.679	64	41.159	»
Remboursements	13	37.388	»	128.911
Crédits privés	32.240	»	»	43.421
Avances réciproques des banques d'émission	438.980	»	9.653	295.782
Mouvement des comptes étrangers en francs	51.245	»	113.673	»
Mouvement des avoirs privés en devises (disponibilités des comptes « exportations, frais accessoires »)	»	30.883	»	20.353
Mouvement des avoirs en or et devises :				
Avoirs publics en or	20.074	»	11.387	»
Avoirs publics en devises	477.423	»	»	148.850
Réquisition d'avoirs privés en or et en devises	110.450	»	17.642	»
Arbitrage de devises	»	»	»	»
Erreurs et omissions	»	7.160	»	1.023
Totaux	1.888.399	1.888.399	1.409.335	1.409.335

	1950.			
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	En milliers de francs.		En milliers de $, monnaie de compte	
Solde débiteur des payements courants	»	80.610.578	»	237.965
Opérations en capital:				
Investissements et crédits privés	68.432.892	12.348.433	195.769	35.365
Dont:				
Constitution et liquidation d'investissements privés étrangers en France	15.713.682	4.192.075	44.945	12.069
Investissements et emprunts publics	19.407.632	67.631.282	55.476	193.334
Aide extérieure et Union européenne des payements	194.112.235	59.748.215	554.664	170.931
Dont:				
Aide américaine	178.045.000	»	508.700	»
Droits de tirage	16.067.235	9.289.766	45.964	26.769
Crédits Union européenne des payements	»	50.458.449	»	144.162
Mouvement des avoirs en or et devises	65.969.751	125.419.803	188.427	358.562
Dont:				
Avoirs publics en or	»	21.599.432	»	90.284
Avoirs publics en devises	»	23.402.634	»	66.947
Soldes des comptes des accords de payements	14.990.788	53.707.736	42.830	153.589
Avoirs privés en devises	»	16.709.951	»	47.742
Comptes étrangers en francs	50.711.547	»	144.833	»
Arbitrages de devises	»	»	»	»
Réévaluation de nos provisions	267.416	»	764	»
Erreurs et omissions	»	2.164.199	1.821	»
Totaux	347.922.510	347.922.510	996.157	996.157

	1951 (1er semestre).			
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
	En milliers de francs.		En millions de $, monnaie de compte	
Solde débiteur des payements courants	»	88.676.883	»	254.338
Opérations en capital:				
Investissements et crédits privés	29.606.167	13.327.252	84.440	38.052
Dont:				
Constitution et liquidation d'investissements privés étrangers en France	7.446.116	9.119.903	21.170	26.039
Investissements et emprunts publics	1.097.187	17.932.396	3.082	51.213
Aide extérieure et Union européenne des payements	85.540.000	6.972.525	244.400	19.922
Dont:				
Aide américaine	85.540.000	»	244.400	»
Crédits Union européenne des payements	»	6.972.525	»	19.922
Mouvement des avoirs en or et devises	28.788.804	33.547.457	82.654	95.974
Dont:				
Avoirs publics en or	»	25.664.829	»	73.474
Avoirs publics en devises	3.248.908	»	9.415	»
Soldes des comptes des accords de payements	6.169.960	»	17.734	»
Avoirs privés en devises	»	7.882.628	»	22.500
Comptes étrangers en francs	12.142.053	»	34.854	»
Arbitrages de devises	»	»	»	»
Rajustement et réévaluation des soldes de position de comptes d'accords (1)	7.227.883	»	20.651	»
Erreurs et omissions	15.424.355	»	44.923	»
Totaux	160.456.513	160.456.513	459.499	459.499

(1) Balance zone franc — Argentine.

Source: ministère des finances.

IV. — PRIX. — COUT DE LA VIE

1° PRIX

a) Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suit les variations des cours de 319 articles choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mis sans qu'il y ait un double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, *peu de produits manufacturés* ont pu être considérés; ainsi, l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros (319 articles) recouvre trois secteurs essentiels: alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). *L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière* n'est faite, en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, et de l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont, soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. *Indice général* (319 articles).
(1949 = 100.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.....	104,6	103,4	111,6	120,5
	108,3 (moy.)			
1951.....	134	137,6	137,4	151,5
	138,3			
1952.....	149,3 (144,6) (1).			

2. *Indices partiels par branche de production.*
(Indice du dernier mois du trimestre, avec moyenne de l'année 1949 = 100.)

Produits alimentaires. (54 articles.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	104,7	97,5	102,5	109,1
	103,2 (moy.)			
1951:	112,7	117,3	124,5	135
	119,7			
1952:	131,2	127,9 (1)		

Produits industriels. (207 articles.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	104,4	108,5	121,6	133,7
	113,7			
1951:	158	161,2	150,6	170,1
	158,7			
1952:	166,5	159,9 (1)		

Produits chimiques.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	103,1	103,3	105,8	107,8
	104,2			
1951:	115,2	127,4	132,3	150,5
	128,7			
1952:	156,2	159,6 (1)		

Corps gras industriels.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	92,5	90	105,8	107,1
	97,2			
1951:	126,8	108,4	103,4	102,1
	112,2			
1952:	94,4	92,6 (1)		

Combustible et énergie. (58 articles.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	104,5	104,4	105,7	111,6
	105,6			
1951:	118,9	121,6	132,5	139,9
	126,7			
1952:	145,8	143,3 (1)		

Produits métallurgiques.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	100,9	104,3	107,8	110,6
	104,9			
1951:	113,5	131,1	133,5	167,9
	131,7			
1952:	167,9	164,5 (1)		

(1) Mai.

Caoutchouc.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	102,9	116	156	186,9
	138,1			
1951:	222	206	211	200
	241			
1952:	202	185,6 (1)		

Textiles.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	115,3	122,1	150	175,3
	132,7			
1951:	222	197,3	147,6	162
	184,3			
1952:	149,9	140,7 (1)		

Bois.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	98,4	105,1	108,2	114,3
	101,1			
1951:	145,5	183,6	196,4	233
	181,4			
1952:	236	232 (1)		

Cuirs.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	92	85,7	115,6	124,8
	102			
1951:	139,9	126,3	114,4	97,7
	124,8			
1952:	90,8	85,3 (1)		

Pâtes à papiers.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	99,2	105,5	111,6	119,5
	110,1			
1951:	184,7	216	238	295
	256			
1952:	275	233 (1)		

3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles).
(1949 = 100.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.....	110,1	118,6	138,4	160,9
	125,2			
1951.....	197,5	192,8	173,9	194,9
	188,4			
1952: 187 (177,3) (1).				

4. — *Indices des produits importés.*
(1949 = 100.)

Ensemble (43 articles).

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	117,2	124,2	145,1	170,1
	132,5			
1951:	206	185,3	162,2	169,6
	181,4			
1952:	161,8 (153,1) (1).			

Matières premières industrielles importées.

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	124,4	133,1	169,4	204,5
	145,7			
1951:	255	222	177,8	185,9
	212			
1952:	168,9 ((154,1) (1).			

(Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne.)

N.-B. — Cet indice *ne constitue pas un indice des prix à l'importation;* les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération.

L'indice a donc la signification limitée d'un indice des *prix intérieurs de certains produits importés.* Il permet d'observer le *sens des tendances,* d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(1) Mai.

b) Indices des prix de détail.

Observations préalables sur la composition et l'utilisation des indices

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. — L'indice *pour Paris* est un *indice des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste*, dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: 3 variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total, 213 *articles*, avec les pondérations suivantes, par groupes:

Alimentation	58 p. 100.
Chauffage et éclairage	4 p. 100.
Produits manufacturés	10 p. 100.
Services	15 p. 100.
Divers	3 p. 100.
	100 p. 100.

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés sur les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus du change de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. — L'indice pour 17 *villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes, sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend:

36 *produits alimentaires.*
5 *articles de chauffage et éclairage.*
111 *produits manufacturés.*

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir de budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée; ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée, dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. — *Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale.*

(1949 = 100.)

	Paris. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	107,5	106,9	113,1	117,4	104,7	103,2	108,2	112,7
	111,2				107,2			
1951:	123,6	129,2	133	142,9	118,7	126,4	131,3	141
	130,1				129,3			
1952:	148,1	(144,5) (1)			146,6			

(1) Mai.

2. — *Indice du prix des denrées alimentaires.*

(1949 = 100.)

	Paris. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	108,3	105,1	113,4	118	105,3	101,3	107	111,2
	110,6				105,9			
1951:	123	127,3	129,4	138,6	114,4	120,9	125,1	134,5
	128				121,5			
1952:	143,8	(139) (1)			139,2	(137,8) (2)		

3. — *Indice du prix des objets manufacturés.*

(1949 = 100.)

	Paris. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	99,7	99,9	102,2	106,2	95,7	98,5	100,5	105,7
	102				100,9			
1951:	116,1	122,6	125,1	132,3	116,6	125,7	130,4	137,4
	121,4				127,5			
1952:	134,9	(132,2) (1)			141,4			

4. — *Indice du prix du chauffage et de l'éclairage.*

(1949 = 100.)

	Paris. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	102,2	109,3	119,6	120,1	101,6	104,3	115,7	120
	109,8				108,5			
1951:	128,9	139,5	155,1	170,2	130,4	143,5	157,6	167,9
	145,9				146,1			
1952:	174,5	(173,1) (1)			173,4	(173,7) (2)		

5. — *Indice du prix des services.*

(1949 = 100.)

	Paris. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
1950:	118	122	126	131	111,4	115,7	120,8	125,8
	124				118,4			
1951:	136	146	156	166	136	145,3	151,8	162,7
	147,4				148,7			
1952:	176	(175) (1)			174,9			

6. — *Indice « Fruits et légumes frais ».*

(1949 = 100.)

		I (Mars.)	II (Juin.)	III (Sept.)	IV (Déc.)
Paris.....	1951:	91,9	115,2	124,6	128
		114,9			
	1952:	134,2	(136,4) (1)		

c) Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938.

L'institut national de la statistique et des études économiques a déterminé les possibilités *de raccord des nouveaux indices de prix, publiés sur la base 100 en 1949, aux séries anciennes établies sur une base 100 en 1938* (indice des prix de détail des 34 articles et indice des prix de gros des 135 articles).

Deux méthodes de calcul ont été employées. L'une a déterminé les coefficients correspondant aux valeurs moyennes, en 1949, des

(1) Mai. — (2) Avril.

anciens indices de prix mesurés sur la base 1 en 1938. L'autre méthode établit le niveau qu'auraient eu, en 1949, les nouveaux indices sur une base 1 en 1938.

Les coefficients donnés ci-après résultent des moyennes géométriques des valeurs fournies par les deux méthodes de calcul (anciens indices base 1 en 1938 et nouveaux indices base 1 en 1938). Ces moyennes tiennent compte, avec une même importance, des conditions économiques de 1938 et de 1949 et apportent donc une estimation correcte du niveau moyen des prix dans les principaux secteurs en 1949, par rapport à 1938. Leur utilisation a été limitée à la comparaison directe 1938-1949, par suite de l'absence d'études valables sur la structure des productions et des consommations pour les années intermédiaires.

Pour avoir une indication valable sur *le niveau moyen des prix en 1949, sur la base 1 en 1938*, il suffit donc de multiplier les indices publiés sur la base 100 en 1949 par les coefficients suivants:

1. *Indice des prix à la consommation familiale à Paris* (1).

Ensemble	16,3	Objets manufacturés	25
Produits alimentaires	17,4	Services	9,7
Chauffage, éclairage	13,2		

N. B. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices, base 100 en 1914, s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par:

7,06 pour l'indice Paris.
6,58 pour l'indice province.

2. *Indice des prix de gros.*

Ensemble	18,5	Produits industriels	19,8
Produits alimentaires	17,4	Matières premières industrielles	19,8
Combustibles et énergie	17,4		

3. *Evolution des indices des prix de détail.*

(34 articles, base 100 en 1938.)

Paris.

1951 (moy. mens.)	I (Fév.)	1952 (Moyenne mensuelle.) II (Mai)	III (Août)	IV (Nov.)
2.280	2.547	2.448	»	»

Province.

1951 (moy. mens.)	I (Fév.)	1952 (Moyenne mensuelle.) II (Mai)	III (Août)	IV (Nov.)
2.407	2.779	2.683	»	»

N. B. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices, base 100 en 1914, s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par:

7,06 pour l'indice Paris.
6,58 pour l'indice province.

La moyenne des indices des prix des 34 articles en 1949 pour l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants, sur une base 100 en 1938, se situe au niveau 2017 contre 1817 à Paris. Cet écart de 117 p. 100 se réduit à 10 p. 100 (1998 environ contre 1817 à Paris), en ne retenant pour la province que les dix-sept villes sièges des directions régionales I. N. S. E. E. Actuellement, la tendance inverse prévaut, les prix de Paris s'élevant davantage que les prix observés en province.

(1) L'absence de documentation sur les prix en 1938 des articles de référence des nouveaux indices pour la province ne permet pas de procéder à une estimation analogue des variations de prix 1938-1949. La seule comparaison possible consiste à rapprocher les niveaux des indices des prix des 34 articles.

d) **Observations générales sur les prix.**

1. *Variations des indices des prix en pourcentages annuels.*

Prix de gros.

	INDICE général.	PRODUITS alimentaires.	COMBUSTIBLES, énergie.	PRODUITS industriels.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
1950	17,4	5,4	8,2	31,5
1951	36	24	25	27

Prix à la consommation familiale.

	INDICE d'ensemble	DENRÉES alimentaires	CHAUFFAGE, éclairage.	OBJETS manufacturés.	SERVICES
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
1950					
Paris	11,8	9,4	19,2	7,9	24,8
1951					
1. Paris	21,5	17,5	42	24	27
2. Province	23	(19 à 20)	(30)	(28)	(27)

2. *Dispersion des prix depuis 1949.*

Prix de gros.

L'évolution des indices moyens ne doit pas faire perdre de vue le phénomène de dispersion des prix, particulièrement prononcé depuis 1949. En voici la mesure pour quelques produits caractéristiques.

Produits agricoles. — Pour éliminer les mouvements saisonniers, les pourcentages de variation sont donnés entre le quatrième trimestre 1949 et le quatrième trimestre 1951.

Café	+ 103 p. 100	Sucre	+ 26 p. 100
Cacao	+ 96 —	Gruyère	+ 12 —
Veau (1)	+ 46 —	Lait	+ 6 —
Bœuf (1)	+ 38 —	Œufs	même niveau
Blé	+ 44 —	Pommes de terre	— 20 —
Huile d'arachides	+ 34 —	Vin rouge 9° Béziers	— 20 —

Produits industriels. — Variations entre la moyenne des prix de 1949 et le mois de décembre 1951:

Vieux métaux (cuivre)	+ 425 p. 100	Plomb brut	+ 65 p. 100
Pâtes à papier importées	+ 270 —	Fibranne viscose	+ 60 —
Bois de sciage (sapin)	+ 230 —	Coton américain brut	+ 56 —
Ferrailles (2)	+ 190 —	Ciment Portland	+ 53 —
Bois de papeterie	+ 190 —	Fonte phosphoreuse P L 3	+ 49 —
Caoutchouc brut	+ 186 —	Pierre de taille Comblanchien	+ 45 —
Papiers et cartons (moyenne)	+ 131 —	Coke métallurgique Nord	+ 43 —
Cuivre brut	+ 115 —	Aluminium brut	+ 43 —
Pâtes à papier françaises	+ 106 —	Essence tourisme	+ 34 —
Soufre brut	+ 106 —	Gaz d'éclairage Paris	+ 29 —
Verre à vitres	+ 96 —	Cuirs finis (moyenne)	+ 4 —
Plâtre	+ 86 —	Savon de ménage 72 p. 100	— 7 —
Pneumatiques camion	+ 78 —	Peaux brutes (moyenne)	— 15 —
Anthracite Ruhr	+ 77 —	Suif	— 30 —
Sable	+ 76 —		
Toile métis	+ 74 —		
Laine peignée	+ 66 —		

Cette liste suffit à montrer que l'éventail des prix s'est très largement ouvert depuis deux ans, sans que les progrès de la productivité y aient une part bien sensible. L'influence de la demande est particulièrement visible sur les métaux, les matériaux de construction, le papier.

Source: I. N. S. E. E.

Prix à la consommation familiale.

Produits alimentaires (variations moyennes du 4e trimestre 1951):

Pain	+ 43 p. 100	Œufs, lait, corps gras	+ 15 p. 100
Viandes, poissons (3)	+ 41 —	Vin rouge 10° (3)	— 5 —
		Pommes de terre	— 45 —

Chauffage-éclairage (variations de 1949 à décembre 1951):

Gaz	+ 135 p. 100	Boulets	+ 42 p. 100
Charbon demi-gras	+ 60 —	Electricité (1re tranche	+ 25 —

La forte hausse du gaz provient surtout du retard mis à adapter le prix du gaz aux prix des éléments de base charbon-salaire.

(1) Moyenne entre la première et la deuxième qualité.
(2) Prix effectif (toléré), et non le prix « taxé ».
(3) Au début de janvier, une hausse sensible est enregistrée.

Produits manufacturés (variations de 1949 à décembre 1951) :

Mobilier, literie....	+ 53 p. 100	Produits d'entretien et de toilette, papeterie	+ 33 p. 100
Petit outillage, électricité, sport.....	+ 43 —	Lingerie, bonneterie, mercerie.....	+ 29 —
Articles de cuisine, chauffage, ménage	+ 42 —	Habillement	+ 24 —
		Chaussure	+ 22 —

L'influence de la demande explique aisément les différences les plus marquées.

Source : I. N. S. E. E.

Services (variations de 1949 à décembre 1951) :

Coiffeurs	+ 100 p. 100	Soins médicaux....	+ 56 p. 100
Distractions	+ 82 —	Blanchissage	+ 53 —
Transports	+ 78 —	Ressemelage	+ 21 —
Loyers et charges.	+ 69 —	P. T. T.....	+ 10 —
Assurances	+ 59 —		

La dispersion des prix est particulièrement grande dans ce secteur; elle est due, pour une part, à l'anomalie des niveaux de 1949 (les transports étaient alors bon marché et les tarifs des P. T. T. relativement élevés).

3. *Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail.*

Pour que cette comparaison soit valable, surtout si l'on veut en tirer des conclusions sur les variations du coût de la distribution, elle doit *porter sur des groupes ayant une composition semblable.*

Or, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques, « ...les indices de prix de gros et de détail basés l'un sur les disponibilités nationales, l'autre sur les consommations familiales présentent des différences de structure très importantes. En particulier les denrées alimentaires constituent 40 p. 100 des pondérations de l'indice général des prix de gros et 58 p. 100 des pondérations de l'indice d'ensemble des prix de détail. Les services qui ne figurent pas dans l'indice des prix de gros représentent 15 p. 100 du budget-type de consommation familiale.

D'autre part, les marchandises retenues pour l'indice des prix de gros sont observées à des stades différents de fabrication, le stade final étant fréquemment omis; elles correspondent à des biens d'équipement comme à des biens de consommation; le montant des taxes fiscales n'est pas toujours compris dans les cours enregistrés. Pour l'indice des prix de détail, les articles sont observés au stade final de la production et de la commercialisation et sont tous des biens de consommation.

Aussi, la comparaison des indices d'ensemble ne saurait être complètement légitime que pour mesurer les différences du pouvoir d'achat de la monnaie sur les marchés de gros d'une part, pour les salariés, d'autre part.

Des rapprochements plus utiles peuvent être effectués entre prix de produits particuliers ou indices partiels; dans ce dernier cas, les conclusions ne sauraient être esquissées qu'après consultation de la liste des articles et de leurs pondérations.

2° COUT DE LA VIE.

a) **Indice de l'I. N. S. E. E.** (pris à la consommation familiale).

N. B. — La composition et les conditions d'utilisation de ces indices sont exposées plus haut. (Il est recommandé de se reporter à ces observations.)

1. *Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris.*

(1949 = 100.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.....	107,5	106,9	113,1	117,4
	111,2			
1951.....	123,6	129,2	133	142,9
	130,1			
1952.....	148,1 (144,5) (1).			

2. *Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale en province.*

(17 villes importantes.)

(1949 = 100.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.....	104,7	103,2	108,2	112,7
	107,2			
1951.....	118,7	126,4	131,3	141
	129,3			
1952.....	146,6.			

(1) Mai.

b) **Coût absolu d'un budget-type.**

1. *Budget-type d'un célibataire à Paris.*

(Montant en francs.)

	I (mars).	II (juin).	III (septembre).	IV (décembre).
1950.				
C.F.T.C. (1).....	16.747	16.696	16.994	17.505
C.G.T. (1).....	»	19.497	»	21.122
C.G.T.-F.O. (1).....	16.779	17.084	16.759	17.510
Commission Délépine (2).	14.177	14.145	14.847	15.173
Moyenne mensuelle : 14.609.				
Commission supérieure des conventions (3) collectives	15.104	14.812	15.524	15.784
M.L.P. (4).....	21.223	21.662	22.144	22.572
I.O.E. (5).....	»	16.326	16.484	16.814
1951.				
C.F.T.C.	18.718	20.186	20.506	21.865
C.G.T.	22.326	27.950	26.953	29.118
C.G.T.-F.O.	18.465	20.229	20.977	22.473
Commission Délépine.....	16.439	17.395	18.353	19.715
Commission supérieure des conventions collectives..	16.657	17.732	18.065	19.454
M.L.P.	23.177	25.778	27.493	»
I.O.E.	16.391	19.249	20.032	21.621
1952.				
C.F.T.C.	22.985	22.944 (1)		
C.G.T.	30.460	29.972 (1)		
C.G.T.-F.O.	24.156	23.939 (1)		
Commission Délépine.....	»	»		
Commission supérieure des conventions collectives.	20.233	»		
M.L.P.	30.853	31 049 (1)		
I.O.E.	22.436	22.403 (1)		

(1) Les budgets-types C. F. T. C. et C. G. T.-F. O. (1er jour du mois) sont évalués à partir de bases communes réparties entre six postes (alimentation 2.890 calories-jour), eau, éclairage, chauffage, loyer (local de 41 mètres carrés de surface corrigée, catégorie 3 A), habillement, (linge de maison et divers) Les prix retenus sont ceux du bulletin hebdomadaire de statistique de l'I. N. S. E. E.

(2) Les évaluations du budget de la commission Délépine sont effectuées par la direction des prix au secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

(3) Les travaux de la commission supérieure des conventions collectives tendant à l'élaboration d'un budget-type sont exposés dans le numéro de septembre-octobre 1950 de la Revue française du travail éditée par le ministère du travail et de la sécurité sociale. La partie alimentaire de ce budget-type a été adoptée dans son ensemble le 18 juin 1950. Les autres postes ont été adoptés isolément, mais rejetés dans leur ensemble. Les évaluations présentées n'ont donc aucun caractère officiel.

(4) Evaluation publiée dans le journal *Le Monde ouvrier* (mouvement libération du peuple).

(5) L'institut d'observation économique évalue trois budgets-types se rapportant respectivement au manœuvre, à l'ajusteur et à l'ingénieur célibataires de la région parisienne, dans l'industrie des métaux.

Les données ci-dessus concernent le budget-type du manœuvre. On trouvera plus loin l'évolution indiciaire de ce budget et de celui de l'ajusteur et de l'ingénieur célibataires, ainsi qu'un indice d'ensemble.

2. *Budget-type d'une famille.*

Evaluation de l'U. N. A. F. (Union nationale des associations familiales) (famille-type de 4 personnes, dont 2 enfants entre 6 et 10 ans).

(Montant en francs.)

	I (mars).	II (juin).	III (septembre)	IV (décembre).
1950	40.785	40.972	41.702	42.111
1951	45.323	50.503	51.184	55.460
1952	56.728	56.062 (1)		

(1) Mai.

c) **Indices des variations des budgets-types.**

1. *Budget-type d'un célibataire à Paris* (indices).

(Septembre 1948 = 100.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.				
C.G.T.-F.O. (1)	128,4	130,7	128,2	134
I.O.E. (2) :				
Manœuvre	»	128	129,2	131,8
Ajusteur	»	122,4	126	128,4
Ingénieur	»	120,8	124,3	126
Indice moyen	»	127,1	126,8	128,7
1951.				
C.G.T.-F.O.	141,3	154,8	160,66	172
I.O.E. :				
Manœuvre	139,6	150,8	157	169,4
Ajusteur	135,9	145,7	151,2	163,2
Ingénieur	135,8	143,4	147,4	162,6
Indice moyen	137,1	146,6	151,9	161,7
1952.				
C.G.T.-F.O.	184,9	183,23 (3)		
I.O.E. :				
Manœuvre	175,7	175,6 (1)		
Ajusteur	167,4	167 (1)		
Ingénieur	165,9	165,5 (1)		
Indice moyen	169.6	169,4 (1)		

(1) Premier jour du mois (1er septembre 1948 = 100).
(2) Institut d'observation économique.
(3) Mai.

2. *Budget-type pour une famille* (indices).

Indices de l'U. N. A. F. (Union nationale des associations familiales).

(Janvier 1939 = 100.)

	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Octobre.)
1950	1.522,9	1.529,9	1.557,2	1.572,4
1951	1.692,4	1.885,8	1.941,3	2.071
1952	2.118	2.093 (1)		

(1) Mai.

3° COMPARAISON DES VARIATIONS DANS LE TEMPS DES SALAIRES ET DES COUTS DE LA VIE

a) **Rapprochement simple des indices des salaires et du coût de la vie.**

Toutes réserves faites sur la valeur relative des indices en cause et sur leur comparabilité, leur rapprochement dans le tableau ci-après peut apporter quelque lumière sur *l'évolution* des prix et salaires depuis 1949 (1) :

(Moyenne : 1949 = 100.)	1950 (Moyenne.)	1951 I	1951 II (Début de trimestre.)	1951 III	1951 IV	1952 I	1952 II
1. — Salaires :							
Indice du taux des salaires horaires bruts	107	121	128	139	156	161	(162)
Indice total des salaires dans la construction électrique et mécanique	112	123	131	140	153	164	(167)
2. — Prix :			(Moyenne = 143.)				
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (2) :							
Paris	111	119	125,7	130	135,7	142,9	148,1
			130,1				
Province	107	113 (2)	118,7	126,4	131,3	141	146,6
			(Moyenne = 129,4.)				
Budget minimum vital (commission supérieure des conventions collectives)	44 h. 9	112	118	126	128		
M. B. — Evolution correspondante de la durée du travail : (1949 = 44 h. 5) :		45 h.	45 h. 2	45 h. 2	45 h. 3	45 h. 1	44 h. 9

(1) Voir les observations relatives aux indices des prix et les indications concernant l'indice du taux des salaires horaires bruts.
(2) Indices derniers mois du trimestre précédent.
Source : I. N. S. E. E.

b) **Variation des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951.**

On trouvera, seulement, ci-après, les résultats d'une étude de M. Sauvy basée sur une moyenne géométrique des indices du coût de la vie publiés par l'I. N. S. E. E. et l'Institut d'observation économique pour la comparaison 1938-1949 et sur l'indice I. N. S. E. E. seul pour la comparaison 1949-1951. Pour les salaires, l'indice pondéré des salaires horaires de l'enquête semestrielle de l'I. N. S. E. E. a été retenu comme constituant la seule série homogène depuis 1938 s'appliquant à diverses professions. Diverses corrections ont été effectuées pour tenir compte du transfert de l'impôt cédulaire, de la prime de transport, de l'accroissement de la cotisation des salaires à la sécurité sociale, etc. Le salaire hebdomadaire tient compte de la modification de la durée du travail. Mais les résultats apportés laissent de côté la fraude sur les cotisations sociales légales et le retard de la progression des allocations familiales.

La simple division des résultats obtenus pour les salaires par les indices du coût de la vie donne les indices suivants de pouvoir d'achat:

	1949/1938		SEPTEMBRE 1951/1949		SEPTEMBRE 1951/1938	
	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.
Salaire horaire net masculin	56,2	64,5 à 63,3	110,5	102,4	62,1	62,9 à 64,8
Salaire horaire net deux sexes	60,3	66,0 à 67,9	110,5	102,4	66,6	67,5 à 69,5
Salaire hebdomadaire net	70,5	77,2 à 79,4	112,7	104,6	79,5	80,6 à 82,9
Salaire hebdomadaire plus allocations familiales.	78,5	86,0 à 88,5	112,7	104,6	88,5	89,8 à 92,4
Salaire avec allocations familiales et assurances sociales	83,4	91,4 à 94,0	112,7	104,6	94,0	95,4 à 98,1

OBSERVATIONS

Les chiffres de septembre 1951 s'entendent, il faut le rappeler, avant la revalorisation des salaires.

Une étude plus complète devrait tenir compte de l'accroissement des charges d'accidents du travail, congés payés, etc., mais aussi de l'augmentation de la production de l'accroissement plus élevé des prix, des objets vendus par l'industrie par rapport au coût de la vie, de la charge fiscale, etc...

Pour les salaires non touchés par l'enquête de l'I. N. S. E. E. (mines, services publics, employés de l'industrie et du commerce, agriculture) les aperçus suivants peuvent être donnés.

Mines (ensemble).

Indice du salaire moyen journalier, prime de résultat incluse:
(1938 = 100.)

Ouvrier du fond	2.230
Ouvrier du jour	2.140

Indice des salaires payés charges sociales comprises:

Ouvrier du fond	2.640
Ouvrier du jour	2.520
Ouvrier du fond	de 94 à 96
Ouvrier du jour	de 90 à 92

Pouvoir d'achat journalier, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie en province:
(1938 = 100.)
(Situation plus favorable en valeur relative que la moyenne.)

c) **Evolution des salaires, du coût de la vie et du pouvoir d'achat de 1946 à 1951.**

(Etude de la direction des prix du secrétariat d'Etat aux affaires économiques.)

Indices: 15 février 1947 = 100.

Cette évolution peut être située par les données suivantes:

	SALAIRES (1)	COUT de la vie.	POUVOIR d'achat.
1946. — Janvier	77	70	100
Avril	73	70	104
Juin	77	77	100
1er août	95	77	122
1er octobre	96	93	104
1947. — 1er janvier	99	98	101
15 février	100 (2)	100	100
15 mars	102	95	107
15 mai	104	95	109
Juillet	106	101	105
1er août	117	103	114
15 novembre	123	116	105

(1) Salaires nets à partir de février 1947 (salariés de l'industrie).
(2) Sur la base de l'évolution du budget Delépine.

	SALAIRES (1)	COUT de la vie.	POUVOIR d'achat.
1948. — 1er janvier	159	120	133
15 janvier	159	140	113
1er avril	166	142	117
15 juin	167	149	112
1er octobre	198	155	128
1949. — 1er janvier	204	171	119
1er juillet	208	157	132
1950. — 1er février	212	178	119
1er avril	220	178	124
1er mai	222	184	120
1er novembre	245	190	129
31 décembre	250	193	129
1951. — 15 mars	254	203	125
1er avril	278	205	135

(1) Salaires nets à partir de février 1947 (salariés de l'industrie).

OBSERVATIONS

a) L'indice calculé pour le *coût de la vie* est basé sur l'évolution du budget de la commission Delépine, très voisine de celle marquée par l'indice I. N. S. E. E. depuis 1949, mais beaucoup plus valable pour marquer l'évolution réelle du coût de la vie de 1946 à 1948. En effet, pour ces années où le problème était surtout celui de l'approvisionnement, l'indice I. N. S. E. E. n'a pas tenu compte des prix du marché libre et surtout du marché parallèle.

L'indice retenu et ainsi basé sur l'évolution du budget Delépine concerne en effet le coût de la vie à Paris. En le retenant pour la France entière, on pèche plutôt par excès, si l'on considère, par exemple, qu'une dépense propre à Paris, comme celle des transports en commun, a augmenté d'environ 8 fois de 1946 à 1951 et que d'autre part, le coefficient moyen de hausse d'après l'indice I. N. S. E. E. des 34 articles serait de 4,4 à Paris, contre 4 en province, du début de 1946 au début de 1951. La base 15 février 1947 = 100 a été adoptée, ce mois correspondant au premier chiffrage du budget Delépine, les chiffres antérieurs ayant été estimés rétrospectivement.

b) L'indice calculé pour les *salaires*, est basé sur les enquêtes trimestrielles du ministère du travail, relatives à l'évolution des salaires horaires bruts dans l'industrie. Les salariés de l'agriculture, ceux du secteur public et les cadres sont donc exclus de la comparaison ci-dessus. Les indices des salaires nets ont été calculés, compte tenu des déductions appliquées au salaire brut (impôts cédulaire, jusqu'en octobre 1948) des avantages sociaux augmentant le pouvoir d'achat effectif (allocations familiales).

c) Pour apprécier l'évolution du *pouvoir d'achat*, il est préférable de considérer la moyenne d'une période plutôt que la situation à une date précise, en raison des hausses de salaires ou de prix pouvant intervenir immédiatement avant ou après celle-ci.

De 1946 à 1951, la hausse nominale des salaires aurait été de près de 400 p. 100; la progression réelle n'étant que de 30 p. 100. Il semble donc, à longue échéance, que les variations du pouvoir d'achat, soient liées surtout à l'évolution du niveau de la production des biens de consommation agricoles et industriels.

Bien entendu, *la situation particulière de chaque catégorie de salariés peut se révéler très différente de la situation moyenne servant de base au calcul de l'évolution.*

V. — SALAIRES — PROFITS — REVENUS

1° SALAIRES

N. B. — Sont données ici des observations concernant les indices des taux des salaires horaires publiés par le ministère du travail, et l'indice total des salaires publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, d'après les travaux de la direction des prix.

a) Indice des taux des salaires horaires (ministère du travail) (1).

1. Indices d'ensemble.

	I (1er janvier.)	IV (1er avril.)	VII (1er juillet.)	X (1er octobre.)
	Base 1er janvier 1946 = 100.			
1950.....	297	309	315	336
1951.....	354	374	407	458
1952.....	470	(475)		

2. Indices par secteur.

1. Production des métaux.

	I	IV	VII	X
1950:	293	302	301	315
1951:	346	366	402	454
1952:	464	(467)		

2. Bâtiment.

	I	IV	VII	X
1950:	271	279	286	298
1951:	314	331	365	416
1952:	430	(434)		

3. Industries chimiques.

	I	IV	VII	X
1950:	294	312	321	357
1951:	370	388	423	485
1952:	487	(491)		

4. Industries textiles.

	I	IV	VII	X
1950:	317	336	337	365
1951:	386	413	444	501
1952:	512	(513)		

5. Cuirs et peaux.

	I	IV	VII	X
1950:	292	302	303	324
1951:	340	356	390	441
1952:	445	(451)		

6. Papiers-cartons.

	I	IV	VII	X
1950:	299	312	318	350
1951:	364	385	425	480
1952:	487	(493)		

7. Transports.

	I	IV	VII	X
1950:	293	304	309	332
1951:	346	359	395	439
1952:	459	(464)		

8. Commerces alimentaires.

	I	IV	VII	X
1950:	307	320	331	356
1951:	370	391	422	476
1952:	491	(499)		

Indices suivant le sexe et la qualification.

1. Hommes.

	I	IV	VII	X
(Base du 1er janvier 1946 = 100)				
Manœuvre ordinaire:				
1950:	308	320	328	361
1951:	373	390	426	479
1952:	490	(496)		
Manœuvre spécialisé:				
1950:	298	310	316	340
1951:	357	375	409	462
1952:	474	(478)		
Ouvrier spécialisé:				
1950:	287	299	303	320
1951:	338	360	389	438
1952:	450	(456)		
Ouvrier qualifié:				
1950:	277	290	295	304
1951:	323	342	373	421
1952:	436	(442)		
Toutes catégories:				
1950:	289	301	307	324
1951:	342	361	393	443
1952:	456	(461)		

2. Femmes.

	I	IV	VII	X
(Base du 1er janvier 1946 = 100)				
Manœuvre ordinaire:				
1950:	338	349	359	409
1951:	419	439	479	538
1952:	548	(552)		
Manœuvre spécialisée:				
1950:	325	339	346	388
1951:	397	420	456	516
1952:	526	(529)		
Ouvrière spécialisée:				
1950:	310	324	326	349
1951:	371	393	426	481
1952:	490	(495)		
Ouvrière qualifiée:				
1950:	299	314	316	333
1951:	355	375	408	457
1952:		469	(474)	
Toutes catégories:				
1950:	316	329	334	364
1951:	382	403	438	493
1952:	504	(508)		

(1) L'enquête du ministère du travail porte sur les taux des salaires des ouvriers de plus de dix-huit ans payés à l'heure, dans des établissements de plus de dix salariés.

b) Indice total des salaires (France entière).

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la direction des prix. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

		I (janv.)	IV (avril)	VII (juill.)	X (oct.)
1. *Constructions électriques et mécaniques:*	1950:	223	239	241	258
		243			
(1949 moyenne mensuelle = 216).	1951:	266	298	303	347
		309			
	1952:	351	361		
2. *Fonderie:*	1950:	221	231	230	241
		233			
(1949 moyenne mensuelle = 216).	1951:	255	285	289	338
		297			
	1952:	342	350		
3. *Grosse forge:*	1950:	232	246	250	257
(1949 moyenne mensuelle = 227).	1951:	272	323	339	384
		341			
	1952:	395	407		

Charges sociales (0/0 des salaires dans la construction mécanique et électrique).

Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit, ou du dimanche et des jours fériés.

	1950:	38,44	38,46	37,17	36,57
		37,63			
(Moyenne mensuelle 1949 = 38,31).	1951:	38,76	37,91	36,73	37,77
		37,78			
dont:	1952:	38,11	39,09		
Assurances sociales (Moyenne mensuelle 1949 = 9,21).	1950:	9,13	9,14	8,67	8,52
	1951:	9,12	8,84	8,43	8,80
		8,80			
	1952:	8,88	9,23		
Allocations familiales (Moyenne mensuelle 1949 = 14,74).	1950:	14,61	14,63	13,90	13,67
	1951:	14,59	14,15	13,49	14,74
		14,25			
	1952:	14,88	15,47		

2° PROFITS ET AUTRES REVENUS

a) Evolution du revenu de l'agriculture.

(Rapport sur l'état de l'alimentation et de l'agriculture.)

1. — *Evolution globale.*

Estimation grossière (milliards de francs).

	1938	1945-46	1946-47	1947-48	1948-49	1949-50	1950-51
Recettes	88	450	820	1.230	1.385	1.470	1.600
Dépenses	22	65	130	230	330	365	430
Revenu net.....	66	385	690	1.000	1.055	1.105	1.170

Définitions:

Recettes = Valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques; + valeurs des produits récoltés et consommés à la ferme.

Dépenses = Valeur des achats de matière, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.

Revenu net, ou balance de trésorerie = recettes-dépenses.

Revenu agricole et revenu national.

Il n'est pas possible, en l'état actuel des informations, de déterminer exactement le rapport entre revenu agricole et revenu national. Le revenu de l'agriculteur est en effet évalué par campagne, le revenu national par année civile et les méthodes de calcul sont différentes. On ne peut donc que rapprocher les données d'évolution, sans prétendre en tirer un enseignement rigoureux.

	Produit national brut. (Milliards de francs.)	Valeur des produits finals. (Milliards de francs.)
1938	427	413
1948	6.599	6.356
1949	8.130	7.880
1950 (provisoire)	9.200	8.480

(Estimations du commissariat général du plan de modernisation et d'équipement qui a proposé, pour 1938, un produit *net* de 317 milliards de francs, dont 68, pour l'agriculture (chiffres primitifs : 328 dont 78).

Source: ministère de l'agriculture, rapport annuel sur l'état de l'alimentation et de l'agriculture.

2. *Evolution détaillée.*

Recettes de l'agriculture: évolution en 1948-1949, 1949-1950, 1950-1951 (1).

	1948-1949	1949-1950	1950-1951
	(Milliards de francs.)		
Produits végétaux:			
Blé et céréales panifiables.....	137	170	165
Betteraves	40	30	55
Pommes de terre.....	35	73	50
Légumes frais.....	85	115	95
Légumes secs.....	8	6	8
Fruits	45	50	50
Vin	170	175	100
Autres produits végétaux.....	60	65	70
Total produits végétaux.	580	685	environ. 650
Produits animaux:			
Viande	325	350	460
Produits laitiers.....	185	235	275
Volailles	105	105	120
Œufs	85	90	90
Autres produits animaux.....	5	5	5
Total produits animaux..	805	785	950
Total général (arrondi).....	1.385	1.470	1.600

(1) La période considérée pour chaque campagne est celle du 1er juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante.

Source. I. N. S. E. E.

Part relative des principales productions.

Avant la guerre.	p. 100	1948-1949.	p. 100	1949-1950.	p. 100	1950-1951.	p. 100
1 Viande	21	1 Viande	31	1 Viande	24	1 Viande	29
2 Blé	16,4	2 Lait	13,5	2 Lait	16	2 Lait	17
3 Viticulture	12,3	3 Volailles, œufs.....	13,5	3 Volailles, œufs.....	13	3 Volailles, œufs.....	13
4 Lait	11,9	4 Viticulture	12,5	4 Viticulture	12	4 Blé, céréales.....	10,5
5 Volailles, œufs.....	11,4	5 Blé, céréales.....	10	5 Blé, céréales.....	11,5	5 Viticulture	10
6 Légumes	11,1	6 Légumes	7	6 Légumes	8	6 Légumes	6,5
7 Fruits (1).....	5,5	7 Fruits (1).....	4	7 Pommes de terre.....	5	7 Fruits	4
8 Pommes de terre.....	4,4	8 Betteraves	3	8 Fruits (1).....	4,5	8 Betteraves	3,5
9 Betteraves	2,6	9 Pommes de terre.....	2,5	9 Betteraves	2	9 Pommes de terre.....	3
Divers	3,5	Divers	3	Divers	4	Divers	3,5

(1) Y compris les pommes à cidre.

Source: I. N. S. E. E.

Analyse des recettes de 1950-1951 (estimation très approximative).

	COMMERCIALISATION	CONSOMMATION familiale.	TOTAL
Produits végétaux:			
Blé et céréales panifiables	150	15	165
Betteraves	55	»	55
Pommes de terre	35	15	50
Légumes frais	70	25	95
Légumes secs	4	4	8
Fruits	35	15	50
Vin	115	45	160
Autres produits végétaux	60	10	70
Total des produits végétaux (en nombres ronds)	520	130	650
Produits animaux:			
Viande	395	65	460
Produits laitiers	235	40	275
Volailles	70	50	120
Œufs	55	35	90
Autres produits animaux	5	»	5
Total produits animaux (en nombres ronds)	760	190	950
Total général (en nombres ronds)	1.280	320	1.600

Dépenses de l'agriculture.

Analyses détaillées des dépenses de 1950-51 (erreur possible en + ou en — de l'ordre de 20 p. 100 environ).

	Milliards de francs.
I. — Matières:	
Semences	9
Aliments du bétail	55
Engrais	65
Antiparasitaires	10
Carburants et électricité	37
Ficelle-lieuse	7
Divers	5
Total (environ)	190
II. — Travaux et services:	
Battages	13
Frais d'entretien	80
Assurances	20
Echanges bétail	20
Frais de vétérinaires	10
Frais généraux divers	10
Total (environ)	155
III. — Renouvellement:	
Bâtiments et capital d'exploitation	85
Total général (environ)	430

Evolution des dépenses.

Les chiffres de l'année 1951 ne sont pas directement comparables à ceux des années précédentes, l'évaluation relative aux dépenses de carburants ayant été rectifiée et les frais généraux divers ayant été pris en compte pour la première fois.

Source: I. N. S. E. E.

Il faut donc considérer comme approximatif le rapprochement de ces dépenses, soit:

1948-1949	1949-1950	1950-1951
330	365	430

Il faut toutefois noter les pourcentages de progression relative des recettes et des dépenses pour ces campagnes, sous les réserves précitées:

	1948-1949	1949-1950	1950-1951
Recettes	+ 12 p. 100	+ 6 p. 100	+ 9 p. 100
Dépenses	+ 14 p. 100	+ 10 p. 100	+ 18 p. 100

3. — *Répartition du revenu net de l'agriculture.*

L'expression « revenu net » de l'agriculteur ne doit pas faire oublier les lacunes graves du calcul de ce revenu, ainsi il n'est pas possible de tenir compte des variations du capital d'exploitation, les dépenses relatives au bâtiment étant très mal connues. Or, il y a dans ce domaine un désinvestissement net. Il en serait de même pour l'équipement net en machines agricoles, non compris les tracteurs. L'institut national de la statistique et des études économiques estime donc que les chiffres donnés ci-dessus pour le « revenu net » de l'agriculture, constituent, en fait, une balance de trésorerie, avec une marge d'erreur en plus ou en moins de plus de 18 p. 100 pour les évaluations de 1950-1951. Les chiffres donnés pour *cette* campagne et la précédente deviennent, pour les seules *recettes en monnaie*, déduction faite de l'auto-consommation, et sous réserve d'une marge d'erreur importante:

	1949-1950	1950-1951
Recettes	1.155	1.230
Dépenses	365	430
	790	850

La notion du revenu net ainsi précisée, *sa répartition* serait ainsi estimée, en ordre de grandeur, en 1950-1951:

	EN NATURE	EN MONNAIE	TOTAL
	(Milliards de francs.)		
Revenu net des propriétaires (impôt foncier non déduit)	»	120	120
Revenu des salariés	25	(1) 145	170
Revenu des exploitants	295	585	880
Total (revenu net de l'agriculture)	320	850	1.170

(Marge d'erreur, en plus ou en moins, de 15 à 20 p. 100 environ.)

(1) Y compris la valeur des achats complémentaires de nourriture pour les salariés (30 milliards).

(La consommation familiale représenterait 20 p. 100 des recettes de l'agriculture en 1950-1951).

Il faut insister encore sur les graves insuffisances de la documentation.

Les indications données ci-dessus ne représentent donc que des approximations.

b) **Revenus bruts d'exploitation et salaires et traitements.**

	1949	1950	1951
	(Milliards de francs.)		
Produit intérieur brut au coût des facteurs	7.234	8.050	10.000
Salaires et traitements	— 3.486	— 3.965	— 4.950
Solde égal aux revenus bruts de la propriété et de l'entreprise	3.748	4.085	5.050
soit:	p. 100.	p. 100.	p. 100.
1° Part des revenus bruts d'exploitation en pourcentage du produit intérieur brut au coût des facteurs	51,9	50,7	50,5
2° Part des salaires et traitements	48,1	49,3	49,5

Source: I. N. S. E. E. (bilan de l'économie française en 1951).

VI. — CONSOMMATION

Le calcul d'un *indice du volume des biens et services* de consommation achetés en France par l'ensemble des particuliers est très délicat.

Il inclut les achats pour stockage effectués par les particuliers et les achats des étrangers sejournant en France. Par l'appel à des sources nombreuses et imparfaites, il conduit, précise l'institut national de la statistique et des études économiques, à de simples estimations. Celles-ci sont spécialement incertaines pour l'alimentation et les services.

Sur la *base* 100 *en* 1938, les indices ci-après peuvent être donnés pour les semestres des années 1950 et 1951, la pondération adoptée étant basée sur l' « estimation du revenu national français » publiée en 1947 par le commissariat général au plan:

Indice des biens et services de consommation

(base 100 en 1938).

	PONDÉRATIONS	1950		1951	
		1er semestre.	1er semestre.	2e semestre.	2e semestre.
Alimentation	48	101	101,5	102	102,5
Chauffage, éclairage (1)	3,4	108	117	118	126
Carburants (2)	1,8	103	107	99	115
Textiles, cuirs	11,5	100	110	105	100
Automobiles (3)	1	100	115	162	182
Autres articles manufacturés (4)	10,8	104	117	122	127
Logement (5)	7,5	96	96,5	97	97,5
Autres services (6)	16	107	107	107,5	107,5
Indice général	100	102	106	106	108
		104		107	

(1) Consommation d'électricité pour usages domestiques divers incluse.

(2) Carburants = vente d'essence à la clientèle civile.

(3) Automobile = livraisons au marché intérieur de voitures particulières.

(4) Meubles, articles de ménage, horlogerie, récepteurs, bicyclettes et motos, articles de voyage, sport, musique, produits d'entretien, savon, parfumerie, tabac, livres, journaux, produits pharmaceutiques.

(5) L'indice 100 ne signifie pas satisfaction des besoins; il correspond très approximativement à une situation déjà déficitaire en 1938 et ne tient pas compte de l'augmentation de la population et de son déplacement dans les villes.

(6) Voyages en chemin de fer, autocars et moyens de tranport urbains, entretien des voitures, postes, télégraphes et téléphones, blanchisserie, teinturerie, soins personnels médicaux, pompes funèbres, justice, notariat, spectacles, banques et assurances, hôtellerie, services domestiques, entretien des logements (estimation).

L'indice d'ensemble traduirait donc un progrès de l'ordre de 4 p. 100 en 1950, par rapport à 1938, et de 3 p. 100 entre 1950 et 1951.

Source: I. N. S. E. E.

VII. — COMPTABILITÉ FISCALE

COMPTE NATIONAL DES RECETTES ET DES DEPENSES

Résultats définitifs de l'année 1949.

Résultats provisoires des années 1950 et 1951.

Le *compte national des recettes et des dépenses*, publié dans le *dernier inventaire de la situation financière*, a été établi par le service de la comptabilité nationale du ministère des finances, d'après les règles proposées par l'O. E. C. E.

Ce compte est, en effet, l'élément principal du système de comptabilité nationale, élaboré par le groupe d'études du revenu national de l'O. E. C. E. Il regroupe en un compte unique les diverses opérations économiques retracées dans les comptes élémentaires qui contribuent à la formation du produit national, du revenu national et de la dépense nationale sous leurs divers aspects.

La lecture de ce compte permet donc d'obtenir les évaluations du produit national, du revenu national et de la dépense nationale sous leurs diverses formes. Ses principales rubriques sont, en effet: le revenu intérieur net, le revenu national, le produit national net, le produit national brut, la recette nationale brute, la consommation privée, la consommation publique, la formation intérieure brute de capital.

COMPTE NATIONAL DES RECETTES ET DÉPENSES

(Milliards de francs.)

DÉBIT	1949	1950 (Provisoire.)	1951 (Provisoire.)
Rémunération des salariés particuliers (1)	»	»	»
Achats courants nets de biens et services par les particuliers	5.532	6.240	7.670
Consommation privée	5.532	6.240	7.670
Rémunération des salariés du secteur public:			
Personnel dans la métropole	564	710	890
A l'étranger et dans les T. O. M.	118	160	205
Achats courants nets de biens et services par le secteur public:			
En France	280	320	515
A l'étranger et dans les T. O. M.	34	40	60
Consommation publique (y compris sécurité sociale)	996	1.230	1.670
Capital fixe:			
Entreprises	1.357	1.465	1.900
Etat	134	135	175
Stocks	260	160	300
Formation intérieure brute de capital	1.751	1.760	2.375
Prêt net au reste du monde	— 65	80	— 140
Dépense nationale brute	8.244	9.310	11.575

CRÉDIT	1949	1950 (Provisoire.)	1951 (Provisoire.)
1. Revenu des facteurs ayant son origine sur le territoire national.			
Rémunération de salariés	»	»	»
Salaires et traitements:			
Entreprises	2.271	2.500	3.150
Secteur public et sécurité sociale (2)	661	850	1.070
Contribution des employeurs à la sécurité sociale (y compris les taxes)	554	645	730
Revenu de la propriété et de l'entreprise:			
Etat (net de l'intérêt de la dette publique)	81	20	20
Particuliers	2.332	2.480	3.040
Reste du monde	— 15	— 15	— 10
Revenu non distribué (épargne)	263	290	450
Transferts des entreprises (nets) (3).			
Etat	»	»	»
Particuliers	»	»	»
Reste du monde	»	»	»
Impôts directs sur le revenu des entreprises	362	460	550
Revenu intérieur net	6.509	7.200	9.000
2. Revenu des facteurs ayant son origine dans le reste du monde.			
Rémunération des salariés	0	0	— 5
Revenu de la propriété et de l'entreprise	35	25	25
Revenu national	6.544	7.225	9.020
Impôts indirects	1.146	1.400	1.800
Subventions	— 191	150	— 200
Produit national net	7.499	8.475	10.620
Provisions pour amortissement et autres provisions d'exploitation	725	850	1.000
Produit national brut	8.224	9.325	11.620
Transferts nets du reste du monde (4)	— 10	— 15	— 45
Recette nationale brute	8.214	9.310	11.575

(1) Les comptes des institutions privées à but non lucratif n'étant pas retracés et les domestiques étant repris dans le secteur productif cette rubrique n'intervient pas.

(2) Dont avantages en nature: 53 en 1949, 70 en 1950 et 90 en 1951.

(3) Les indemnités pour dommages de guerre, les dons en capital du secteur public aux entreprises sont considérés comme des opérations en capital.

(4) Ce chiffre ne comprend pas la part de l'aide extérieure attribuée sous forme de don.

B. -- PRESENTATION GLOBALE POUR QUELQUES PRODUITS ESSENTIELS

B. — Présentation globale par produit essentiel

Cadre de présentation.

N. B. — Ce cadre regroupe, pour les produits essentiels, les observations données dans la première présentation, par grande division économique (disponibilités, transports, échanges, prix, crédit, salaires...).

I. — Produits agricoles.	Pages.
1° Blé	215
2° Pommes de terre	215
3° Betteraves industrielles et sucres	216
4° Vin	216
5° Légumes frais et fruits	216
6° Lait et produits laitiers	217
7° Viande	217

II. — Produits industriels.	Pages.
1° Charbon	218
2° Electricité	219
3° Pétrole	220
4° Acier	221
5° Aluminium et cuivre	221
6° Caoutchouc	222
7° Laine	222
8° Coton	223
9° Pâtes à papier	223
10° Cuirs et peaux	22[illegible]

I. — PRODUITS AGRICOLES

1° BLE

a) Disponibilités.

Observation préalable. — Le caractère très approximatif des statistiques agricoles ne permet pas une appréciation valable des disponibilités globales. On trouvera donc ci-après l'indication de la production, des échanges extérieurs et, sous toutes réserves, des stocks des principaux produits.

	1950	1951
	Millions de quintaux.	
Production	77 (1)	70 (2)
Echanges extérieurs:		
Importations	2,222	2,748
Exportations	6,797	5,431
Solde (importations — exportations)	4,575	2,317
Stocks en coopérative au 1er août	9,560	3,210

b) Transports.

S. N. C. F. (moyenne mensuelle)	2,44	1,96

c) Balance commerciale.

	Millions de francs.	
Echanges en valeurs:		
Importations	7.460	10.965
Exportations	18.843	15.850
Solde	+ 11.383	+ 4.885
Indices: céréales et farines (3): 1949 = 100.		
Indices du volume:		
Importations	82	82
Exportations	261	222

(1) Campagne 1949-1950.
(2) Campagne 1950-1951.
(3 Blé et seigle, orge, avoine, riz, maïs et farines de céréales.

d) Prix.

	1950	1951
Prix de gros (en francs par quintaux):		
Récolte métropolitaine	2.533	2.933
Indice du prix de gros des céréales (6 articles) (1949=100)	104,7	122,2

e) Recettes agricoles brutes tirées du blé et des céréales panifiables (autoconsommation incluse) (1).

	(Millions de francs.)	
Montant brut	170	165
Pourcentage des recettes globales	11,5	10,5

2° POMMES DE TERRE

	1950	1951
a) Disponibilités (millions de quintaux).	(Moyenne mensuelle.)	
Production (2)	129 (3)	121
Echanges extérieurs:		
Importations	3,6	2,2
Exportations	1,5	1,8
Solde (importations-exportations).	+ 2,1	0,4
b) Transports (moyenne mensuelle).		
Société nationale des chemins de fer Français	1,24	1,22

(1) Recettes tirées des campagnes 1949-50 et 1950-51.
(2) Campagnes 1949-50 et 1950-51.

c) **Balance commerciale**

(Millions de francs).	1950 (Moyenne mensuelle.)	1951 (Moyenne mensuelle.)
Echanges en valeurs:		
Importations	7.265	5.260
Exportations	2.744	2.992
Solde	4.521	2.268

d) **Prix.**

Prix de gros (1) en francs par kilogramme):		
Sterling Halles centrales	22,41	17,13
Ordinaire Halles centrales	17,43	»»
Prix de détail:		
Grands magasins d'alimentation à Paris	26,8	21
Indice (1949 = 100):		
Prix à la consommation familiale à Paris	117,6	138,9

e) **Recettes agricoles brutes tirées de la production des pommes de terre** (auto-consommation incluse) (2).

(Milliards de francs.)

Montant brut	73	50
Pourcentage des recettes globales	5	3

3° BETTERAVES INDUSTRIELLES ET SUCRE

a) **Disponibilités.**

(Millions de quintaux.)	1950 (Moyenne mensuelle.)	1951 (Moyenne mensuelle.)
Production de betteraves industrielles (3)	136	114
Sucre (raffiné ou aggloméré) (1.000 tonnes:		
Production (4)	707	779
Echanges extérieurs:		
Importations	70	0,38
Exportations	212	222
Solde (importations - exportations)	142	— 221,6

b) **Transports.**

(1.000 tonnes.)

Tous sucres. S. N. C. F.	76	80

c) **Balance commerciale.**

(Millions de francs.)

Echanges en valeurs tous sucres:		
Importations	20.695	42.320
Exportations	18.507	26.864
Solde	— 2.188	+ 14.544

d) **Prix.**

(En francs par kilogramme.)

Prix de gros (sucre blanc n° 3 à Paris, taxes incluses)	79,15	78,70
Prix de détail (grands magasins d'alimentation à Paris)	104,60	109

e) **Recettes agricoles brutes tirées de la production des betteraves industrielles (auto-consommation incluse).**

(Milliards de francs.)

Montant brut	30	55
Pourcentage des recettes globales	2 %	3,5%

(1) Taxes non comprises.
(2) Recettes tirées des campagnes 1949-50 et 1950-51.
(3) Source: ministère de l'agriculture, campagnes 1949-50 et 1950-51.
(4) Sucre raffiné ou aggloméré.
Source: ministère de l'industrie et de l'énergie.

4° VIN

a) **Disponibilité.**

(Millions d'hectolitres.)	1950 Moyenne mensuelle.	1951 Moyenne mensuelle.
Production (campagnes 1949-1950 et 1950-1951)	65	(47)
Echanges extérieurs (vins et apéritifs à base de vin):		
Importations	12,03	10,02
Exportations	0,98	1,34
Solde (importations - exportations)	+ 11,05	+ 8,68
Stocks à la propriété (fin de campagne)	4,2	15,1

b) **Transports** (1).

(Millions d'hectolitres.)

S. N. C. F.	1,30	1,50

c) **Balance commerciale.**

(Milliards de francs.)

Importations	59.083	51.677
Exportations	18.092	21.625
Solde	— 40.991	— 30.052

d) **Prix.**

(Litres en francs.)

Prix de gros (vin rouge, Bercy 10°, taxes comprises)	61	54
Prix de détail (vin rouge de table, 10°, bouché) (grands magasins d'alimentation à Paris)	71,4	66
Indice (prix à la consommation familiale à Paris): 1949 = 100	101,5	93,9

e) **Recette agricole brute tirée de la production du vin** (auto-consommation incluse).

(Milliards de francs.)

	1950	1951
Montant brut	175	160
Pourcentage des recettes globales	12 p. 100	10 p. 100

5° LEGUMES FRAIS ET FRUITS (2) (3)

a) **Disponibilités.**

	1950		1951	
	Légumes frais.	Fruits.	Légumes frais.	Fruits.
	(1.000 tonnes).			
Production	1.900	1.030		
Echanges extérieurs:				
Importations	227	50	160	81
Exportations	79	57	96	75
Solde (importation-exportation)	+ 148	— 7	+ 64	+ 6

(1) Chiffres très approximatifs.
(2) Légumes de plein champ (pommes de terre exclues), fruits à pépins, à noyaux et raisins frais.
(3) Pommes à cidre incluses.

b) **Transports de fruits et légumes** (S. N. C. F.)

(Moyenne mensuelle: 1.000 tonnes.)

1950: 170. — 1951: 168.

c) **Balance commerciale** (fruits et légumes)

(Milliards de francs.)

	1950	1951
Importations	53,3	59
Exportations	17,7	14
Solde	— 35,6	— 45

d) **Prix.**

(1949 = 100) moyenne mensuelle.

	1950	1951
Indice des prix à la consommation familiale à Paris, fruits et légumes frais	103,3	114,9

e) **Recette agricole brute.**

Recette tirée de la production de légumes frais et fruits.

(Auto-consommation incluse.)

	1950		1951	
	Légumes frais.	Fruits.	Légumes frais.	Fruits.
Montant brut (milliards de francs)	115	50	95	50
Pourcentage des recettes globales	6 p. 100	4,5 p. 100	6,5 p. 100	4 p. 100

6° LAIT ET PRODUITS LAITIERS

a) **Production de lait estimée.**

1950: 150 millions d'hectolitres. — 1951: 160 millions d'hectolitres.

N. B. — Les stocks de lait de conserve étaient de 7.000, 9.500 et 10.000 tones en 1950, 1951, 1952 (1er janvier) et ceux de beurre étaient estimés, au 1er janvier 1951, à 20.000 ou 25.000 tonnes.

b) **Echanges extérieurs de produits laitiers.**

Indice du volume des échanges de produits laitiers (lait concentré, beurre, fromages) (1949 = 100):

	1950	1951
Importations (étranger)	93	94
Exportations	93	106

Balance commerciale (milliards de francs):

Importations (étranger)	15,9	9,7
Exportations	8,3	9,9
Solde	— 7,6	+ 0,2

c) **Transports de lait.**

Société nationale des chemins de fer français (moyenne mensuelle: 1.000 tonnes):

1950: 48. — 1951: 48.

d) **Prix.**

Prix de gros, Halles centrales. — Prix de détail, Paris (moyenne mensuelle en francs).

	1950		1951	
	Gros.	Détail.	Gros.	Détail.
Lait (litre)	(1) 32,90	36,80	(1) 36,70	40,20
Beurre (kilogramme)	(2) 562	(4) 643	595	706
Fromage (gruyère) (kilogramme)	(3) 380	(5) 565	346	558

(1) Lait entier 34 gr. — Paris. — Taxes comprises.
(2) Beurre laitier. — Taxes comprises.
(3) Taxes comprises.
(4) Beurre frais, toutes provenances.
(5) Gruyère français.

e) **Recette agricole brute.**

Recette tirée de la production de produits laitiers.

(Milliards de francs.)

	1950	1951
Montant brut	235	275
Pourcentage des recettes globales	16 p. 100	17 p. 100

7° VIANDES

a) **Disponibilités.**

(1.000 tonnes.)

	1950	1951
Production totale (évaluation)	1.965	2.000
Echanges extérieurs: (viandes fraîches ou congelées):		
Importations	5,64	40,8
Exportations	23,7	11,9
Solde (importations — exportations) (stocks négligeables)	— 18,06	+ 28,9

b) **Balance commerciale.**

(Milliards de francs.)

Viandes fraîches ou congelées:		
Importations	4,124	10,26
Exportations	4,357	2,68
Solde	+ 3,233	— 7,58

c) **Prix.**

(1949 = 100.)

Prix de gros (indice des viandes)	95	130,9
Prix de détail (indice des prix à la consommation familiale à Paris viandes et poissons)	110,9	142,9

d) **Recette agricole brute.**

Recette tirée de la production de viande (milliards de francs) (auto-consommation incluse):

Montant brut	350	460
Pourcentage des recettes globales	24 p. 100	29 p. 100

II. — PRODUITS INDUSTRIELS

1° CHARBON

a) Disponibilités.

	1950	1951	1950	1951	1952
	(Année.)	(Moyenne mensuelle.) (millions de tonnes).			(Moy. mensuelle.) I
1. *Production*:					
Houille et lignite	52,5	55	4,38	4 58	5,031
Cokes (1)	8,54	9,71	0,712	0,809	0,888
Agglomérés	6,29	8	0,524	0,668	0,718
2. *Importations*:					
Houille et lignite	10,1	14,3	0,834	1,189	1,357
Cokes	3,64	4,49	0,303	0,374	0,413
Total	13,7	18,8	1,14	1,56	1,77
3. *Exportations*	2,3.	2,03	0,193	0,169	0,124
Disponibilités totales: Production (houille et lignite): (+ importations) : (— exportations)	64	72	5,3	6	6,7
N. B — Stocks (variations sur le carreau des mines (houille et lignite)	+ 1,2	— 1,2			+ 0,09

(1) Production totale disponible de semi-coke, cokes de four et cokes de gaz.

b) Activité de la main-d'œuvre.

Combustibles minéraux solides (1) (premier jour du trimestre).

	1950				1951				1952	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
1. Effectifs (indice 1938: 100)	119,3	117,2	113,1	109,8	108,6	108,5	107,4	106,9	107,7	(105,9)
2. Durée hebdomadaire du travail	48 heures				48 heures				48 heures	
3. Activité (indice 1938: 100)	143,2	140,6	135,7	131,8	130,3	130,2	128,9	128,3	129,2	(127,1)

(1) Début de trimestre.

c) Transports.

Combustibles minéraux solides (moyenne mensuelle).

	1950.	1951.
1. Société nationale des chemins de fer français:		
Tonnage (1.000 tonnes)	3.454	4.173
Tonnage kilométrique (millions de kilomètres)	728	871
2. Voies navigables:		
Tonnage (1.000 tonnes)	1.021	1.162
Trafic kilométriques millions de tonnes)	170,4	197,2
3. Mer (débarquements 1.000 tonnes)	277	547

d) Crédit et investissements.

En cours, utilisés au 31 décembre (en milliards de francs).

	1950	1951
1. Crédits globaux identifiés (industrie et commerce)	61,5	76,5
2. Crédits aux mines (mines et préparation):		
Court terme	16,4	16,1
Crédits d'investissement	23,7	26
3. Investissements globaux des Charbonnages de France	69	63

e) Balance commerciale (étranger).

Moyenne mensuelle (en milliards de francs).

	1950	1951	1952
			I
1. Importations	4.804	8,050	11,563
2. Exportations	2,464	2,271	1,962
Solde	— 2,340	— 5,779	— 9,601

f) **Prix.**

Moyenne mensuelle (en francs la tonne).

	1950	1951	1952
			I
1. Prix de gros (taxes incluses, prix livraison départ) :			
Tout venant Plénus	3.773	4.500	5.289
Boulets	4.029	4.604	5.486
2. Prix de détail (Paris et agglomération) :			
Boulets	7.460	8.900	10.440
3. Indice des prix de gros « charbons » (1949 = 100)	103,3	125,6	148,9

g) **Salaires** (en milliards).

	1950	1951 (1er semestre).
Charbonnages de France :		
Salaires et charges connexes	111	63
Dépenses avant amortissement	163	98
Indice des salaires (1949 = 100)	110 (4e trimestre).	162 (octobre).

2° ELECTRICITE

a) **Disponibilités** (milliards de kWh).

	1950	1951	1950	1951	1952
	Année.		Moyenne mensuelle.		I Moyenne mensuelle
1. Production totale :					
Thermique	16,8	16,8	1,4	1,4	»
Hydraulique	16,2	21,1	1,35	1,76	»
	33	37,9	2,75	3,16	3,49
2. Importations	0,6	0,6	0,05	0,05	0,046
Exportations	0,37	0,6	0,03	0,05	0,051
Disponibilités totales	133,3	37,9	2,77	3,16	3,5

b) **Activité de la main-d'œuvre.**

1. Effectifs (fin d'année) : 112.879, 112.856 (112.626 le 29 février 1952).
2. Durée hebdomadaire du travail : 48 heures.

c) **Crédits et investissements**

en cours utilisés au 31 décembre (en millions de francs).

	1950	1951
1. Crédits globaux identifiés (industrie et commerce)	(2) 33	(2) 39
2. Crédits à court terme	14,4	
3. Crédits d'investissement	18,4	
4. Investissements globaux d'Electricité de France	111	127

d) **Prix** (moyenne mensuelle).

	1950	1951	1952
			I
1. Indice des prix de gros « électricité » (1949 = 100)		108,6	130
2. Prix du kWh (usage domestique Paris et agglomération) (en francs :			
1re tranche	19,4	21,2	25,7
2e tranche	14,6	16,4	20,1
3e tranche	6,7	7,8	11,7

e) **Salaires.** (Décembre 1949 = 100.)

1950 (31 décembre) : 110. — 1951 (31 décembre) : 143. — 1952 (29 février) : 143.

3° PETROLE

a) Disponibilités (1.000 F).

	1950	1951	1950	1951	1952
	(Année.)		(Moy. mens.)		I (Moy. mens.)
1. Production:					
Brut métropolitai	127	294	10,6	24,5	27,3
Brut traité	14.500	18.432	1.212	1.536	1.636
Essences	3.147	3.920	262,3	326,7	358
Gas-oil	2.352	2.810	196	234,2	199
Fuel-oil	6.744	9.070	562	755,8	859
2. Importations:					
Brut	14.136	18.060	1.178	1.505	1.656
Essences	46,8	241	3,9	10,1	14,5
Gas-oil	162	79	13,5	6,6	10,7
Fuel-oil	150	78	12,5	6,5	26,7
3. Exportations:					
Essences	622	746	51,8	62,2	132,3
Gas-oil	1.320	1.368	110	114	121,6
Fuel-oil	1.152	2.448	96	204	267
Total (1 + 2 = 3):					
Essences	2.572	3.415	214,4	284,6	210,7
Gas-oil	1.194	1.521	99,5	127	88,1
Fuel-oil	5.742	6.700	478,5	558	618,7
N. B. — Stocks (variations) (dépôts de distribution):					
Essences (auto et super)	— 191	+ 103			+ 36,8
Gas-oil	— 42	— 6			+ 25
Fuel-oil	— 28	+ 42			— 3

b) Activité de la main-d'œuvre (pétrole et carburants liquides).

	1950				1951				1952	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
	(1er jour du trimestre.)									
1. Effectifs (indice: 1938 = 100)	136,3	137,7	142,7	149,3	155,9	155,3	161	161	160,5	(163,4)
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	48,4	46,1	47,1	47,6	47	47,8	47,3	47,3	46,5	46,8
3. Activité (indice: 1938 = 100)	164,4	159,5	168,8	178,6	184,1	186,5	191,3	191,3	187,5	(192,2)

c) Transports (hydrocarbures).

Moyenne mensuelle (en milliers de francs).

	1950	1951
1. S. N. C. F.	276	347
2. Voies navigables:		
Tonnage	382	434
Trafic kM (en millions de kilomètres).	85,2	97,7
3. Mer:		
Débarquements	1.377	1.751

d) Crédits et investissements.

en cours utilisés au 31 décembre (en milliards de francs).

	1950	1951
1. Crédits globaux identifiés (industrie et commerce)	31,2	44,8
2. Crédits à court terme (industrie)	20	
3. Crédits d'investissements (industrie)	6,4	
4. Investissements globaux	30	

e) Balance commerciale.

Moyenne mensuelle (en milliards de francs).

	1950	1951	1952
			I
1. Importations (étranger)	9,263	14,347	17,059
2. Exportations	2,836	5,057	6,905
Solde	— 6,427	— 9,290	— 10,154

f) Prix.

Moyenne mensuelle (hectolitres en francs).

	1950	1951	1952
			I
1. Prix de gros:			
Essence (1) tourisme (pompe libre)	4.438	5.129	5.493
Gas oil		3.634	4.034
2. Prix de détail essence tourisme (pompe libre)	4.680	5.500	5.950
3. Indice des prix de gros (produits pétroliers) (1949 = 100)	114	139,6	146,9

(1) Prix livraison franco, taxes comprises.

4° ACIER

a) **Disponibilités** (1.000 F).

	1950	1951	1950	1951	1952
	année.		moyenne mensuelle.		I moy. mens.
1. Production :					
Acier brut	8.652	9.828	721	819	890
Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid)	5.964	7.044	497	587	658
2. Importations :					
Acier (lingots et demi-produits)	26	73	2,15	6,1	4,8
Produits finis	72	48	6	4	3,1
3. Exportations :					
Acier	464	305	38,7	25,4	12,6
Produits finis	2.280	2.856	190	238	172
Total (en ordre de grandeur) (1 + 2 — 3) :					
Acier	8.200	9.600	680	800	882
Produits finis	3.750	4.200	310	350	644

b) **Activité de la main-d'œuvre** (ensemble : production des métaux).

	1950				1951				1952	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
	(1er jour du trimestre.)									
1. Effectifs (indice 1938 = 100)	114,7	113,4	111,2	111,4	113,1	113,6	113,5	114,9	116,2	(116,7)
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	48,4	48,1	48,2	48,3	47,5	47,5	48,3	49,1	48,5	(48,4)
3. Activité (indice 1938 = 100)	140,2	137,8	135,3	135,9	135,6	136,2	238,5	142,5	142,3	(142,6)

c) **Crédit et investissements** (sidérurgie) en cours utilisés au 31 décembre (en milliards de francs).

	1950	1951
1. Crédits globaux identifiés	105,5	158,6
2 Crédits à court terme	13,8	»
3. Crédits d'investissement	22,4	»
4. Investissements globaux	52,5	»

d) **Balance commerciale.**

Moyenne mensuelle (en milliards de francs).

	1950	1951	1952
			I
Sidérurgie et première transformation :			
Importations (étranger)	0,590	0,699	0,882
Exportations	8,630	13,227	12,277
Solde	+ 8,040	+ 12,528	+ 11,395

e) **Prix.**

Indice des prix de gros (1949 = 100) :
Produits métallurgiques (ferreux) : 1950, 101,6. — 1951, 126,5. — 1952 (I), 157,4.

f) **Salaires.**

Indice d'ensemble (1949 = 100) :
Production des métaux : 1950, 102. — 1951, 130. — 1952 : (janvier), 154 ; (avril), 155.

5° ALUMINIUM ET CUIVRE

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1950	1951	1950	1951	1952
	Année.		Moyenne mensuelle		I Moyenne mens.
1. Production :					
Aluminium	84,4	112	7,035	9,347	9,948
Cuivre	19,9	21,15	1,656	1,763	2,228
2. Importation :					
Aluminium	(Très faibles.)				
Cuivre (1)	109,8	114	9,15	9,5	12
3. Exportation :					
Aluminium	27,8	11,4	2,32	0,95	0,52
Cuivre (1)	»	6,7	»	0,56	0,03
Total aluminium (1-3)	56,6	110,6	4,7	8,4	9,4

(1) Cuivre brut pur et allié, limailles et vieux métaux. Ces importations ne peuvent être ajoutées à la production, elle-même transformation d'une partie du métal importé (brut non raffiné) et des vieilles matières.

b) **Crédit et investissements** (ensemble métaux non ferreux).

En cours utilisés (en millions de francs.)

	1950	1951
1. Crédits globaux « métaux non ferreux » identifiés	16,9	21,7
2 Crédits à court terme	6,07	»
3. Crédits d'investissement	6,42	»

c) **Balance commerciale.**

	1950	1951
	(En millions de francs.)	
1. Aluminium (et alliages) :		
Importations	0,265	1,232
Exportations	3,720	3,733
Solde	+ 3,455	+ 2,501
2. Cuivre (et alliages) :		
Importations	19,1	25,4
Exportations	4,8	4,9
Solde	— 14,3	— 20,5

d) **Prix.**

	1950	1951	1952
	(Moyenne mensuelle en francs.)		
1. Prix de gros aluminium en lingot français 99 p. 100 (prix livraison départ, taxes comprises), 100 kg	16.826	19.386	23.909
2. Indice prix de gros métaux non ferreux (1949 = 100)	115,1	160,4	203

6° CAOUTCHOUC

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1950	1951	1950	1951	1952
	Année.		Moyenne mensuelle.		I (moyenne mens.)
1. Production :					
Pneumatiques	126,5	160	10,5	13,7	14,9
Caoutchouc industriel (1)	40,8	44,4	3,4	3,7	3,6
2. Importations :					
Gommes naturelles	94,3	123	7,86	10,3	12,6
Pneumatiques	9,96	15,5	0,83	1,29	1,46
3. Exportations :					
Pneumatiques	21,8	29,6	1,82	2,47	2,8

(1) Tonnage de gomme et caoutchouc artificiel incorporé.

b) **Crédits et investissements.**

En cours utilisés au 31 décembre (en milliards de francs).

	1950	1951
1. Crédits à court terme (industrie)	5,56	13
2. Crédits d'investissement (industrie)	1,19	2,6

c) **Balance commerciale.**

(Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.)
(En milliards de francs.)

	1950	1951
1. Importations	24	63,6
2. Exportations	10,3	20,4
Solde	— 13,7	— 43,2

d) **Prix.**

Moyenne mensuelle (en francs).

	1950	1951	1952 I
1. Prix de gros :			
Feuilles fumées standard (kg)	310	448	334
Pneumatiques tourisme Paris (pièce) (165 × 400)	4.439	7.067	7.577
2. Indice prix de gros (1949 = 100) :			
Caoutchouc	138,1	211	202

7° LAINE

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1950	1951	1950	1951	1952
	Année.		Moy. mens.		I Moy. mens.
1. Production :					
Laine peignée	74,8	54	6,23	4,5	4,56
2. Importations :					
Laine brute	110	88	9,09	7,32	9,08
Laine peignée	1,38	1,56	0,115	0,13	0,14
3. Exportations :					
Laine peignée	14,52	10,56	1,21	0,88	0,8
Total laine peignée : (1 + 2 — 3)	61,6	45	5,13	3,75	3,9
N. B. — Stocks (variations)	+ 2,31	+ 1,12			+ 0,27

b) **Crédit et investissements.**

En cours utilisés (en milliards de francs).

	1950	1951
1. Crédits globaux identifiés (industrie et commerce)	51,6	61,1
2. Crédits à court terme (industrie)	23,3	36,5
3 Crédits d'investissement	4,6	2

c) **Balance commerciale** (matières premières, filés, tissus).

	1950	1951
1. Importations	71,4	120
2. Exportations	87,8	99
Solde	+ 16,4	— 21

d) **Prix.**

Moyenne mensuelle (en francs).

	1950	1951	1952
			I
Prix de gros laine peignée 100/105 (livraison franco, taxes incluses) (kg)	»	2.535	1.567
Prix de gros laine fils peignés écrus 2/28 (prix livraison départ, taxes incluses) (kg)	2.474	3.091	2.310

8° COTON

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes).

	1950	1951	1950	1951	1952
	Année.		Moyenne mensuelle.		I (Moyenne mens.)
1. Production:					
Filés	251	271	20,9	22,6	24,7
2. Importations:					
Coton brut	281	247	23,4	20,6	29,6
Filés (purs ou mélangés)	12,2	10,8	1,02	0,9	0,72
3. Exportations:					
Filés	7,9	10,2	0,66	0,85	0,7
Total filés (en ordre de grandeur)	250	270	21	22	24
N. B. — Stocks (variation)	— 3,3				+ 3

b) **Crédit et investissements.**

En cours utilisés au 31 décembre (en milliards de francs).

	1950	1951
1. Crédits globaux identifiés	26,6	40,0
2. Crédits à court terme (industrie)	15,2	28,4
3. Crédits d'investissement	1,87	3,4

c) **Balance commerciale** (matières premières, filés, tissus).

Année (milliards de francs).

	1950	1951
1. Importations	107	136
2. Exportations	67	86
Solde	— 40	— 50

d) **Prix.**

Moyenne mensuelle (en francs).

	1950	1951	1952
Prix de gros coton fils (n° métrique 56) (Prix livraison départ kg taxe de transaction incluse).	539	745	761
Prix de gros coton calicot écru (90 cm) mètre	78	108	107

9° PATES A PAPIER

a) **Disponibilités** (1.000 tonnes pâtes sèches).

	1950	1951	1950	1951	1952
	Années.		(Moyennes mensuelles.)		I
1. — Production	533	602	44,4	50,2	52,4
2. — Importation	485	581	40,4	48,4	54,2
Total:	1.018	1.183	84,8	98,6	107,6
N. B. — Stocks dans les usines (variation)	+ 5	+ 28			+ 23

b) **Activité de la main-d'œuvre** (papier-carton).

	1950				1951				1952	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
	(Premier jour du trimestre.)									
1. — Effectifs (indice 1938 = 100)	98,3	98,7	98,7	100,1	101,2	103,6	105,3	106,2	107	(106,9)
2. — Durée hebdomadaire du travail (*h*)	44,4	44	44,3	44,8	45	45,1	45,1	45,2	44,8	43,1
3. — Activité (indice 1938 = 100)	13	112,5	113,3	116,2	118	121	123	124,4	124,2	(119,4)

c) **Crédit et investissements** (papier).
En cours utilisés au 31 décembre (en milliards de francs).

	1950	1951
1. — Crédits globaux identifiés	19,5	36,4
2. — Crédits à court terme (industrie)	13,3	26,4
3. — Crédits	4,3	5,1

d) **Balance commerciale** (papiers et cartons).
(En milliards de francs.)

	1950	1951
1. — Importations	22,2	69
2. — Exportations	22,7	38
	+ 0,5	— 31

e) **Prix.**
(1949 = 100. Moyenne mensuelle.)

	1950	1951	1952
1. Indice prix de gros pâtes à papier	123,9	256	283
2. Indice prix de gros ensemble pâtes et papier	210,1	216	246
3. Indice prix de gros ensemble papiers et cartons	103,5	196,3	229

f) **Salaires.**

Indice des taux des salaires horaires (1949 = 100):

Papier-carton: 1950, 108. — 1951, 140. — 1952: (janvier), 165; (avril), 167.

10° CUIRS ET PEAUX

a) **Disponibilités.**

	1950	1950	1951	1951	1952
	année		moyenne mensuelle		I moy. mens.
1. — Production (cuirs et peaux finis, bovins, ovins, caprins)	66	(54)	5,05	(4,5)	(4)
2. — Importations	1	1,3	0,082	0,109	»
3. — Exportations	7,9	7,7	0,657	0,645	»

b) **Activité de la main-d'œuvre.**

	1950				1951				1952	
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
1. — Effectifs: (indice 1938=100)	98,3	99,1	98,8	99,9	101,1	101,5	98,3	96,8	95,6	95,9
2. — Durée hebdomadaire du travail (h)	41,2	41	41	41,8	41,6	41,9	39,8	40,6	41,2	40,8
3. — Activité: (indice 1938=100)	107,7	108	107,7	111,1	111,8	113,1	104,1	104,5	104,8	104,1

c) **Crédit et investissements** (cuir)
en cours utilisés (en milliards de francs).

	1950	1951
1. — Crédits globaux identifiés	24,3	31,3
2. — Crédit à court terme (industrie, tanneries, mégisseries)	7,8	11,7
3. — Crédits d'investissements	0,075	»

d) **Balance commerciale.**
Année (milliards de francs).

	1950	1951
1. Importations	24	37
2. Exportations	19	25
Solde	— 5	— 12

e) **Prix** (1949 = 100. — Moyenne mensuelle).

	1950	1951	1952
			I
1. Indice prix de gros peaux brutes	103,1	132,2	81,5
2. Indice prix de gros cuirs finis	101,5	121,5	100,2
3. Indice prix de gros ensemble cuirs	102	124,9	94,4

f) **Salaires.**

Indice des taux des salaires horaires: 1950, 106,6. — 1951, 133. — 1952 (janvier), 155; (avril), 157.

C. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

	Pages
1° Population	225
2° Production.	
a) Résultats agricoles	226
b) Production industrielle	227
3° Activité de la main-d'œuvre	229
4° Commerce extérieur:	
a) Indices du quantum en volume	229
b) Indices de valeur unitaire	229
5° Transports:	
a) Transports ferroviaires	229
b) Flotte marchande	230
6° Prix et coût de la vie:	
a) Indices des prix de gros	230
b) Indices du coût de la vie	230
c) Indices des matières premières	230
7° Données de consommation:	
a) Laine	231
b) Acier	231
8° Données monétaires:	
Pouvoir d'achat des principales monnaies de 1939 à 1951	231

1° POPULATION

a) Taux de nuptialité dans quelques pays (0/00) (1).

	1938	1950	1951
Allemagne occidentale	9,5	10,7	10,2
Australie	9	9,2	»
Autriche	13,3	9,4	9,1
Belgique	7,4	8,3	8
Canada	7,9	9,1	9,2
Espagne	4,5	7,4	7,4
France	6,7	7,9	7,5
Italie	7,5	7,7	6,9
Pays-Bas	7,7	8,2	8,8
Royaume-Uni	8,6	8	8,2
Suède	9,2	7,7	7,6
U. S. A.	10,3	11	10,5
Moyenne pour ces pays	8,5	8,7	»

(1) Nombre de mariages enregistrés pour 1.000 personnes de la population correspondante au milieu de l'année.

Source: O. N. U.

b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays (0/00).

	1938		1950		1951	
	N.	M.	N.	M.	N.	M.
Allemagne occidentale	19,7	11,4	16,2	10,4	15,7	10,6
Australie	17,5	9,6	23,3	9,6	»	»
Autriche	13,9	14	15,6	12,4	14,6	12,8
Belgique	16	13,2	16,5	12,4	16,4	12,7
Canada	20,7	9,7	26,8	8,9	27,1	9
Espagne	20,1	19,3	19,9	10,8	19,9	11,5
France	14,9	15,8	20,4	12,6	19,5	13,3
Italie	(1) 23,8	(1) 14,1	19,6	9,8	18,1	10,3
Pays-Bas	20,5	8,5	22,7	7,5	22,3	7,6
Royaume-Uni	15,5	11,8	16,1	11,7	15,8	12,5
Suède	14,9	11,5	16,4	10	15,6	9,9
U. S. A.	17,6	10,6	23,4	9,6	24,3	9,7

(1) Territoire d'avant-guerre.

c) Population mondiale totale (milieu année 1950).

	EVALUATIONS en millions.	SUPERFICIES en millions de km².	DENSITÉ au km².
Afrique	198	30,14	7
Amérique du Nord	216,3	24,276	9
Amérique du Sud	111,4	17,764	6
Asie	1.272	26,859	47
Europe	396,3	4,955	80
Océanie	12,9	8,558	2
U. R. S. S.	193 (1)	»	9 (1)
Total	2.400	134,823	18

(1) Estimation pour 1946.

Source: O. N. U.

d) Population de l'Europe au 1er janvier 1952.

(U. R. S. S. exclue.)

(Evaluation en millions.)

Albanie	1,3	Italie	46,9
Allemagne occidentale	48	Luxembourg	0,3
Allemagne orientale	18,6	Norvège	3,3
Berlin	3,3	Pays-Bas	10,3
Autriche	6,9	Pologne	25,8
Belgique	8,7	Portugal	8,8
Bulgarie	7,3	Roumanie	16
Danemark	4,3	Royaume-Uni	50,9
Espagne	28,7	Sarre	0,95
Finlande	4,1	Suède	7,1
France	42,4	Suisse	4,7
Grèce	8,1	Tchécoslovaquie	12,8
Hongrie	9,3	Yougoslavie	16,7
Irlande	3		
Islande	0,15	Total	398,7

La valeur des évaluations est différente selon les pays, certaines ayant dû être obtenues par extrapolation sur le mouvement des populations des dernières années, en raison de l'absence de recensements récents connus.

Source: institut national d'études démographiques (I. N. E. D.).

2° PRODUCTION (en ordre de grandeur)

a) **Résultats agricoles.**

1. — *Indices de la production agricole* (produits alimentaires)

(1934-1938 = 100).

	1948	1949
Allemagne occidentale	78	84
Australie	107 (1)	116
Autriche	75	81
Belgique	93 (2)	113
Canada	126 (3)	123
Espagne	81 (4)	89
France	95	96
Italie	97	102
Pays-Bas	103	115
Royaume-Uni	122	122
Suède	109	108
U. S. A.	142 (3)	135
U. R. S. S.	»	»

(1) 1936-1939 = 100. — (2) Belgique-Luxembourg. — (3) 1935-1939 = 100. — (4) 1931-1935 = 100.

2. *Blé.*

	1934-1938	1949	1950
	(Moyenne.)	(1.000 t.)	(1.000 t.)
Allemagne occidentale	2.505	2.471	2.614
Australie	4.200	5.939	4.993
Autriche	417	350	384
Belgique	450	596	547
Canada	7.170	9.999	12.565
Espagne	4.364 (1)	2.580	3.540
France	8.443	8.062	7.701
Italie	7.254	7.020	7.612
Pays-Bas	430	425	295
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.648
Suède	696	698	731
U. S. A.	19.476	31.202	27.944
U. R. S. S.	38.090	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	146.000

(1) 1931-1935 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

3. *Maïs.*

	1934-1938	1949	1950
	(Moyenne.)	(1.000 t.)	(1.000 t.)
Argentine	7.892	836	4.000
Brésil	5.677	6.462	»
France	541	194	404
Roumanie	4.032	»	»
U. R. S. S.	4.648	»	»
U. S. A.	53.066	85.841	79.531
Yougoslavie	4.708	3.718	2.085
Monde (U. R. S. S. exclue)	110.200	137.800	132.100

4. *Riz.*

	1934-1938	1949	1950
	(Moyenne.)	(1.000 t.)	(1.000 t.)
Afrique	2.170 (1)	3.300	»
Chine (22 provinces)	50.065 (2)	44.500	»
Europe	1.140 (1)	1.040	1.200
Indes	29.645	34.709	»
Indochine	6.498	4.600	»
Japon	11.501	12.224 (4)	12.005
Pakistan	11.169 (3)	12.403	12.900
U. S. A.	956	1.848	1.722
Monde (U. R. S. S. exclue)	149.300	151.200	153.800

(1) Moyenne non comparable aux données annuelles 1949 et 1950.
(2) Moyenne 1931-1937.
(3) Moyenne 1936-1938.
(4) Iles Ryu-Kyu exclues.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. *Pommes de terre.*

	1934-1938	1949	1950
	(Moyenne.)	(1.000 t.)	
Allemagne occidentale	19.603	20.875	27.950
Australie	343	481	»
Autriche	2.845	2.008	2.548
Belgique	3.460	2.047	2.300
Canada	1.915	(1) 2.428	2.641
Espagne	4.954	2.560	2.800
France	(2) 17.158	(2) 10.976	14.431
Italie	2.626	2.612	2.380
Pays-Bas	2.720	4.605	4.052
Royaume-Uni	5.011	9.180	9.661
Suède	10.024	11.201	11.961
U. S. A.	1.847	1.720	1.734
U. R. S. S.	73.933	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	159.400	145.900	163.500

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.

5. *Arachides.*

	1934-1938	1949	1950
	(Moyenne.)	(1.000 t.)	
A. O. F.	781	882	786
Chine (22 provinces)	(1) 2.739	2.980	»
Inde	(2) 3.196	3.463	3.331
U. S. A.	540	851	925
Monde (U. R. S. S. exclue)	8.800	10.200	»

(1) Moyenne 1931-37.
(2) Moyenne 1936-37—1938-39.
Source: O.N.U. (F.A.O.).

6. *Lait* (lait de vache).

	1934-1938	1949	1950		1934-1938	1939	1950
Allemagne occidentale	(1) 19.976	14.190	13.861				
Australie	(2) 5.352	5.684	5.875	Italie	(4) 6.474	5.843	»
Autriche	(3) 1.983	1.748	1.881	Pays-Bas	5.421	5.354	5.727
Belgique	(3) 2.834	8.887	3.062	Royaume-Uni	8.345	9.759	10.479
Canada	6.811	7.615	7.407	Suède	4.596	4.647	4.905
France	(3) 14.192	13.250	15.500	U. S. A.	47.816	55.370	55.964

(1) 1938, Allemagne entière.
(2) Moyenne 1935-1939.
(3) 1939.
(4) 1937, lait livré par les fermiers, y compris le lait de buffonne, brebis, chèvre.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. *Indications sur le cheptel mondial.*

	1939 (1) (Millions de têtes.)				1950 (2) (Millions de têtes.)			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
Allemagne	15,8	18	3,87	2,4	14,2	14	2,9	2,3
Australie	12,8	1,15	111	1,7	14,6	1,1	113	1,05
Argentine	33	4	46	8,3	»	»	»	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	50	23	13,4	6,9
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,6	2,8	8,2	5,4	1,3	1,7
Chine (22 provinces)	23	60	12,4	4	18,2	59,5	10,4	2
France	15,6	7,1	9,9	2,7	15,4	6,7	7,5	2,4
Inde	138	2,7	»	1,8	(3) 137	(3) 3,7	»	(3) 1,4
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	4,7	»	33	»
Pakistan	24	»	»	»	24	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	10	31,1	14,8	0,55
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	10,2	»	23	1,13
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6	»	»	22,6	»
U. R. S. S.	63	30	57	17,5	»	»	»	»
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6	80	60	30,7	5,3
Monde (U. R. S. S. exclue)	621	850	659	73	669	268	649	60

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Evaluation la plus proche du 1er janvier 1950.
(3) 1945.
(4) Quelques Etats seulement.

b) **Production industrielle.**

	1938	1950	1951
1. *Indices de la production industrielle* (1). (1948 = 100.)			
Allemagne occidentale	(2) 168	189	228
Autriche	(3) 108	157	176
Belgique	82	102	117
Canada	56	109	117
Espagne	»	109	124
France	90	111	125
Italie	101	126	144
Japon	206	152	196
Pays-Bas	89	123	128
Royaume-Uni	86	116	119
Suède (4)	67	108	112
U. S. A. (4)	46	104	115
U. R. S. S. (5)	65	117	»
Monde	71	119	129 (1er tr.)
2. *Charbon* (houille). Moyenne mensuelle (millions de tonnes.)			
Allemagne occidentale	11,4	9,2	9,9
Autriche	0,019	0,015	0,016
Belgique	2,46	2,27	2,47
Canada	1	1,26	1,23
Espagne	0,47	9,2	9,44
France	3,87	4,24	4,41
Italie	(6) 0,12	0,086	0,097
Japon	4,05	3,2	3,6
Pays-Bas	1,12	1,02	1,03
Royaume-Uni	19,2	18,3	18,09
Suède (7)	0,006	0,026	0,022
U. S. A. (8)	29,8	42,4	43,5
U. R. S. S.	11,1	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	88,4	100	»
Source: O. N. U.			
3. *Electricité.* Moyenne mensuelle (kWh).			
Allemagne occidentale	»	3.669	4.280
Autriche	152	409	471
Belgique	440	707	791
Canada	2.180	4.242	4.783
Espagne	229	526	600
France	1.548	2.623	3.004
Italie	1.295	2.057	2.437
Japon	2.408	3.236	3.426
Pays-Bas	199	456	483
Royaume-Uni (10)	2.031	4.580	4.907
Suède	680	1.511	1.620
U. S. A.	9.481	27.427	30.853
U. R. S. S.	3.300	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	35	71	»

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) Electricité et gaz d'usine exclus.
(5) Indice de la valeur brute de la production exprimée aux prix de 1926-1927.
(6) Vénétie julienne incluse.
(7) Irlande du Nord exclue.
(8) Lignite incluse.
(9) Centrales et auto-production en général.
(10) Irlande du Nord exclue.

	1938	1950	1951
4. Pétrole brut.			
Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).			
Allemagne occidentale	45,9	93	114
Arabie séoudite	6	2.342	3.123
Bahrein	95	126	126
Canada	75	312	516
Colombie	242	399	450
France	6	10,6	24,5
Indonésie	616	534	620
Irak	358	546	696
Iran	863	2.688	»
Koweit	»	1.111	2.361
Mexique	457	858	915
Pérou	175	166	178
Qatar	»	136	197
U. S. A.	14.253	22.510	25.622
U. R. S. S.	(1) 2.686	»	»
Venezuela	2.344	6.520	7.419
Monde (U. R. S. S. exclue)	20.800	40.417	»
Source: O. N. U.			
5. Acier brut.			
(Moyenne mensuelle 1.000 tonnes.)			
Allemagne occidentale	(2) 1.492	1.010	1.125
Belgique	190	311	417
Canada	98	256	270
France	518	721	819
Italie	194	197	254
Japon	539	403	542
Luxembourg	120	204	256
Royaume-Uni	880	1.380	1.325
Suède	81	120	125
U. S. A.	2.400	7.310	7.948
U. R. S. S.	1.500	2.275	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues).	7.625	13.400	»
6. Aluminium.			
Allemagne occidentale	6,72	2,32	6,18
Autriche	0,37	1,5	2,19
Canada	5,4	30	33,6
France	3,78	5,06	7,59
Italie	2,15	3,09	4,15
Japon	1,28	2,06	3,07
Norvège	2,42	3,88	4,27
Royaume-Uni	1,95	2,5	2,35
Suisse	2,2	1,6	2,5 (3e trim.)
U. S. A	10,8	54,3	63,3
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	108	»
7. Cuivre (7).			
Allemagne occidentale	11,48	11,14	11,76
Canada	17,2	18,1	18,6
Chili	28,1	28,8	30
Congo belge (3)	10,33	14,66	15,33
France (4)	0,52	0,52	0,52
Japon (5)	»	3,07	3,65
Mexique	3,49	5,14	5,36
Rhodésie du Nord (6)	18	23,3	26
Royaume-Uni (4)	»	16,2	17,4
U. S. A.	43,8	71,1	73
U. R. S. S.	9,6	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	191	»

	1938	1950	1951
7. Caoutchouc.			
Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).			
Canada (8)	»	4,95	5,27
Ceylan	4	10	9
Indochine	5,10	4,10	7,50
Indonésie	27	58,2	68,1
Malaisie	30,4	58,8	51,3
Thaïlande	3,52	9,5	9,2
U. S. A. (8)	»	40,3	71,6
Monde (caoutchouc naturel)	77	157	
9. Laine.			
(Production de filés.)			
Allemagne occidentale	(9) 5,94	7,09	7,67
Belgique	2,45	3,35	2,76
France (10)	9,8	10,6	10
Japon (10)	4,48	2,71	4,27
Royaume-Uni (10) (11)	21,4	21	19
U. S. A. (11)	21,8	30,6	26,6
10. Coton.			
(Production de filés.)			
Allemagne occidentale (9)	22,98	23,54	26,98
Argentine	2,03	6,39	8,31 (sept.)
Belgique (10)	6,26	8,2	8,87
Canada	4,51	8	7,78
Espagne	»	4,82	4,36
France (10)	20,8	20,9	22,6
Inde	(12) 49,3	43,7	49
Italie	(13) 11,6	15	15,9
Japon	46,2	19,9	28,1
Pays-Bas (10)	4,3	5,03	5,19
Royaume-Uni	36	32,2	32,7
U. S. A.	(14) 119	(15) 143	»
11. Ciment.			
Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).			
Allemagne occidentale (17)	711	906	1.017
Argentine	103	131	129
Autriche	(16) 35,8	107,4	122,9
Belgique	243	296	366
Brésil	51,5	115,5	125,3 (sept.)
Canada	73	221	223
Espagne	»	175	194
France	343	618	696
Inde	(18) 119	221	271
Italie	384	417	465
Japon	494	372	546
Royaume-Uni	653	826	865
U. S. A.	1.497	»	3.437
U. R. S. S. (17)	487	3.167	
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.675	10.160	

(1) Gaz naturel inclus.
(2) Lingots et moulages parachevés.
(3) Exportations.
(4) Récupération.
(5) Cuivre raffiné.
(6) Cuivre raffiné inclus.
(7) Aluminium et cuivre neufs.
(8) Synthétique.
(9) 1936.
(10) Purs ou mélangés.
(11) 1937.
(12) Inde britannique et Etats indiens.
(13) Déchets inclus.
(14) 1939.
(15) 1947.
(16) 1937.
(17) 1936.
(18) Inde britannique et Etats indiens.

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) Indice de l'emploi (agriculture exclue).

(1948 = 100)

	1938	1950	1951 (Octobre.)
Allemagne occidentale	»	105	112
Australie	(1) 73	107	111
Autriche	(2) 73	100	102
Canada	60	102	109
France (3)	95	102	104
Japon	»	102	112
Royaume-Uni	»	102	104
U. S. A.	65	100	105

(1) Juillet 1939.
(2) Agriculture incluse.
(3) Quelques services publics exclus.
(4) 1946.

b) Durée hebdomadaire du travail (industries manufacturières).

	1938	1950 (heures)	1951 (Septembre.)
Allemagne occidentale	49,6	48,2	47,2
Canada	»	42,3	41,8
France	384,8	44,8	44,8
Royaume-Uni	46,3	45,7	46,7
Suède	46,3	(1) 46,8	»
Suisse	46,3	47,5	47,8
U. S. A.	35,6	40,5	40,7

Source: B. I. T.

c) Chômage.

(Nombre de chômeurs enregistrés secourus ou assurés.)

	1938	1950	1951
		(1.000)	
Allemagne occidentale	»	1.385	1.432
Belgique	173,9	221,7	206
Espagne	»	166	144,2
France	373,6	52,4	46,3
Italie	»	1.615	1.721
Pays-Bas	353,7	79,1	92,8
Suède	67	22,1	18,2
Suisse	52,6	9,6	3,8
Royaume-Uni	1.786,5	341,1	281,1
U. S. A.	10.390	3 142	1.879

Source: B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indices du quantum en volume.

(1948 = 100.)

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

	1938		1950		1951	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occ. (1)	88 (2)	116 (2)	100	100	102	143
Australie	101	101	139	112	159	104
Autriche	244 (3)	185	190	187	210	202
Belgique-Luxembourg	»	»	112	123	113	139
Canada	55	58	109	94	123	(104)
France (4)	100	79	105	136	123	161
Italie	92	124	118	139	135	147
Pays-Bas	118	156	147	204	150	242
Pologne	77 (5)	105 (5)	150	150	»	»
Royaume-Uni	132	80	109	127	126	131
Suède	94	111	108	144	120	162 (4e tr.)
Suisse	68	80	100	113	118	136
U. S. A.	67	50	119	90	117	115

N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.

(1) 1950 = 100.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) 1949 = 100 (212 marchandises à l'importation; 246 à l'exportation).
(5) Territoire d'avant guerre

Source: O. N. U.

b) Indices de valeur unitaire.

(1948 = 100.)

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

	1938		1950		1951	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occ. (1)	28 (2)	35 (2)	100	100	127	122
Australie	37	35	114	135	138	234
Autriche	27 (3)	33 (3)	169	174	244	235
Belgique-Luxembourg	»	»	99	90	119	119
Canada	46	47	110	108	126	122
France (4)	»	»	114	101	117 (3e tr.	121
Italie	1	1	88	91	113	110
Pays-Bas	24	25	108	98	131	115
Royaume-Uni	»	»	116	108	150	124
Suède	45	42	114	100	152 (4e tr.)	175
Suisse	40	39	81	93	98	102
U. S. A.	41	48	103	90	130	103

(1) 1950 = 100.
(2) 1936
(3) 1937.
(4) 1949 = 100.

N. B — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B des exportations.

Source: O. N. U.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

Indice du tonnage kilométrique (1938 = 100).

PAYS	1950 — Moyenne mensuelle.	1950 — Décembre.	1951 — Décembre.
Allemagne occidentale (1)			125
Autriche	161	177	190
Belgique	106	120	115
Canada	206	232	»
Danemark	144	151	»
France	147	170	176
Italie			117
Pays-Bas	147	148	»
Suède	226	235	»
U. S. A.	196	206	199

(1) 1936 = 100.

Source: I. N. S. E. E.

b) **Flotte marchande mondiale.**

1. — *Tonnage.*

Statistique du *Lloyd's Register* pour les navires de 100 tonneaux de jauge brute et au-dessus, comptabilisés au 1er juillet 1951 (en 1.000 tonneaux).

PAYS	AU 1er JUILLET 1951.	COMPARAISON au 1er juillet 1950.
Monde	87.245	+ 2.662
Etats-Unis	27.331	— 182
Royaume-Uni	18.550	+ 331
Norvège	5.816	+ 360
Panama	3.609	+ 248
France	3.367	+ 169
Hollande	3.325	+ 126
Italie	2.917	+ 337
U. R. S. S.	2.222	+ 97
Japon	2.182	+ 311
Suède	2.113	+ 65
Danemark	1.344	+ 75
Grèce	1.277	— 72
Espagne	1.216	+ 26
Allemagne	1.031	+ 571
Argentine	979	+ 66

2. — *Navires marchands lancés au cours de l'année 1951.*

Statistiques du Lloyd's Register. — Navires de 100 T j. b et au-dessus (en tonneaux de jauge brute):

PAYS	LANCÉS en 1951	COMPARAISON 1951 à 1950	TONNAGE pour être exporté.	TONNAGE pour être importé.
Monde	2.301.540	+ 133.234	—	—
Royaume-Uni	1.341.024	+ 16.454	602.262	—
Japon	434.286	+ 86.341	16.063	—
Suède	404.067	+ 56.175	214.585	—
Allemagne	348.339	+ 163.833	40.272	—
France	222.632	+ 41.786	—	401.177
Hollande	216.869	— 11.249	130.007	—
Etats-Unis	165.883	— 271.148	20.269	—
Danemark	115.398	— 10.092	—	—
Italie	112.318	+ 4.854	—	—
Norvège	94.383	+ 40.981	—	544.421
Belgique	72.373	+ 6.056	69.349	—

Pavillons sous lesquels doivent être immatriculés les navires marchands (pêche, commerce, ports) lancés en 1951.

Pavillon.	Tonnage. — tonneaux.	Pavillon.	Tonnage. — tonneaux
Royaume-Uni	738.762	Etats-Unis	115.614
Norvège	638.804	Danemark	112.327
Japon	418.223	Italie	103.018
France	323.809	Libéria	90.417
Allemagne	278.067	Hollande	86.862
Suède	189 482		

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) **Indices des prix de gros.**

Indice général (1948 = 100).

	1938	1950	1951
Allemagne occidentale:			
Produits industriels	54	99	120
Produits agricoles et matières premières	64	132	139
Belgique (1)	26	100	121
Canada	53	109	124
France	5	108	138
Espagne	28	126	162
Grèce	0,4	123	150
Italie	2	90	103
Japon	1	193	267
Pays-Bas	36	117	143
Royaume-Uni	46	120	146
Suède	52	106	140
Suisse	46	94	105
U. S. A.	48	98	109

N. B. — Ces indices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

(1) 1936-38.

Source: O. N. U.

b) **Indices du coût de la vie.**

Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines (1948 = 100).

	1938	1950	1951
		p. 100.	p. 100.
Allemagne occidentale (bizone)	62	93 (+ 50)	101 (+ 9)
Autriche	(1) 20	140 (+ 600)	179 (+ 28)
Belgique (2)	27	96 (+ 256)	105 (+ 9)
Canada	66	107 (+ 62)	119 (+ 11)
Espagne	(1) 34	117 (+ 244)	128 (+ 9)
France (Paris)	(3) 6	111 (+ 1.750)	130 (+ 17)
Grèce	0,4	124 (+30.000)	139 (+ 12)
Italie	2	100 (+ 4.900)	112 (nov.) (+ 12)
Japon	»	128	166 (nov.) (+ 12)
Pays-Bas	46	109 (+ 36)	120 (nov.) (+ 11)
Royaume-Uni	»	106	116 (+ 9)
Suède	65	103 (+ 59)	118 (+ 15)
Suisse	61	98 (+ 61)	102 (+ 4)
U. S. A.	59	100 (+ 69)	108 (+ 8)

(1) Mars.
(2) Loyer exclus.
(3) Alimentation seule.
(4) Juillet-déc. 1939.

c) **Indices des matières premières.**

1° U. S. A.: *Indice « Moodys » des prix de gros à New-York.*

Cet indice, publié quotidiennement par Moodys, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

A

Blé	13	Café	4
Coton	13	Caoutchouc	4
Porcs	13	Maïs	4
Ferraille	10	Soie	4
Sucre	10	Argent	3
Laine	7	Plomb	3
Cuirs	5	Cacao	2
Cuivre	5		

(31 décembre 1931 = 100.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950	355	380,3	455,6	484,1
1951	526,8 (1)	501	463,5	400,2
1952	(434)	(avril 433)		

2° GRANDE-BRETAGNE: *Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.*

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de 21 articles, avec les coefficients de pondération suivants:

B

Blé	17	Arachides	3
Coton	14	Jute	2
Sucre	9	Graine de soja	2
Or	8	Cacao	2
Cuivre	6	Coprah	2
Riz	6	Plomb	2
Maïs	5	Zinc	1
Laine	5	Poivre	1
Etain	5	Chanvre	1
Argent	4	Shellac	1
Graines de lin	4		

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon or.

(1) Maximum le 2 février 1951 = 535,2.

(18 septembre 1931 = 100.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950	471,2	487,7	530,5	562,6
1951	609,8	621,2 (1)	597,9	593,6
1952	(579)	(avril: 552)		

(1) Maximum le 26 avril 1951 = 626,9.

7° CONSOMMATIONS

a) **Laine** (consommation mondiale).

Estimations de la consommation mondiale en 1951

(En millions de 1 *b*, laine lavée.)

Principaux consommateurs.	1948	1949	1950	1951 (1)
Australie	77	70	61	56
Belgique	61	59	73	55
Canada	40	34	29	26
France	256	262	244	197
Allemagne occidentale	47	91	128	113
Italie	136	119	126	90
Japon	10	16	51	(2) »
Pays-Bas	39	40	37	24
Suède	27	29	30	(2) »
Royaume-Uni	483	492	518	397
U. S. A.	705	511	647	489
Autres pays	659	708	708	(2) »
Total	2.540	2.431	2.652	2.150

(1) Données provisoires.
(2) Pas de données.

N. B. — Pound 1 b = 453 grammes 6.

Source: Commonwealth Economic Committee.

b) **Consommation d'acier.**

La « British Iron and Steel Federation » publie dans son bulletin statistique mensuel de décembre 1951, le tableau ci-après:

CONSOMMATION APPARENTE D'ACIER PAR HABITANT

(Production nationale d'acier brut augmentée des importations diminuée des exportations, et divisée par le nombre d'habitants) (en livres de 453 grammes.)

	1937	1938	Moyen. 1937-38	1950
Etats-Unis	826	456	641	1.237
Royaume-Uni	550	436	493	628
Canada	410	281	316	614
Suède	558	406	482	567
Australie	401	455	428	510
Belgique-Luxembourg	437	268	353	501
Allemagne (1)	537	654	596	469
Pays-Bas	376	290	333	370
France (2)	326	252	289	332
U. R. S. S.	232	235	234	309
Italie	118	127	123	137
Inde (3)	8	7	7	11

(1) Sarre comprise en 1937 et 1938; Allemagne occidentale seulement en 1950.
(2) France et Sarre en 1950.
(3) Y compris le Pakistan.

(British Iron and Steel Federation.)
(*Monthly Statistical Bulletin*, décembre 1951.)

La commission économique pour l'Europe des Nations Unies publie les chiffres suivants en kg.

ACIER

(Consommation apparente par habitant, en kg).

	1948	1949	1950
Allemagne occidentale	95	174	204
Autriche	71	99	108
Belgique-Luxembourg	250	169	210
Espagne	18	26	»
France (1)	187	206	150
Italie	50	48	63
Royaume-Uni	274	292	278
Suède	290	300	292
Moyenne pondérée ensemble:			
De l'Europe	111	124	128
U. S. A.	516	443	565
Canada	283	301	370
U. R. S. S. (2)	97	120	139

(1) Y compris la Sarre.
(2) Evaluation.

8° DONNEES MONETAIRES

DIMINUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES PRINCIPALES MONNAIES, DE 1939 A 1951, CALCULÉES SUR LA BASE DES PRIX DES BIENS DE CONSOMMATION OU DU COUT DE LA VIE

PAYS	DIMINUTION EN POURCENTAGE en juin 1951.
Suisse	39,5
Afrique du Sud	41,6
Suède	43,7
Canada	45,4
Etats-Unis	46,1 (1)
Royaume-Uni	48,5
Uruguay	49,0 (mai 1951)
Australie	50,0 2e trimestre 1951)
Hollande	61,5
Egypte	68,1
Inde	68,5
Turquie	71,4 (mai 1951)
Colombie	71,6
Argentine	73,4 (février 1951)
Espagne	73,4
Belgique	74,8
Mexique	74,8
Brésil	76,3
Chili	85,3
France	94,6
Italie	98,1
Japon	99,3
Grèce	(2)
Chine	(2)

(1) 47 p. 100 en octobre 1951.
(2) Plus de 99,9 p. 100.

(National City Bank of New-York, Monthly Letter on Economic Conditions and Government Finance, décembre 1951.)

Ce tableau est tiré de la « lettre mensuelle » de décembre 1951 de la National City Bank of New-York et établi d'après les International Financial Statistics publiées par le fonds monétaire international. Il fait ressortir l'ampleur de la dépréciation des principales monnaies depuis 1939. Cette dépréciation a été calculée à l'aide des indices des prix des biens de consommation ou du coût de la vie.

Une note de la « lettre mensuelle » insérée au bas du tableau précise que les pourcentages indiqués ne font pas toujours ressortir dans toute son ampleur la diminution du pouvoir d'achat des monnaies, étant donné que dans un certain nombre de pays les indices du coût de la vie subissent l'effet du contrôle des prix et des loyers, des subventions économiques, etc. « Ce tableau, note la « lettre mensuelle », montre que les pertes de pouvoir d'achat depuis 1939 sont extrêmement variables d'un pays à l'autre, mais que les plus faibles vont de 40 à 50 p. 100.

CONSÉQUENCES DU RÉARMEMENT SUR L'APPROVISIONNEMENT DU PAYS EN MATIÈRES PREMIÈRES ET SUR LE NIVEAU DE VIE DES FRANÇAIS

1° Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. Alfred Sauvy.

Avant d'aborder le fond de la question, il faut en préciser le sens.

Que signifie l'expression « Incidence ou conséquences des charges militaires » ? On pourrait se proposer de savoir ce que serait l'économie française, si elle n'avait aucune dépense militaire et comparer cette situation à l'actuelle, ou à celle que nous pouvons escompter de l'application des projets actuels. Une telle recherche serait non seulement très difficile, mais vaine et sans objet. Non seulement, en effet, l'hypothèse d'une absence totale de charges militaires n'a aucun fondement, mais une décision dans ce sens entraînerait de profonds changements d'origine politique et créerait une situation économique tout à fait différente.

Il faut donc raisonner autrement et ne pas perdre de vue l'utilisation des résultats. Ce n'est pas un exercice d'école que se propose le Conseil économique, mais un travail qui doit porter ses enseignements.

La question peut être présentée sous un jour plus pratique: l'accroissement des dépenses militaires n'est pas encore passé entièrement dans l'application. Quelles conséquences doivent résulter, pour l'économie française, de cette application en cours? Plus exactement encore, il faut comparer la situation vers laquelle nous allons, à celle que nous aurions si les dépenses militaires étaient moins élevées (par exemple de 1.000 milliards, ou 1.200, au lieu de 1.400). En particulier, on peut comparer, dans ces deux hypothèses, l'approvisionnement des matières premières et le niveau de vie des Français.

Le niveau de vie des Français est évidemment la résultante finale, l'approvisionnement en matières premières n'étant qu'un moyen. En fait, les incidences des charges militaires supplémentaires sur le niveau de vie s'exercent par divers intermédiaires, parmi lesquels on peut citer: le niveau des prix, l'emploi, la production et le revenu national, la répartition du revenu, la balance des comptes.

Avant d'examiner ces divers aspects, il convient de donner un aperçu d'ensemble sur l'ampleur des charges militaires et le revenu national, sur lequel elles sont imputées.

Les charges militaires consistent en un prélèvement sur le revenu national de produits ou services. Elles peuvent donc apparaître sous deux formes:

Valeur globale en unités monétaires (aspect financier);

Inventaire général hétérogène des produits et des services consommés (aspect économique).

La première évaluation est beaucoup plus commode, mais insuffisante et parfois trompeuse. La seconde ne peut être, dans les meilleures hypothèses, qu'approximative, mais elle est essentielle, au moins dans ses grandes lignes, car l'incidence de 1 milliard d'achat d'acier ou de cuivre est très différente de l'incidence du payement d'un milliard de salaires de manœuvres ou de celle de l'achat d'un milliard de textiles.

— I —

Les dépenses militaires en valeur globale

1° Montant des dépenses.

Le montant total des dépenses prévues pour 1952, au titre de la défense nationale, s'élève à 1.270 milliards, mais, compte tenu de certaines dépenses de nature mixte inscrites à des budgets civils (météorologie, pensions militaires, etc.), ce chiffre doit être porté à 1.402 milliards, conformément aux définitions des accords de Lisbonne. La répartition est la suivante (exposé de M. Pleven à la commission de la défense nationale de l'Assemblée, le 6 mai 1952):

830 milliards: défense nationale proprement dite;
400 milliards: Indochine;
35 milliards: France d'outre-mer;
5 milliards: protection civile;
130 milliards: pensions, météorologie, etc.

1.400 milliards.

Les 130 milliards de l'avant-dernière ligne sont inscrits dans les budgets civils, mais comptés comme dépenses militaires, conformément à la nomenclature internationale, pour permettre les comparaisons de pays à pays.

Il n'est pas certain que toutes les charges résultant de l'effort militaire soient comptées dans les 1.400 milliards. Certaines dépenses résultant de la déficience économique de l'Indochine ne peuvent être comptabilisées.

Par contre, ces 1.400 milliards ne sont pas tous à la charge du budget français; il importe de mettre en regard l'aide américaine. Celle-ci est de deux sortes:

a) Fournitures de matériel. Celles-ci n'entrant pas dans la comptabilité, ne sont pas comprises dans les 1.400 milliards et n'ont pas d'incidence économique, ni financière;

b) Aide proprement dite. Elle n'est pas encore déterminée, mais la direction du budget l'évalue ainsi (en milliards):

Aide à l'Indochine (principalement crédit *off-shore*).....	80
Aide économique.....	95
Contre valeur d'allocations économiques antérieures.....	20
	195

Certains textes portent le chiffre de 265 milliards. De toute façon, il ne s'agit que de supputations. La réduction de 1 milliard sur l'aide à l'Europe, proposée au Congrès américain, incite à la prudence.

Une augmentation de cette aide est actuellement demandée, pour permettre d'accomplir le programme naval et aérien, mais le montant des sommes qui seront accordées à ce titre est encore en suspens. Du reste, cette aide s'inscrirait en sus des 1.400 milliards budgétaires et, par suite, ne doit pas être comptée.

Faut-il distinguer maintenant l'aide militaire de l'aide économique ? Cela paraît de plus en plus difficile. La nature de l'aide ne renseigne pas toujours: offrir du beurre, pour permettre de produire plus de canons, équivaut, en termes financiers, à offrir des canons. Peut-on se baser sur le caractère juridique de l'aide ? Pas davantage. Il est probable qu'une réduction soudaine de l'effort militaire entraînerait la suppression de l'aide économique, aussi bien que celle de l'aide militaire. Pour cette raison, la totalité de l'aide américaine attendue paraît devoir être retirée des charges militaires.

Ainsi, la charge nette globale semble devoir être estimée à:

1.402 — 195 = 1.207 milliards.

Ce calcul purement financier ne fait pas intervenir, bien entendu, la dépendance qui peut résulter, pour notre pays, de crédits extérieurs sollicités avec insistance et qui peut se traduire parfois en termes économiques.

Pour apprécier la portée de ce chiffre, il faut le comparer à une autre grandeur, par exemple dépenses budgétaires ou revenu national. Les pourcentages ainsi trouvés peuvent être à leur tour comparés soit dans le temps (époques antérieures), soit dans l'espace (autres pays).

2° Importance relative des charges militaires à diverses époques.

Voici la comparaison pour la France à diverses époques:

Avant la guerre 1939-1945.

ANNÉES	DÉPENSES militaires.	REVENU national.	POURCENTAGE
1913	1,4	33	4,2
1920	7,2	110	6,5
1921	6,6	115	5,8
1922	6,0	119	5,0
1923	5,4	134	4,1
1924	5,6	155	3,6
1925	5,7	172	3,3
1926	6,8	208	3,3
1927	10,5	210	5,0
1928	9,0	227	4,0
1929 (15 mois)	13,0	306	4,3
1930-1931	16,1	243	6,6
1931-1932	11,5	229	5,0
1932 (9 mois)	10,6	155	6,8
1933	12,9	199	6,5
1934	11,6	184	6,3
1935	11,9	172	6,9
1936	15,2	189	8,0
1937	21,1	267	7,9
1938			
(a)	29,4	300	9,8
(b)	29,4	360	8,1

(a) Le revenu national est évalué avec une définition restrictive.
(b) Le revenu national est évalué avec la définition internationale de la nomenclature de Cambridge.

Les chiffres du revenu national étant sous-estimés pour cette période, les pourcentages sont inférieurs à la réalité. L'erreur par défaut peut être évaluée à 10 p. 100 au moins. Elle est même de 20 p. 100 pour 1938, ainsi que le montre la différence entre la ligne *a* (définition restrictive du revenu national) et la ligne *b* (définition internationale).

Depuis la guerre (1).

ANNÉES	DÉPENSES militaires.	DÉPENSES budgétaires totales.	REVENU national (définition internat. O. E. C. E.).	DÉPENSES militaires. — Dépenses budgétaires.	DÉPENSES militaires. — Revenu national.
				p. 100	p. 100.
1938	29	82	360	35,3	8,1
1947	203	689	3.303	29,4	6,1
1948	283	992	5.430	28,5	5,2
1949	377	1.282	6.530	29,4	5,8
1950	477	2.423	7.117	19,7	6,7
1951 a	708	2.909	9.082	24,4	7,8
1951 b	857	2.909	9.082	29,5	9,4
1952 a	1.075	3.484	10.600	30,8	10,1
1952 b	1.270	3.484	10.600	36,4	12,0
1952 c	1.402	(2) 3.484	10.600	40,2	13,2

(1) Chiffres extraits de l'Inventaire financier 1951, page 159 (excepté pour l'année 1952).
(2) Non compris 95 milliards de crédits bloqués.

Pour l'année 1952, les dépenses militaires sont données dans les différentes acceptions du terme:

a) Définition limitative, aide américaine déduite.
b) Définition limitative, aide américaine non déduite.
c) Définition extensive, aide américaine non déduite.

Seules les lignes *a* et *b* peuvent être comparées à celles des années précédentes; la ligne *c* est donnée pour mémoire et pour explication de la différence avec le tableau international.

Le pourcentage des dépenses aux recettes budgétaires ne présente qu'un intérêt restreint. Tout d'abord, la définition du budget est assez élastique. Si, par exemple, la sécurité sociale était inscrite en totalité dans les comptes budgétaires, comme en d'autres pays, les dépenses budgétaires apparaîtraient plus fortes et les charges militaires plus faibles. Ainsi, le seul fait d'avoir créé la sécurité sociale ferait paraître les charges militaires moins lourdes.

A l'inverse, l'affaiblissement de la dette publique par l'inflation accroît, en apparence, le poids des dépenses militaires.

Une contradiction plus flagrante encore résulte des investissements et de la reconstruction.

Dans les 3.484 milliards de dépenses en 1952 figurent 624 milliards, pour la reconstruction et l'équipement. Si les destructions de guerre avaient été moins fortes, l'effort militaire paraîtrait plus lourd, alors qu'il serait plus léger en réalité. Ainsi, l'optique budgétaire fausse les résultats, de telle façon, qu'il vaut mieux borner les comparaisons au revenu national, seules significatives, quitte à revenir ensuite à la fiscalité et à la concurrence entre diverses dépenses.

Le revenu national, figurant au tableau ci-dessus, correspond à la définition de la nomenclature internationale de Cambridge, adoptée par l'O. E. C. E.

Nous voyons ainsi que le pourcentage des dépenses militaires au revenu national n'a jamais sensiblement dépassé 8 p. 100 entre les deux guerres (8,1 p. 100 en 1938).

Sept ans après la fin de la première guerre, en 1925, il n'était que de 3,3 p. 100. En 1929, la reconstruction achevée, il était estimé à 4,3 p. 100. En 1938, malgré l'imminence de la guerre, il n'était que de 8,1 p. 100; malgré cette modicité relative, et l'absence de charges de reconstruction, la stabilité monétaire n'a pas été assurée au cours de cette année. Il est vrai qu'elle le fut davantage en 1939 jusqu'en septembre, malgré l'accroissement des charges.

En 1949 et 1950, seules années de relatif équilibre depuis la Libération, le pourcentage n'a été que de 5,8 et 6,7 p. 100.

Ces comparaisons montrent que les charges de 1952 sortent d'une certaine norme; comme c'est leur supplément au delà d'une certaine norme qui nous intéresse, nous voyons que ce supplément est en somme « inédit » et que la couverture de cette charge pose un problème tout nouveau.

Cependant, des facteurs plus favorables peuvent être retenus: l'accroissement du revenu national doit permettre de relever, non seulement les dépenses militaires, mais leur pourcentage, en application du principe de la dégressivité des besoins. C'est ainsi que les Etats-Unis consacrent 25 p. 100 de leur revenu national aux dépenses militaires, tout en conservant un standing de consommation suffisant.

D'autre part, on peut faire intervenir aussi une certaine accoutumance ou aptitude à la fiscalité. Aux difficultés que soulève la perception d'un tiers du revenu par des voies fiscales, on peut opposer l'impossibilité qu'auraient rencontrée les financiers, il y a trente ans, s'ils avaient entendu percevoir le même pourcentage.

Mais, en face de cette aptitude plus grande à supporter des charges, et par suite des charges militaires, il faut placer d'autres facteurs, parmi lesquels le plus important est la présence d'investissements et de reconstruction dans le budget.

Les dépenses de reconstruction s'élèvent à 292 milliards, non compris 59 milliards bloqués jusqu'à l'émission de l'emprunt. Après la première guerre, elles avaient été couvertes en partie par des réparations de l'Allemagne (plus élevées qu'il n'a été dit) et pour le surplus par des emprunts; mais cette méthode avait conduit à une dette publique si lourde que le franc avait dû être dévalué dans une forte proportion. Quant aux investissements (332 milliards, non compris 36 milliards bloqués), ils pourraient, en bonne règle, être couverts par des emprunts, mais en fait, ils ne le sont pas. La concurrence de l'emprunt et de l'impôt est du reste si étroite que l'opposition entre les deux méthodes n'est pas aussi décisive qu'on le croit.

Certes, les charges de la dette publique sont moins élevées qu'en 1938, 134 milliards, soit 1,3 p. 100 du revenu national contre 14,4 milliards, ou 4 p. 100 du revenu national, mais l'accroissement de la dette viagère (en corrélation avec la réduction de la dette publique), fait reperdre le tiers du gain réalisé.

En bref, cet examen montre, non seulement que les charges militaires sont plus élevées qu'elles ne l'ont jamais été en temps de paix, mais qu'elles entrent en concurrence avec des besoins nouveaux et en partie provisoires. Le poids réel des charges militaires vient moins encore de leur importance que de l'époque vraiment défavorable où elles se placent.

3° Comparaison avec divers pays.

La recherche d'une norme nationale par comparaison dans le temps peut être complétée par une comparaison avec d'autres pays similaires.

On ne peut guère comparer l'effort français à celui des Etats-Unis, en raison de la disproportion des revenus nationaux par personne, ni avec l'U. R. S. S., en raison de la différence de régime. C'est avec les principaux pays européens que la comparaison est la plus probante.

Pour 1951, les indications suivantes peuvent être apportées approximativement, d'après les prévisions budgétaires de ces pays :

PAYS	TOTAL des dépenses.	DÉPENSES militaires.	DÉPENSES MILITAIRES en pourcentage du :	
			Total des dépenses	Revenu national net
			p. 100.	p. 100.
Belgique (francs).....	78,2	12,5	16	4,6
Espagne (pesetas).....	19,1	6,8	35,6	4,4
France (francs).....	2.780	(1) 725	26,1	9,3
Italie (lires).....	1.824	460	25,2	7
Pays-Bas (florins).....	5,318	1,5	28,2	9,7
Royaume-Uni (£).....	4,384	1,49	34	13,4
Suède (couronnes)....	5,752	1,153	20	4,1
Suisse (francs).....	1,805	0,72	40	4,1

(1) Les dépenses réelles ont atteint 849 milliards, soit 29,9 p. 100 des dépenses budgétaires totales (2.834 milliards).
Source : O. N. U. (commission économique pour l'Europe).

Pour 1952, les informations ci-après sont basées sur les crédits votés par les parlements des pays considérés :

	DÉPENSES MILITAIRES votées.		POPULATION — Millions.	DÉPENSES militaires par habitant. — Dollars.
	Monnaies nationales. (en milliards)	Millions de dollars.		
Belgique (francs).....	23	460	8,7	53
France (francs).....	1.402	4.066	42,4	95
Italie (lires).....	431	695	46,6	15
Pays-Bas (florins).....	1,5	395	10,2	39
Royaume-Uni (£).....	1,731	4.850	50,9	95

Seul l'effort du Royaume-Uni est supérieur à celui de toute la France, mais il n'est pas certain, nous l'avons vu, que toutes les charges françaises soient comptées. En tout cas, compte tenu de la supériorité du revenu national anglais par habitant sur le revenu français et de la dégressivité des besoins, on peut dire que l'effort en Angleterre et en France est à peu près équivalent.

Les pays scandinaves et la Belgique restent nettement en arrière. Cependant, le premier ministre belge, M. Van Houtte, a annoncé le 9 avril que son pays avait atteint la limite extrême de ses possibilités financières à la suite des efforts qu'il a faits pour remplir son programme défensif (déclaration par radio à la nation).

L'influence inflationniste des dépenses militaires est masquée par la différence de politique pratiquée dans les divers pays. Ainsi, malgré une charge assez élevée, l'Italie a mieux résisté à l'inflation que les pays scandinaves peu chargés.

Nous en avons fini avec l'aperçu sur l'importance globale des charges militaires. Pour voir leur influence sur l'économie, et notamment sur le niveau de vie, nous devons maintenant voir :

a) Par quel moyen les dépenses sont couvertes ;

b) Quelle est la nature de ces dépenses (personnel, matières premières, etc.).

— 2 —

Couverture des dépenses

Les dépenses militaires peuvent être couvertes ou compensées par des économies, par l'emprunt, par l'impôt ou par l'inflation de titres fiduciaires.

1° Couverture par inflation.

L'*inflation* ne consiste pas nécessairement en avances de la banque à l'Etat. Si, du fait des dépenses militaires et des besoins de l'Etat, la banque est assez libérale en crédit, une partie de ces crédits peut servir à des souscriptions de bons du Trésor. C'est ce qui semble s'être produit ces dernières années. Une inflation d'Etat pure, de type classique, accompagnée d'une politique de resserrement de crédit, eût sans doute provoqué (ou permis) une hausse des prix moins élevée.

Il est possible que ce processus continue à jouer, autrement dit que la politique de crédit soit plus libérale qu'elle le serait en l'absence de dépenses militaires supplémentaires. Lorsqu'un facteur de déséquilibre intervient dans un équilibre antérieur entre plusieurs grandeurs, il est logique que l'équilibre nouveau comporte une modification de chacune d'elles. Un gouvernement court des risques qu'il n'aurait pas courus en temps normal. Dans le passé, et dans tous les pays, un accroissement de dépenses militaires a toujours exercé une pression inflationniste, ou, si l'on préfère, la compensation déflationniste n'a jamais été totale.

Cette pression inflationniste est d'autant plus forte que l'emploi des moyens de production est déjà élevé et que les dépenses portent sur les secteurs à haut emploi. Nous retrouverons ce point plus loin.

2° Couverture par économies.

Les économies réalisées doivent atteindre 110 milliards. La plus grande partie porte sur les investissements et la reconstruction. En outre, 95 milliards sont bloqués.

En termes globaux (c'est-à-dire sans faire intervenir encore la nature des dépenses), le remplacement de 1 milliard d'investissements à long terme par 1 milliard de dépenses militaires est sans action. Cependant, la spéculation et la confiance en la monnaie peuvent être influencées favorablement par des investissements productifs et défavorablement par des dépenses improductives. Cette différence d'attitude, assez logique, ne semble pas avoir été sensible jusqu'ici et a été masquée par d'autres facteurs.

De même, une dépense militaire compensée par des économies n'affectant pas la marche des services publics n'est pas coûteuse en soi. Par exemple, la transformation d'un fonctionnaire civil en fonctionnaire militaire n'a pas de répercussion, si une meilleure organisation permet de pallier le départ du fonctionnaire dans son service.

En fait, il n'en est que partiellement ainsi. Pour certaines économies, on est même certain qu'elles ne sont pas compensées. Lorsqu'elles le sont, on peut se demander si cette amélioration n'aurait pas vu le jour, en tout état de cause. La réponse, ici encore, n'est que partiellement affirmative. La pression créée par les dépenses militaires provoque des efforts qui n'auraient pas été fournis dans des circonstances plus faciles, mais, du fait de la résistance du milieu (des hommes ou des choses), ces efforts ne couvrent pas la totalité des besoins.

Dans certains cas, il faut même aller plus loin ; les dépenses militaires ont concurrencé des dépenses d'une grande nécessité. Si elles étaient restées au niveau de 1949, par exemple, les constructions scolaires et les logements auraient connu un développement plus important. Non seulement les amputations décidées en avril n'auraient pas été effectuées, mais des crédits plus importants auraient été votés.

Or, les constructions d'écoles influent directement sur le niveau de vie. 50 milliards de francs, soit environ le sixième des charges militaires supplémentaires de 1952, représentent environ 20 à 25.000 logements complets et peuvent, par le jeu des primes, permettre une construction beaucoup plus intense encore.

3° Couverture par l'impôt ou l'emprunt.

Qu'il s'agisse de couverture par l'emprunt ou par l'impôt, la consommation effective est réduite, mais le niveau de vie est-il diminué ?

Il faut ici s'entendre sur la signification du « niveau de vie ».

En termes objectifs, le niveau de vie est diminué, puisque les Français consomment moins de produits, par exemple, moins de frigidaires, d'essence et même d'aliments.

En termes *subjectifs*, le niveau de vie n'est pas diminué, si les charges supplémentaires sont converties par des emprunts ou si un report équivalent est effectué de l'impôt vers l'emprunt (1). Lorsque la couverture est (directement ou indirectement, peu importe) assurée par l'emprunt, les Français conservent le même revenu personnel ou croient le conserver et ne modifient que leurs dépenses. Tout en consommant moins, comme dans le cas de l'impôt, ils ont une satisfaction plus grande, parce que le revenu des prêteurs n'est pas amputé et que chacun d'eux escompte des richesses futures, en intérêts. Si le Français moyen reçoit 300.000 francs et en verse 30.000 au Trésor, il estime avoir conservé son standing de 300.000, si le versement est volontaire et assorti de promesses en contrepartie, et avoir perdu son standing si le versement est fiscal, donc forcé. En aucun cas, le prêteur, même le contribuable, n'établissent un bilan de fin d'année en inscrivant à leur passif le 42 millionième de la dette publique qui leur échoit ou leur part en rapport avec leur richesse. Cette optique du particulier est importante, du point de vue psychologique.

C'est ici que la différence entre l'emprunt et l'impôt prend toute sa force. Plus le supplément de charges est couvert par l'emprunt, plus la satisfaction générale est grande, alors même que la moyenne des Français n'est ni plus riche, ni plus pauvre.

4° Couverture effective.

Rechercher comment les charges militaires sont effectivement couvertes revient à se demander ce que serait le budget, si ces charges n'existaient pas ou étaient moins élevées.

Le seul point connu est la réduction des investissements et des dépenses civiles (110 milliards + 95 bloqués, soit 205 milliards), mais, comme nous l'avons vu, d'autres rédactions sont, en fait, intervenues sur les chiffres qui auraient été adoptés en l'absence de charges militaires supplémentaires.

Globalement, les charges militaires sont de 5 p. 100 au-dessus d'une certaine norme. En termes financiers, l'amputation du niveau de vie peut être considérée comme équivalente, mais:

Une partie est reportée sur les années à venir (réduction des investissements) ;

Une partie est supportée volontairement et, de ce fait, n'intervient pas subjectivement.

La baisse effectivement ressentie sur le niveau de vie, inférieure à 5 p. 100, peut paraître modeste. Cependant, agissant marginalement, un tel prélèvement peut être douloureux: s'il porte sur les dépenses vitales, il est particulièrement difficile à supporter; s'il est mieux réparti et ne porte que sur les satisfactions non vitales, il porte sur des pourcentages plus importants. En outre, sa répartition peut être génératrice de conflits sociaux.

Alors que l'année 1949-1950 semblait marquer, sinon la fin de l'inflation, du moins une période plus stable, la reprise des armements a provoqué une recrudescence de l'inflation. Celle-ci peut venir, soit de la raréfaction des matières premières dans le monde, soit de l'effort proprement national. Aucun pays n'a pu éviter totalement la hausse des prix, mais la France a été particulièrement touchée. On peut penser que l'ampleur des charges militaires (guerre d'Indochine) et des besoins exceptionnels d'investissement et de reconstruction a joué un rôle important dans cette rechute. Bien que le premier facteur (matières premières) évolue plus favorablement, l'aggravation du second compromet tout redressement monétaire et, à tout le moins, exige un effort déflationniste d'une intensité particulière.

L'effort déflationniste a porté pour une large part sur les investissements. Non seulement les crédits qui auraient pu être accordés sans l'accroissement des charges militaires n'ont été votés que partiellement, mais les crédits votés eux-mêmes ont subi en 1952 une augmentation et un blocage:

Voici quels ont été, pour l'année 1952, les crédits demandés et accordés:

	CRÉDITS demandés (1).	CRÉDITS votés (2).	CRÉDITS annulés (3).	CRÉDITS subsistants.	CRÉDITS bloqués.	CRÉDITS disponibles le 6 juin 1952.
	(milliards de francs)					
Equipement et reconstruction des services publics	240	168	14	154	9	145
Reconstruction	540	325	32,5	292,3	43,3	249,2
Construction (H. L. M.)		75	2,5	72,5	6,7	65,8
Investissements économiques et sociaux	580	392	24	360	36	332
Dont:						
Société nationale des chemins de fer français		26	2	24	3	21
Charbonnages		38	1	37	4	33
Electricité de France		73	1,5	71,5	14	57,5
Gaz de France		9	1	8	»	8
Compagnie générale du Rhône		20	0,5	19,5	1	18,5
Flotte		34	2,5	31,5	»	31,5
Air France		5,5	2	3,5	»	3,5
Agriculture et azote		42	5	37	7	30
Entreprises industrielles et commerciales		45,9	0,9	45	1,5	43,5
Tourisme		3,5	2,5	1	»	1
Sarre		2,5	0,35	2,15	»	2,15
Investissements sociaux		5,6	2	3,6	2	1,6
Afrique du Nord		53	1,5	51,5	3,5	48
Outre-mer		34	2	32		32
Total	1.360	960	73	887	95	792

(1) Commission des investissements.
(2) Loi du 5 janvier 1952.
(3) Décrets du 28 avril 1952.

Mais ces conclusions peuvent être altérées par l'influence même des dépenses militaires sur le revenu national. Nous avons admis, jusqu'ici, que le revenu était une quantité déterminée sur laquelle étaient effectués des prélèvements plus importants. Il reste à voir dans quelle mesure les dépenses elles-mêmes affectent le revenu national.

— 3 —

Variations du revenu national

En fait, le revenu national ne sera pas le même en 1952 qu'en 1951, ni que dans une année passée considérée comme normale. La variation tient à deux facteurs:

Evolution économique normale;

Influence propre des charges militaires supplémentaires.

La tendance générale à la progression du revenu national permettait d'escompter de nouveaux progrès en 1952, de l'ordre de 4 ou 5 p. 100 en francs constants. Mais un tel progrès ne compense pas l'accroissement des charges militaires, même limité à 3 p. 100. En effet, toute production supplémentaire est immédiatement appropriée et comptée comme revenu par l'individu. La situation se présente schématiquement ainsi:

	Production.	Prélèvement.	Revenu net.
	—	—	—
Avant	100	30	70
Après	104	33	71

Malgré l'amélioration du revenu net de 70 à 71, une résistance se manifeste contre le prélèvement supplémentaire, car le Français considère comme normal le revenu 104 — 30 = 74. Alors que la production et les revenus bruts sont accrus de 4 p. 100, il faut accroître les prélèvements de 10 p. 100.

(1) Notons qu'un accroissement de 100 milliards de charges militaires et le report de 100 milliards d'investissements sur l'emprunt (au lieu de l'impôt) équivaut rigoureusement, en termes financiers, à un accroissement de charges militaires couvertes par l'emprunt.

Un raisonnement analogue peut être fait si toutes les productions (et services) nécessitées par les charges militaires supplémentaires étaient produites (ou rendus) en sus de la masse globale de production et de services, car il faut rémunérer ces producteurs stériles et leur assurer une part de la production de richesses. Par exemple, si cette production d'armements est obtenue par des heures supplémentaires, celles-ci doivent être rémunérées au même titre que les autres. Ainsi, le calcul doit être fait en pourcentages et non en différences.

Il ne s'agit, du reste, là que d'un cas particulier qui n'est sans doute pas réalisé.

Il reste à voir dans quelle mesure l'effort en vue de la défense nationale modifie le revenu national. Pour cela il faut connaître:

a) L'influence de l'accroissement global de la demande;

b) La structure de la demande supplémentaire.

1° Accroissement global de la demande.

En termes globaux, la couverture intégrale des dépenses militaires par voie d'économie, d'impôt ou d'emprunt effectif (c'est-à-dire en argent frais, provenant d'une réduction de la consommation) résorbe le déficit et ne provoque aucune demande supplémentaire. En fait, il est à craindre, nous l'avons vu, qu'il n'en soit pas ainsi et qu'il résulte de l'accroissement des besoins une certaine pression inflationniste.

L'expérience montre qu'un accroissement de la demande globale n'est pas nécessairement inflationniste. Si la production est très élastique, il en résulte un processus de développement économique, tel que l'accroissement de rendement des impôts ou des emprunts par le jeu du multiplicateur, qui permet de rétablir l'équilibre financier et économique à des niveaux plus élevés.

En fait, des exemples récents de progrès de la production sur une ligne de prix stables sont très rares. Et, en tout cas, à partir d'un niveau de 80 ou 85 p. 100 de l'emploi de l'appareil productif, un accroissement de la demande agit à la fois sur les prix et la production. Plus l'emploi s'élève, plus la production devient rigide et, par suite, plus les prix s'élèvent. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que la demande supplémentaire se porte entièrement sur les secteurs déprimés. Encore n'est-il pas sûr, dans ce cas, que la seconde vague de demande ne provoque une certaine inflation.

L'emploi de l'appareil productif en France est nettement supérieur à 80 ou 85 p. 100. On pourrait, certes, conclure à un résultat différent, en tenant compte de certains mauvais emplois ou de sous emplois importants: professions tertiaires encombrées, appareil de distribution pléthorique, Ouest agricole surpeuplé, etc. mais les ressources non employées dans ces secteurs ne peuvent se déplacer qu'avec de grandes difficultés vers des secteurs plus productifs. Une simple pression de la demande est insuffisante et provoque une hausse des prix avant qu'aucun déplacement se soit produit. C'est, au contraire, une inflation, pesant durement sur les secteurs en sous-emploi, qui pourrait provoquer les réactions naturelles vers un meilleur équilibre. Cependant, même au niveau d'emploi atteint, la demande supplémentaire n'est pas totalement sans action sur la production. Elle lui est favorable dans l'immédiat, mais défavorable dans l'avenir, l'inflation faussant les marchés, décourageant certaines épargnes et éloignant, en fait, du mieux économique.

2° Nature de la demande.

C'est ici le point le plus délicat: si la demande supplémentaire était à peu près répartie comme la demande ancienne, l'effet serait le même que précédemment. Si elle portait surtout sur les secteurs élastiques, il serait plus favorable. En fait, on peut penser que la demande supplémentaire porte, au contraire, surtout, sur les secteurs rigides et aggrave même quelques goulots d'étranglement.

Les dépenses militaires peuvent être divisées en deux catégories: armée et armement.

Les dépenses d'armée comprennent des soldes, de l'alimentation, du matériel léger et sont, de ce fait, relativement peu inflationnistes.

Les dépenses d'armement consistent surtout en commandes industrielles et, notamment, en commandes d'armes et constructions. Elles comportent une consommation assez forte de métaux et de matériaux lourds. De ce fait, elles ont un caractère inflationniste marqué.

Les dépenses supplémentaires réalisées en 1951 et 1952 consistent surtout en armements. Elles doivent donc être considérées comme doublement inflationnistes: par leur montant et par leur orientation.

En 1951, les dépenses miliaires se sont élevées approximativement à 850 milliards, dont 300 pour l'Indochine et 300 milliards de commandes industrielles se décomposant ainsi:

	milliards.
Industrie automobile	23
Machines-outils	15
Mécanique	53
Matériel électrique	4
Télécommunications	18
Commission navale	21
Génie civil et bâtiment	50
Textiles et cuivres	43
Carburants	15
Ciments	5
Divers (outre-mer, infrastructure, etc.)	53
	300

Ces commandes représentent environ 6 p. 100 du chiffre d'affaires du bâtiment, 6 p. 100 des textiles, 4 à 5 p. 100 de la construction mécanique.

En 1952, ces commandes passeraient de 300 à 530 milliards, dont:

Automobile, 39 milliards.

Aéronautique: 78 milliards.

Machines outils, mécanique, construction électrique, télécommunications: 160 à 170 milliards.

Construction navale: 50 milliards.

Génie civil et bâtiment: 81 milliards.

Textiles et cuirs: 85 milliards.

Les commandes actuelles ont déjà dépassé, dans l'ensemble, le rythme moyen de 1951.

Pour mesurer de plus près cette incidence, il faudrait connaître les consommations finales, soit en termes de matières premières, soit en termes de main-d'œuvre, et, particulièrement, de main-d'œuvre qualifiée. Un tel calcul supposerait des statistiques correctes et nécessiterait l'emploi d'une machine électrique. Il n'a pu être effectué en France.

Il faudrait, sur le plan économique strict, tenir compte aussi des commandes américaines payées en dollars, mais, en fait, en desserrant le goulot principal, qui peut, en de nombreuses occasions, permettre de desserrer d'autres goulots, ces commandes ne paraissent pas nuire à l'ensemble de la production de richesses.

Les principaux goulots d'étranglement de l'économie sont:

Certaines qualités de charbon, notamment le coke métallurgique.

Diverses matières premières importées (soufre, cuivre).

Ouvriers qualifiés (métaux, bâtiment).

En outre, la production agricole ne réagit pas instantanément à la demande. Voici la situation des besoins pour le cuivre:

	tonnes.
Industrie	130.000
Viticulture	20.000
Secteur militaire	40.000
	190.000

Les 40.000 tonnes du secteur militaire ne constituent que la quantité contenue dans les produits finals. Compte tenu des besoins indirects, le chiffre serait plus élevé. Le goulot cuivre est important en raison des productions et services qu'il freine (matériel électrique, demandé à l'exportation, téléphone, etc.).

Pour le nickel, l'armement absorbe environ le tiers de la ressource (3.000 tonnes sur 9.000 tonnes).

Pour le soufre, la situation est assez tendue, les besoins de l'armement sont de 25.000 tonnes environ sur un ensemble de 224.000 tonnes (dont 70.000 pour la viticulture).

Le secteur qui mérite le plus d'attention est celui du bâtiment et des travaux publics. Longtemps freinée par les seules diffi-

cultés financières, la construction de logements est aujourd'hui limitée par les facteurs techniques et, notamment le manque de main-d'œuvre qualifiée.

La capacité des fours à ciment est près d'être atteinte; cependant, l'utilisation de laitiers de haut-fourneau a fait des progrès. Nous trouvons ici un exemple d'un effet favorable de la pression des besoins.

On peut, par contre, noter que les commandes de textile peuvent permettre à ce secteur de franchir, dans les meilleures conditions, une période délicate.

La question des industries déprimées comme les branches textiles demande cependant attention: si les commandes directes à cette industrie lui assurent un débouché supplémentaire, il est possible, par contre, que la conversion de l'économie sous l'influence de l'armement leur porte préjudice. Du fait de l'extension de la fabrication d'armes, la consommation s'oriente vers le secteur des métaux et le bâtiment.

Dans le régime économique actuel, ce détournement exige un suremploi dans ces secteurs, nécessairement inflationnistes. Si la pression inflationniste est combattue d'une façon ou d'une autre par voie fiscale, limitation des salaires, restrictions de crédit, etc., il s'ensuit une dépression dans les industries les moins favorisées. Comme d'autres facteurs défavorables agissent sur l'industrie textile, celle-ci se trouve plus exposée que d'autres à la dépression.

Il est même permis de dire que cette dépression répond, dans le cadre d'une certaine logique, à un certain besoin. Si l'on imagine en effet une accentuation du phénomène et une poussée intense vers l'armement, cette situation exigerait une conversion de l'économie et d'importants transferts d'activité. Ces transferts peuvent être assurés par voie autoritaire ou par voie libérale. Dans ce dernier cas, c'est le manque de débouchés qui est l'élément moteur. Certains transferts se font facilement et n'entraînent pas de dépression (par exemple conversion d'une usine d'automobiles en usine de chars), d'autres sont beaucoup plus malaisés, tant en termes d'outillage que de personnel, ce qui occasionne des dépressions durables.

Cependant, dans l'état actuel de la comptabilité nationale, l'influence déprimante de l'armement sur l'industrie textile ne peut être mise en évidence. Il s'agit donc ici d'une explication qui, de toute façon, ne peut indiquer qu'une des causes de la dépression de l'industrie textile.

En conclusion, les commandes d'armement sont, dans l'ensemble, fortement préjudiciables à la production disponible pour les besoins civils. Parfois même, en réduisant des activités telles que le téléphone, ou en réduisant les débouchés de branches peu convertibles comme les textiles, elles peuvent contribuer à diminuer le revenu national.

3° Le recrutement de personnel.

Le nombre d'hommes sous les drapeaux s'élève à environ 750.000 hommes. Faut-il considérer ces hommes comme retirés de la production et celle-ci diminuée à proportion? La population active étant de 20 millions de personnes, la perte serait d'environ 10 p. 100, compte tenu de l'âge, du sexe et de la sélection sanitaire. Cependant, cette proportion est excessive: une partie de l'armée représente une norme, dont il est illusoire de supposer la disparition.

IV. — *Influence sur la balance des comptes.*

Les dépenses militaires peuvent influencer de diverses façons la balance des comptes:

1° *Capitaux.* — Le danger de guerre peut inciter des capitaux à chercher un refuge à l'étranger ou en d'autres parties du monde. L'afflux de capitaux au Maroc s'explique, en partie, par cette crainte, mais il s'agit là d'un autre problème, celui d'un risque et non de charges.

Les dépenses militaires peuvent agir par le canal de l'inflation. Si elles mettent la monnaie en péril, l'évasion de capitaux est, en quelque sorte, favorisée ou, du moins, trouve des raisons supplémentaires pour se manifester;

2° *Revenus.* — Le principal poste de la balance des revenus est la balance du commerce. C'est aussi celui qui peut être le plus affecté par un changement économique.

L'armement exige des matières premières et de l'énergie et accroît, de ce fait, les besoins d'importations. Autrement dit, si l'armement est réalisé en plus de la production normale, par divers efforts tels que l'allongement de la durée du travail, l'accroissement de l'emploi, le progrès de la productivité travail, les importations doivent être plus élevées.

A l'inverse, les exportations sont réduites, soit que les industries exportatrices soient obligées de refuser des commandes pour se consacrer à l'armement, soit que les matières premières fassent défaut.

Les deux phénomènes: accroissement des importations, diminution des exportations, ne se cumulent pas intégralement sur un même secteur. Si une industrie est simplement « convertie » vers l'armement, elle ne consomme pas plus de matières premières et si elle consomme plus de matières premières, elle produit davantage et est donc en mesure de maintenir son exportation. Mais les deux phénomènes jouent avec plus ou moins d'intensité en divers secteurs.

Ce raisonnement sur l'aggravation de la balance des comptes ne paraît pas à l'abri de tout reproche: si tous les pays du monde s'armaient dans la même proportion, la balance d'ensemble ne pourrait pas se détériorer. En fait, l'aggravation de la balance est possible en France, parce que c'est un pays industriel, pauvre en matières premières, et parce que l'armement y est plus intense qu'en d'autres pays.

L'apport américain atténue cependant ce déficit, soit par l'aide directe, sous forme budgétaire, soit par des commandes, soit par les dépenses des troupes stationnées sur les territoires français et marocain.

L'aide directe, de forme budgétaire, est un gain net, qu'elle ait des justifications économiques ou budgétaires; les commandes d'armes ne sont qu'un appoint modeste, parce qu'elles portent, en général, sur un secteur en plein emploi. Par contre, les dépenses de troupes sont plus efficaces, parce qu'elles portent assez largement sur des secteurs élastiques et rémunèrent dans une forte proportion du travail sans qualification spéciale.

Nous avons déjà évalué à 195 milliards l'aide budgétaire, en formulant des réserves sur ce chiffre.

Les commandes passées pour compte interallié et non comprises dans ce chiffre sont estimées, sous toutes réserves, à 50 milliards (1). Quant aux dépenses faites en France par les troupes américaines, canadiennes et anglaises, elles représentent des besoins estimés à 10 milliards de francs, en ordre de grandeur.

Voici quelle a été la balance du commerce effective au cours des dernières années (métropole) (en milliards de francs):

	TOTAL		ZONE DOLLAR	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
1949	927	784	198	27,6
1950	1.073	1.073	164,4	60
1951	1.607	1.479	241,2	116,4
1952 (1er trimestre)	477,3	367,4	82,2	20,4

V. — *Influence sur la répartition des revenus.*

Si, à l'accroissement des dépenses militaires avait répondu, franc pour franc et matière par matière, une réduction de la consommation par emprunt ou par amputation des investissements d'Etat, on aurait pu concevoir un maintien de la répartition des revenus. C'est là un cas purement théorique et à peu près irréalisable. En fait, les dépenses militaires modifient la répartition des revenus:

a) Par les répercussions financières et, notamment, la fiscalité ou l'inflation;

b) Par les répercussions économiques.

La question des répercussions financières pose celle des incidences de la fiscalité, qui prête largement à controverse. Certains impôts directs sont, en réalité, récupérés sur le consommateur et certains impôts indirects ne peuvent pas toujours l'être.

Les conséquences de la couverture des dépenses par l'inflation sont mieux connues. L'inflation détruit les revenus fixes et laisse les salaires en retard sur les prix.

Par contre, les répercussions économiques semblent moins défavorables parce que les dépenses militaires ne concurrencent pas de façon trop directe la consommation des salariés.

D'une façon générale, le pouvoir d'achat s'est relevé depuis 1949, mais cette constatation ne permet pas de juger l'influence des charges militaires. En fait, on ne dispose pas d'informations suffisantes.

1° La production totale a été augmentée et même la production de richesses véritables;

2° Les salaires se trouvaient, en 1949, en retard sur les prix.

Sans l'accroissement des dépenses militaires, la production de richesses (investissements ou biens de consommation) aurait pu être plus importante qu'elle n'a été. Il est vraisemblable qu'une partie de cet accroissement aurait porté sur la production d'objets de consommation.

Dans cette hypothèse, les salaires auraient bénéficié de cet accroissement. On peut même penser que leur amélioration aurait été plus que proportionnelle à cet accroissement, du fait d'une atténuation de la pression inflationniste et d'une concurrence plus vive.

Par rapport à 1949-1950, l'accroissement des charges militaires en 1952 représente 6 p. 100 du revenu national; si nous admettons, à titre d'exemple, que 4 p. 100 auraient été affectés à l'investissement et à la reconstruction et 2 p. 100 à la production de biens de consommation, le pouvoir d'achat des salaires aurait pu être de plus de 2 p. 100 supérieur à ce qu'il a été.

2° Avis formulé par le Conseil économique dans sa séance du 18 juin 1952 (1).

En conclusion, le Conseil économique émet l'avis que, de l'ensemble de l'exposé qui précède, se dégagent les conclusions suivantes:

1° Les charges militaires supportées par le budget de l'Etat et par la nation française ont dépassé sensiblement le niveau permis par le bon fonctionnement du système économique, dans le cadre des institutions actuelles.

Le rapport de ces charges au revenu national est plus élevé qu'il n'a jamais été, en temps de paix, en France;

2° Cette surcharge aurait été mieux tolérée, du fait de diverses adaptations (fiscalité) ou circonstances favorables (accroissement du revenu national), si elle n'était intervenue en une période marquée par des besoins pressants: reconstruction nécessitée par les destructions de guerre, investissements et construction de logements nécessités par le retard pris par la France depuis vingt ans;

3° Cette concurrence entre besoins vitaux économiques d'intérêt général et besoins de défense nationale a créé de sérieuses difficultés budgétaires et empêché de porter les investissements au niveau nécessaire au développement économique du pays;

4° La pression créée par l'insertion d'activités stériles dans l'économie du pays a parfois trouvé des contreparties et a été atténuée par des progrès techniques qui ne se seraient pas faits sans elle. Néanmoins, ces progrès restent inférieurs à ceux qui auraient résulté des investissements ajournés;

5° Aux difficultés générales, qui s'expriment en termes financiers, s'est ajoutée une circonstance aggravante: les charges supplémentaires ne se répartissent pas également entre les divers secteurs et portent surtout sur ceux dont la progression rencontre des difficultés techniques. C'est le cas notamment des métaux et du bâtiment. Du fait de cette distorsion, la pression inflationniste a été nettement accrue;

6° Il faut regretter particulièrement l'influence défavorable sur la construction de logements, étant donné leur pénurie croissante et ses graves conséquences économiques et sociales;

7° Le détournement de la consommation nationale vers certains secteurs engorgés risque de contribuer à la dépression d'autres secteurs, si les efforts déployés pour résorber la pression inflationniste obligent à limiter le pouvoir d'achat de la population et les crédits accordés aux entreprises;

8° Si l'ambiance économique mondiale est à la dépression, l'influence de l'armement peut passer pour moins défavorable, et même pour créatrice d'activité. Cependant, les mêmes méthodes employées à financer l'armement auraient pu, en ce cas, servir à financer des travaux d'utilité économique, exerçant, dans l'immédiat, les mêmes effets sur l'activité générale;

9° La balance des payements est influencée dans le sens du déficit par l'armement français; mais cette influence peut être atténuée par les dépenses des troupes étrangères stationnées sur le territoire et par les difficultés analogues des pays étrangers qui recourent au réarmement.

(1) Ce vote a été acquis au scrutin public par 83 voix et 67 abstentions (voir le résultat de ce scrutin en annexe, page 238).

ANNEXE

SCRUTIN

sur l'ensemble du projet d'avis concernant les conséquences du réarmement.

Nombre de votants..... 150

Ont voté pour..... 83

Se sont abstenus..... 67

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (83).

Groupe des activités diverses. — M. Compeyrot.

Groupe de l'agriculture. — MM. Baron, Barré, Barriol, Bidau, Biset, Bonjean, Deleau (Jean), Denoyés, Des Courtils, Gauthier, Genin, Gourlot (C.G.T.-F.O.), Guellati, Haniquaut (C.F.T.C.), Jahan, Lamour, Lequerlier, Mangeard, Martin, Maumont, Milhau, Naudin, Tardy, Van Graefschèpe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André (Jean-Louis), Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Marant, Ouvière, Ressicaud.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), Mabit, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, Brot, De Laulanie, Lamy.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Le Henaff, Luffalla, Taix, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier, May, Roche, Sauvy, Soula.

Groupe des travailleurs:

C.F.T.C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Esperet, Foulot, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati MM. Vansteleghem, Willame.

C.G.T.-F.O. — MM. Allègre, Beyaert, Bomal, Bothereau, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lapeyre, Pagliano, Peeters, Richard.

Groupe de l'Union française. — MM. Monthé, Sar (C.G.T.-F.O.), Tidjani (C.F.T.C.).

Se sont abstenus (67).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Guillant, Ramarony.

Groupe de l'agriculture. — MM. D'Andiau, Bardet, Du Douet de Graville, Ferré, Forget, Lepicard, Lucas, Rius (C.G.T.), Robin (François), Uchard.

Groupe des associations familiales. — M. Pasquet.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Lacour-Gayet, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll, Thoumyre.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Lafond, Mayolle, Meunier, Pisson, Ricard, Trocmé, Waendendries.

Groupe des travailleurs:

C.G.C. — MM. Ducros, Le Ferme, Malterre, Puverel.

C.G.T. — MM. Bouchaud, Mme Brisset, MM. Brouard, Duret, Frischmann, Furst, Le Brun, Le Quère, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz.

C. T. intel. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C.G.C.), Bouruet-Aubertot, Graeve, Guinaudeau, Jourdain, N'Gom (C.G.T.), Poilay.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

52

tiset,
eulin,
nour,
Van

ville,

Leroy

amy,

enaff,

May,

vard,
ansie-

acuel,
.

F.O.),

tama-

et de
Fran-

eleau
doire,

Desse,
unier,

risch-
auvid,

uruet-
oy,